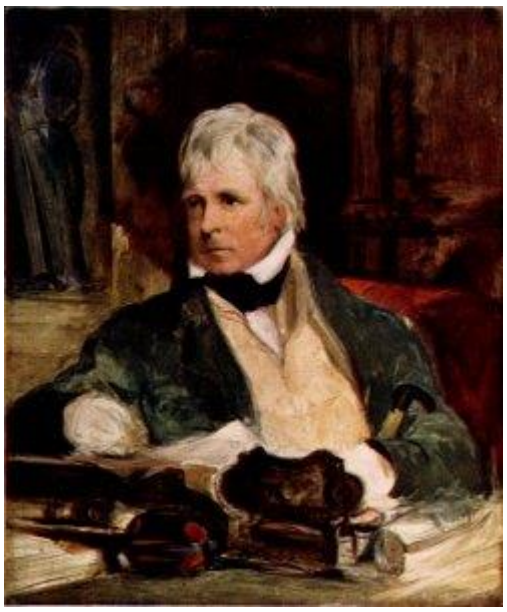
Édition du groupe « Ebooks libres et gratuits »



Walter SCOTT

HISTOIRE D'ÉCOSSE

Tome I

Traduction de M. Albert Montémont
1837

Table des matières

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR.....4
CHAPITRE PREMIER. 6
CHAPITRE II..... 22
CHAPITRE III. 32
CHAPITRE IV. 51
CHAPITRE V..... 64
CHAPITRE VI. 83
CHAPITRE VII. 94
CHAPITRE VIII..... 111
CHAPITRE IX. 129
CHAPITRE X..... 148
CHAPITRE XI. 164
CHAPITRE XII. 194
CHAPITRE XIII..... 223
CHAPITRE XIV..... 255
CHAPITRE XV. 285
CHAPITRE XVI..... 298
CHAPITRE XVII. 314
CHAPITRE XVIII. 329
CHAPITRE XIX..... 357
CHAPITRE XX. 400

CHAPITRE XXI..... 421
À propos de cette édition électronique..... 453

AVERTISSEMENT DE L'AUTEUR.

L'auteur fut invité à écrire cette ***histoire d'Écosse*** de manière à ce qu'elle fût en harmonie avec des abrégés pareils qu'entreprenaient sir James Mackintosh, pour l'histoire d'Angleterre, et Thomas Moore, quant à celle d'Irlande. Quel homme de lettres, séduit par l'honneur de publier un livre en semblable compagnie, ne se fût empressé de s'imposer beaucoup de travail et de courir le risque de compromettre une renommée ? En la présente occasion néanmoins, la tâche de l'auteur, quoique peut-être encore téméraire, a été rendue plus facile ; car il venait d'achever les volumes intitulés : ***Contes d'un Grand-Père, extraits de l'histoire d'Écosse, à l'usage de son petit-fils***.

Toutefois, le but et la teneur de ces deux ouvrages, c'est-à-dire les contes dont il vient d'être question et l'histoire qui va suivre, offrent d'extrêmes différences. Pour les contes, l'auteur, rejetant dans l'ombre, ou plutôt omettant tout ce qui pouvait, soit embarrasser l'intelligence, soit fatiguer l'attention de son jeune lecteur, désira seulement d'exposer à ses regards ce qu'il y avait de plus propre à captiver son imagination, et, se bornant aux faits, renvoya à une époque ultérieure la recherche des causes d'où ces faits étaient émanés.

Il se flatte, au contraire, que la présente histoire peut, jusqu'à un certain point, dévoiler au lecteur d'un âge moins tendre les vérités dont il doit être instruit, non simplement comme se rapportant à un petit royaume, mais comme formant un chapitre dans l'histoire générale de l'humanité.

Puisque l'objet des deux ouvrages est si différent, leur contenu, bien que puisé aux mêmes sources, sera, on doit le reconnaître, tellement distinct, que, sans doute, l'enfant studieux, dont la soif d'apprendre croit sans cesse, lira avec plus de fruit peut-être, cette publication plus grave, après que celle qui était destinée à un âge moins avancé lui sera devenue familière ; et l'adolescent, accoutumé aux faits généraux de l'histoire écossaise, tels qu'ils sont ici présentés, éprouvera encore plus de plaisir à la lecture des contes, qui n'en contiennent que les détails plus légers et plus romanesques.

Abbotsford, 1er novembre 1820.

CHAPITRE PREMIER.

Anciens temps de l'Écosse. – Calédoniens, Pictes, Scots. – Kenneth Macalpin.

Quoique l'histoire d'Écosse soit celle d'un pays trop pauvre et comptant une population trop peu nombreuse pour être classé parmi les grandes puissances européennes, elle a néanmoins fixé l'attention du monde, de préférence même aux annales d'états plus florissants et plus riches. C'est ce qu'on peut attribuer justement aux prodiges de valeur et de fermeté avec lesquels les habitants défendirent jadis leur indépendance contre les attaques les plus formidables, aussi bien qu'à l'intime liaison des événements de cette histoire et de celle d'Angleterre, royaume dont la Bretagne du nord, après avoir été long-temps son ennemie invétérée, est maintenant devenue, par le traité d'union, une partie intégrale et indissoluble.

Les limites d'un résumé nous obligent à traiter, plus succinctement que nous ne le voudrions, cet intéressant sujet ; et il nous faudra, en conséquence, rejeter beaucoup de ces détails qui excitent l'intérêt et charment l'imagination. Nous tâcherons pourtant, de ne passer sous silence rien de ce qui semble nécessaire pour tracer un lucide tableau du cours général des événements.

L'histoire de toutes les nations modernes de l'Europe doit commencer à la décadence de l'empire romain. La dissolution de ce colosse donna naissance à des états presque

innombrables, de même que le dépérissement et la décomposition de la matière animée renouvelle seulement les formes de la vie animale, mais ne diminue pas la quantité de cette vie. L'ambition de ce peuple extraordinaire, tant sous la république que sous l'empire, était d'étendre l'autorité de Rome sur le monde entier ; et tandis même que sa propre constitution luttait contre l'influence d'un rapide déclin, la rage avec laquelle il s'efforçait d'imposer son joug à ceux de ses infortunés voisins qui conservaient encore leur liberté, se manifestait sur les points les plus éloignés de son immense territoire. Jules-César avait commencé la conquête de la Grande-Bretagne, dont la position insulaire, entourée qu'elle est par un Océan fertile en tempêtes, ne la sut point garantir de l'ambition romaine. Ce fameux conquérant fit sa descente l'an 55 avant J.-C. ; et les Bretons méridionaux[1] furent, l'an de grâce 80, soumis complètement au sceptre de Rome, et réduits à la condition de tributaires par les armes victorieuses d'Agricola.

Cet intelligent capitaine vérifia ce qu'on avait jusqu'alors révoqué en doute, que la belle contrée dont il avait ainsi subjugué la partie méridionale, était une île, et que, du côté du nord, son extrémité, couverte de montagnes, de bois et de marais inaccessibles, en même temps que peuplée par des hordes de barbares qui subsistaient principalement de la chasse, était baignée par l'Océan septentrional. Apprendre qu'il existait un peuple libre dans son voisinage, et sur-le-champ se mettre en route afin d'aller le soumettre, c'était la règle de chaque général romain ; et l'usage influa de sa toute-puissance sur Julius Agricola, beau-père de

[1] Les Anglais proprement dits, lesquels sont méridionaux par rapport à leurs voisins les Écossais. A. M.

l'historien Tacite, qui commandait à cette époque dans le sud de la Grande-Bretagne. Mais combien de magnifiques et fertiles régions, d'une étendue infiniment plus considérable, avaient été conquises par les vainqueurs du monde avec beaucoup plus de promptitude et beaucoup moins de dommage, que ces âpres provinces du nord ne devaient leur en coûter !

L'année 80 vit Agricola partir de Manchester, nommée alors Mancunium. Elle se passa, ainsi que les premiers mois de 81, à dompter les tribus qui habitaient le sud du pays qu'on appelle actuellement l'Écosse, et à obliger ceux des naturels qui résistaient de franchir les golfes de Forth et Clyde, les envahisseurs croyant les chasser dans une autre île. Ce n'est qu'en 83 qu'ils purent eux-mêmes s'aventurer à traverser le golfe de Forth[2], et à s'engager parmi les marécages, les lacs et les forêts qui avoisinent Lochleven. Après qu'Agricola y eut divisé ses troupes en trois corps, l'un d'eux, composé de la neuvième légion, fut attaqué si soudainement par les indigènes en un lieu appelé Loch Ore, que les Romains éprouvèrent une grande perte et ne furent sauvés que par le retour du général en chef qui vint à marches forcées les secourir. Dans l'été de 84, Agricola, passant au nord, atteignit la contrée des Calédoniens ou Hommes des bois, nation farouche, ou plutôt confédération de clans, dont les terres avaient servi d'asile à toutes les tribus et à tous ceux qui, dans le sud, préférant la mort à l'esclavage, s'étaient retirés devant les progrès des conquérants. Les Calédoniens et leurs alliés, sous les ordres d'un chef que les Romains ont affublé du nom de Galgacus, s'avancèrent en braves à la ren-

[2] Le texte dit : ***the firth of the forth,*** le firth de forth, parce que le mot ***firth*** ou ***frith*** signifie détroit, bras de mer ou golfe. A. M.

contre des envahisseurs, et les combattirent héroïquement à un endroit situé sans aucun doute du côté méridional des monts Grampians, quoique les antiquaires ne soient pas d'accord sur le théâtre précis de l'action. Les Romains remportèrent la victoire, mais perdirent tant de monde, qu'Agricola fut contraint d'interrompre ses opérations sur terre, et rebroussa chemin pour s'assurer des territoires qu'il avait envahis. La flotte romaine doubla le nord de l'Écosse, et les campagnes d'Agricola se terminèrent par ce voyage de découverte. Après son départ en 85, on ne continua point la guerre contre les Calédoniens ; cependant, on fit beaucoup pour conserver du moins la partie méridionale de ses conquêtes, car c'est alors probablement que furent conçus et exécutés ces nombreux forts, ces longues routes, ces admirables camps, qui étonnent aujourd'hui l'antiquaire, lorsque voyant la contrée si pauvre, même de nos jours, il réfléchit combien il fallut un vif amour de la puissance, et un extrême orgueil national pour entraîner les Romains à s'assurer au prix de tels travaux la possession de sauvages districts qui n'étaient que montagnes, landes, broussailles et marais.

Ajoutons qu'après tout elle ne fut jamais sûre. L'empereur Adrien se contenta de reconnaître implicitement ce fait, l'année 120^{e} de l'ère chrétienne, en établissant une ligne extérieure de défense contre les fiers Calédoniens. C'était une solide muraille, qui s'étendait à travers l'île, de la Tyne au Solvay[3], beaucoup en deçà de la limite des conquêtes d'Agricola. On doit, il est vrai, supposer que les Romains du deuxième siècle continuèrent, au total, à posséder militairement la contrée au-delà de cette première muraille, peut-être jusqu'au golfe de Clyde et de Forth ; tandis qu'il

[3] Rivières d'Écosse. A. M.

semble probable que, de l'autre côté des rivières qui débouchent dans ces golfes, leur autorité ne fut ni régulière, ni permanente. Mais sous le règne d'Antonin, une seconde muraille de sûreté, encore plus septentrionale, fut construite dans toute la largeur de l'île, et s'étendit de Caridden, qui est proche Linlithgow sur le golfe de Forth, au golfe de Clyde. Ce dernier boulevard servit à protéger la région comprise entre les Estuaires[4], tandis que les contrées qui se prolongent au-delà furent abandonnées, ou peu s'en faut, à leurs naturels et indépendants propriétaires. Ainsi les Romains eurent deux murailles, dont la plus septentrionale était un rempart extérieur lié par des communications militaires et flanqué de redoutes pour recevoir une première attaque, et la plus méridionale, un retranchement intérieur pour s'y mettre à l'abri en cas de nécessité.

L'existence d'une double ligne de fortification paraît démontrer que vers l'année 140, époque où le boulevard le plus avancé vers le nord fut fini, ce puissant peuple ne possédait rien d'une manière positive au-delà de cette seconde barrière. Il ne faudrait cependant pas douter, à défaut même de routes et de camps qui le prouvassent, que, si les Romains ne purent subjuguer absolument ni les provinces considérables envahies par Agricola dans le comté de Fife, ni dans les districts occidentaux et par-delà le mur d'Antonin, ils les tinrent en respect et en crainte. Camelodunum, ou Camelon, vaste et forte ville, fut fondée par eux, près de Falkirk, pour défendre l'extrémité orientale du mur, et de nombreux forts d'architecture romaine dont il reste des ruines sont placés de manière à fermer les passages qui descendent

[4] Ou bras de mer ; mot tiré du latin *Æstuarium*. A. M.

des Highlands[5]. L'existence de ces forts, et le tracé de routes stratégiques ou de camps qui remontent aux Romains, prouvent aussi le soin qu'ils prenaient pour maintenir sur différents points les communications nécessaires entre les deux murailles, afin que les troupes à qui la garde en était confiée pussent toujours agir de concert et combiner leurs mouvements.

Malgré ces précautions militaires, toute la force de Rome ne put soutenir ses ambitieuses prétentions à la souveraineté de l'île, et en l'année 170, les Romains abandonnèrent la plus septentrionale des deux murailles, qu'Antonin avait bâtie, pour se retirer derrière celle qui avait été érigée cinquante ans auparavant sous les auspices de l'empereur Adrien. Toutefois, ils demeurèrent en possession des forts et des postes établis par eux en très grand nombre, qui servaient d'ouvrages avancés pour la défense de la muraille du sud.

Tant à cause de cet agrandissement de leurs territoires que par crainte des aigles romaines, les Calédoniens restèrent tranquilles jusqu'au commencement du troisième siècle, où, en l'an 207, une guerre ouverte éclata de nouveau entre eux et les Romains. En 208, l'empereur Sévère entreprit personnellement la conquête définitive de la Calédonie. Il serait difficile de déterminer pourquoi, lorsque des troubles agitaient l'empire, un prince non moins prudent que politique, élevé par ses talents, du simple commandement des troupes de Pannonie au rang suprême d'empereur, alla, en dépit de son grand âge de soixante ans, exposer sa personne et une puissante armée, la fleur de ses soldats, aux risques d'une lutte lointaine contre de sauvages tribus, où une victoire, on

[5] Hautes terres ou montagnes d'Écosse. A. M.

devait s'y attendre, ne pouvait lui procurer que peu de gloire, mais où une défaite, où l'insuccès même eût été la ruine de cette réputation qui constituait son titre reconnu à l'empire. Peut-être, Sévère, le cœur ulcéré des dissensions qui régnaient entre ses fils Géta et Caracalla, saisit-il, avec la brusquerie d'un soldat de naissance et d'éducation, ce moyen d'étourdir ses chagrins domestiques au milieu du tumulte de la guerre. Un Écossais peut encore prétendre que la soumission des Calédoniens n'était une affaire ni peu facile ni peu importante, puisque, dans des circonstances pareilles, un prince si sage ne voulut déléguer à personne l'honneur qui pouvait résulter de la lutte, non plus que le commandement des forces imposantes nécessaires pour le conquérir.

L'empereur romain fit l'invasion de la Calédonie à la tête d'une très nombreuse armée. Il abattit des forêts, pratiqua des routes à travers des marais et par-dessus des montagnes, enfin voulut s'assurer des districts qu'il avait envahis. Mais les Calédoniens, tout en évitant une action générale, suivirent, ce qui est le meilleur parti à prendre pour une contrée assaillie par des troupes supérieures aux siennes, un système meurtrier d'escarmouches sur les flancs et sur les derrières des envahisseurs. De plus, les travaux des Romains, avec les fatigues et les privations qu'ils eurent à subir, les décimèrent tellement que, s'il en faut croire l'historien Dion, ils perdirent cinquante mille hommes, ce qui était sans doute plus de la moitié de leurs forces. Sévère, cependant, s'avança jusqu'au golfe de Murray, ou Moray, et y trouva aux jours une longueur, aux nuits une brièveté inconnues dans les régions du sud. Sous cette latitude boréale, l'empereur conclut la paix avec les barbares qui rendirent une partie de leurs armes et s'engagèrent à être soumis ; mais elle fut illusoire. Il revint de sa lointaine et fatale excursion, porté, comme d'usage, dans sa litière à la tête de son

armée dont il partageait les périls et les souffrances, et n'eut pas plus tôt atteint York dans sa marche rétrograde, qu'il reçut avis d'un nouvel armement de toutes les hordes Calédoniennes. Il donna aussitôt des ordres pour rappeler ses soldats sous les drapeaux et rentrer en campagne, avec le ferme dessein de n'épargner ni sexe, ni âge, mais d'anéantir complètement les naturels de ces sauvages contrées, dont le caractère semblait aussi intraitable que leur climat et leur sol. Toutefois, la mort épargna à l'empereur le crime d'une si atroce expédition. Sévère expira en février 411. Son fils restitua aux Calédoniens les territoires que son père avait ravagés plus que soumis, et la muraille d'Antonin, le plus septentrional des deux remparts, fut encore une fois reconnue tacitement comme frontière de la province romaine et limite de l'empire.

Dès-lors, la guerre dans la Grande-Bretagne fut, de la part des Romains, purement défensive, tandis que, de celle des Bretons demeurés libres, elle devint une suite rarement interrompue d'invasions qui avaient pour but le pillage. Dans cette espèce de lutte, les Bretons qui s'étaient laissé ravir leur indépendance et ne savaient plus se battre pour leur compte, furent quelque temps défendus par les épées de leurs conquérants. En 368, et de nouveau en 398, des secours romains, expédiés dans la Grande-Bretagne, réprimèrent avec succès la furie des barbares. En 422, une légion fut encore envoyée pour défendre les sujets de l'empire ; mais ennuyés d'avoir à les protéger sans cesse, les Romains, en 446, rendirent fastueusement les Bretons méridionaux à la liberté, et les exhortant à tâcher de se défendre eux-mêmes pour l'avenir, évacuèrent sans retour la Grande-Bretagne. L'orgueil avec lequel les habitants des régions les plus éloignées de l'Écosse prétendent n'avoir été jamais conquis par les Romains, n'est pas dénué de fondement. En effet, l'armée

de Sévère ne fit qu'envahir la Calédonie sans la subjuguer ; même, le plus loin qu'il s'avança fut le bord méridional du golfe de Moray, ou Murray, et il n'attaqua aucunement les Highlands, ou hautes terres du nord, ni de l'ouest.

Au cinquième siècle apparaissent dans la Bretagne du nord deux tribus puissantes et distinctes, dont il n'est pas auparavant question dans l'histoire ; ce sont les Pictes et les Scots[6].

Le nom du premier de ces peuples a occasionné, mais inutilement, ce nous semble, beaucoup de controverses. Les Pictes paraissent avoir été cette race de Bretons libres qui, répandus de l'autre côté de la muraille romaine, conservèrent l'habitude de se peindre le corps lorsqu'ils allaient se battre, et étaient, tant par les Romains que par les Bretons leurs tributaires, appelés Hommes Peints ; dénomination qui, appliquée d'abord à des tribus particulières, finit par remplacer tout-à-fait l'ancien nom national de Calédoniens. Ce peuple habitait les côtes orientales d'Écosse, jusqu'au golfe de Forth vers le sud, et jusqu'à l'extrémité de l'île vers le nord. Claudien prouve que ces naturels avaient réellement coutume de se peindre le corps, car on ne peut se méprendre sur la signification de cette phrase : ***nec falso nomine Pictos, les Pictes dont le nom n'est pas faux,*** c'est-à-dire n'est pas donné à tort. Il est à peine permis de douter que, quoique descendants des anciens Bretons Calédoniens, et par conséquent Celtes d'origine, les Pictes ne se mêlèrent avec des colons venus du nord, et Goths de nom, de lignage et de langue. Les mœurs vagabondes des Scandinaves rendent ce fait complètement probable.

---

[6] Ce dernier nom est encore aujourd'hui celui des Écossais. A. M.

Les Scots, de leur côté, étaient d'origine irlandaise ; car, ce qui est une source de grande obscurité ou confusion dans l'histoire ancienne, les habitants de l'Irlande, ou du moins ceux de la caste conquérante et dominatrice, s'appelaient Scots, en d'autres termes Écossais. Une colonie de ces Scots-Irlandais, que distingue le nom de Dalriades ou Dalrendini, et qui étaient natifs de l'Ulster, avait de bonne heure tenté un établissement sur la côte de l'Argyleshire ou comté d'Argyle ; ils s'y établirent enfin sous Fergus, fils d'Eric, vers l'année 503, et recrutés par d'autres colons Ulstériens, ils ne cessèrent ni de multiplier ni de s'étendre ; si bien que naquit d'eux une nation qui s'empara de l'ouest de l'Écosse, et qui dans ses accroissements successifs en vint à rencontrer un peuple dont le nom et peut-être l'origine étaient pareils au sien. Ce sont les Attacotti ; ils habitaient le nord du Lanarkshire ou comté de Lanark, ainsi que le district de Lennox, et semblent avoir fini par se confondre avec les Scots.

Ces deux nations libres des Pictes et des Scots, qui peuplaient, la première à l'est, la seconde à l'ouest, les côtes de la Grande-Bretagne septentrionale, paraissent avoir eu mêmes usages, même férocité surtout, et ne pas s'être gênées pour satisfaire ce penchant contre les tributaires de Rome. Les uns et les autres, à l'exemple des Irlandais, arrangeaient de telle sorte leurs longs cheveux mêlés, qu'ils n'avaient plus besoin de rien pour se garantir la tête, et qu'ils s'en servaient selon la nécessité comme d'un casque ou d'un masque. Leurs armes étaient de légères javelines, des épées au contraire pesantes à force de longueur, et des boucliers, tantôt d'osier, tantôt de cuir. Leurs maisons consistaient en branches entrelacées, ou bien, aux époques de grand péril, ils se réfugiaient sous terre dans de longues, étroites, et tortueuses excavations, qui existent encore, et dont l'idée semble avoir dû leur être fournie par un lapin de garenne.

Les Pictes avaient quelque habileté à construire des redoutes grossières entourées d'un rempart de pierre sèche. Ils possédaient aussi quelques notions d'agriculture. Les Scots, qui vivaient dans une contrée montagneuse, ne subsistaient presque absolument que des produits de leur chasse et de ceux de leurs troupeaux. On pourrait dire qu'ils ne rendaient de culte qu'à des démons, puisque les êtres imaginaires qu'ils adoraient n'étaient que leurs mauvais penchants et leurs mauvaises passions personnifiés. La guerre était leur seule occupation, le meurtre leur principal plaisir ; on ne doit donc pas s'étonner qu'ils honorassent le dieu imaginaire des batailles avec de barbares et inhumaines cérémonies.

Mais en vain ces peuples ignorants habitaient-ils une contrée non moins sauvage qu'eux-mêmes ; sur eux aussi se leva le soleil de l'immuable justice, pour dissiper par ses rayons les ténèbres de leurs erreurs. De dignes hommes, à qui le nom de saints, tant qu'on n'y attacha aucune idée superstitieuse, fut donné justement[7], et que la vie ou les plaisirs de ce monde ne touchaient en rien, pourvu qu'ils gagnassent des âmes au christianisme, entreprirent avec succès la tâche dangereuse d'éclairer ces barbares. Si la religion ne poliça point de prime abord les mœurs, les nations longtemps demeurées dans la barbarie, du moins réussit-elle à introduire dans leur sein les institutions sur lesquelles reposent le bonheur et la dignité de la vie sociale. La loi du mariage fut établie parmi elles, et tous les ignobles maux résultant de la polygamie firent place aux conséquences d'une union qui tend de la manière la plus directe à séparer l'espèce humaine de la brute. L'abolition des rites idolâtres

[7] Il ne faut pas oublier que Walter Scott était protestant, et il use ici d'une précaution oratoire. A. M.

entraîna celle d'un grand nombre d'usages hideux et sanguinaires ; et, comme la graine de l'Écriture, la parole évangélique prit racine, poussa des fleurs, fructifia, répandant au fond des cœurs les grâces qui toujours découlent de son influence.

Telles étaient les nations aux attaques desquelles les Bretons, que Rome avait assujettis, furent exposés après le départ de ceux qui étaient à la fois leurs maîtres et leurs protecteurs, et ces deux races formidables habitaient la majeure partie de la contrée qui porte aujourd'hui le nom d'Écosse.

La retraite des Romains laissa leurs tributaires de la Grande-Bretagne tout-à-fait sans défense. Les exhortations à se défendre eux-mêmes avec lesquelles ils leur dirent adieu, et la générosité qu'ils affectèrent de les avoir, en abandonnant l'île, rendus à la liberté, étaient aussi cruelles qu'il le serait de congédier un oiseau privé ou un animal domestique pour qu'ils se tirassent seuls d'affaire, après avoir été depuis leur naissance, nourris et soignés par la main de l'homme. Les Scots et les Pictes s'élancèrent contre le rempart des Romains lorsqu'ils ne furent plus là pour le protéger. Leur muraille fut emportée d'assaut du côté de la terre par les barbares, ou bien, pour s'en rendre maîtres ils en tournèrent les extrémités avec des expéditions navales. Les Bretons de la province romaine, traqués sur chaque point et réduits au désespoir, invoquèrent le secours des Saxons deux années environ après que les Romains eurent quitté l'île.

Les Saxons étaient Goths d'origine, et à un courage qui égalait celui des tribus de la Bretagne du nord, joignaient des armes meilleures et une discipline redoutable. Ils refoulèrent et les Pictes et les Scots dans leurs propres limites, et même agrandirent beaucoup à leurs dépens les territoires qu'ils

étaient venus protéger. Ida, un de ces guerriers septentrionaux et de ces sectateurs d'Odin, qui érigèrent les royaumes de l'Heptarchie, débarqua en 547, et fonda celui de Northumberland. Soumettant une partie des Pictes qui s'étaient établis sur le côté méridional du golfe de Forth, ou obtenant d'eux une obéissance volontaire, ce prince réunit dès-lors sous un sceptre anglais les districts du bas Teviotdale et du Berwickshire, ainsi que les trois Lothians, sauf une petite division du comté occidental de ce nom.

La contrée qu'on appelle aujourd'hui l'Écosse se divisait donc entre cinq nations, que nous allons brièvement passer en revue. – 1° Les Scots d'Irlande occupaient toute la région montagneuse maintenant appelée Argyleshire[8], jusqu'à l'embouchure de la Clyde. 2° La contrée maintenant appelée Clydesdale[9], jointe au Peeblesshire, au Selkirkshire, et aux parties supérieures du Roxburghshire, terminée au sud par le Northumberland, enfin formant ce qui fut jadis appelé le royaume de Strath-Clyde, était habitée par les descendants des tributaires que Rome avait eus dans la Grande-Bretagne et qui de là furent nommés Bretons. 3° Le Galloway, comprenant presque tout l'Ayrshire, était habité par une race mixte, moitié de colons Scots venus d'Irlande, mais d'une souche différente de celle des Dalriades ou Scots-Irlandais de l'Argyleshire, moitié de Pictes qui avaient acquis des possessions parmi eux. 4° Les Pictes semblent avoir été le

---

[8] ***Shire*** est un affixe dont le sens répond à ***comté :*** ainsi, l'Argyleshire veut dire comté d'Argyle. Nous donnons cette explication pour servir à l'intelligence des autres applications analogues qui seront faites dans le cours de cet ouvrage. A. M.

[9] ***Dale*** signifie ***vallée***. Clydesdale veut donc dire : vallée de la Clyde. A. M.

peuple le plus nombreux de l'Écosse ainsi subdivisée. Les victoires saxonnes les avaient, comme nation, expulsés, à dire vrai, du Lothian ; et leur possession de la Galwégie ou du Galloway n'était, ainsi qu'on vient de le remarquer, que partielle. Mais ils possédaient le Fife et l'Angus, le Stirling et le Forthshire ; plus au nord, ils occupaient tous les comtés du nord-est, quoiqu'il y eût dans le Moray, dans le Caithness et le Sutherland, des établissements de Scandinaves qui conservaient leur indépendance. 5° Les Saxons Northumbriens avaient étendu leur royaume jusqu'au golfe de Forth, de telle manière qu'Ida, leur chef, saxon comme eux, commandait sur la Marche, sur le Teviotdale jusqu'à Melrose, et sur les trois Lothians qui ensuite devinrent et sont maintenant regardés parties intégrantes de l'Écosse. Les Saxons continuèrent à posséder ces cinq provinces sous plusieurs rois, et les possédaient spécialement sous Edwin, qui fonda sur les bords du Forth un château qu'on appelle bourg d'Edwin ou Edwinsburgh d'après lui, et autour duquel s'éleva peu à peu la ville d'Édimbourg, capitale actuelle du royaume écossais. Ceci était postérieur à 617 ; en 685, les envahissements des Saxons furent arrêtés par le meurtre et par la défaite de leur roi Egfrid à la bataille de Drumnechtan, sans doute Dunnichen ; et le district, qui s'étend au sud du Forth fut souvent le théâtre d'affreux combats entre les Pictes et les Northumbriens, qui luttaient, les uns pour conserver, les autres pour reconquérir ces fertiles provinces.

Une lutte beaucoup plus importante que celle des Saxons et des Pictes se poursuivit entre ce dernier peuple et les Scots Irlandais qui, comme nous l'avons vu, habitaient le côté occidental de l'île, tandis que les Pictes en occupaient le côté oriental. Il était, à la vérité, de toute évidence, que, tant que ces deux vastes portions de la Grande-Bretagne du nord ne seraient pas réunies sous un seul gouvernement, il n'y au-

rait pas de sûreté possible pour le pays contre des envahisseurs étrangers. Après bien des batailles meurtrières, après beaucoup de sang répandu et une impitoyable dévastation des deux contrées, quelques mesures semblent avoir été prises pour qu'une paix durable s'établît entre ces nations rivales. Urgaria, sœur d'Angus, roi des Pictes, fut mariée à Aycha IV, roi des Scots, et leur fils Alpin, succédant à son père en cette qualité, régna heureusement de 833 à 836, dernière année pendant laquelle il fut tué en Galloway où l'avait attiré quelque contestation. Le trône des Pictes, ainsi devenu vacant faute d'héritier mâle, fut réclamé par Kenneth, fils et successeur d'Alpin, qui, comme descendant d'Urgaria, sœur d'Angus, fit triompher au moyen d'une armée ses droits à l'héritage. Wrad, dernier des monarques Pictes, mourut à Forteviot, en 842, tandis qu'il combattait pour sa capitale et son royaume ; alors les Pictes furent soumis. La tradition et les anciennes histoires s'accordent à représenter Kenneth, une fois victorieux, comme s'efforçant d'extirper toute la race des vaincus ; mais il faut voir là une exagération. Des auteurs plus modernes choqués de l'invraisemblance d'un tel fait, ont, pour adoucir la chose, supposé que, à la mort de Wrad, Kenneth s'empara du trône des Pictes par droit de succession, comme légitime héritier de son aïeule Urgaria. Par malheur, et c'est ce qui rend inadmissible cette correction historique, il n'est plus question dans l'histoire d'Écosse, à partir de la victoire de Kenneth Macalpin sur Wrad, ni de la nation Picte, ni d'un royaume de ce nom ; au contraire, le roi des Scots et ses sujets accaparent tout le territoire qui avant la conquête était occupé par les deux peuples. En un mot, la révolution doit avoir été si complète, que la langue même des Pictes est perdue et que le dialecte qu'ils parlaient forme un sujet de

doute pour les antiquaires. Il était celtique, probablement, avec une forte teinte de gothique.

CHAPITRE II.

Kenneth Macalpin ; ses successeurs. – Malcolm I^er^ se rend maître du Cumberland ; successeurs de Malcolm. – Kenneth III et ses successeurs. – Malcolm II.

Lorsque Kenneth Macalpin porta sur sa tête la double couronne des Pictes et des Scots, il devint un adversaire capable d'attaquer et de vaincre les belliqueux Saxons. La contrée soumise à son autorité prit alors pour la première fois le nom d'Écosse[10], et depuis elle a toujours conservé ce nom. Il lutta avec fureur pour planter sa bannière dalriadique dans le Lothian, dont peut-être il revendiqua la souveraineté, parce que le pays contesté avait fait partie du territoire des Pictes jusqu'au moment où ils en furent dépouillés par Ida. On raconte encore de Kenneth Macalpin qu'il fut législateur, et telle peut sans doute être la vérité ; mais les lois publiées comme siennes sont certainement apocryphes.

On pourrait avec raison appeler Kenneth le premier roi d'Écosse, car le premier il posséda une étendue de terres assez considérable pour qu'on les appelle un royaume, tandis qu'on n'accorderait pas sans absurdité le titre de souverains aux chefs Scots-Irlandais de l'Argyleshire, dans l'obscure généalogie desquels il faut que l'historien cherche cependant la souche originale de la famille régnante.

[10] En anglais ***Scotland,*** c'est-à-dire terre des Scots. A. M.

Afin donc de ne pas encourir l'accusation de lèse-majesté, que sir George Mackenzie, présentement avocat du roi, porta contre le docteur Stillingfleet pour avoir abrégé de quelques chaînons la généalogie royale, nous rappellerons brièvement que, d'après les meilleures autorités, vingt-huit de ces rois ou chefs dalriades, régnèrent successivement dans l'Argyleshire, où la vieille tour de Dunstaffnage était, dit-on, leur principale résidence. Kenneth Macalpin fut le vingt-neuvième descendant de Fergus, fils d'Eric, premier de la race.

Les successeurs de cet heureux prince passent devant nous dans un sombre et obscur intermède, comme ceux de Banco sur le théâtre. En les nommant nous ne mentionnerons, des événements de leurs règnes, que ceux qui sont nécessaires pour éclairer la suite de l'histoire d'Écosse ou les mœurs de la période que nous traitons. Nous éviterons ainsi la pénible tâche de raconter d'absurdes et féroces contestations entre des princes dont les noms ne se peuvent prononcer ; récits d'où le lecteur, pour citer une phrase de Milton en pareille circonstance, ne retire aucune instruction plus précieuse que s'il lisait les détails d'une guerre entre des milans et des corneilles.

À Kenneth succéda son frère Donald, car le mode de succession dans les familles royales tant des Scots que des Pictes, était favorable aux collatéraux, et le frère d'un monarque défunt était souvent appelé au trône de préférence à son fils, afin, on peut le supposer, d'échapper à l'inconvénient de minorités fréquentes. Il n'y a rien à dire de Donald, et presque rien de Constantin son neveu, fils de Kenneth, qui régna après lui. Le dernier mourut en défendant son territoire contre une invasion des Danois, qui étaient alors le fléau du siècle ; ou, si on croit la tradition, il

fut fait prisonnier vivant, et sacrifié, dans une caverne située sur le bord de la mer dans la paroisse de Crail, aux mânes du général ennemi qui avait succombé dans l'action. Les successeurs de Constantin furent Rodh, Eocha et Crig, qui régnèrent ensemble ; après eux le trône fut occupé par un Donald, quatrième du nom, et par un Constantin III. Tout ce qu'il est nécessaire de dire des quatre premiers, c'est que leurs règnes offrent les mêmes scènes de meurtres et de sang qui nous épouvantent dans les annales de cette époque, et que ces horreurs n'amènent pas de plus heureux résultats. Constantin III n'est célèbre que pour s'être ligué avec Anlaf, roi de la mer[11] dans le but d'envahir l'Angleterre, et avoir partagé la défaite que les Norses-Men[12] essuyèrent d'Athelstane à la grande bataille de Brunnanburgh. Échappé au massacre de cette sanglante journée dans laquelle il perdit un vaillant fils, Constantin se retira dans un cloître et devint supérieur de moines[13] en 952, la quatorzième année de son règne.

Malcolm, premier d'un nom qui est fameux dans l'histoire d'Écosse, agrandit ses domaines d'une acquisition précieuse. Nous n'avons pas eu encore l'occasion de mentionner que, vis-à-vis du royaume breton de Strath-Clyde, s'en trouvait un autre de même genre, appelé Reged, peuplé aussi de tribus bretonnes et fort renommé dans les chants de leurs hordes. Cet état séparé, qui comprenait le Cumberland

---

[11] La plupart de ces pirates du nord se décoraient fastueusement alors de ce titre de rois de la mer. A. M.

[12] C'est-à-dire hommes du nord, et il s'agit ici des Danois et des Norwégiens. A. M.

[13] ***Culdes,*** dit le texte : ordre de moines, qui s'éteignit avant l'établissement du protestantisme en Écosse. A. M.

et le Westmoreland, opposa une vigoureuse résistance aux étrangers ; les princes Saxons de l'époque ne purent jamais eux-mêmes le soumettre complètement. Edmond l'aîné, d'Angleterre, ravagea ce petit royaume pour le punir de son insubordination, creva les yeux aux cinq fils de Dunmail, son dernier roi de race bretonne, et en donna le territoire à Malcolm, roi des Écossais, à condition qu'il deviendrait son allié et l'aiderait sur terre et sur mer à défendre son royaume. Ainsi, par une anomalie singulière, tandis que l'Angleterre était en possession des Lothians, qu'on ne saurait aujourd'hui séparer de l'Écosse, le monarque écossais se voyait maître du Cumberland et du Westmoreland, que, de nos jours, personne n'hésite à regarder comme des provinces anglaises.

Les règnes d'Indulf et de Duff, princes qui succédèrent à Malcolm, sont peu connus. Mais la mort de Culen, troisième successeur de Malcolm, prouve, fait curieux, que les Bretons de Strath-Clyde étaient encore indépendants. Le viol d'une vierge bretonne de royale naissance fit éclater une guerre entre eux et les Écossais. Les Bretons furent vainqueurs, et Culen périt en 970.

Kenneth III, fils de Malcolm I^{er}, monta alors sur le trône d'Écosse, il soumit à son sceptre les Bretons de Strath-Clyde, et ainsi ajouta matériellement à la force de son royaume ; il paraît toutefois que le Strath-Clyde fut quelque temps encore après cette réunion, gouverné par des princes différents, quoique tributaires. Sous son règne, les Danois pénétrèrent avec une nombreuse flotte dans le golfe de Tay. Le roi Écossais s'avança à leur rencontre, et une bataille décisive eut lieu à Loncarty. Les Danois se battirent avec leur furie habituelle, et forcèrent les deux ailes de l'armée écossaise à se retirer derrière le centre, qui, commandé par Kenneth en

personne, tint bon, et décida du sort de la journée. Des pierres monumentales, des monticules sur lesquels on trouve les ossements et les armes de ceux qui périrent, attestent la réalité de cette bataille, rendue mémorable par l'acharnement qu'on y déploya de part et d'autre ; il est cependant des histoires qui affectent de la regarder comme fabuleuse.

Kenneth III, périt victime d'une trahison de femme. Il aurait mis à mort le fils unique de Fenella, épouse du ***Maormor*** ou vice-roi de Kincardineshire. Quoique ce ne fût qu'un acte de justice, Fenella ne s'en décida pas moins facilement à venger le fruit de ses entrailles. Elle invita Kenneth à venir loger dans sa maison près de Fettercairn, dans les Mearns, et l'y assassina ; puis, sanguinaire violatrice de l'hospitalité, elle s'échappa de son château, dont les restes se voient encore, et s'enfuit par une vallée qui porte encore le nom de Strath-Fenella ; mais elle fut arrêtée dans la paroisse de Fordun, et décapitée.

Les fils des deux prédécesseurs de Kenneth III se disputèrent la couronne d'Écosse. Un d'eux était Constantin IV, fils de Culen, qui prit le titre de roi, mais fut défait et tué en 995 par Kenneth IV, fils de Duff, surnommé le Refrogné. Celui-ci fut à son tour détrôné et assassiné par Malcolm, fils de Kenneth III, après huit ans de guerres et de massacres. C'était en 1003.

Le vainqueur Malcolm II fut un prince habile et un grand capitaine. Les invasions des Danois lui donnèrent beaucoup de besogne ; en 1010, ils firent une descente sur le Moray, et le roi d'Écosse leur livra bataille. La fureur des guerriers du nord ayant triomphé, les Écossais reculèrent jusque dans le voisinage d'une chapelle dédiée à saint Mo-

loch. Là, Malcolm n'espérant plus aucun secours terrestre, se jeta à bas de son coursier, et fit vœu de bâtir une cathédrale en l'honneur du saint, quoiqu'il eût un nom qui sonne peu catholiquement, si par son intervention protectrice il le rendait vainqueur. Se relevant alors de terre, Malcolm combattit avec enthousiasme, tua le chef Danois, et remporta une victoire complète. La cathédrale promise fut bâtie sous l'invocation de saint Moloch, et existe encore : on eut soin, dit-on, de donner au chœur une longueur de vingt-trois pieds, pour qu'elle correspondît à celle de la gigantesque lance du chef ; car telle était une des conditions du vœu de Malcolm, et on plaça, en guise de pierre, dans les murs de l'édifice, les crânes de plusieurs des plus illustres chefs Danois. Suenon, le monarque Danois, fit une nouvelle tentative d'invasion. Il envoya une flotte armée sous les ordres de Camus, un des plus fameux ***vikingar*** ou rois de l'océan ; mais celui-ci fut battu et tué à Aberlemno, où une grande pierre monumentale, chargée de sculpture, conserve encore le souvenir de cette journée.

Suenon, découragé par tant de défaites, parut en être venu à quelque accord avec Malcolm II, pour s'abstenir désormais d'invasions et pour abandonner une espèce de château appelé Burgh-Head qu'il avait construit dans le Moray. Il est extrêmement glorieux pour le prince et pour son peuple que ces guerriers du nord, qui infestaient sans qu'on les en pût empêcher, les rivages de chaque autre contrée d'Europe, et qui avaient établi une dynastie danoise sur le trône d'Angleterre, aient appris par des défaites successives à fuir comme fatales les cités de l'Écosse ; ce fut sans doute la renommée de ses victoires sur les Danois, ainsi qu'une heureuse campagne contre les Saxons, qui valurent à Malcolm une vaste et précieuse augmentation de territoire. Eadulf-Cudel, comte de Northumberland, céda en 1020 au

roi d'Écosse le riche district de Lothene ou Lothian, qui comprenait non seulement la totalité des trois provinces maintenant nommées ainsi, mais le Berwickshire, et le bas Teviotdale peut-être jusqu'à Melrose sur la Tweed. La condition de cette cession fut une amitié durable, laquelle semble avoir été plus tard l'origine de l'hommage que les rois écossais rendirent certainement pour ce district du Lothian, aussi bien que pour d'autres possessions en Angleterre, aux souverains de cette contrée.

Malcolm mourut paisiblement en 1033 et eut pour successeur « le gracieux Duncan », le même qui tomba sous le poignard de Macbeth. À la lecture de ces noms, tout lecteur doit éprouver une sensation analogue à celle qu'on éprouve par le passage d'une obscurité profonde au plus vif éclat du jour, tant on est familier avec les personnages dont il vient d'être fait mention ! tant on se rappelle avec clarté et précision les événements qui les concernent, en comparaison surtout des idées si informes et si peu satisfaisantes qu'on parvient à se former sur les temps obscurs qui précédèrent et suivirent cette heureuse période[14]. Mais nous ne devons pas nous laisser aveugler par notre poétique enthousiasme, ni ajouter plus de foi qu'elles n'en méritent à certaines légendes, parce qu'elles ont servi à tracer le tableau de la plus effrayante lutte entre l'ambition et le remords, qui eût jamais le cœur humain pour théâtre. Le génie de Shakspeare, après avoir découvert l'histoire de Macbeth dans les chroniques écossaises d'Holinshed, lui donna un lustre semblable à celui qu'un reflet du soleil prête souvent à un fragment de verre qui, quoique resplendissant de loin de tout l'éclat d'un dia-

[14] Voir la tragédie de ***Macbeth,*** de Shakspeare. A. M.

mant, se trouve, pour peu qu'on l'examine de près, n'avoir ni valeur ni mérite.

Duncan, petit-fils par sa mère Béatrix, de Malcolm II, monta sur le trône à la mort de son grand-père, en 1033 ; il ne régna que six années. Macbeth, aussi petit-fils de Malcolm II, mais du côté maternel, fut excité par son ambition à disputer le sceptre que tenait la main d'un autre. En outre, l'épouse de Macbeth, dont le véritable nom était Graoch, avait de mortelles injures à venger sur le prince régnant. Elle était petite-fille de Kenneth IV, tué en 1003, tandis qu'il combattait contre Malcolm II, et d'autres motifs encore d'inimitié enflammaient l'esprit de cette femme qui a été peinte depuis comme la plus farouche de son sexe. Les vieux annalistes joignent quelques instigations d'un genre surnaturel à l'influence d'une femme vindicative sur un mari ambitieux. Trois magiciennes, car de simples mortelles n'auraient eu ni cette taille ni cette beauté, apparurent à Macbeth dans un songe ou une vision, et le saluèrent successivement des titres de thane[15], de Cromarty, thane de Moray, lequel lui fut accordé peu après par le souverain, et finalement de roi d'Écosse. Ce rêve, dit-on, fit naître en lui les espérances séductrices si bien exprimées dans le drame qui porte son nom.

Macbeth, en attentant à la vie de Duncan, n'enfreignit aucune loi de l'hospitalité. Il attaqua ce prince et le tua en un lieu appelé Bothgowan, c'est-à-dire Maison-de-Forgeron, près d'Elgin, en l'année 1039, et non, comme on l'a supposé, dans son propre château d'Inverness. Ce fut une œuvre de sang, bien digne de ces sanglantes époques, mais en bonne conscience, les droits de Macbeth à la couronne étaient, sui-

[15] Ancien titre saxon qui répondait à celui de comte. A. M.

vant la règle de succession écossaise, meilleurs que ceux de Duncan. Une fois sur le trône, ce tyran contre qui on s'est tant élevé, fut en réalité un roi ferme, juste et équitable.

Des craintes de péril qu'éprouvait Macbeth, à cause d'un parti que Malcolm, fils aîné du Duncan assassiné par lui, avait formé dans le Northumberland et maintenant encore dans l'Écosse, semblent avoir peu à peu aigri le caractère de ce prince et l'avoir rendu formidable à sa noblesse. Il avait proféré particulièrement, contre Macduff, le puissant maormor de Fife, quelques menaces qui décidèrent ce chef à fuir la cour écossaise. Cédant aux sollicitations de ce nouveau conseiller, Siward, comte danois du Northumberland, déploya sa bannière en faveur de l'exilé Malcolm, et envahit l'Écosse en 1054. Macbeth attaqua l'ennemi dans le voisinage de son célèbre château de Dunsinane. Il fut défait, mais survécut à la bataille, et périt, en 1056, à Lumphananan.

Il suffit d'un instant de réflexion pour reconnaître combien ce simple narré des faits diffère de l'arrangement de ceux du drame, dont la fable toutefois s'accorde assez avec les historiens inexacts auxquels Shakspeare a emprunté ses matériaux. On peut ajouter que les anciens auteurs n'offrent aucune trace de l'existence de personnages tels que Banquo et son fils Fléance ; nous n'avons donc pas motifs de croire que ce dernier, dans sa fuite, s'éloigna jamais de Macbeth plus que d'un bout à l'autre de la scène d'un théâtre. Toutes ces choses sont maintenant connues ; mais l'esprit conserve obstinément l'impression faite par les brillantes impostures du génie. Tant qu'on lira les pièces de Shakspeare, et que la langue anglaise subsistera, l'histoire aura beau réclamer, le commun des lecteurs ne se rappellera Macbeth que comme un sacrilége usurpateur, et Richard que comme un difforme meurtrier.

Macbeth laissa un fils surnommé Luach, ce qu'on traduit par ***Fatuus***, ou le Simple. Après quelques mois de lutte, il fut défait et tué à Essie, en Strath-Bogie.

CHAPITRE III.

Malcolm III, surnommé Grosse-Tête. – Des étrangers cherchent un refuge en Écosse ; ils sont accueillis avec bonté par le roi et la reine. – Affection du roi pour Marguerite. – Mort de Malcolm et de Marguerite. – Donald Bane. – Duncan. – Edgar. – Alexandre I^{er}. – David I^{er}. – Bataille de Northallerton. Mort de David. Sa munificence envers l'église. Son caractère comme souverain.

Malcolm III, fils de Duncan, surnommé Cean-Morh, ou Grosse-Tête, à cause du volume disproportionné de cette partie de son corps, monta sur le trône d'Écosse en 1056. Ce fut un prince vaillant et habile qui, élevé à l'école de l'infortune, avait profité des leçons de cette sévère institutrice. Sa longue résidence dans le nord de l'Angleterre doit nécessairement lui avoir permis d'acquérir plus d'instruction que s'il fût resté pendant sa jeunesse parmi ses ignorants sujets. Dans son règne aussi, un peu plus de lumière commence à poindre sur l'histoire écossaise, quoique cette clarté provienne plutôt des annalistes anglais que d'aucun de ceux qui soient propres au royaume d'Écosse même. Malcolm qui, nous l'avons dit, avait long-temps demeuré en Angleterre, avait probablement visité la capitale sous le règne d'Édouard-le-Confesseur, à qui il était redevable de secours et de protection. Ses goûts et ses attachements le portèrent à entretenir toujours des correspondances avec ce pays ; et, sauf l'incursion courte et précipitée des Écossais dans le Northumberland, en 1061, il n'arriva rien, durant la dynastie

saxonne en Angleterre, qui pût rompre la bonne intelligence de ce qu'on doit appeler, à partir de cette époque, les royaumes frères. La mort d'Édouard-le-Confesseur troubla un peu cet état de concorde. Malcolm paraît avoir été plus indifférent à l'amitié de son successeur Harold, puisque en l'année 1066, il reçut en Écosse Tostigh, frère du roi anglais, qui alors tramait une conspiration et projetait d'envahir les territoires d'Harold. Tostigh se ligua avec le roi de Norwège, et tous deux furent tués l'été suivant à la bataille de Stamford-Bridge.

La conquête de l'Angleterre par les Normands amena, en Écosse, d'autres fugitifs qui émigraient par suite du bouleversement général qu'une si grande révolution occasionna dans les propriétés. Le plus illustre d'entre eux fut Edgard-Athelirg, héritier de la race du Confesseur ; il avait avec lui sa sœur Marguerite, une des vierges les plus belles et les plus accomplies d'Angleterre, et qui, vu la faiblesse tant d'esprit que de corps de son frère, pouvait être regardée comme l'espérance de la dynastie saxonne, si chère à la nation anglaise. Edgard fut aussi accompagné, dans sa fuite, par sa mère et par une autre sœur plus jeune. Malcolm épousa la princesse Marguerite vers 1067.

Allié, par ce mariage, à la famille royale saxonne, le roi des Écossais se ligua contre Guillaume-le-Conquérant avec quelques seigneurs mécontents du Northumberland et avec les Danois. Mais les Danois furent repoussés, et les conspirateurs mis en déroute, avant que Malcolm entrât lui-même en campagne, l'année 1070. Exaspéré par quelques représailles sur ses propres frontières, il ravagea impitoyablement l'évêché de Durham, ainsi que les parties adjacentes, et emmena un tel nombre de captifs, que pendant beaucoup des

années suivantes on trouva dans chaque hameau et chaque hutte d'Écosse des esclaves anglais.

La vengeance du Conquérant eut un effet semblable à celui de la colère de Malcolm. Pour se venger des rebelles Northumbriens, Guillaume dévasta la contrée avec une fureur qui changea en un véritable désert les possessions fertiles comprises entre l'Humber et la Tees. Le pays présenta dès-lors un si pitoyable aspect, au dire de Guillaume Malmersburg, qu'un étranger, en le voyant, eût versé des larmes, et qu'un ancien habitant ne l'aurait pu reconnaître. Des milliers d'individus appartenant aux dernières classes, et, aussi, un nombre considérable d'Anglo-Saxons et Normands d'illustre naissance, qui avaient encouru la colère du conquérant Guillaume, si prompte à s'allumer et si difficile à s'éteindre, choisirent l'Écosse comme le lieu d'asile le plus sûr.

Malcolm, sachant tout ce que valait la chevalerie normande, accueillit gracieusement les chevaliers ainsi que les Anglais de distinction, et leur distribua avec générosité des emplois, des honneurs et des terres. Entre autres, il donna asile au comte de March, qui, par corruption de ses nom et titre ***Comes Patricius***, s'appela Gosspatrick, quand il fut banni d'Angleterre. À ce puissant baron Malcolm confia le château de Dunbar qu'on pourrait appeler la seconde porte de l'Écosse, si on suppose que la forte ville de Berwick en soit la première. Ce n'est là qu'un exemple entre mille de la confiance que ce monarque écossais accorda aux Normands, et de son désir d'engager à son service d'illustres personnages de cette nation redoutée qui jouissait en ce siècle d'une haute réputation d'habileté militaire et d'invincible valeur.

La conduite que Malcolm Cean-Morh tint par prudence politique fut imitée de sa royale compagne par tendresse pour son pays natal, et par ces sentiments de sympathie que le malheur excite toujours dans le cœur des femmes. Elle fit tout ce qui était en son pouvoir, et influença son mari de tous ses efforts pour secourir dans leur détresse ses compatriotes saxons, qu'ils fussent de haute ou de basse naissance, allégea leurs maux de son mieux, et surtout déploya son zèle à protéger ceux qui s'étaient ressentis du coup fatal que la bataille d'Hastings porta à la royale maison du Confesseur. L'aménité et la douceur de caractère propres à cette aimable reine, probablement aussi l'expérience de sa sagesse et de son bon sens, avaient grand crédit sur Malcolm, qui, quoique conservant un peu de son naturel irascible et féroce, comme roi d'un peuple sauvage, n'était pas, beaucoup s'en faut, insensible aux suggestions de sa tendre compagne. Il soumettait son esprit au sien en matière religieuse, et faisait orner de reliures magnifiques les livres de piété qu'elle affectionnait ; souvent même on le voyait baiser avec respect les volumes où il ne savait pas lire. Il servit encore d'interprète à Marguerite quand elle tâcha de faire comprendre au clergé écossais à quelle époque se devait célébrer la fête de Pâques ; et quoique nous n'attachions pas beaucoup d'importance à l'issue de cette controverse polémique qui se termina, il est inutile de le dire, par le triomphe de la cause adoptée par la belle plaideuse et son royal interprète, c'est néanmoins un charmant tableau que celui de l'affection conjugale de ces époux travaillant en commun à l'instruction d'un peuple barbare. Il ne faut pas douter non plus que son influence ne se soit montrée heureusement dans des circonstances plus graves que celle dont il est ici question.

Après la mort de Guillaume-le-Conquérant, et l'avènement de Guillaume-le-Roux, divers sujets de mésin-

telligence s'élevèrent entre l'Angleterre et l'Écosse ; de mutuelles incursions eurent lieu, et la cause générale de ces contestations provenait des termes auxquels Malcolm devait posséder le Cumberland et le Northumberland. Ces provinces avaient été, comme on l'a dit, cédées, la première par le roi saxon Edgar, la seconde par un comte northumbrien, au souverain d'Écosse, à condition d'une étroite alliance et de secours entre voisins. La possession à titre de fief, s'introduisant dès lors, substitua l'hommage et la féauté ou foi d'un prince inférieur envers un maître suprême, à cette vague stipulation d'amitié et d'assistance en cas de besoin. Cette dépendance féodale ne pouvait s'appliquer qu'aux provinces du Lothian, au Berwickshire, à une partie du Teviotdale, au Northumberland et au Cumberland. Malcolm, qui, traversant le golfe de Forth, résidait souvent dans la première de ces provinces, y avait établi une autorité fixe et permanente ; mais dans les deux comtés anglais son pouvoir et son influence sur les affections des habitants n'étaient pas aussi manifestes. Guillaume-le-Roux construisit en 1080 la forteresse de Newcastle, et en 1092 celle de Carlistle, qui, toutes deux, tendaient nécessairement à limiter et à rendre peu sûres les possessions du roi d'Écosse dans ces deux comtés du Nord. La question d'hommage fut violemment agitée à cette antique période comme sous les générations suivantes, et la plupart du temps résolue en termes généraux, ou, selon la phrase légale, ***salvo jure cujuslibet***[16].

Ces motifs d'inimitié cessèrent quand Malcolm Cean-Morh mourut. Ce prince entreprenant fit une incursion hasardeuse en Angleterre, et assiégea Alnwick avec une armée sans discipline. La circonstance qu'une forteresse si voisine

[16] Sauf le droit de qui que ce soit. A. M.

de ses frontières ne lui appartenait pas, prouve combien son autorité dans le Northumberland était imparfaite. Tandis qu'il était ainsi occupé, il fut surpris par Roger de Mowbray, baron normand, à la tête de forces considérables, et le 13 décembre 1098 s'engagea une action dans laquelle Cean-Morh périt avec son fils aîné. La reine Marguerite, gravement malade à cette époque, ne survécut qu'assez pour apprendre ces malheurs, et exprimer sa résignation aux volontés de Dieu. Elle mourut le 16 novembre en recevant la fatale nouvelle.

Après sa mort, Marguerite fut admise dans le calendrier romain. La légende d'un miracle adroitement imaginé raconte que, lorsqu'on voulut transporter le corps de la nouvelle sainte dans une tombe plus magnifique, on trouva impossible de l'enlever, jusqu'à ce que celui de son époux eût reçu le même honneur, comme si, dans son état de béatitude, Marguerite avait été encore guidée par ces sentiments de déférence et d'affection qui avaient dirigé toute la conduite de cette excellente femme pendant qu'elle était restée sur la terre.

Le caractère de Malcolm Cean-Morh lui-même, à considérer sa position et l'époque où il se trouvait, ne manque pas de grandeur. C'était un homme d'un courage intrépide et d'une âme généreuse. Un noble de sa cour avait formé le projet de l'assassiner. Le bruit en vint aux oreilles du roi, qui, au milieu d'une partie de chasse, entraîna le conspirateur dans une clairière écartée de la forêt, lui reprocha ses perfides intentions, et lui proposa un combat à mort et à armes égales. L'assassin, surpris d'une telle générosité, se jeta aux pieds du monarque, avoua son projet criminel, assura que de cet instant il y renonçait, et s'engagea pour l'avenir à une inaltérable fidélité. Le roi lui témoigna la même confiance

qu'auparavant, et n'eut aucun sujet à se repentir de sa courageuse conduite. Cette anecdote paraît montrer que Malcolm, protecteur et ami des chevaleresques normands, leur avait emprunté un peu de cet esprit d'honneur exalté, et de ces nobles et généreux sentiments qu'ils contribuèrent tant à répandre dans toute l'Europe.

Une légende fort invraisemblable assure que Malcolm introduisit formellement le système féodal en Écosse. On y voit avec de grands détails qu'il somma toute la noblesse écossaise de se rendre près de lui à Scone, et que chaque noble apportant avec soi, d'après l'ordre reçu, une poignée de terre de ses domaines, les remit par ce symbole entre les mains du roi qui alors en octroya de nouveau des chartes à chaque propriétaire, sous forme d'investiture féodale. Le Mot-Hill de Scone, ou cour de justice, appelé ***Mons placiti***[17], provient, à ce qu'on prétend, des poignées de terre apportées en cette occasion, et par ce motif il a reçu le nom ***d'omnis terra***[18]. Cette légende ne mérite aucune croyance. Mais si Malcolm, ce que sans doute il n'aurait pu faire, ne changea point les lois de tout son royaume par une modification générale des titres de la propriété, il est hors de doute que par diverses concessions et des cas particuliers il contribua à introduire en Écosse la coutume des investitures féodales. C'était un système agréable au prince, car il lui attribuait le caractère propre à le flatter, de propriétaire suprême, souverain ou originel, des terres du royaume entier. Il plaisait ainsi aux Normands que Malcolm attirait à sa cour. Ceux-ci attachaient un sentiment de sécurité à une charte royale, et comprenaient en même temps que leur impor-

[17] Mont du bon plaisir. A. M.

[18] Toute terre. A. M.

tance personnelle s'augmentait par la puissance qu'ils obtenaient ainsi, d'accorder les terres qu'ils ne pouvaient occuper, à des sous-vassaux qui les tinssent d'eux aux semblables conditions de service auxquelles eux-mêmes tenaient leurs domaines de la couronne. Le système féodal avait aussi force de loi en France et en Angleterre, états sur lesquels le monarque écossais devait naturellement prendre modèle pour perfectionner les grossières institutions de sa contrée natale. Ainsi, quoique la féodalité n'ait pas certainement été introduite par Malcolm-Morh en Écosse, nous pouvons conclure que, de son temps, des exemples détachés, ainsi que l'action graduelle et le concours de circonstances favorables, préparaient déjà ce royaume à la recevoir.

Malcolm, à sa mort, laissa des enfants mineurs, et il eut pour successeur son frère Donald-Bane, sauvage écossais, qui, s'enfuyant aux Hébrides lors de l'assassinat de leur père Duncan, ne paraît avoir visité son frère Malcolm à aucune époque de son règne, ni approuvé aucune des nouvelles coutumes introduites par lui. Au décès de Cean-Morh il se hâta de revenir en Écosse, et, à l'aide d'une armée d'insulaires occidentaux, prit possession de la couronne au préjudice de ses neveux. Ce chef presque barbare fut d'autant mieux accueilli par beaucoup des Scots du nord, qu'ils voyaient avec jalousie les innovations de Malcolm et sa préférence pour les étrangers.

Le premier décret de Donald-Bane fut une sentence de bannissement contre tous ceux-ci ; tentative brutale pour ramener l'Écosse entière à l'état sauvage d'Argyle et des Hébrides. Il est rare toutefois que la civilisation, quand elle a fait déjà un peu de progrès, puisse être contrainte à rétrograder, sauf le cas où les connaissances marchent de front avec la corruption et la mollesse. Donald-Bane n'eut aucun

triomphe durable. Duncan, bâtard du feu roi, rassembla une nombreuse armée d'Anglais et de Normands, repoussa Donald-Bane parmi les Jambes rouges[19], et s'empara du trône. Fut-ce pour son propre compte qu'il l'occupa ou comme régent de la légitime descendance de Malcolm ? on l'ignore. Après avoir tenu le sceptre, en propre ou par délégation, pendant une année, Edmond son beau-frère, le deuxième des enfants légitimes de Malcolm Cean-Morh, dont l'aîné avait embrassé la prêtrise, fit assassiner Duncan par un comte des Mearns, et rétablir Donald-Bane sur le trône en conséquence d'un traité par lequel il s'engageait à partager avec lui la royauté.

Donald-Bane, ainsi redevenu maître de la couronne, se remit à détruire tout ce qu'avait tenté son frère Malcolm, pour civiliser l'Écosse, et chassa de nouveau les étrangers hors de ses états. De là, nouvelle révolution. Edgard, troisième fils de Malcolm et de l'aimable Marguerite, que Guillaume-le-Roux favorisait, reçut des secours d'Angleterre, et parvenant à se saisir de la personne de son oncle Donald-Bane, l'emprisonna, puis lui creva les yeux. Edmond qui avait été l'auteur de cette seconde usurpation de Donald-Bane, fut aussi emprisonné, et en signe de repentir pour la participation qu'il avait prise à l'assassinat de Duncan, demanda, lorsqu'il mourut, que les fers qu'il avait portés dans son cachot fussent enterrés avec lui dans son cercueil. Edgard, malgré la cruauté qu'il montra envers son vieux oncle, paraît avoir eu le caractère équitable et humain. Il resta en paix avec l'Angleterre, et l'amitié des deux royaumes fut en-

[19] ***Red legs***. On appelait ainsi les montagnards d'Écosse et les insulaires de l'ouest de cette contrée, parce qu'ils avaient les jambes entièrement nues. A. M.

core cimentée par le mariage de sa sœur Mathilde avec Henri Ier, dit Beauclerc. Edgard mourut après avoir régné dans un profond repos environ neuf ans.

Alexandre Ier lui succéda comme quatrième fils de Malcolm, et son règne est principalement remarquable par la lutte énergique qu'il soutint pour défendre l'indépendance de l'Église écossaise. Il l'eut à soutenir contre les archevêques de Cantorbery et d'York, qui chacun réclamaient une supériorité spirituelle sur l'Écosse, et le droit de consacrer l'archevêque de Saint-André, primat de ce royaume. Malgré l'hostile intervention du pape, Alexandre, avec une adresse inouïe, parvint à rendre contradictoires l'une à l'autre les prétentions des deux archevêques anglais, et s'évita ainsi d'en satisfaire aucun. Quant au caractère personnel d'Alexandre, nous n'en pouvons juger que par l'épithète de ***farouche*** ou ***violent*** qu'on lui donna et qui probablement s'appliquait à son naturel et à ses manières, puisque certes son règne fut pacifique. Il mourut en 1124.

Alexandre eut pour successeur David Ier, le plus jeune des fils de Malcolm, Cean-Morh, monarque plein de talent. Il était libre de l'ignorante barbarie de ses compatriotes, car il avait été pendant sa jeunesse élevé à la cour de Henri Ier, le célèbre Beauclerc, mari de sa sœur. David était entré dans les vues de ce sage souverain touchant sa succession, et avait juré de maintenir les droits de la fille de Henri, l'impératrice Mathilde, cette fameuse reine Mand des chroniqueurs anglais, au royaume d'Angleterre. C'est pourquoi il la fit reconnaître en cette qualité dès 1135, et quand, à la mort de son royal père, Étienne, comte de Mortagne, usurpa la couronne anglaise, alors roi d'Écosse, il commença la guerre pour renverser l'usurpateur. Mais le comble de l'indiscipline régnait parmi ses troupes qui offraient un cu-

rieux échantillon des diverses tribus, long-temps mélangées sans se confondre, d'où s'est enfin formé le peuple écossais des temps modernes. « Cette armée maudite, » prétend le moine chroniqueur, qui stigmatise ainsi les troupes de David à cause de leurs horribles excès, « était composée de Normands, de Germains et d'Anglais, de Bretons Cambriens et de Northumbriens, d'indigènes du Teviotdale et du Lothian, de Pictes, communément appelés hommes du Galloway, et de Scots. » Étrangers les uns aux autres par les coutumes, et jusqu'à un certain point par le langage, ces différentes nations semblent n'avoir été d'accord et ne s'être entendues que pour franchir les bornes de toute licence et de toute cruauté, quoiqu'elles fussent contenues autant que possible, avouent naïvement les historiens anglais, par les efforts du monarque.

Étienne marcha vers le nord pour repousser David et ses bandes tumultueuses ; mais la guerre vint à languir et fit place à une suite de trêves et de traités menteurs qui étaient conclus et enfreints sans beaucoup de cérémonie. Les forces des deux partis étaient peut-être plus également balancées que celles des rois d'Angleterre et d'Écosse ne l'avaient encore été ou ne le furent depuis. Le manque de discipline qui affaiblissait l'armée de David se trouvait compensé par la trahison qui, travaillant toujours dans le camp d'Étienne, éclatait sans cesse par la révolte de quelqu'un de ses barons. Étienne tâcha d'obtenir la paix avec l'Écosse par la cession de tout le pays découvert du Northumberland et du Cumberland dont il se réservait toutefois les châteaux et les places fortes, afin de pouvoir, par ce moyen, reconquérir bientôt, dans un moment plus favorable, le territoire qu'il cédait alors. David devina ce calcul, et voyant bien que ses seules forces ne suffiraient pas pour placer Mathilde sur le trône, il ne chercha plus, ce qui est la politique habituelle des auxi-

liaires, qu'à augmenter son territoire le plus possible, par des conquêtes ou par des conventions, quand même le prix en devrait être l'abandon de la cause pour laquelle il avait pris les armes. En conséquence, il envahit le Northumberland en l'année 1138, à une époque où Étienne était si rudement pressé dans le sud, qu'il lui fallut abandonner les barons du nord à leur propre défense. Ces braves guerriers, toutefois, ne voulurent pas se soumettre à un envahisseur, ou quelque déférence que plusieurs d'entre eux accordassent volontiers au mérite personnel du roi écossais, les horreurs commises par les Galwégiens et autres barbares tribus de l'armée de David firent lever tous les bras contre cette soldatesque infâme et contre son chef. Tristan, archevêque d'York, prélat dont l'énergie égalait la prudence, convoqua les barons de l'Angleterre septentrionale, et les exhorta à une résistance opiniâtre. Vieux et jeunes furent appelés au combat. Roger de Mowbray, presque enfant, fut amené à l'armée anglaise et placé à la tête de ses nombreux vassaux. Walter de l'Espec, baron d'une grande renommée militaire, fut, malgré son grand âge, choisi pour généralissime. On érigea pour étendard au milieu du camp, un mât de navire, enfoncé dans un chariot à quatre roues, et auquel furent attachées les bannières de Saint-Pierre d'York, Saint-Jean de Beverley et Saint-Wilfred de Rippon. Au faîte et entourée de ces oriflammes était une boîte, sinon même un ciboire, renfermant une hostie consacrée. Le déploiement de cet étendard servit à donner un caractère saint à la guerre, et fut d'autant plus convenable, que la lutte avait lieu contre les Galwégiens, peuple barbare, aussi sacrilége que sanguinaire et inhumain. Ce fut avec ces démonstrations moitié religieuses et moitié guerrières que les barons s'avancèrent sur Northallerton.

David s'était dirigé vers le même point, et non sans obtenir d'importants succès. Un Guillaume, fils de ce Duncan,

frère naturel de David, qui avait expulsé Donald-Bane du trône écossais, en 1094, était un des principaux capitaines de l'armée de son oncle. Il paraît avoir été un chef de talent militaire, et fut employé par David à commander ces Galwégiens mentionnés si souvent. En cette occasion, il conduisit un nombreux corps de ces guerriers sauvages dans le Lancashire et défit une forte armée anglaise en un lieu appelé Clitherow, près des sources de la Ribble. De là, Guillaume Mac-Duncan mena ses troupes, chargées qu'elles étaient de butin et enflammées d'un surcroît de présomption, rejoindre le roi David à Northallerton.

Ainsi renforcé, David se porta en avant avec une telle promptitude, que peu s'en fallut qu'il ne surprit à l'improviste l'armée anglaise campée à Cuton-Moor. Robert de Bruce, vieux baron normand, qui connaissait intimement le roi, et qui, comme beaucoup d'autres, possédait des terres dans les deux royaumes, fut envoyé du camp des Anglais pour négocier avec David, du moins pour gagner du temps. Ce vénérable guerrier représenta au roi combien il y avait de maladresse et d'ingratitude à opprimer les Anglais et les Normands, dont les armes avaient si souvent défendu le trône écossais. Il lui reprocha les atrocités, également indignes de chevaliers et de chrétiens, que ses soldats commettaient, et finissant par rendre à David les terres qu'il tenait de lui, pour renier tout hommage à sa couronne, il se déclara son ennemi. Bernard de Baliol, baron d'Yorkshire, en des circonstances toutes semblables, fit une pareille renonciation et porta un pareil défi. Bruce et le roi pleurèrent en se quittant. Guillaume, le fils de Duncan, appela Bruce un faux traître.

Une autre scène caractéristique eut lieu dans un conseil de guerre tenu le même soir au camp écossais pour arrêter

les dispositions de la bataille du lendemain. Le roi voulait que les archers et les hommes d'armes, seules troupes régulières de son armée, engageassent l'action. Mais les Galwégiens, que leur récente victoire rendait présomptueux, réclamèrent le privilége de former l'avant-garde, quoiqu'il ne soit pas facile de deviner quel titre ils alléguèrent à l'appui d'une telle prétention. « D'où vient tant de confiance, s'écria un chef celtique, Malise, comte de Stratherne, à ces gens que des cotes de mailles recouvrent ? je n'en ai pas, moi ; demain, cependant, je m'avancerai plus loin que ceux qui sont couverts d'acier. » Alan de Percy, frère naturel du grand baron de ce nom, et partisan de David, réplique que Malise en disait plus qu'il n'oserait en faire. David intervint pour terminer la dispute, et donna, quoiqu'à contre-cœur, satisfaction aux Galwégiens.

Le 22 août 1138, jour marqué par le destin, les ennemis, au lever du soleil, se rangèrent en bataille. Les Anglais formaient un corps compacte, avec leur cavalerie par derrière. Les Écossais avaient trois lignes. La première se composait des Galwégiens, commandés par leurs chefs Ulrick et Dovenald. À la seconde, dont le commandement était confié au prince Henri fils de David, se trouvaient les gens d'armes et les archers avec les soldats du Cumberland et du Teviotdale, les uns et les autres d'ancienne origine bretonne. Les indigènes du Lothian et des Hébrides, étaient placés à la troisième, et une réserve qui consistait en une élite d'Anglais et de Normands, jointe aux Scots proprement appelés ainsi et aux hommes du Moray qui, la plupart, descendaient des Scandinaves, complétaient l'ordre de bataille. Ce fut à la tête de cette réserve que David se plaça.

Les Anglais, cependant, recevaient la bénédiction du vieux Thursten par l'entremise de son délégué l'évêque titu-

laire des Orcades, et se juraient entre eux de vaincre ou de mourir. Bientôt les Galwégiens se précipitèrent avec un affreux cri de : ***Albanigh ! Albanigh !***[20] et ébranlèrent la phalange des lanciers sur lesquels ils se ruèrent avec une incroyable furie. Mais les rudes et continuelles décharges des archers anglais n'étaient pas soutenables pour des hommes nus, et les Galwégiens allaient lâcher pied quand le prince Henri survint au pas de course avec les gens d'armes Scots et dispersa « comme une toile d'araignée » la partie de l'armée anglaise à laquelle il eut affaire. Les Galwégiens s'étaient ralliés peu à peu, et la bataille recommençait avec une furie nouvelle lorsque le bruit courut dans les deux armées que David avait péri. En vain le roi courut-il sans casque à travers les rangs ; en vain supplia-t-il les soldats de se rassurer et de demeurer près de lui. L'ordre ne put se rétablir, et on finit par entraîner de force David loin du théâtre de l'action pour sauver du moins sa personne. Il profita de la honte des Galwégiens pour introduire quelque humanité dans ses bataillons de barbares et serrer davantage les rênes de la discipline.

On voit par tout ce récit, que la bataille de Cuton-Moor ou Northallerton fut non-seulement bien disputée, mais encore douteuse quelque temps ; et quoique ses conséquences immédiates semblent moins importantes, les effets éloignés de la victoire tournèrent certes à l'avantage des Anglais. David, victorieux à Cuton-Moor, se serait assuré à lui-même et

---

[20] Ils voulaient proclamer ainsi qu'ils descendaient des anciens habitants de l'Écosse autrefois nommée Albyn ou Albania. Lorsqu'ils furent repoussés, les Anglais leur crièrent par dérision : ***Eyrich ! Eyrich !*** c'est-à-dire : « Irlandais ! Irlandais ! » ce qui, au fait, devait être vrai pour cette partie des Galwégiens appelés les sauvages Scots de Galloway, qui indubitablement sont Scots-Irlandais. W. S.

à ses descendants le nord de l'Angleterre jusqu'au Trent et à l'Humber peut-être ; quant à la prépondérance que cette possession aurait donnée aux monarques écossais dans les guerres qui suivirent, on ne peut s'en former une idée que par conjecture, ou plutôt elle aurait dépendu du caractère et des talents des successeurs de David.

Même parmi tout l'orgueil du succès, Étienne consentit, par amour de la paix, à livrer entièrement au prince Henri d'Écosse le comté de Northumberland, à l'exception des seuls châteaux de Newcastle et de Bamborough, mais qui suffisaient pour que les rois d'Angleterre pussent dans une occasion favorable reconquérir la totalité de la province. Après cette paix de Durham, comme on l'appela, David paraît s'être rendu à Londres en 1141 pour partager le court triomphe de sa nièce Mathilde. Mais ce fut une visite de parent et d'ami, non celle d'un allié. Le roi d'Écosse trouva la reine d'Angleterre mal disposée à entendre les avis de calme et de modération qu'il donnait par expérience, et revint mécontent dans son pays, abandonnant sa nièce à son propre destin.

En 1152, l'Écosse perdit un trésor dans la personne de l'inestimable prince Henri. Il mourut, laissant trois fils et autant de filles qu'Ada, sa femme, Anglaise de distinction, lui avait donnés. – L'année suivante, le vénérable David alla rejoindre son fils. Après avoir accompli tous ses devoirs d'homme et de roi, et arrangé ses affaires aussi bien que l'extrême jeunesse de ses petits-enfants le permettait, on le trouva mort dans une attitude de dévotion le 24 mai 1153.

L'excessive libéralité envers l'église qui valut à David d'être admis dans la longue liste des saints de Rome, ne fut pas regardée de très bon œil par ses successeurs. « Sa cano-

nisation, disait Jacques I^er^, a coûté cher à la couronne. » Si, en effet, nous considérons, nous modernes, la munificence des fondations de Kelso, Melrose, Holyrood, Jedburgh, Nenbottle, Kinloss, Dryburgh, et tant d'autres, l'envie nous peut venir de trouver que ces ruineuses générosités de David envers la religion frisent un peu l'extravagance. Mais il faut réfléchir que les moines étaient les uniques conservateurs du savoir si borné de l'époque ; qu'ils possédaient exclusivement la connaissance de la littérature, ainsi que les arts de la peinture sur verre, du jardinage, et de la mécanique ; enfin qu'ils enseignaient à tous la religion, et donnaient aux enfants des nobles quelque teinte des sciences les plus utiles. Si on ne perd pas ces considérations de vue, on ne trouvera plus étrange qu'un roi patriote ait voulu multiplier le nombre de ces communautés qui pouvaient contribuer tant à la civilisation. Qu'on se rappelle aussi que les moines étaient agriculteurs ; que leurs vassaux et leurs serfs, comme il était passé en proverbe de le dire, vivaient heureusement sous la crosse ; et que, quoiqu'on prétende qu'en général ces ecclésiastiques avaient choisi les meilleures terres de la contrée, ces terres, si elles sont aujourd'hui plus fertiles que d'autres, le doivent souvent à l'habileté supérieure avec laquelle ils les ont aménagées. En outre, les monastères offraient aux voyageurs la seule chance d'asile et de secours qui se trouvât dans le pays, et constituaient l'unique revenu pour le soulagement des pauvres et des infirmes. Enfin, comme le territoire sacré appartenant à l'église échappait, dans la plupart des circonstances, aux dévastations de la guerre, il semble y avoir mille motifs d'excuser une munificence qui plaça tant de beaux domaines et leurs productions hors de l'atteinte d'une impitoyable soldatesque. Ce fut peut-être par cette raison que le roi David dota un si grand nombre de couvents

sur les frontières, qui sont si exposées à souffrir quand la guerre éclate.

Sous d'autres rapports, la prudence et les royales vertus de David I^er^ sont inattaquables. Buchanam, qui n'est pas, beaucoup s'en faut, partisan de la royauté, confirme de son témoignage, que la vie de ce monarque offre le parfait exemple d'un roi bon et patriote. Constant et zélé distributeur de la justice, il était miséricordieux et bienfaisant sous la paix, vaillant et habile à la guerre. Il pleurait sur les horreurs commises par ses armées barbares, et s'efforçait toujours de réparer, par des présents aux églises qui souffraient, les désordres qu'il ne pouvait prévenir. Ses remords furent même si grands pour les crimes dont elles s'étaient rendues coupables sans ses ordres, que ce roi d'Écosse conçut, dit-on, le projet de faire un pèlerinage en Palestine, et de consacrer le reste de sa vie à combattre les Sarrasins ; mais il y renonça par l'idée plus raisonnable qu'il se devait avant tout à ses sujets. On raconte aussi que David, quoique aimant le plaisir comme les autres, était toujours prêt à le sacrifier au devoir. Si ses chiens étaient lancés, s'il avait enfourché son cheval, et que tout fût disposé pour une partie de chasse, la voix d'un pauvre homme qui venait lui demander justice suffisait pour qu'il remît l'amusement, dont cependant il était passionné, jusqu'à ce qu'il eût prêté l'oreille et répondu à la demande du suppliant.

Pour ce qui concerne la civilisation, le caractère et les goûts de David étaient on ne peut plus favorables à l'accomplissement des projets que son père Malcolm Cean-Morh avait formés, avec le concours peut-être de sa pieuse épouse. Quant au choix de sa résidence, ce dernier monarque s'était arrêté à Dunfermline, ou Dumferline, ville située aux confins même de son royaume, et le plus loin qu'on

pût lui donner convenablement le nom d'Écosse. David, à l'imitation de son père, traversa le large golfe qui le bornait au sud, et fut, à ce qu'il semble, le premier des rois écossais qui résida quelquefois à Édimbourg, place qui par sa forte citadelle et son voisinage de la mer, était déjà devenue très importante, et où il fonda l'abbaye d'Holyrood, plus tard royale demeure des monarques d'Écosse. Un tel séjour le mit en fréquent contact avec la seule province de ses états où l'anglais fût toujours parlé, contribua au fréquent usage de cette langue à sa cour, et servit à développer de plus en plus les connaissances civilisatrices qu'il avait acquises pendant son éducation en Angleterre.

CHAPITRE IV.

Malcolm IV, – Guillaume-le-Lion ; sa captivité. – Traité de Falaise ; Richard I[er] l'abroge. – Mort et caractère de Guillaume. – Alexandre II ; sa mort.

Malcolm IV, âgé de douze ans, succéda, en 1153, à son excellent aïeul, David I[er] ; prince d'origine celtique, et appelé qu'il était à régner sur des sujets la plupart Celtes, il fut couronné à Scone avec les cérémonies particulières à la race des Scots Irlandais. Conformément à leurs anciennes coutumes, on le plaça sur une pierre en quelque sorte consacrée qu'on réservait à ce solennel usage, et que Fergus, fils d'Eric, avait apportée exprès d'Irlande. Un barde Irlando-Écossais, ou né dans les Highlands, s'avança aussi, et chanta au peuple assemblé un poème gaélique, contenant l'énumération des ancêtres du jeune roi depuis le règne de ce même Fergus, fondateur de la dynastie[21]. Ce poème, qui nous est heureusement parvenu, ne doit pas être considéré seulement comme

[21] Le barde celte était ordinairement ***scannechte*** ou généalogiste, et en de nombreuses circonstances déployait son talent par le récit de généalogies versifiées. Il existe, sous le nom de l'Howlat, un poème burlesque où un de ces bardes est ridiculisé, et qui date du règne de Jacques II, car on cessa dès lors de respecter les hommes de cette profession, du moins dans les basses terres. – Voyez l'édition Bannatique de cet ancien poème. W. S.

une de ces odes écrites par Cibber[22] pour les grands jours ; au contraire, il fut un exposé, fait de par le roi à la nation, du royal lignage en vertu duquel il réclamait son obéissance, et se trouve assez exactement conforme à d'autres maigres documents sur le même sujet, pour que les antiquaires modernes qui veulent prendre la peine de les collationner, puissent établir une liste régulière de ces barbares rois ou roitelets de la race dalriadique.

Sous le règne de Malcolm IV, les seigneurs des îles Hébrides, qui étaient en état d'indépendance, et reconnaissaient à peine être tenus, même nominalement, de fidélité envers la couronne d'Écosse ou celle de Norwège, quoique ces deux contrées y prétendissent, commencèrent à exercer, le long des côtes occidentales de la première, de graves brigandages que leurs galères légèrement armées, ou ***birlins***, et leurs habitudes de piraterie leur rendaient fort aisés. Somerled était à cette époque seigneur des îles, et commandait souvent de telles expéditions. Une paix fut faite en 1153 avec ce chef turbulent ; mais en 1163, dix années plus tard, il reprit les armes et fut tué dans une descente qu'il tenta à Renfren.

Les relations de Malcolm avec Henri d'Angleterre furent bien plus importantes. Ce Henri, deuxième du nom, avait juré, en 1149, que si jamais la couronne anglaise lui était dévolue, il mettrait le roi d'Écosse en possession de Carlisle et de tout le pays situé entre la Tweed et la Tyne ; mais, une fois sûrement établi sur le trône, au lieu de remplir sa promesse, il tâcha d'enlever à Malcolm les territoires dont il était en-

[22] Collet Cibber, auteur dramatique anglais, mort en 1757, poète lauréat du roi Georges II. C'était un écrivain médiocre dont Pope a fait le héros de sa ***Dunciade***.

core possesseur dans les comtés septentrionaux, oubliant ainsi les obligations qu'il devait à son grand-oncle David et sa parenté avec le jeune roi, petit-fils du même prince. La jeunesse et l'inexpérience de Malcolm paraissent avoir été, en cette occasion, circonvenues par l'habileté de Henri, qui était en outre, sous le rapport de la puissance, infiniment supérieur au monarque écossais. Il semblerait même que le souverain d'Angleterre eût pris sur son parent une influence personnelle dont les sujets de celui-ci avaient lieu d'être jaloux. Malcolm céda à Henri tous ses domaines tant du Cumberland que du Northumberland ; et pour peu qu'on réfléchisse que son grand-père David n'était pas parvenu à les posséder d'une manière sûre, alors même qu'on était distrait par les guerres civiles d'Étienne et de Mathilde, il faudra avouer que son descendant, face à face avec Henri II qui était dans la plénitude d'un pouvoir incontesté, avait peu de chance d'en venir à un meilleur résultat. Il lui rendit encore hommage pour le Lothian, et ce, au grand scandale des historiens écossais, qui, s'imaginant que cet acte de Malcolm préjugea la question de l'indépendance écossaise, sont fort disposés à croire que le Lothian pour lequel hommage fut rendu à Leeds, ou en quelque autre lieu, diffère du Lothian véritable, qu'ils regardaient comme une partie originaire de l'Écosse. Mais cette croyance leur vient d'avoir conçu l'opinion absolument fausse que le Lothian conservait encore, au temps de Malcolm IV, le caractère qu'il avait longtemps eu de province intégrante du royaume écossais. Si les rois d'Écosse firent hommage pour le Lothian, c'est par la simple raison qu'il avait un district, une moitié même du Northumberland, qu'Eadulf-Cudel, comte saxon de cette contrée, céda à Malcolm moyennant promesse d'une amitié et d'un secours en cas de guerre, dont un hommage féodal

devint naturellement l'emblème lorsque les institutions de la féodalité commencèrent à prendre racine.

Outre cette cession de ses domaines northumbriens, Malcolm semble s'être attaché personnellement à Henri II et avoir entretenu avec lui une étroite liaison, qui ne manque presque jamais lorsqu'elle existe entre un prince puissant et un prince plus faible, de devenir dangereuse à l'indépendance de ce dernier. Le roi écossais fut armé chevalier par Henri, et l'accompagna, le seconda dans ses campagnes de France, jusqu'à ce qu'il fût rappelé par les représentations formelles de ses sujets qui déclarèrent ne vouloir pas laisser l'influence anglaise prédominer dans leurs conseils. Le retour et la présence de Malcolm calmèrent un mécontentement qui avait failli éclater en révolte ouverte. Il parvint aussi à étouffer des insurrections partielles dans les provinces détachées et à demi indépendantes de Galloway et de Moray. Malcolm IV, quoique brave dans l'action, semble, d'après sa conduite avec Henri, avoir été d'un caractère flexible et mou dans le conseil ; et c'est à cela, ainsi qu'à son extérieur un peu efféminé, à ses manières un peu froides qu'il faut attribuer le surnom de Vierge, ou de Malcolm-le-Puceau, que l'histoire lui donne. On n'en doit pas faire honneur, quoi qu'en disent des écrivains monastiques, à sa sévère continence, puisqu'il est aujourd'hui prouvé que ce prince eut au moins un fils naturel.

Guillaume, frère de Malcolm IV, lui succéda, et fut couronné en 1166. Il sollicita instamment de Henri la restitution du Northumberland, et furieux contre le monarque anglais qui la lui refusa, se mit à négocier avec la France. Telle est la seule et véritable cause des relations qui s'établirent alors entre les deux pays, et qu'une sotte légende impute à une ligue entre Achay, ou Achains, roi des Scots, et le célèbre

Charlemagne, ligue d'après laquelle ce dernier monarque, est-il rapporté ridiculement, aurait pris à son service un corps de mercenaires Écossais.

Ennemi déclaré de l'Angleterre, Guillaume profita des discordes qui divisaient la famille de Henri II pour prêter à Richard, fils de ce souverain, secours contre son père. Le roi d'Écosse obtint du prince rebelle qu'il lui cédât le comté de Northumberland jusqu'à la Tyne. Voulant reconnaître cette munificence de Richard, Guillaume, en 1173, envahit la province, mais sans aucun succès marqué. L'année suivante, il renouvela la tentative, qui se termina d'une manière très désastreuse.

Il s'était établi sous les murs d'Alnwick, forteresse fatale à sa famille, et épiait les mouvements de la garnison, tandis que sa nombreuse armée où ne régnait aucune discipline pillait le pays. Sur les mêmes entrefaites, une bande de ces barons du nord de l'Angleterre, dont les aïeux avaient gagné la bataille de l'Étendard, étaient arrivés à Newcastle, et firent une sortie pour nettoyer les campagnes. Ils étaient environ quatre cents cavaliers, et avaient galopé au hasard, cachés par un épais brouillard du matin. Lorsqu'ils songèrent à revenir sur leurs pas, ils ne surent plus quelle route prendre ; mais Bernard de Baliol s'écria que, quand même tous les autres tourneraient bride, il irait seul en avant, et qu'il y mettait son honneur. Ils continuèrent donc à marcher, et toujours à l'aventure. Le brouillard finissant par s'éclaircir soudain, ils aperçurent les bastions d'Alnwick, et se trouvèrent près d'un corps d'une soixantaine de chevaux avec lequel Guillaume, le roi d'Écosse, battait la contrée. D'abord, il prit les Anglais pour un escadron des siens ; puis, quand il fut détrompé : « Eh bien ! dit-il intrépidement, nous allons voir qui d'eux ou de nous sont les meilleurs chevaliers ». Alors il

chargea à la tête de la poignée d'hommes qui l'accompagnait ; mais il fut renversé de sa monture, et fait prisonnier avec plusieurs des principaux de sa suite. Les barons du nord, craignant que la nombreuse armée écossaise ne survînt, se retirèrent en toute hâte vers Newcastle, emmenant avec eux leur royal captif. Guillaume fut présenté au roi Henri, à Northampton, les jambes liées sous le ventre d'un cheval, indigne traitement d'un prince captif, proche parent de son vainqueur. Il faut toutefois se rappeler que l'intervention de Guillaume dans les querelles domestiques de la famille de Henri devait avoir irrité fortement ce dernier contre lui, et qu'à cette époque, on n'était pas très scrupuleux sur la manière d'assouvir son ressentiment.

Il est raisonnable de supposer que Henri II, avec des sentiments si vindicatifs envers son prisonnier, ne dut le relâcher sans doute qu'aux plus rigoureuses conditions. D'ailleurs l'absence du roi occasionna un désordre si complet dans le système du gouvernement, tel qu'il existait alors en Écosse, que la noblesse et le clergé du royaume consentirent, pour que Guillaume recouvrât la liberté, à ce qu'il devînt homme-lige du monarque anglais, et rendît hommage tant pour l'Écosse que pour tous ses autres territoires. Avant ce honteux traité, qu'on signa le 4 décembre 1174, à Falaise en Normandie, les rois d'Angleterre n'avaient pas l'ombre du droit d'exiger hommage pour un seul prince de terre écossaise, excepté pour le Lothian qui, comme nous l'avons répété tant de fois, fut cédé à Malcolm II par octroi du comte northumbrien Eadulf. Toutes les autres provinces, composant ce qu'on appelle aujourd'hui l'Écosse, étaient arrivées à la couronne de ce royaume par droit de conquête, sans avoir été dépendantes de l'Angleterre sous aucun point de vue. Les territoires des Pictes avaient été réunis à ceux des Scots par les victoires de Kenneth Macalpin. Le Moray était reve-

nu à l'Écosse par le succès de Malcolm II à repousser les Danois. Le Galloway avait aussi été réduit sous le sceptre écossais sans l'aide ni l'intervention de l'Angleterre, et le Strath-Clyde fut subjugué avec des circonstances analogues. Une dépendance féodale n'aurait pu être établie que par une cession de terres qui eussent été originairement anglaises, ou par la restitution de districts qui eussent été conquis sur l'Écosse. Mais l'Angleterre n'avait aucun titre à ce qu'hommage lui fût rendu pour des provinces qu'elle ne pouvait ni céder, puisqu'elle ne les posséda jamais, ni rendre puisqu'elle n'en fit jamais la conquête.

Dès lors, cependant, aux termes du traité de Falaise, le roi d'Angleterre fut déclaré seigneur souverain de tout le royaume d'Écosse ; exemple déplorable de cette impatience qui trop souvent caractérisa les conseils écossais !

Il fut fait à la même époque une tentative pour soumettre l'église d'Écosse à celle d'Angleterre, au moyen d'une clause qui, dans le même traité, déclarait que la première serait tenue envers la seconde à cette soumission qui avait toujours été due et accordée autrefois, et que l'église anglaise jouirait de la suprématie qu'elle devait posséder en bonne justice. Les prélats écossais expliquèrent cet article, lequel fut rédigé à dessein en termes ambigus, comme laissant toute la question entière, car ils prétendirent qu'aucune suprématie n'avait jadis existé de fait, et qu'en droit rien de pareil n'était dû. Mais on rédigea avec plus de soin l'article concernant la soumission civile ; et les principales forteresses du royaume, Roxburgh, Berwick, Sedbourh, Édimbourg et Sterling, furent mises entre les mains de Henri, comme gages de l'exécution du traité de Falaise, tandis que le frère du roi Guillaume, David, comte de Huntingdon, et beaucoup de nobles Écossais furent livrés comme otages

dans le même but. Hommage pour toute l'Écosse fut réellement rendu dans la ville d'York, d'après la stipulation du traité, et alors le roi redevint libre.

Guillaume avait sacrifié l'indépendance de sa couronne à un désir maladroit de recouvrer promptement sa liberté personnelle ; mais il défendit avec plus de cœur les franchises religieuses de son peuple. Dans une élection bien débattue à l'épiscopat de Saint-André, il s'opposa avec force et constance à la nomination de Jean, dit l'Écossais, dont le pape Alexandre III appuyait la candidature. Le royaume d'Écosse fut mis, il est vrai, en interdit ; mais Guillaume ne s'en émut pas, et un nouveau pape, voulant arranger l'affaire, céda à la volonté du roi, puis retira l'excommunication. En 1188, le pape Clément III ratifia formellement les priviléges de l'église d'Écosse, comme fille et immédiate sujette de Rome ; il déclara même qu'aucune bulle d'excommunication ne pourrait y être lancée que par Sa Sainteté en personne ou par son légat ***à latere***, lequel serait toujours un Écossais ou un député spécial pris entre les membres du sacré collége. Tels furent les principaux faits du règne de Guillaume depuis sa mise en liberté jusqu'à la mort de Henri II d'Angleterre, pour ne pas parler de quelques événements déplorables qui eurent lieu en Galloway, et dénotent combien la barbarie des habitants y était alors complète.

Les châteaux frontières de Roxburgh et de Berwick demeuraient encore en la possession des Anglais à la mort de Henri II. Lorsque son fils Richard-Cœur-de-Lion monta sur le trône, il se conclut entre les deux rois et les deux peuples un traité remarquable par lequel Richard, à la suite d'une entrevue personnelle qu'il eut à Cantorbery avec Guillaume, renonça à tout droit de supériorité et d'hommage qu'on avait

extorqué de celui-ci pendant sa captivité, et rétablit les limites de leurs royaumes respectifs telles qu'elles étaient lors de son infortune ; il réserva seulement à l'Angleterre un hommage tel que Malcolm, frère aîné de Guillaume, l'avait rendu, ou était tenu de le rendre, et ainsi replaça tout-à-fait l'Écosse dans la situation d'indépendance nationale que le traité de Falaise lui avait ravie. Toute dette d'hommage envers l'Angleterre, qui préexistait à cette renonciation, fut soigneusement réservée, de sorte que Guillaume se trouva encore vassal du roi anglais pour le Lothian, pour la ville de Berwick et pour toutes les terres qu'il possédait en outre dans l'enceinte des possessions anglaises. Le retour dont l'Écosse devait payer cette ample restitution de sa liberté nationale, fut fixé à dix mille marcs sterling, somme qui équivaut environ à deux millions cinq cent mille francs d'aujourd'hui.

Les motifs qui décidèrent Richard à renoncer aux avantages que son père avait obtenus lors du malheur de Guillaume, sont aisés à comprendre. – D'abord, Richard, doué d'un caractère généreux, se rappela sans doute que l'invasion du Northumberland et la bataille d'Alnwick eurent lieu à la suite d'un traité entre Guillaume et lui-même ; il put donc se croire obligé en honneur à réparer, dans l'intérêt de son allié, une partie au moins des fâcheuses conséquences qui avaient suivi sa malheureuse tentative de mettre à effet leurs conventions. C'était, à coup sûr, un argument que des monarques d'un naturel égoïste n'eussent été que peu disposés à admettre, mais auquel Cœur-de-Lion, avec ses nobles et chevaleresques idées, ne devait pas rester insensible. – Ensuite, comme Richard allait s'embarquer pour la Terre-Sainte, une forte somme d'argent était plus importante pour lui qu'un stérile droit d'hommage, qui jamais, en effet, ne pouvait avoir pour un monarque anglais de valeur réelle et

distincte, à moins qu'il ne se présentât une circonstance favorable d'y joindre un titre à la possession, aussi bien qu'à la pure suprématie du royaume d'Écosse. – En troisième lieu, il était de la dernière nécessité que le roi anglais, partant pour une lointaine expédition avec la fleur de ses troupes, laissât sur sa frontière un belliqueux voisin plutôt dans la position d'un allié reconnaissant que d'un farouche et mécontent vassal, désireux de saisir la première occasion de briser ses fers féodaux par un acte de violence semblable à celui par lequel on l'en avait chargé.

La somme stipulée pour le rachat de l'indépendance nationale d'Écosse fut réunie au moyen d'un subside que la noblesse et le clergé accordèrent au roi ; et il y a toute raison de croire que, en partie du moins, le fardeau retomba sur les habitants en forme de capitation. Deux mille marcs demeuraient dus, quand Richard lui-même tomba captif, et furent payés par Guillaume pour servir à la rançon du prince, si même, ce qui semble également probable, cette somme ne fut pas une généreuse et gratuite contribution de la part du roi écossais à la délivrance de son bienfaiteur.

Des querelles domestiques qui éclatèrent dans ses provinces éloignées et qui toutes se terminèrent heureusement, grâce à son adresse et à son activité, sont les incidents historiques qui marquent le plus dans la fin du règne de Guillaume. Quelque mésintelligence avec le roi Jean d'Angleterre nécessita une prise d'armes de part et d'autre ; mais par un traité conclu entre les deux monarques, les motifs de plainte cessèrent, Guillaume convenant de payer à Jean pour preuve d'amitié, dit-on, et pour certains articles qui le favorisaient, une somme de 15,000 marcs. Guillaume mourut à Sterling, âgé de soixante-douze ans, après un règne long et actif qui en avait duré quarante-huit.

Guillaume dut d'être surnommé le Lion à ce que le premier il adopta cet animal pour armes de l'Écosse. De cet emblème vient que le chef des hérauts écossais s'appelle le Héraut-Lion, ou Lion roi d'armes. La chevalerie prenait alors de rapides développements en Écosse, comme le prouve l'importance attachée par Guillaume et par son frère aîné Malcolm au titre de Paladin, et aussi la romanesque exclamation de Guillaume, quand il engageait l'inégal combat d'Alnwick : « Nous allons voir de quel côté sont les meilleurs chevaliers ! »

Guillaume-le-Lion fut législateur, et ses lois nous sont parvenues. C'était un strict, presque un sévère administrateur de la justice ; mais les mœurs de l'époque et le caractère de son peuple exigeaient que le juge, qui, dans un temps plus civilisé, peut et doit admettre beaucoup de différences dans la classification des crimes, ne les choisît pas avec autant de soin à cette période de barbarie. La tache du règne de Guillaume fut son imprudence à Alnwick, et la précipitation avec laquelle il rendit l'indépendance de l'Écosse contre sa propre liberté. Mais son habile négociation avec Richard le mit à même de réparer ce faux pas, et de transmettre le royaume à son héritier tel absolument qu'il l'avait reçu de son prédécesseur. Sa femme, Ermangarde de Beaumont, ne lui donna qu'un fils nommé Alexandre qui le remplaça sur le trône ; mais il laissa un grand nombre d'autres enfants, fruits d'unions illégitimes.

Le règne d'Alexandre II, quoique actif, occupé, plein de faits, n'offre néanmoins que peu d'événements dont la profonde influence s'étende sur les siècles postérieurs. Ces faits doivent être plutôt considérés dans leur ensemble qu'avec détail, et sauf à y revenir plus tard, nous nous contenterons de dire ici généralement que la plupart des batailles

d'Alexandre furent livrées, afin de donner force à la loi dans les parties de son royaume qui étaient encore celtiques.

Alexandre eut, il est vrai, avec Jean une querelle momentanée qui occasionna de réciproques déprédations ; mais la paix fut bientôt rétablie, et en 1221 il épousa la princesse anglaise Jeanne dont la dot se montait à un revenu annuel de 1000 livres en terres. L'année 1222, le roi eut à étouffer une rébellion dans l'Argyle, et à visiter le comté de Caithness où l'évêque fut brûlé dans son palais à l'instigation du comte de la province. En 1228, ce fut dans le district de Moray qu'éclatèrent des mécontentements et des troubles fomentés par un certain Gillescop ; mais les efforts du comte de Bachan, justicier d'Écosse, parvinrent à les comprimer, et le principal coupable fut mis à mort. En 1231, le Caithness fut témoin d'une seconde tragédie semblable à celle de 1228 ; seulement, les rôles des acteurs furent changés : ce fut alors l'évêque ou ses gens qui massacrèrent le comte de Caithness et brûlèrent son château. De là, nécessité de nouvelles rigueurs qui furent en effet infligées.

D'autres tumultes s'élevèrent encore en 1233 parmi les habitants celtiques de l'Écosse. – Alan, seigneur de Galloway, mourut, laissant trois filles. Le roi voulut leur partager le pays comme entre héritières, par portions égales. Les vassaux prirent les armes pour empêcher le partage de leurs terres, déterminés à ce qu'elles continuassent à ne former qu'un seul fief. Le but d'Alexandre était de rompre la force de cette grande principauté par la création de trois princes, qui seraient, devait-on naturellement l'espérer, plus dépendants de la couronne qu'un seul seigneur, comblé de puissance, ne l'aurait été jusqu'alors. Il mena donc une armée contre les rebelles, les défit, et opéra la division projetée de la province.

Il faut considérer que toutes ces guerres du roi d'Écosse contre ses sujets révoltés, quoique entreprises et soutenues par lui pour donner force à la justice et aux lois, n'en tendaient pas moins à soustraire les districts où elles eurent lieu à la puissance et à l'autorité royale ; et que les soumissions temporaires de leurs chefs furent toujours faites à regret, rarement avec sincérité.

Alexandre II mourut dans l'île éloignée de Kerrera, une des Hébrides, contre lesquelles il avait tenté une expédition pour forcer leurs chefs à rendre au roi d'Écosse un hommage que quelques-uns d'entre les insulaires avaient rendu au roi de Norwège, comme seigneur souverain du Groupe. – Ce fut un monarque sage et actif. Il montra son intégrité par le soin et la bonne foi avec lesquels il protégea les frontières d'Angleterre, lorsqu'elles lui furent confiées en 1241 par le prince alors régnant, Henri III. Alexandre II ne laissa aucun enfant de sa première femme, la princesse Jeanne ; il épousa en secondes noces Marie de Couci, fille de cette fière maison qui avait adopté pour ses bannières une devise où elle faisait fi du sang royal[23]. D'elle il eut Alexandre III, qui, quand son père mourut, n'avait encore que huit ans.

[23] Je suis ni roi, ni prince ; aussi,
Je suis le seigneur de Couci. W. S.

CHAPITRE V.

Règne d'Alexandre III ; sa mort. – Sur la race des rois qui succédèrent à Kenneth Macalpin. – En quoi leur gouvernement différait de celui des Celtes. – Grande division de l'Écosse en gothique, en celtique ; ses conséquences.

Avant même la mort d'Alexandre II, il s'était élevé entre l'Écosse et l'Angleterre quelque différend sur le vieux thème de l'hommage, sujet ordinaire des querelles. Alexandre refusa de le prêter, jusqu'à ce que le Northumberland pour lequel on le prêtait lui fût restitué. Henri III, pour détruire un tel prétexte de refus, octroya au roi écossais, dans ce comté, des terres dont le rapport n'était que de cent livres par an. Rien là, toutefois, qui touchât proprement à l'Écosse ; aussi, quoique cette manière d'envisager la chose soit fautive d'après nos idées, elle n'en sauvait pas moins parfaitement la question d'indépendance nationale ; car Henri, dans le fait, acquiesçait au principe, soutenu par le roi d'Écosse et par ses hommes d'état, qu'ils ne devaient se reconnaître dépendants de l'Angleterre, que pour des terres possédées par eux dans ce royaume. Que les biens pour lesquels il était dû féauté ou hommage se trouvassent avoir beaucoup ou peu de valeur, cela n'affectait en rien la question, puisqu'on devait hommage pour un hameau ou un manoir aussi bien que pour un comté ou un royaume. La seule différence était que, moins valait le fief, moins les prestations féodales avaient d'importance, et moins les conséquences de la forfaiture méritaient d'attention. – Henri ne fut pas encore content, et les

insinuations d'un exilé d'Écosse, appelé Binet, l'irritèrent à tel point contre le roi de ce pays, qu'il se décida à envahir son royaume. Alexandre le rencontra à la tête d'une vaillante armée près de Ponteland, dans le Westmoreland, après quoi ils conclurent la paix sans plus de discussions relatives à l'hommage.

Il était clair cependant que la chose touchait de près au cœur du monarque d'Angleterre, et Alexandre II ne fut pas plus tôt mort, que Henri, s'adressant au pape, le pria d'interdire le couronnement solennel d'Alexandre III, jusqu'à ce que lui-même, comme supérieur féodal de l'Écosse, voulût bien y consentir. La noblesse écossaise fut informée de cette prétention, et résolut de hâter la cérémonie. Il s'éleva quelque difficulté pour savoir si on pouvait placer la couronne sur la tête d'un prince qui n'avait pas encore reçu le titre de chevalier, tant l'ordre de la chevalerie était alors regardé comme essentiel, même à la dignité royale ! Comyn, comte de Monteith, suggéra que l'évêque de Saint-André pourrait aussi bien armer le roi paladin, que le couronner ; et on agréa la proposition. On fit prêter à l'enfant les divers serments d'usage en latin et en français normand ; c'était une partie gothique de la cérémonie. Pour que les formes écossaises et celtiques fussent aussi observées, un barde highlandais[24], vêtu d'une robe écarlate et vénérable par la blancheur de sa barbe et de sa chevelure, s'agenouilla devant le jeune roi tandis qu'il était assis sur la pierre consacrée, et comme au couronnement de Malcolm IV, récita une

[24] Montagnard d'Écosse. Le Highlander ou Highlandais est l'habitant des hautes terres ou montagnes comme le Lowlander ou Lowlandais est l'habitant des basses terres ou près des plaines. A. M.

suite de noms composant la généalogie royale, mais qui, par leurs barbares consonances durent ressembler à une invocation de tous les démons de l'enfer.

Le jeune roi fut, peu après son sacre, marié à la princesse anglaise Marguerite, fille de Henri. En vertu d'un tel motif d'intérêt, Henri se mêla officieusement des affaires de l'Écosse, au grand scandale des naturels. Il parvint cependant à se créer au sein du royaume une espèce de parti, mais que plusieurs membres de la régence combattirent avec force ; et diverses luttes eurent lieu dans lesquelles on n'obtint aucune supériorité définitive ni d'un côté ni de l'autre. Le jeune roi écossais montra, dès son enfance même, beaucoup de jugement et une grande fermeté de caractère. Il visita maintes fois la cour de son beau-père qu'il chérissait comme ami et honorait comme parent, mais toujours, pendant ces visites, témoigna une immuable et glorieuse détermination de ne traiter nulle affaire d'état. Dans la crainte de compromettre l'honneur ou les intérêts du royaume, il alléguait ne pouvoir rien faire sans l'avis de son conseil national. C'est ainsi que la paix fut maintenue, l'indépendance de l'Écosse garantie de surprise, et toute possibilité de prendre avantage de la jeunesse et de l'inexpérience d'Alexandre complètement écartée. Ce fut pendant un de ces voyages que la reine Marguerite accoucha d'une fille à qui on donna le nom de sa mère. Il paraît que quelques-unes de ces visites furent faites par Alexandre dans le but d'obtenir le paiement de la dot promise à sa femme, mais le trésor de Henri était si pauvre à cette époque, que cinq cents marcs l'épuisèrent, et que le roi d'Angleterre fut obligé de prendre des époques plus distantes pour payer le reste de la somme, dont il demeura dû les deux tiers.

Alexandre III était alors un jeune homme de vingt-deux ans, fort capable de commander une armée. Ce fut heureux, car une terrible invasion le menaçait. Cette attaque vint du roi de Norwège Hacon. Ce prince belliqueux avait rassemblé un grand nombre de navires et de soldats avec la détermination de s'établir dans les Hébrides, qui peu à peu avaient succombé sous les efforts du présent roi d'Écosse ; car, continuant le système que son père avait suivi, il poussait sans cesse les seigneurs insulaires à se séparer de la Norwège et à mettre leurs îles sous la dépendance de l'Écosse. Des milliers de ces mêmes guerriers du nord dont le courage s'était si terriblement signalé le long de toutes les côtes de l'Europe montèrent sur la flotte de Hacon, que l'on réputa l'armement le plus formidable qui fût jamais sorti des ports norwégiens.

Le roi norse, avec cette puissante armée, pénétra dans la baie de Largs, proche l'embouchure de la Clyde, et tenta de débarquer. Mais il éclata une tempête qui rendit le débarquement partiel, difficile, périlleux. D'ailleurs les forces écossaises étaient sur pied et prêtes. Les Norwégiens persistèrent dans leur tentative, et Alexandre avec ses soldats fit de semblables efforts pour les repousser. Les historiens de Norwège ne nient pas que leurs compatriotes n'aient beaucoup souffert par l'épée de l'ennemi, quoiqu'ils attribuent l'insuccès total de l'entreprise à la fureur des éléments. Puis le nombre des défenseurs augmentait de jour en jour, tandis que l'ardeur des assaillants diminuait ; et Hacon, après une persévérance aussi longue que désespérée dans son projet de descendre à terre, y renonça enfin et s'enfuit avec sa flotte tout endommagée, par le détroit qui sépare l'île Skie du continent, et qui appelée depuis Kile-Haken, conserve encore ce nom. Doublant l'extrémité septentrionale de l'Écosse, le roi de Norwège, après beaucoup de pertes et de souffrances, atteignit les Orcades, qui alors lui apparte-

naient, et malade depuis long-temps, épuisé surtout par l'ambition déçue et par l'orgueil blessé d'un soldat, il y mourut peu de semaines après son fatal échec de Largs. La conséquence de cette action décisive fut un traité par lequel la Norwège cédait à Alexandre III toutes les îles de la mer occidentale d'Écosse, et même toutes celles qui avoisinent cette contrée, à l'exception des Orcades et des Shetland, pour l'abandon desquelles le roi écossais et son pays convinrent de payer en quatre fois une somme de 4,000 marcs, plus une rente de 100 marcs à perpétuité.

En 1281, l'alliance devint encore plus étroite par le mariage d'Eric, le jeune roi de Norwège, avec Marguerite, fille d'Alexandre III et de la princesse anglaise du même nom. Ils n'eurent qu'un seul enfant qui s'appela aussi comme sa mère, mais que l'histoire écossaise nomme la fille ou pucelle de Norwège, et dont la mort prématurée forme, ainsi que nous le verrons plus tard, une page tout-à-fait sombre dans les annales d'Écosse.

Il faut mentionner ici, avant d'aller plus loin, que pendant une petite querelle qui s'était élevée entre Alexandre et son clergé, le légat papal en Angleterre voulut intervenir dans le but de se faire ensuite payer largement de sa peine. Mais le roi et l'église écossaise, après avoir fort sagement terminé leur dispute sans aucun besoin de médiation, arrêtèrent que, comme les pouvoirs du légat ne s'étendaient qu'à l'Angleterre seule, il ne lui serait pas permis d'entrer dans le royaume d'Écosse, ni d'y exercer la moindre autorité. Ils montrèrent la même rigueur dans un autre cas. Le pape Clément IV requérant les prélats écossais de payer au roi d'Angleterre la dixième partie de leurs bénéfices pour subvenir aux dépenses d'une croisade projetée, l'Église écossaise tint un concile général et rejeta la requête.

L'Écosse ne put cependant échapper à la rage épidémique des croisades. Une multitude de ses plus braves barons et chevaliers alla en Palestine et y trouva la mort.

De très amers chagrins fondirent bientôt sur Alexandre III. Sa femme était morte. Son seul fils survivant mourut aussi ; un autre n'avait pas survécu à l'enfance. Il ne lui restait pour postérité que la pucelle de Norwège, sa petite-fille, enfant qui résidait dans un royaume lointain. Pour obvier aux malheurs d'une succession disputée, car c'était encore un homme dans la fleur de l'âge, le monarque écossais épousa en secondes noces Ioleta, fille du comte de Dreux. Peu après le mariage, comme il se hâtait de retourner chez lui et suivait une route rapide le long de la mer, près de Kinghorn, dans le Fife, un roc fit tomber son cheval et cette chute coûta la vie au cavalier.

Les lamentations furent universelles ; il en devait résulter, craignait-on, les conséquences les plus désastreuses :

> Pas d'affreuse prédiction
> Qui n'eût lieu dans l'occasion
> Par les vieillards et par les vieilles.

Thomas-le-Rimeur, poète et prétendu devin, annonça ce qu'on rapporte, sous la métaphore de la tempête la plus terrible que l'Écosse eût jamais vue, les calamités qui devaient fondre sur elle. D'autres rappelèrent un sinistre présage qui eut lieu pendant les fêtes du second mariage d'Alexandre : un spectre, ne représentant ni plus ni moins que la mort, avait terminé une brillante procession de masques et offrant peut-être une ressemblance trop marquée avec un véritable squelette, avait répandu la tristesse et la frayeur parmi les

joies et les pompes nuptiales. On prétendit, quand Alexandre mourut, que cette apparition avait présagé dès lors l'horrible calamité qui devait bientôt imposer silence à l'allégresse publique. Les classes inférieures surtout exhalèrent en termes simples, mais touchants, leurs regrets de la perte d'un si excellent prince, déplorant ses vertus et s'épouvantant d'avance des tristes suites de sa mort. Mais ni poète, ni devins, dans leurs moments les plus exaltés et les plus sombres, ne purent prévoir la moitié des maux dont le trépas d'Alexandre devait être suivi dans le royaume qu'il avait gouverné.

Nous allons faire halte à cette remarquable période de l'histoire pour comparer la situation de l'Écosse, en 843, lorsque Kenneth Macalpin forma, pour la première fois, les Pictes et les Scots en un seul peuple, avec ce qu'elle était en 1083, lorsque le destin priva ce peuple de son monarque Alexandre III.

Nous savons qu'à l'époque la plus reculée, les usages que l'histoire attribue aux descendants des Dalriades, ou Scots-Irlandais, ou Scots purs, proprement dits, ont dû être, puisqu'ils demeurèrent tels jusqu'à des temps bien postérieurs, les mêmes que ceux des tribus de l'Irlande, contrées d'où ils tirent leur origine. Leur constitution politique était tout-à-fait patriarcale, forme de gouvernement la plus simple et la plus ancienne. Le sang du premier fondateur de la famille fut censé couler aux veines de ses représentants successifs et transmettre à chacun d'eux un droit d'autorité suprême sur les descendants de son propre lignage, qui devinrent ses enfants et ses sujets, comme il devint lui-même par droit de naissance leur souverain monarque et leur législateur. Puis une nation se forma par l'alliance de plusieurs de ces tributs qui donnèrent à un seul tout pouvoir sur elles,

afin qu'il les commandât pendant la guerre et décidât leurs différends pendant la paix. Beaucoup de chefs inférieurs prétendirent ensuite tenir d'une manière plus ou moins éloignée à la famille et au sang de ce chef des chefs. Ce titre suprême, ou droit de souveraineté, fut héréditaire : mais il fallait, d'une part, que l'individu qui en réclamait la possession, appartînt au roi défunt par les liens de la parenté ; de l'autre, le titre était tellement électif, que la nation demeurait libre de choisir, pour lui succéder, celui d'entre tous ses proches qu'elle jugeait convenable ; et comme les devoirs de souverain ne pouvaient être remplis par un enfant, le choix tombait en général sur un homme dans la force de l'âge, frère ou neveu du décédé, plutôt que sur son fils ou sur son petit-fils.

Cette incertitude du droit de succession, qui prévalut relativement à la couronne seule, tandis que les coutumes celtiques prédominèrent pour tout le reste, devint une source continuelle de rebellions et de massacres. L'héritier, qu'on écartait à cause de sa jeunesse, éprouvait souvent, lorsqu'il avait pris des années, le désir de recouvrer la puissance de son père ; et bien des meurtres furent commis dans le but de redresser la déviation que la préférence d'un adulte avait introduite dans la ligne directe des héritiers. Pour prévenir de pareils crimes ou en diminuer le nombre, on recourut à un singulier expédient. Une espèce de roi des Romains ou César était, du vivant même de chaque souverain, choisi comme son successeur présomptif. On l'appelait taniste, et il était sacré avant que le roi qu'il remplacerait un jour fût mort, mais avec moitié moins de cérémonie, car on ne lui permettait de mettre qu'un pied sur la fameuse pierre qui servait au couronnement. Le monarque avait peu d'autorité sur les différentes tribus dont le royaume se composait, sauf les temps de guerre. Mais, en guerre, le pouvoir royal devenait absolu ; et la guerre, soit étrangère, soit civile, était l'état habituel du

peuple. Cette constitution, que Malcolm fonda, est encore aujourd'hui celle de Perse.

Tel était le gouvernement des Scots quand les Pictes, perdant leur nom et une existence propre, se confondirent dans ce peuple. Il ne paraît pas qu'il y eût aucune différence matérielle entre la forme du gouvernement picte et celui de leurs conquérants mêmes ; pareille analogie se retrouve chez toutes les autres nations qui vinrent composer le royaume d'Écosse, si on en excepte le Lothian. Le Galloway était indubitablement sous la domination de chefs patriarcaux, et formait divers clans, comme nous l'indiquent les noms patronymiques qui se sont conservés jusqu'à ce jour, Mac Dougal, Mac Culloch, Mac Kie, ainsi que beaucoup d'autres qui, à coup sûr, ne sont pas de dérivation highlandaise, et remontent à une grande antiquité. Le Strath-Clyde était sans doute gouverné de même ; du moins, le système des clans celtiques prévalut dans le sud et dans l'est du district frontière jusqu'à la réunion des couronnes ; et comme, si on l'avait abandonné une fois, un tel mode de gouverner n'aurait pu être rétabli facilement, nous sommes autorisés à croire qu'il y était resté en vigueur depuis la chute de la dynastie bretonne. Voici encore une autre raison qui le prouve ; c'est qu'un tel système de clans et l'exercice d'une telle autorité patriarcale convenaient merveilleusement à une contrée guerrière et sans lois, car ils rendaient aussi aisées et aussi simples que possible, et la décision des disputes et la conduite des habitants à la guerre. Les hommes du clan se soumettaient pendant la paix aux sentences du chef ; ils suivaient sa bannière dans le combat ; ils l'aidaient de leurs avis dans le conseil, et rien ne manquait au gouvernement de la tribu. La nature d'un pays limitrophe l'exposait particulièrement à des attaques soudaines ; aussi cette puissance absolue dont les premiers chefs bretons furent investis, ne se

continua-t-elle intacte si long-temps chez leurs successeurs, que sans doute parce qu'elle satisfaisait aux exigences de sa position géographique. Mais quoique selon toute vraisemblance, l'usage des clans ait prévalu, dans cette contrée frontière, nous ne prétendons pas dire que ceux qui l'habitent aujourd'hui remontent par leur antiquité jusqu'à la période celtique ou bretonne. Leurs noms trahissent une date plus moderne.

Les nations diverses que nous venons d'énumérer avaient toutes une commune origine celtique ; au moins, il est encore à prouver que les Pictes soient autres que les antiques Calédoniens, qui doivent évidemment avoir été Bretons. Leurs mœurs, aussi simples que leur forme de gouvernement, offrent les vices et les vertus d'un état barbare de société. Ils étaient braves, belliqueux et formidables comme troupes légères ; mais, armés de lances extrêmement minces, d'épées lourdes et de boucliers d'acier ou de cuir, ils étaient incapables de soutenir une lutte un peu longue avec les guerriers normands, qui savaient se battre dans les règles, et qui ne marchaient au combat que serrés en bataillons et armés de toutes pièces. Comme d'autres barbares, les tribus celtiques se montraient féroces et cruelles parfois, parfois susceptibles d'une grande douceur et d'une grande générosité. Celles qui habitaient les montagnes vivaient du produit de leurs troupeaux ou de leur chasse. Les tribus qui possédaient quelques champs de terre labourable les cultivaient, sous la direction du chef, dans l'intérêt de la communauté. Comme tous les clans formaient en eux-mêmes une petite nation à part, se piller les uns les autres était une espèce d'occupation guerrière qui n'entraînait aucune idée de honte ; et quand les montagnards venaient chercher butin dans la basse contrée, leur proie était plus riche peut-être et moins vigoureusement défendue que lorsqu'ils attaquaient

une tribu des Highlanders, leurs parents. Les Lowlands avaient donc surtout à souffrir de leurs incursions.

Les Pictes, à ce qu'il semble, ne furent pas trop arriérés en agriculture, et connurent un peu l'art de bâtir, ainsi que les arts domestiques, car tels sont les premiers qui se perfectionnent dans les contrées les plus fertiles. Mais les Scots, les Pictes, les Galwégiens, non plus que les Bretons du Strath-Clyde, paraissent n'avoir ni su écrire, ni connu même l'alphabet. Trois ou quatre peuples différents, chacun subdivisé en un nombre infini de clans, de tribus, et de familles, que nul lien commun ne réunissait, ne pouvaient guère former un état indépendant, assez fort pour se maintenir parmi d'autres nations ou défendre ses libertés contre un ambitieux voisin. Mais l'heureuse acquisition de la fertile province de Lothian qui comprenait tout le pays situé entre la Tweed et le Forth, et l'habile politique tant de Malcolm Cean-Morh que de ses successeurs, concoururent à donner au royaume d'Écosse, si morcelé et si désuni auparavant, la consistance et l'harmonie dont il avait besoin.

Avec un peu de cette ruse qui poussa les propriétaires écossais du Moyen Âge à bâtir leurs châteaux sur la limite même de leur propriété et en face des manoirs de leurs plus puissants voisins, Malcolm Cean-Morh fixa d'abord sa royale résidence à Dunfermline, d'où ses successeurs la transportèrent à Édimbourg. Berwick et Dumbar furent fortifiés de manière à offrir des obstacles infranchissables aux armées d'invasion ; et passer la Tweed, qui, dans la partie inférieure de son cours, est rarement guéable, après avoir laissé derrière soi de telles places fortes, eût été une téméraire entreprise de la part d'un envahisseur anglais qui n'aurait pas eu à sa suite des forces tout-à-fait considérables. La possession du Lothian, qui était habité par des Saxons

mélangés de Danois, introduisit auprès du roi d'Écosse et à sa cour, de nouveaux besoins, de nouveaux désirs, une nouvelle politique, des relations avec d'autres contrées dont l'accès ne leur était pas possible jadis, et une nouvelle langue pour exprimer toutes ces idées nouvelles. Nous avons mentionné le bienveillant accueil que Malcolm, influencé par la reine, son épouse, fit aux émigrés saxons et normands, et l'envie qu'excita parmi les Scots de la vieille roche la faveur accordée à ces étrangers. Tous les successeurs de Malcolm, excepté le sauvage Hébridéen Donald-Bane, suivirent la même ligne de conduite, et achetèrent la science le plus honorablement qu'elle puisse s'acquérir, en favorisant et récompensant toujours ceux qui sont capables de la communiquer. Ceux des barons normands, réputés en général la fleur de l'Europe, qui de temps à autre passèrent en Écosse, sont si nombreux qu'ils peuvent être dits, à peu d'exception près, former les ancêtres de la noblesse écossaise et de la plupart des familles les plus distinguées de la bourgeoisie : fait si bien connu, qu'il est inutile d'en articuler la preuve. Ces étrangers, surtout les Normands et les Anglo-Normands, étaient supérieurs aux sujets indigènes des rois écossais pour les arts aussi bien de la paix que de la guerre. Ils remplissaient donc naturellement la cour, et introduisaient dans le pays où ils trouvaient l'hospitalité, leurs usages et leurs lois, qui peu à peu s'étendirent aux autres races par lesquelles l'Écosse était habitée.

Les avantages qui résultèrent du concours et de l'influence de ces émigrants fit sans doute faire un pas immense à la civilisation écossaise ; mais l'effet immédiat du bon accueil qu'ils reçurent tendit à désunir l'état. En effet, il créa dans ces superbes étrangers une catégorie de gens qui n'eurent rien de commun avec les tribus celtiques, et s'en regardèrent comme une race entièrement distincte, lorsque

déjà celles-ci avaient et des intérêts hostiles et des coutumes contradictoires. La jalousie de toutes ces races séparées se montra dans le conseil de guerre qui précéda la bataille de l'Étendard, où Bruce, parlant de lui-même et de ses compagnons, et soutenant qu'ils étaient tous non pas des Anglais ou des Écossais, mais des barons normands, reprochait à David de préférer aux qualités chevaleresques d'une race qui lui avait rendu tant de services, la férocité sauvage et la foi incertaine des tribus écossaises ; tandis que, de l'autre côté, Malise, comte de Stratherne, se plaignait au même monarque de ce qu'il plaçât plus de confiance dans les cottes de mailles et dans les lances d'étrangers Normands, que dans l'intrépide courage de ses soldats indigènes.

Ce pêle-mêle donnait un air de confusion, et par suite d'incohérence aux habitants d'Écosse d'alors. Ils semblaient moins former un seul état qu'une confédération de tribus différant d'origine. Ainsi, les chartes du roi David et de ses successeurs sont adressées à tous ses sujets, Français et Anglais, Écossais et Galwégiens. Les usages cependant et les préjugés de tant de peuples qui se mêlaient furent corrigés ou neutralisés les uns par les autres ; et ce mélange moral de nations finit avec le temps, comme quelque mixtion chimique, par fermenter et devenir ensuite plus pur. À ce résultat aidèrent de tous leurs efforts, avec les meilleures intentions, quoique peut-être trop précipitamment et d'une manière par conséquent peu judicieuse, les rois écossais, qui, de Malcolm Cean-Morh à Alexandre III, paraissent avoir été la dynastie des plus parfaits monarques aux mains desquels échut jamais le sceptre sur un peuple encore grossier. Ils mirent autant de prudence à mûrir leurs projets qu'ils eurent de bonheur à les exécuter ; et les exceptions qu'occasionnèrent la mort de Malcolm III et la captivité de Guillaume ne peuvent être imputées qu'à une témérité chevaleresque, défaut

du temps. Ils se montrèrent infatigables dans leur exercice de la justice, bien qu'ils ne la pussent exercer dans les districts les plus lointains de l'Écosse qu'à la tête de troupes formidables ; et là même où la tâche était dévolue aux shérifs et vice-shérifs des comtés, il fallait qu'elle fût accompagnée de fréquentes inspections du roi et de ses grands justiciers ; aussi faisaient-ils des tournées exprès. Sous leur règne enfin, les titres de la propriété foncière commencèrent à s'établir, dans presque toute l'étendue des basses terres, sur le système féodal alors universel en Europe, et de la sorte jetèrent l'Écosse dans la commune route de la civilisation.

La langue généralement parlée par les Écossais finit par être la langue anglaise, car on la parlait dans le Lothian, province, la plus civilisée du royaume, et elle était la plus facile dans laquelle ils pussent communiquer avec leurs voisins. Ce dut être graduellement qu'elle s'introduisit parmi eux, comme le prouvent les nombreux mots celtiques conservés dans les vieux statuts et dans les vieilles chartes, et ce qui la rendit générale c'est qu'on l'employa seule dans l'écriture.

Nous savons qu'il y eut au moins un poème écrit en langue anglaise, par un auteur écossais, qui excita l'attention des contemporains. C'est un roman tout en vers sur sir Tristran[25], par Thomas d'Erceldone, qui le composa en « un anglais si recherché » que le commun des ménestrels pouvaient à peine le comprendre et le réciter par cœur. S'il nous est permis de juger d'une telle œuvre d'après l'exemplaire comparativement moderne que nous en avons vu, le style, qui est bref, nerveux, figuré, concis surtout jusqu'à devenir obscur, le fait ressembler plutôt aux poésies norses ou an-

[25] C'est le Tristan français. A. M.

glo-saxonnes, qu'à celles des ménestrels anglais, dont le mode de composition est si lâche, si prolixe et si trivial, que l'Hôte du Thabor, de Chaucer, l'appelle « d'ignobles rimailles. » La construction aussi des stances est, dans le poème d'Erceldone, fort bizarre, fort elliptique, fort compliquée, et paraît bien digne de ce pompeux éloge d'un poète contemporain – « que, si des ménestrels le dirent tel que l'auteur l'avait composé, ce serait le plus grand exploit[26] des temps passés et futurs. » Au contraire, la ballade élégiaque sur Alexandre III, déjà mentionnée, ne diffère de l'anglais moderne que par l'orthographe.

Outre l'adoption générale de la langue anglaise, qui se répandit peu à peu, sans doute, dans les parties les plus civilisées des basses terres, le français-normand se parlait aussi à la cour qui, comme les noms de témoins au bas de chartes royales, de fondations, et d'autres pièces nous l'apprennent, était le rendez-vous de ces illustres étrangers. On l'adopta encore pour les formules des serments que les rois prêtaient à leur sacre, d'où on peut conclure que c'était la langue des nobles, tandis que la traduction latine des formules semble avoir été faite à l'usage du clergé. Enfin le français-normand, comme spécialement propre à énoncer les stipulations féodales, s'employait souvent dans les procédures.

La constitution politique de l'Écosse ne s'était jusqu'alors approprié aucune forme représentative. Le roi agissait d'après l'avis et quelquefois sous le contrôle d'un grand conseil féodal, espèce de ***cour plénière***, où les premiers vassaux de la couronne et les plus hauts dignitaires de l'église étaient appelés. Mais il n'y avait aucune représenta-

[26] ***The gest,*** le geste, dit le texte, pour indiquer le récit des grands exploits. A. M.

tion du tiers-état[27]. Néanmoins l'esprit de la liberté présidait au gouvernement, et quoique les institutions qui devaient la garantir ne fussent pas encore parfaites à cette époque si reculée, le grand conseil ne manquait pas d'élever la voix dès que le souverain tombait dans quelque erreur politique. Quant aux franchises religieuses, nous avons déjà montré qu'elles furent défendues en Écosse avec plus d'indépendance que dans aucun autre état européen de cette période.

Les arts utiles commencèrent à être cultivés. Les nobles et les bourgeois s'abritèrent dans des tours bâties sur de fortes positions naturelles. Toutefois, leur habileté en architecture ne devait pas être fort grande, puisque, du temps même d'Alexandre III, la construction d'une belle arcade ne put s'expliquer que par la magie[28] ; et le peu de magnifiques châteaux d'ancienne date qui subsistent en Écosse doivent être attribués aux Anglais pendant leur courte occupation de ce pays.

L'Écosse a joui pendant cette période d'un commerce plus étendu que les historiens ne s'en sont doutés jusqu'à ce jour. Le numéraire abondait dans la contrée, et le paiement

---

[27] Cette considération est savamment traitée par Fraser Tytler dans la récente histoire d'Écosse, vol. II, section 3 de l'appendice. W. S.

[28] L'arcade en question se voit dans les ruines qui ornent le parc d'un château appartenant au marquis de Tweedale, à Yester. Fordun dit qu'elle fut construite ***arte quâdum magicû,*** et qu'on l'appelait Bo-Hall, c'est-à-dire Hobgoblin-Hall, ou la salle aux démons. Je présume que toute la magie consistait en l'art de jeter uue arcade, puisque la route qui existe encore n'offre rien autre chose de remarquable. W. S.

de sommes considérables, comme les dix mille marcs à Richard Ier, fut fait sans que la nation en souffrît. D'un autre côté, les forces militaires de l'Écosse étaient respectables, puisque, selon Mathieu Pâris, Alexandre II put, en 1244, opposer à l'armée anglaise mille cavaliers, bien armés tous et passablement montés, quoique pas un de leurs chevaux ne fût ni espagnol ni italien, et environ cent mille fantassins, tous résolus à vivre et à mourir avec leur souverain.

La maison du roi d'Écosse était toujours remplie d'un grand nombre d'officiers féodaux, et toujours il y eut dans l'établissement royal un appareil de splendeur que l'humilité même de la sainte reine Marguerite ne réforma point. Elle et son mari se servaient à leurs repas de vaisselle d'or et d'argent, ou du moins, dit naïvement Turgot, plaquée de façon à en avoir l'air. Aux anciens jours même d'Alexandre Ier, ce monarque, avec une générosité comparable à celle de l'amant qui faisait cadeau à sa fiancée d'une semine de rasoirs[29], comme chose qu'il prisât le plus pour sa part, gratifia magnifiquement la cathédrale de Saint-André d'un coursier arabe, couvert de riches harnais et d'une armure complète ornée d'argent et de pierres précieuses, amenant le tout jusqu'au maître-autel pour le consacrer solennellement à l'Église.

Berwick jouissait alors du privilége de port franc, et sous Alexandre III les revenus de la douane, dans ce seul port d'Écosse, s'élevèrent à 2 197 livres 8 schellings, tandis que ceux de toute l'Angleterre ne montèrent qu'à la somme de 8 411 livres 19 schellings 11 deniers et demi. Un ancien historien appelle cette ville une seconde Alexandrie.

---

[29] Sept rasoirs contenus dans une boîte. A. M.

Enfin on peut noter que le sol était principalement cultivé par des serfs ; mais l'institution des bourgs royaux avait commencé déjà à améliorer beaucoup le sort des classes inférieures.

Tel était l'état de l'Écosse à la fin du treizième siècle, mais nous n'y reconnaissons des institutions et des lois que dans les parties du royaume sur lesquelles l'immédiate autorité du roi, ainsi que l'influence d'un système plus moderne et des coutumes plus nouvelles, se faisaient sentir. Ces améliorations ne furent nullement sensibles ni dans la totalité des Highlands et des îles, ni dans le Galloway et le Strath-Clyde, jusqu'à ce que ces deux dernières provinces subissent les heureux effets de la civilisation scoto-saxonne qui avait déjà envahi les basses terres ; et probablement le nord du Caithness et du Moray demeura aussi au delà des limites du gouvernement régulier. En d'autres termes, une politique meilleure ne prévalut, soit complètement, soit partiellement, que là où les indigènes, par suite d'une condition plus riche ou plus douce qu'ailleurs, avaient appris à préférer les bienfaits d'un gouvernement civilisé, aux licences féroces et individuelles d'un état sauvage. Les montagnards ne prirent pas la protection qui résultait d'un système plus régulier de lois, ils en méprisèrent et haïrent la contrainte. Ils conservèrent les vêtements, les armes, les institutions et coutumes des Celtes leurs pères. Ils reconnaissaient, il est vrai, à généralement parler, la suprématie des rois d'Écosse ; mais beaucoup de leurs chefs, tels que Mac Donald des îles, Mac Dougal de Lorn, Roland de Galloway, et d'autres souhaitaient ardemment une complète indépendance et essayaient souvent de la conquérir. Le roi, de son côté, ne pouvait exercer sa puissance dans ces districts lointains, que d'une manière directe, en s'y transportant avec son armée, ou indirecte en profitant de leurs querelles domestiques et poussant les

chefs à la destruction les uns des autres. Dans les deux cas, il pouvait inspirer de la terreur, mais non une salutaire confiance en sa protection, à cette race primitive de ses sujets, à ces premières, et pendant tant d'années, seules tribus sur lesquelles ses aïeux exercèrent quelque empire. C'est ainsi que commença et que se maintint de siècle en siècle, entre le Scot celtique et le Scot saxon, entre le Highlandais, en un mot, et le Lowlandais, la distinction qui est encore visiblement marquée entre eux par la différence du langage, et qui pendant la dernière génération était plus apparente par celle des usages, des costumes, et même des lois.

Ainsi l'Écosse, situation bizarre, se divisait en deux races séparées, dont l'une était parvenue à un haut degré de civilisation, et dont l'autre demeurait encore presque dans un état de nature, quand la mort d'Alexandre III exposa la nation au risque d'être anéantie comme peuple indépendant et comme royaume.

CHAPITRE VI.

Projets d'Édouard Ier. – Mort de la pucelle de Norwège. – Jean Baliol : sa guerre contre l'Angleterre ; sa défaite à Dunbar ; son renversement du trône.

Par le décès prématuré d'Alexandre III, la pucelle de Norwège, sa petite-fille, demeura seule et incontestable héritière du trône. Édouard Ier d'Angleterre, proche parent de l'orpheline, forma aussitôt le projet d'étendre sa royale autorité sur le nord de la Bretagne, par un mariage entre cette jeune princesse et son unique fils, Édouard, prince de Galles. Les barons d'Écosse ne montrèrent pas d'aversion pour cette alliance, mode le plus naturel peut-être d'unir deux royaumes que la nature avait joints, quoique de malheureux événements les eussent séparés. Les grands nobles de ce pays, nous l'avons vu, étaient Normands, aussi bien que les seigneurs anglais ; beaucoup d'entre eux possédaient des terres dans les deux états ; c'est pourquoi l'idée de s'allier à l'Angleterre ne fut pas si impopulaire alors qu'elle le devint ensuite, quand de longues et sanglantes guerres eurent rendu les deux nations irréconciliables ennemies. Toutefois, les Écossais prirent les plus rigoureuses précautions pour que tous les droits et priviléges d'Écosse, comme royaume distinct, fussent maintenus et garantis ; pour que les Écossais de naissance ne fussent jamais appelés à répondre en Angleterre d'actions faites par eux dans leur propre pays ; pour que les archives nationales ne sortissent pas du royaume, et qu'aucune contribution pécuniaire, aucune levée de troupes,

ne pussent être demandées hors des cas voulus par les anciennes coutumes. Ces préliminaires furent réglés entre le roi Édouard et une assemblée des états écossais qui eut lieu à Birgham en juillet 1290. Édouard promit tout, et même jura d'exécuter ce qu'il promettait ; mais il demanda d'une manière si pressante à être mis en possession de tous les châteaux écossais, que les membres de l'assemblée s'en alarmèrent et crurent avoir lieu de douter que le roi fît grand cas de son serment et de sa promesse.

Sur ces entrefaites, Marguerite, la jeune héritière, mourut tandis qu'elle revenait en Écosse. Alors une nouvelle carrière s'ouvrit aux ambitieux, car par cet accident les descendants d'Alexandre III à qui la couronne était échue en 1284, furent complètement éteints, et le sceptre put dès lors être réclamé par quiconque prouverait avoir une parenté collatérale, même éloignée, avec l'ex-famille régnante d'Écosse.

Aussi beaucoup de prétentions au trône s'élevèrent-elles ; mais les principales furent celles de deux grands seigneurs d'extraction normande, Robert Bruce et Jean Baliol. Le premier était seigneur de Galloway ; le second, d'Annandale en Écosse. Voici quels étaient leurs titres à l'héritage royal.

Guillaume-le-Lion avait un frère, nommé David, et créé comte d'Huntingdon, qui laissa trois filles, dont la première, Marguerite, épousa Allan, seigneur de Galloway ; la seconde, Isabelle, Robert Bruce ; et la troisième, Ada, Henri Hastings. Jean Baliol réclama donc la couronne comme fils de Devergoil, fille de Marguerite, elle-même fille aînée de David ; et Bruce, d'autre part, comme fils d'Isabelle, la deuxième fille, prétendant qu'il était ainsi, d'une génération, plus près du comte David, à qui les deux compétiteurs rapportaient

leur parenté. Il s'agissait simplement de savoir si le droit de succession auquel David d'Huntingdon aurait pu prétendre de son vivant, passait à son petit-fils Baliol, ou devait être regardé comme passant à Bruce, qui, quoique fils de la plus jeune sœur, était éloigné d'un degré au moins de la personne dont il se réclamait. Effectivement, il n'était, lui, que petit-fils du comte David, leur aïeul commun, tandis que Baliol en était l'arrière-petit-fils.

De modernes jurisconsultes auraient sur-le-champ prononcé en faveur de Baliol ; mais la nature précise du droit de représentation en matière d'héritage n'avait pas été alors fixée en Écosse.

Les deux barons résolurent d'appuyer leurs titres par la force des armes. Beaucoup d'autres réclamations, plus ou moins spécieuses, furent mises en avant. Le royaume se divisa et subdivisa en factions ; et Édouard I^er^ prévit qu'à la faveur des troubles de la guerre civile qui menaçait d'éclater, viendrait le moment où il pourrait recourir à cette prétention de suprématie qui avait si obstinément été reproduite par les monarques d'Angleterre, mais toujours tant combattue par ceux d'Écosse, comme à un moyen d'établir définitivement son autorité dans ce royaume. Il confia l'étendue de son ambitieux et inique dessein à ses plus intimes conseillers. « Je soumettrai l'Écosse à mon autorité, disait-il, comme j'y ai déjà soumis le pays de Galles. »

Ce souverain, non-seulement un des plus habiles généraux, mais encore un des plus subtils et des plus hardis politiques d'alors et même de tous les temps, assembla une armée sur la frontière, puis présenta au clergé et à la noblesse d'Écosse une requête formelle tendant à ce que, en sa qualité de seigneur suzerain du royaume, on le reconnût comme

seul arbitre dans la Compétition à la couronne et qu'on se soumît généralement à sa sentence.

Si mille querelles, mille contestations, qui allaient surgir de toutes parts, avaient permis aux grands d'Écosse d'envisager attentivement l'avenir, il est probable que d'une voix unanime ils eussent rejeté cette requête par une dénégation expresse du droit de suzeraineté que le roi d'Angleterre s'attribuait sur ses voisins, et qui, quoique réclamé souvent, d'une manière tantôt insidieuse et cachée, tantôt plus ouverte, avait été toujours combattu par les rois écossais. Oui, toujours ils avaient refusé de le reconnaître, si ce n'est après le traité de Falaise conclu en 1174, et par lequel le droit dont il s'agit fut réellement concédé jusqu'en 1189, époque où Richard I^{er} y renonça moyennant un retour pécuniaire. Mais, déchirés qu'ils étaient par cent partis, alors que douze compétiteurs se disputaient la couronne, les Écossais même les plus patriotes et les plus prudents semblent avoir cru qu'il valait mieux se soumettre à la décision d'un des plus sages et plus puissants monarques de l'Europe, au prix il est vrai d'une partie de leur indépendance, mais d'un sacrifice qu'ils pouvaient croire temporaire et presque nominal, qu'exposer le pays à la fois aux horreurs d'une guerre civile et aux armes de l'Angleterre.

Les barons écossais purent se rappeler aussi que tout récemment ils avaient été sur le point, par le traité de mariage entre le prince anglais de Galles et leur souveraine Marguerite, de mettre leur royaume sous la protection de l'Angleterre, démarche peu différente de celle que le monarque anglais proposait alors. La noblesse d'Écosse admit donc la requête d'Édouard, et accepta son arbitrage. Douze prétendants vinrent exposer leurs titres, et quoique Édouard lui-même prétendît avoir pour sa part droit au royaume

comme à un fief qui retourne au suzerain, il ne le réclama cependant qu'avec une espèce de modération affectée. Sans aucun doute il servit mieux ses vues en ne distribuant que les cartes et en se contentant d'être l'arbitre du jeu, que s'il se fût rangé parmi les joueurs. On peut même tenir pour certain que, loin d'avoir le désir d'insister sur une prétention qui aurait poussé tous les compétiteurs à s'unir contre lui, il n'épargna aucune ruse pour embrouiller l'affaire en multipliant le plus possible le nombre des prétendants et en les irritant les uns contre les autres.

Les candidats, convoqués à cet effet, reconnurent solennellement le droit d'Édouard comme seigneur suzerain, et convinrent de se soumettre à sa décision. Par la suite, nous tâcherons d'expliquer pourquoi ces nobles Normands se prêtèrent sans trop de mauvaise grâce à une soumission que, comme enfants du sol, ils auraient vraisemblablement rejetée. On livra les châteaux et forteresses du royaume au pouvoir du roi d'Angleterre, sous prétexte de lui donner les moyens de faire exécuter le jugement qu'il prononcerait. Quand ces préliminaires eurent duré plusieurs mois, pour que les Écossais s'accoutumassent à voir gouverneurs anglais et garnisons anglaises dans leurs places, et que de continuelles discordes, qui devaient devenir plus nombreuses et plus envenimées à proportion que le débat pendant se prolongerait, missent la nation hors d'état de résister à l'autorité étrangère, Édouard I^{er} appela Jean Baliol à la couronne écossaise, qui dorénavant devait relever de lui et de ses successeurs, et rendit à ce nouveau roi les châteaux écossais au nombre de vingt qu'il avait eus en sa possession.

La conduite d'Édouard avait jusqu'alors été passablement égoïste, mais non peut-être au-delà de ce que bien des personnes se permettraient de regarder comme juste. Le

titre qu'il se prétendait à la suzeraineté, tout mal fondé qu'il fût, n'était pas de son invention, mais lui avait été transmis comme un droit que ses ancêtres avaient réclamé de temps immémorial, et arrivant une époque où les Écossais eux-mêmes furent contraints de le reconnaître, beaucoup de souverains eussent pensé qu'il ne fallait pas sacrifier une chance pareille à de stériles considérations d'abstraite justice.

Mais il fut bientôt évident que la reconnaissance de la suprématie n'était pas le seul but d'Édouard, et qu'il se proposait aussi d'user de son droit sur Baliol, de manière que lui ou l'Écosse se vissent obligés à une rébellion et donnassent à leur seigneur suzerain un prétexte de s'emparer du fief rebelle. Pour y parvenir, le roi d'Angleterre encouragea de vexatoires procès contre Baliol, qu'il voulait obliger ainsi à de fréquentes et honteuses comparutions devant les tribunaux anglais. Un simple particulier de Berwick alla même jusqu'à en appeler à ces tribunaux d'un arrêt rendu par des juges d'Écosse, dont cette ville passait alors pour faire partie. Baliol protesta contre la validité de cet appel, et rappela à Édouard que d'après les conditions jurées à Birgham, il avait été rigoureusement stipulé que nul sujet écossais ne pourrait être mandé devant une cour de justice anglaise pour des faits qui se seraient passés en Écosse. Édouard répliqua avec une superbe indifférence et une infâme effronterie qu'un tel engagement n'avait été pris alors qu'eu égard aux circonstances, et que de pareilles promesses ne l'empêcheraient pas de citer à comparaître devant les juges anglais le roi d'Écosse lui-même, s'il y avait lieu. Il ne laisserait pas son vassal, ajouta-t-il, devenir son directeur de conscience pour être réprimandé par lui d'avoir manqué de parole, et ne s'abstiendrait pas, quoi qu'il eût promis aux Écossais lorsqu'il avait traité du mariage de son fils avec

Marguerite, de rendre à tous ses sujets la justice à laquelle ils avaient droit de sa part. Baliol fut obligé, pour faire la paix avec un maître si impérieux, d'abandonner toutes les stipulations et toutes les garanties qui concernaient l'indépendance et les priviléges de l'Écosse, et de souffrir qu'elles fussent méconnues, annulées.

Bientôt après, pendant la minorité de Duncan, comte de Fife, Macduff, son grand-oncle, s'appropria momentanément une partie du comté, puis, cité pour ce délit à comparaître devant les états d'Écosse, fut condamné par Baliol à un court emprisonnement. Sorti de prison, Macduff cita à son tour Baliol devant Édouard, et Édouard ordonna que le roi écossais comparût en personne devant lui. Il vint, mais refusa de se défendre. Le parlement d'Angleterre décida que Baliol devait des dommages à Macduff, et pour le punir de son entêtement à ne pas vouloir présenter sa défense devant son seigneur suzerain, ordonna que trois des principales villes d'Écosse, ainsi que leurs châteaux, seraient remis entre les mains d'Édouard, jusqu'à ce que le roi écossais lui donnât satisfaction. De sévères et insultantes règles de procédure furent arrêtées pour les cas où le roi d'Écosse aurait dans la suite à comparaître devant les tribunaux de son suzerain d'Angleterre. Bref, on fit sentir à Baliol que quoiqu'on dût peut-être lui laisser encore quelque temps le sceptre et la couronne, ce ne serait qu'à la condition de se regarder comme un simple instrument aux mains d'un supérieur aussi hautain qu'arbitraire, qui était résolu à le jeter de côté à la première occasion, et à entasser tant d'insultes, tant d'ignominies sur le semblant d'autorité royale qu'il tenait de son bon plaisir, que la patience enfin lui manquât. Le roi d'Écosse se détermina donc à s'arracher d'une position si honteuse, et à s'affranchir lui et son peuple du joug d'un usurpateur étranger.

Les circonstances paraissaient favorables à un tel dessein, car la discorde avait éclaté entre les royaumes de France et d'Angleterre, au sujet de quelques droits féodaux pour lesquels Édouard s'était montré un vassal aussi intraitable et aussi désobéissant envers Philippe de France, qu'il se montrait un supérieur sévère et absolu à l'égard de Baliol.

Saisissant une si belle occasion, Baliol par un traité secret s'allia avec la France et se tint sur ses gardes. Les nobles écossais se joignirent à lui pour secouer le joug d'Édouard, mais refusèrent de lui donner la direction des préparatifs qui furent faits pour la défense nationale. Ne se fiant ni en sa sagesse, ni en sa fermeté, ils l'envoyèrent dans un château lointain où ils le retinrent dans une espèce de captivité honorable, et mirent leurs levées sous les ordres de chefs dont le patriotisme semblait moins douteux.

Édouard, se mettant lui-même à la tête de quatre mille cavaliers et de trente mille fantassins, les plus beaux soldats d'Europe, se dirigea vers le Northumberland. Anthony Beck, évêque de Durham, joignit, tout évêque qu'il était, l'armée royale avec un nombreux corps de troupes. Berwick, qu'ils assiégèrent, fut pris d'assaut, quoique vaillamment défendu. Plus de dix-sept mille des habitants sans défense furent égorgés dans le massacre qui suivit, et la ville qui était fort riche fut complètement pillée. Une trentaine de marchands flamands s'étaient retranchés dans une espèce de château fort appelé Redhall, avec promesse de le défendre contre les Anglais ; ils tinrent bon jusqu'à la fin et périrent honorablement parmi les ruines de l'édifice.

Bruce, le compétiteur, le comte de March et d'autres nobles écossais du sud, se réunirent au roi Édouard, en place de se déclarer contre lui. Le premier se flattait vainement

que Baliol, une fois exclu du trône, et la couronne d'Écosse venant à être déclarée vacante par la forfaiture de son rival, elle serait placée sur sa tête ; mais Édouard semblait encourager de telles espérances. Tandis que le roi anglais était encore à Berwick, l'abbé d'Aberbrothock vint lui remettre de la part de Baliol une lettre où ce dernier, en réponse à l'ordre d'Édouard, qu'il eût à comparaître en personne, renonçait à son vasselage et envoyait une déclaration de guerre. « L'insensé ! le traître ! s'écria le roi, quelle frénésie le tient ! Mais puisqu'il ne veut pas venir à nous, nous irons à lui. ».

Les progrès d'Édouard vers le nord furent arrêtés par la citadelle de Dunbar. Elle était défendue par la comtesse de March qui, quoique le comte, son époux, servît dans l'armée anglaise, s'était jointe aux seigneurs que la cause de l'indépendance comptait parmi ses partisans ; tant les Écossais étaient divisés en une si grave occasion ! Pendant qu'Édouard pressait le siége de cette importante place qu'on peut appeler la deuxième porte de l'Écosse, une nuée de soldats apparut sur le versant de la chaîne des Lammermoor-Hills qui domine la cité. C'était l'armée écossaise qui venait au secours de Dunbar, et à la vue des bannières amies, les assiégés poussèrent un cri de triomphe et de défi. Mais quand Warenne, comte de Surrey, général d'Édouard, alla à la rencontre des Écossais, ceux-ci, avec une témérité qui leur fut souvent fatale avant comme ensuite, se précipitèrent de la position avantageuse qu'ils occupaient, et par leur imprudence essuyèrent une terrible défaite dont le résultat fut d'ouvrir toute la contrée à l'envahisseur.

Bruce s'imagina, après la victoire de Dunbar, que son tour de régner était venu, et confia à Édouard son espoir de remplacer Baliol sur le trône. « N'avons-nous à nous occuper d'autre chose, répartit Édouard, en le regardant de travers,

qu'à vous conquérir des royaumes ? » Bruce se retira pour ne plus se mêler des affaires publiques, auxquelles son petit-fils devait, à une époque postérieure, prendre une part si éclatante.

Après la bataille de Dunbar, ce fut à peine si une étincelle de résistance à Édouard parut jaillir du désespoir général. L'armée anglaise continua sans obstacle sa marche vers le nord et s'avança jusqu'à Aberdeen et Elgin. Baliol, amené devant son ennemi, au château de Brechen, eut littéralement son manteau royal déchiré sur lui, confessa avoir commis un crime féodal en se révoltant contre son seigneur suzerain, et fit en règle la reddition de son royaume au vainqueur.

Le roi d'Angleterre tint à Berwick un parlement où il reçut la soumission volontaire et empressée de tous les Écossais des plus hauts rangs. – Seigneurs, chevaliers, écuyers, Édouard les accueillit tous gracieusement et prit d'utiles mesures pour assurer sa conquête. Il nomma Jean Warenne, comte de Surrey, gouverneur de l'Écosse. Hugues Cressingham, prélat ambitieux, fut fait trésorier-général, et Guillaume Ormesby grand-justicier du royaume. Il plaça des commandants anglais dans toutes les forteresses, y laissa des garnisons à lui, et regagna l'Angleterre après avoir conquis l'Écosse, non seulement sans peine, mais encore, à ce qu'il semblait, d'une manière durable.

Ce ne fut pas tout : Édouard résolut de profiter de sa conquête pour détruire tout indice d'indépendance nationale. Il emporta hors du pays ou mutila tous les documents de nature à rappeler que l'Écosse eût jamais été libre. Les archives de l'Écosse, l'endroit où depuis Kenneth Macalpin, les monarques écossais avaient été toujours couronnés, furent fouillées avec soin, on en détruisit toute pièce qui se

trouvât contredire les prétentions d'Édouard. Les historiens écossais ont peut-être exagéré l'importance de ces rapines ; mais il n'en est pas moins prouvé qu'Édouard fut jaloux de faire disparaître tout ce qui pouvait éveiller en Écosse le souvenir d'une indépendance primitive, car il emporta à Londres, non seulement la couronne et le sceptre que remit Baliol, mais même la pierre enchantée sur laquelle les rois se plaçaient pour recevoir l'inauguration royale, trophées dont il fit hommage à l'abbaye de Westminster[30].

---

[30] La vertu que possédait la fameuse pierre de Scone dont nous avons rapporté l'origine plus haut, est indiquée dans les deux célèbres vers leouins qui suivent :

> Ni fallat fatum, Scoti, quocumque locatam
> Invenient lapidem, regnare tenentur ibidem.

Et dont voici à peu près le sens :

> Si le destin n'est pas trompeur,
> Il faudra de toute maniére
> Que l'Écossais règne vainqueur,
> Aux lieux où sera cette pierre.

Il y eut des Écossais qui s'obstinèrent à voir l'accomplissement de cette prophétie dans l'accession de Jacques VI au trône d'Angleterre, et qui firent remarquer avec orgueil que la conduite d'Édouard, lorsqu'il avait enlevé à l'Écosse son palladium, avait ressemblé à celle des Troyens lorsqu'ils eurent amené en triomphe au sein de leurs murailles ce cheval de bois des Grecs qui occasionna la destruction de leur royale famille. La pierre en question, qui existe encore, et qui forme le soutien du siège du trône du roi Édouard-le-Confesseur, que le souverain d'Angleterre occupe lors de son couronnement, est en elle-même, à part la prédiction qui a été si longue à s'accomplir, une très curieuse relique d'une très haute antiquité. W. S.

CHAPITRE VII.

Interrègne. – Causes des infortunes nationales de l'Écosse. – Indifférence des barons normands. – Sir Guillaume Wallace. – Bataille de Sterling. – Wallace nommé régent d'Écosse. – Édouard envahit l'Écosse. – Bataille de Falkirk. – Mort de Wallace.

La soumission unanime d'un peuple brave et fier à un conquérant étranger est trop surprenante pour ne pas mériter quelques remarques, surtout quand elle fut si générale que la plupart des nobles et anciennes familles d'Écosse sont réduites à la nécessité de courir après les noms de leurs ancêtres dans les cinquante-six feuilles de parchemin qui forment la honteuse liste des Écossais qui se soumirent alors à Édouard I^{er}. Il faut croire que, le plus souvent, des propriétaires, qui ont beaucoup à perdre, sont plus disposés à souffrir la tyrannie et l'invasion que le pauvre paysan qui ne possède que son couteau et sa mante, et dont toute la richesse se compose de sa part individuelle dans la liberté et l'indépendance de la nation. Mais ceci n'explique encore qu'à peine les marques de vacillement et d'apostasie que laisse voir la noblesse de cette époque, époque toute chevaleresque pourtant où l'on se piquait d'estimer si peu la vie, comparée au point d'honneur le plus léger et le plus futile. Les circonstances qui suivent se suggèrent d'elles-mêmes pour l'explication d'un fait si bizarre.

Pendant les guerres civiles, la noblesse d'Écosse en était venue, par l'invariable politique de Malcolm Cean-Morh et

de ses successeurs, à ne consister presque absolument qu'en une race étrangère à la contrée ; race que n'y attachait, non plus qu'au peuple, aucun de ces doux liens qui retiennent l'indigène au sol qu'il habite, comme à celui que ses pères ont peut-être habité durant des siècles. Deux ou trois générations n'avaient pas converti des Normands en Écossais ; et, si fidèles que ces émigrés pussent être aux monarques dont ils tenaient leurs fiefs, une telle fidélité ne devait ressembler en rien aux sentiments de tendresse filiale qu'on éprouve, soit pour la terre de sa naissance et pour celle de ses aïeux, soit pour les princes par les pères de qui les siens ont été conduits au combat et avec qui ils ont partagé la joie de la victoire, le chagrin de la défaite.

À bien considérer la chose, les Normands n'étaient, ni par la naissance, ni par les mœurs, susceptibles des émotions qui constituent le patriotisme. Ils avaient pour aïeux ces Scandinaves qui sans regret quittèrent leur pays natal pour aller à la recherche de séjours meilleurs, et ouvrirent leurs voiles au vent, comme l'exilé volontaire des temps modernes, en se souciant peu d'être jetés sur telle ou telle côte, pourvu qu'ils ne fussent pas ramenés vers la leur. L'éducation des Normands du troisième siècle ne leur avait pas inculqué cet amour du sol natal, qu'ils n'avaient pu apprendre de leurs pères, vagabonds des siècles précédents. Ils étaient, plus que tout autre peuple, dévoués à la chevalerie, dont les règles et les habitudes ne favorisaient certes pas l'attachement local. Le comble de la perfection pour un chevalier errant était de courir sans cesse d'un pays dans un autre après les aventures, d'acquérir du renom, de gagner des comtés, des royaumes, même des empires, par l'épée puis de s'établir sur les possessions ainsi acquises et d'y demeurer sans jamais songer à la terre où il avait reçu le jour. Cette indifférence pour son pays natal était enseignée à qui-

conque aspirait aux honneurs de la chevalerie, par la rupture nécessitée dès l'âge le plus tendre, des liens qui unissent le jeune homme à ses parents et à sa famille. Le soin de son éducation militaire l'arrachait encore enfant à la maison paternelle, et l'envoyant s'instruire des coutumes de la chevalerie à la cour de quelque prince ou seigneur étranger, détruisait de bonne heure ces nœuds sociaux qui attachent un individu à ses proches et au lieu qui l'a vu naître. Armé une fois chevalier, le brave gars trouvait un chez-lui dans chaque tournoi ou chaque champ de bataille, et son établissement dans le premier royaume venu où la valeur était le mieux récompensée. Le véritable chevalier errant était donc cosmopolite, citoyen du monde ; chaque sol était son pays, et il n'avait ni les sentiments ni les préjugés qui excitent chez d'autres personnes une patriotique affection pour un pays particulier.

Ce système, féodal aussi, quoique l'assertion puisse d'abord sembler bizarre, fut, jusqu'à ce que les fiefs devinssent héréditaires, défavorable à la fidélité et au patriotisme. Un vassal pouvait, ce qui arrivait souvent, posséder des fiefs dans plus d'un royaume : division de vasselage qui tendait à empêcher que l'idée de devoir ou de fidèle attachement ne prît quelque force d'aucun côté. Il pouvait même, et ne s'en faisait pas faute, avoir des domaines qui dépendissent des différents rois de France, d'Angleterre, d'Écosse, et devenant ainsi, jusqu'à un certain point, le sujet de tous ces princes, il n'eût porté que difficilement à l'un ou à l'autre d'entre eux une affection particulière qui ne fût point basée sur un respect ou une préférence personnels. Quand la guerre éclatait entre deux des princes dont il dépendait, le feudataire, après avoir décidé sous quel étendard il irait combattre, se dispensait de toute allégeance envers l'autre des deux puissances ennemies par la résignation du fief qu'il tenait d'elle. La pos-

sibilité de changer ainsi et de contrée et de maître, cette habitude de vassal de ne servir un prince qu'aussi long-temps qu'il tenait un fief de lui, menaient à des idées commodes et peu régulières au sujet de la fidélité, et donnaient au feudataire plutôt l'apparence d'un mercenaire qui sert parce qu'on le paie, que d'un patriote qui combat pour la défense de son pays. C'est une conséquence qu'on peut tirer de cette promptitude à passer sans cesse d'un parti dans un autre, qu'on remarque chez les barons écossais et que les historiens ont beaucoup censurée. Enfin, le lecteur remarquera que les grands feudataires, qui semblaient se regarder comme libres, absolument libres de choisir tel ou tel monarque pour s'attacher à lui, s'inquiétaient moins des droits de l'Angleterre et de l'Écosse, ou de ceux des princes étrangers ou d'un prince indigène, que des talents personnels et de la situation des deux rois. En s'attachant à Édouard plutôt qu'à Baliol, les grands vassaux se rangeaient du côté plutôt du courage que de la timidité, de la richesse que de l'indigence, et de la victoire que de la défaite. Si donc une telle indifférence pour les considérations qui naissent du patriotisme, et un tel attachement individuel à leur propre intérêt, caractérisaient les nobles Scoto-Normands, on ne doit pas s'étonner que beaucoup d'entre eux n'aient pris qu'avec tiédeur part à la défense de leur pays, et que même quelques-uns se soient rendus coupables de versatilité pendant les scènes continuellement changeantes que nous allons raconter. Il en fut autrement de la nation écossaise.

Exaspérée par les insultes faites à la patrie, par les violences des garnisons anglaises, et par les exactions du trésorier Cressingham, une haine universelle du joug de l'Angleterre se manifestait parmi le peuple, qui, encore demi-barbare, ne demandait pas mieux que d'échanger un honteux assujettissement contre une guerre honorable, quoique

désespérée. Les Scots se réunissaient en bandes, en compagnies, et se réfugiant dans les bois, dans les montagnes, dans les marécages, où leurs pères s'étaient défendus contre les Romains, se préparaient à une insurrection générale contre la puissance anglaise.

Si les nobles Scoto-Normands avaient, à la légère, reconnu la suzeraineté d'Édouard, il n'en était pas de même des classes moyenne et inférieure de propriétaires ; car ceux-ci, descendus de la race indigène d'Écosse, partageant le sort du peuple, et animés des mêmes sentiments, brûlaient du désir de se venger des Anglais, que l'usurpation avait rendus possesseurs de leurs forteresses nationales. Dès qu'Édouard et son armée franchirent la frontière, il éclata une multitude de petites insurrections, sans résultat il est vrai, mais assez nombreuses pour indiquer une disposition hostile et belliqueuse qui n'avait besoin que d'un chef pour devenir générales. Elles en trouvèrent un dans sir Guillaume Wallace.

Ce champion de la patrie était Anglo-Normand d'origine, mais ne se distinguait ni par sa naissance ni par sa fortune au point de jouir d'un haut rang et d'immenses richesses, ou de partager pour l'honneur et le bien public la froide indifférence que de tels avantages pouvaient exciter chez leur possesseur. Il était né dans le Ren Irevshire, district de l'ancien royaume de Strath-Clyde, et sa nourrice l'avait peut-être bercé de contes et de chants des bardes Gallois ; car il y a tout lieu de croire que la langue bretonne subsistait encore dans les coins les plus éloignés du pays où elle avait autrefois été universelle. En tout cas, Wallace fut affranchi par son éducation des principes d'intérêt personnel et d'égoïsme qui ne sont que trop naturels à l'air de la cour et surtout que trop défavorables aux nobles idées d'un pa-

triote. Les traditions populaires de l'Écosse, qui se complaisent à parler de ce bien-aimé champion du peuple, représentent Guillaume Wallace comme d'une taille imposante, d'une force et d'une dextérité sans pareilles, et d'une si grande bravoure qu'il ne connut qu'une seule fois, dit-on, et encore subissait-il l'influence d'un pouvoir surnaturel, la sensation de la peur.

On pense que Wallace fut mis hors la loi pour avoir tué un Anglais dans une querelle fortuite. Il se retira dans les bois, s'y entoura d'une bande de gens aussi désespérés que lui, et obtint divers succès dans des escarmouches contre les troupes anglaises. Rejoints par sir William Douglas, qui avait été pris au siége de Berwick, mais rendu moyennant rançon, les insurgés forcèrent Édouard à envoyer contre eux une armée en règle sous les ordres du comte de Surrey, le vainqueur de Dunbar. Plusieurs nobles, encouragés par l'exemple de Douglas, s'étaient aussi rangés sous l'étendard de Wallace ; mais, épouvantés à l'approche d'une armée anglaise, et mécontents d'obéir à un homme tel que Wallace de naissance comparativement obscure, ils capitulèrent avec sir Henri Percy, neveu de Surrey, et en un mot, changèrent de drapeau. Wallace livra une bataille à la tête de forces considérables qui se composaient, tant de ses propres partisans tous expérimentés dans l'art de combattre, et des petits barons ou tenanciers de la couronne, que des vassaux mêmes des seigneurs renégats et des volontaires de toutes les conditions. À force d'adresse et d'intrépidité, déjà Wallace s'était rendu maître du pays situé au-delà de la Clyde et avait pris plusieurs châteaux, quand il fut appelé vers Sterling pour repousser Surrey, le régent de l'Écosse pour l'Angleterre. Wallace campa sur le côté septentrional du fleuve, laissant le pont de Sterling en apparence ouvert aux Anglais, mais résolu, comme il était long et étroit, à les attaquer pendant qu'ils

le passeraient. Le comte de Surrey conduisait cinquante mille fantassins et mille hommes d'armes. Partie de ces soldats cependant étaient les barons écossais qui d'abord avaient joint l'étendard de Wallace, et qui, malgré leur volte-face vers celui de Surrey, ne méritaient presque aucune confiance.

Le trésorier anglais, Cressingham, murmurait des dépenses occasionnées par la guerre, et pour la terminer promptement d'une manière ou d'une autre, proposa de commencer l'attaque dès la matinée suivante en traversant la rivière. Surrey, guerrier plein d'expérience, hésitait à engager ses troupes dans le défilé d'un pont de bois où deux chevaux à peine pouvaient passer de front ; mais cédant à l'imprudente ardeur de Cressingham, il ordonna le passage, ce qui était contraire au sens-commun ainsi qu'à ses propres opinions. En effet, l'avant-garde anglaise se vit attaquée sans avoir eu le temps de se mettre en ordre, le pont fut rompu, et des milliers de gens périrent dans l'eau ou par l'épée : Cressingham demeura au nombre des morts ; quant à Surrey, il gagna Berwick à franc étrier, pour annoncer à Édouard que l'Écosse avait été perdue à Sterling, en aussi peu de temps qu'elle avait été conquise à Dunbar. Les suites de cette victoire furent qu'en très peu de temps presque toutes les forteresses du royaume se rendirent à Wallace.

Wallace, dont l'armée augmentait sans cesse, voulant lui donner une agréable occasion de pillage, la promena sur les frontières anglaises, et les ravageant dans toute leur longueur, ne laissa derrière son passage que sang et que cendres. Le naturel de Wallace était violent, mais non inaccessible à la pitié ou au remords. Un jour que ses farouches soldats saccageaient l'église d'Hexham, il prit les desservants sous son immédiate protection : – « Saints hommes,

leur dit-il, demeurez avec moi, car mes gens sont des coquins, et je ne puis les corriger. »

À son retour de cette heureuse expédition, les états tinrent une assemblée dans l'église de la Forêt, en Selkirkshire, et il y fut nommé régent du royaume d'Écosse. Lennox, sir William Douglas et quelques autres personnages de rang vinrent concourir à cette nomination ; mais le reste des nobles s'en abstint par crainte du roi Édouard ou par jalousie de ce qu'un individu d'une classe si inférieure que celle de Wallace fût élevé à un poste si éminent.

Sûr de l'enthousiasme qu'il avait excité à juste titre dans les cœurs de tous les habitants de l'Écosse, Wallace continua, ce qui était une fort sage mesure, à ordonner de nouvelles recrues dans tout le royaume et à les discipliner. Il n'y avait aucun temps à perdre, vu qu'Édouard se mettait en route pour l'Écosse.

Lorsque cette insurrection avait éclaté, le roi d'Angleterre se trouvait en Flandre, mais ce qui fut encore plus contrariant pour lui, il fut obligé, avant de pouvoir obtenir de son parlement les subsides dont il avait besoin pour étouffer la révolte écossaise, de confirmer la grande charte, ***magna charta,*** ou charte des Forêts, et d'autres stipulations en faveur du peuple ; car les Anglais, en cela prudents, mais aussi un peu égoïstes, voulurent garantir leur propre liberté avant de consentir à prendre les armes pour détruire celle de leurs voisins.

Édouard satisfit aux demandes du peuple, et par ce moyen put, quand il revint des Pays-Bas, se mettre à la tête de toute la chevalerie d'Angleterre, qui formait bien la plus magnifique armée jusqu'alors conduite en Écosse. Wallace se comporta avec une sagacité rare, et d'après un plan qui,

nombre de fois, précédemment comme plus tard, a été suivi avec avantage dans les guerres d'Écosse : il dévasta tout le pays situé entre Sterling et la frontière, puis se retira vers le centre du royaume pour y attendre l'attaque des Anglais, quand leurs troupes seraient épuisées par les privations.

Édouard s'avança avec la hardiesse et la témérité qui le caractérisaient. Tours et villes tombèrent devant lui ; mais sa marche fut accompagnée d'obstacles et de périls qu'un monarque moins résolu aurait jugés un motif suffisant pour battre en retraite. Son armée eut à souffrir de la faim, et ce ne fut qu'au bout d'un certain temps que quelques-uns de ses vaisseaux parvinrent à la ravitailler un peu. De plus, tandis qu'il était à Kirkliston, dans le Lothian occidental, une querelle éclata entre les Gallois et les Anglais de son armée ; le sang coula, et ils ne se calmèrent qu'avec beaucoup de peine. Pendant qu'Édouard hésitait entre avancer encore et reculer, il apprit par la trahison de deux nobles écossais, tous deux apostats, les comtes de Dunbar et d'Angus, que Wallace avec l'armée écossaise s'était approché jusqu'à Falkirk. Il n'était sans doute venu de si loin que pour inquiéter la retraite dont il supposait l'intention aux troupes anglaises. Mais le roi d'Angleterre, ainsi informé du voisinage des Écossais, résolut de les contraindre à une action. Il leva son camp, et marchant à leur rencontre le plus prudemment possible, passa la nuit suivante en pleine campagne avec ses soldats ; mais il n'était pas encore au bout de ses malheurs. Son cheval de bataille, près duquel il était couché comme un simple homme d'armes, lui lança une ruade et le blessa au flanc. La consternation se répandit dans tous les rangs ; mais Édouard, pour l'apaiser, monta à cheval, malgré les douleurs qu'il ressentait, et parcourant tous les bivouacs, montra aux siens qu'ils ne devaient pas craindre pour sa vie.

Le lendemain 22 juillet 1298, au point du jour, les armées se rencontrèrent. L'infanterie écossaise était rangée sur une lande, avec un marais par devant. Elle se divisait en quatre phalanges ou masses épaisses, que leurs lances, obliquement inclinées les unes par dessus les autres, faisaient ressembler, au dire d'un historien anglais à une forteresse dont les murs eussent été d'airain. Ces lanciers formaient l'élite des troupes de Wallace qui avait mis en eux sa principale confiance. Il les commandait en personne, et ne leur adressa que cette brève exhortation : – « Je vous ai amenés au bal, dansez de votre mieux ! »

Les archers écossais, aux ordres de sir John Stewart, frère du grand-maître ou sénéchal d'Écosse, furent placés dans les vides que les masses d'infanterie laissaient entre elles. Ils avaient été principalement réunis dans le district boisé de Selkirk. Quant à des Highlandais, aussi fort habiles dans le maniement de l'arc, on ne dit pas qu'il y en eût parmi eux. La cavalerie, qui ne s'élevait qu'à mille hommes d'armes, formait la réserve.

Ce fut la cavalerie anglaise qui commença l'action. Le maréchal d'Angleterre en mena une moitié droit sur le front de bataille des Écossais, mais par cette manœuvre, il l'engagea dans le marais. L'évêque de Durham qui en commandait l'autre division, s'aperçut de ce malheur, tandis qu'il tournait lui-même le marais du côté de l'est, et parut avoir envie de s'arrêter pour attendre du secours. « À la messe, l'évêque ! » s'écria Ralph-Basset de Drayton, et il chargea avec tout le corps. Les hommes d'armes écossais prirent la fuite, sans même toucher leurs lances ; mais l'infanterie tint bon. Dans la mêlée qui suivit, sir John Ste-

wart[31] tomba de cheval et fut tué au milieu des archers d' Ettricke qui moururent tous en voulant le défendre ou le venger. Les corps compactes des lanciers écossais, exposés dès lors sans moyens de défense ni de riposte, furent ébranlés par une grêle continuelle de flèches ; puis les hommes-d'armes anglais qui vinrent les charger avec fureur lorsqu'ils étaient déjà en désordre rompirent et dispersèrent ces formidables masses. Les Écossais furent bientôt mis en une déroute complète, et le voisinage seul des bois leur valut de n'être pas tous passés au fil de l'épée. On trouva le corps de Stewart parmi ceux de ses fidèles archers qu'on reconnaissait à leur bonne mine et à leur haute taille entre tous les autres qui couvraient le théâtre de l'action. Macduff et ce John Grahame, « le valeureux et le sage, » qu'on se rappelle encore avec tendresse, parce qu'il fut l'ami de cœur de Wallace, périrent aussi dans cette désastreuse journée.

La croyance populaire est que la bataille n'avait été perdue que par trahison. À dire vrai, les communications que les comtes de Dunbar et d'Angus firent au roi d'Écosse, ainsi que la honteuse fuite de la cavalerie écossaise sans porter aucun coup, corroborent une telle idée ; mais la grande supériorité des Anglais à manier l'arc peut aussi expliquer cette défaite, comme beaucoup d'autres que les Écossais essuyèrent. Les archers de la forêt d'Ettricke se comportèrent bien, mais ils ne pouvaient être qu'en petit nombre. Au reste, il s'en fallut de si peu que les plans de Wallace pour la campagne ne réussissent, qu'Édouard, même après avoir gagné cette grande bataille, revint en Angleterre et différa de recueillir les fruits de sa conquête jusqu'à la saison suivante. S'il n'avait su contraindre l'armée écossaise à une action, il

[31] Ou Stuart. A. M.

n'aurait opéré sa retraite qu'avec beaucoup de déshonneur et d'immenses pertes, et l'Écosse serait demeurée entre les mains des patriotes.

Les massacres et la honte de la bataille de Falkirk eussent pu se réparer sous bien des rapports ; mais un malheur irrémédiable, vraiment irrémédiable pour l'Écosse, ce fut ce qu'elle perdit à la suite de cet échec, les services publics de Wallace. Ne pouvant plus, au milieu des calomnies que les factieux et les jaloux répandirent alors sur son compte, accomplir les devoirs de la régence, il donna sa démission. L'évêque de Saint-André, Bruce, comte de Carrick et sir John Comyn, furent conjointement élus régents de l'Écosse, qu'ils administrèrent au nom de Baliol. Dans le même temps, ce malheureux prince était, soit compassion, soit mépris, livré au pape par Édouard, qui exigea gravement du nonce, résidant alors en France, un reçu de sa personne. Ce fut l'origine d'une nouvelle candidature au royaume d'Écosse.

Le souverain pontife s'était efforcé depuis long-temps d'établir qu'il avait droit, comme si toute la chrétienté eût été un immense fief dépendant de lui, à revendiquer toutes les possessions situées dans un pays chrétien, à la propriété desquelles personne ne pourrait produire un titre clair et positif. Après qu'on eut accédé à sa demande de garder le roi détrôné, le pape Boniface VIII s'en autorisa pour publier une bulle où il réclamait le royaume d'Écosse comme une dépendance du siége de Rome, parce que la contrée avait été convertie au christianisme par les reliques de saint André. Il est difficile de découvrir comment de telles prémisses autorisaient une telle conclusion ; mais n'importe. Le pape, dans le même document, se permit de discuter les titres d'Édouard à la couronne écossaise, et lui commanda impérieusement d'envoyer à Rome des fondés de pouvoir qui

plaidassent sa cause devant Sa Sainteté. Cette impérative requête fut présentée au roi par l'archevêque de Cantorbery, en présence du conseil et de la cour. Le prélat engagea même le souverain à obéir sans réserve, « car Jérusalem, dit-il, ne manquerait pas de protéger ses habitants, ni la montagne de Sion ses adorateurs. » – « Ni Sion ni Jérusalem, répliqua Édouard avec une hautaine colère, ne me feront renoncer à mes justes droits, tant qu'il y aura du souffle dans ma poitrine. » En conséquence, il fit communiquer la bulle du pape au parlement d'Angleterre, et les membres de cette assemblée décidèrent d'une voix unanime « que pour les choses temporelles le roi anglais était indépendant de Rome, et qu'ils ne permettaient pas que sa souveraineté fût mise en doute. » Leur déclaration se termine par ces mots remarquables : « Nous ne permettons et ne voulons ni pouvons permettre à notre monarque de rien faire au détriment de la constitution, que lui et nous avons jurée et que nous sommes résolus à maintenir. » Noble garantie du droit national, s'il ne s'était pas agi d'une cause aussi mauvaise que celle des titres d'Édouard à usurper l'Écosse.

Pendant cette étrange discussion, d'où le pape, au reste, fut bientôt contraint de se retirer, la guerre se mit à languir. Il y eut en 1299 et 1300 des campagnes sans résultat. En 1301, on fit une trêve dans laquelle l'Écosse et la France furent comprises. Après ce délai qui laissa les parties respirer, Édouard I^er^, au printemps de 1302, envoya en Écosse une armée de vingt mille hommes commandée par sir John Seward, général fameux. Il marcha sur Édimbourg en trois divisions que de larges intervalles séparaient les unes des autres. Pendant cette marche un peu désordonnée, l'avant-garde de Seward se trouva soudain à proximité d'un corps de troupes écossaises, peu nombreux, car il ne se montait qu'à huit mille hommes, mais choisis, que commandait sir

John Comyn, le régent, et sir Simon Fraser, brave chevalier. Seward fut défait, et la bataille finissait à peine quand sa seconde division arriva. Les Écossais, animés par la victoire, reformèrent leurs rangs, et après avoir mis sans pitié leurs captifs à mort, attaquèrent et défirent aussi le deuxième corps. La troisième division survint de même. Il fut encore nécessaire de tuer les prisonniers et de se préparer pour la troisième fois au combat. Les chefs écossais n'hésitèrent point ; leurs soldats se jetèrent avec fureur sur l'ennemi, cette division fut déconfite comme les deux autres, et ils remportèrent, ainsi que leurs historiens s'en vantent, trois batailles en un jour.

Mais l'époque semblait approcher où ni courage ni efforts ne serviraient plus de rien au malheureux peuple d'Écosse. Une paix avec la France, dans laquelle Philippe-le-Bel omit complètement toute stipulation en faveur de ses alliés, abandonna le royaume à ses propres moyens de défense, hélas ! insuffisants, tandis qu'Édouard dirigea la totalité de ses forces contre lui. Le château de Brechin, où le valeureux sir Thomas Maule commandait, se défendit avec obstination. Il fut blessé mortellement et mourut dans une exclamation de rage contre les soldats qui demandaient s'ils ne pourraient pas alors rendre le château. Édouard passa l'hiver à Dumferline, et ouvrit la campagne suivante par le siége de Sterling, seule place forte du royaume qui tînt encore. Mais le courage des régents de l'Écosse les abandonna tout-à-fait ; ils donnèrent l'exemple de la soumission, et néanmoins, ceux qui d'entre eux avaient montré quelque ardeur dans ce que le roi anglais appelait la rébellion, furent condamnés à des amendes plus ou moins fortes, à plus ou moins d'années d'exil. Quant à Guillaume Wallace, on convint qu'il serait libre de se remettre sans condition au bon plaisir d'Édouard, pourvu qu'il jugeât convenable d'en agir

ainsi ; traité qui ne spécifiant rien de favorable à la personne qu'il était censé cependant favoriser, dut être regardé, de la part des nobles Écossais comme un moyen de se soustraire à la honte de n'avoir nullement songé au sort de Wallace. On essaya bien de découvrir à quels termes il était probable qu'Édouard entrerait en arrangement avec le plus brave et le plus constant de ses ennemis ; mais autant les prétentions de Wallace furent grandes, autant la générosité d'Édouard fut petite. Le monarque anglais rompit enfin le traité, et mit la tête de Wallace au prix de trois cents marcs.

Pendant ce temps-là, le château de Sterling continuait à se défendre. La garnison, quoique peu nombreuse et privée de tout espoir de secours, commandée qu'elle était par le brave William Olifaunt, tint ferme jusqu'à ce que la famine et le désespoir forçassent le gouverneur de se rendre à discrétion. Édouard n'en eut pas davantage de pitié pour tant de bravoure.

Mais ce qu'il prisa plus que la reddition de la dernière forteresse qui résistât encore à ses armes, en Écosse, fut la capture du dernier patriote de ce pays. Il avait trouvé dans ces nobles Écossais, sir John Monteith, un homme disposé à suivre pour son compte les traces de Wallace parmi les lieux sauvages où il avait été contraint de chercher un asile. Il fut enfin livré à l'anglais par son indigne et apostat compatriote, qui, profitant de la perfidie d'un domestique, s'était emparé de sa personne à Robroyston près Glasglow. Guillaume Wallace fut aussitôt transféré à Londres pour y être jugé. Son jugement eut lieu dans la grande salle de Westminster, et ses ennemis s'ingénièrent à entasser sur sa tête tous les affronts les plus horribles. Ainsi on le couronna d'une guirlande de chêne, pour donner à entendre qu'il avait régné sur les brigands des bois. Les charges articulées contre lui se résumè-

rent en une accusation de haute trahison, attendu qu'il avait assiégé et pris beaucoup de villes et de châteaux, et versé beaucoup de sang. « Traître ! s'écria Wallace, je ne l'ai jamais été. » Il confessa tout le reste, et tâcha de s'en justifier ; mais, effort inutile ! il fut condamné à mort et décapité. On plaça sa tête au sommet d'un échafaud sur le pont de Londres ; et son corps, coupé en quartiers, fut envoyé dans les différentes parties du royaume.

Ainsi mourut ce courageux citoyen, laissant un souvenir qui sera éternel dans les cœurs de ses compatriotes. Quand cet intrépide champion de l'indépendance eut péri, et qu'un exemple sanglant put épouvanter tous ceux qui s'aventureraient à marcher sur ses pas, Édouard songea à donner une espèce de constitution au pays qu'il avait enfin, au prix de tant de peine, de diplomatie et de carnage, réuni pour jamais, croyait-il, à la couronne anglaise. Dix commissaires choisis pour l'Écosse et vingt pour l'Angleterre, établirent une suite de règlements qui devaient présider à l'administration de la justice, et prirent toutes les mesures nécessaires pour renforcer et étendre la loi féodale qui avait été depuis long-temps introduite en Écosse, tandis que les restes de ces anciens usages municipaux qui remontaient aux tribus d'origine celtique, ou les lois coutumières des Scots et des Bretons, en d'autres termes des races Scots-Irlandaises et Bretonnes, furent définitivement abrogées. Par là on voulut rendre la législation uniforme dans toute l'étendue des îles. Des shérifs et d'autres magistrats furent nommés aux fonctions de juges ; enfin, on avisa aussi à une révision générale des antiques lois et statuts de l'Écosse.

Mais tandis qu'Édouard cherchait à recueillir le fruit de tant d'années de ruse et de violence, approchait une crise à

la suite de laquelle toutes ses peines furent fortuitement perdues.

CHAPITRE VIII.

Bruce, comte de Carrick. – Sa jeunesse, ses prétentions au trône. – Sa conspiration avec Comyn. Mort de ce dernier. – Bruce s'empare de la couronne. – Bataille de Methven. Extrémités auxquelles Bruce est réduit. Il se sauve à Rachrin. – Sort de ses partisans.

Robert Bruce, comte de Carrick, était petit-fils du seigneur du même nom qui prétendait à la couronne d'Écosse, lorsque Jean Baliol fut appelé à l'honneur si court de la porter. Depuis le dur refus que ce prétendant essuya d'Édouard I^er^, après la bataille de Dunbar, toute ambition sembla morte en lui. Il se retira dans ses domaines d'Angleterre, et y vécut avec autant de sécurité que les temps le permettaient. Son fils ne prit pas beaucoup d'intérêt aux affaires publiques ; mais le petit-fils montra de bonne heure le désir de se distinguer. Sans cesse et soudain, il formait des plans d'entreprise ; mais il ne les suivait qu'avec si peu de persévérance, il en commençait et abandonnait l'exécution avec un tel air de légèreté, qu'on ne devait guère s'attendre, d'après sa jeunesse, à lui voir par la suite la force de caractère et la vigueur de résolution qu'il déploya dans une multitude d'aventures désastreuses ou prospères.

Robert Bruce devint possesseur du comté de Carrick par la résignation de son père, en 1293. Vers cette époque, Baliol, roi d'Écosse, déclara la guerre à l'Angleterre, mais personne de la famille des Bruce n'alla en cette occasion se

ranger sous son étendard. Ils continuèrent tous à regarder les titres que leur propre chef, le vieux Bruce, avait à la couronne, comme aussi justes que ceux de Baliol. En effet, leur aïeul, comme nous venons de le rappeler, espéra un moment, lors de la déposition de son rival, qu'Édouard le placerait à son tour sur le trône ; mais irrité du dédain avec lequel ce monarque répliqua avoir autre chose à faire qu'à lui conquérir des royaumes, il laissa le soin de ses propriétés d'Écosse à son petit-fils, qui montrait déjà, quoiqu'il ne fût âgé que de vingt-deux ou vingt-trois ans, un caractère hardi, remuant, ambitieux, mais enclin au changement, et s'en alla lui-même vivre dans ses belles possessions de l'Yorkshire. Il avait une rancune naturelle contre la grande famille de Comyn, parce que Jean Comyn de Bodenoch avait épousé Marjory, sœur de Jean Baliol. Aussi, quand les droits de Baliol s'éteignirent par son désistement, et que la résidence de son fils à l'étranger, jointe à sa jeunesse, empêcha qu'il ne fût question de lui, Jean, qui est connu dans l'histoire sous le nom de Comyn le Rouge, fils de Jean Comyn de Badenoch et de Marjory Baliol, eut-il, du chef de sa mère, les mêmes titres au trône que ceux dont Jean Baliol s'était prévalu. Il en résulta que les prétentions de Comyn, comme celles de Baliol dans la génération précédente, se trouvèrent en opposition directe à celles que les Bruce réclamaient comme descendants d'Isabelle, seconde fille de David, comte d'Huntingdon.

Mais outre la rivalité qui divisait ces deux grandes familles, relativement à l'héritage de la couronne, il y avait eu entre elles un échange d'injures particulières de nature à mériter, d'après les mœurs d'un siècle si fier, une vengeance profonde et implacable. Les seigneurs qui soutinrent Jean Baliol dans sa révolte contre Édouard, avaient intimé à Bruce l'ordre de venir les rejoindre, et pour le punir de

n'avoir pas obéi, avaient décrété précipitamment la confiscation de son riche domaine d'Annandale. Ses biens furent octroyés par John Baliol à Comyn, comte de Buchan, qui en conséquence occupa un château de Lochmaben. Les différentes raisons permettent de croire que Robert ne pardonna jamais à une famille dont les prétentions n'étaient pas seulement intervenues entre un aïeul et une couronne, mais qui encore s'était montrée prête à le dépouiller de ses propriétés patrimoniales, et avait osé établir un de ses membres comme seigneur de son propre château. Ce fut contre les Comyn, qui avaient profité de l'acte de confiscation, que se dirigea presque toute sa haine, car Baliol n'était regardé que comme l'instrument ; et cela ajoutait encore à l'inimitié féodale des puissantes maisons de Bruce et de Comyn, qui eut par la suite de si graves conséquences.

Les deux représentants de ces deux grandes factions de Bruce et de Comyn étaient donc en hostilité absolue l'un contre l'autre, car l'un et l'autre avaient des titres à la couronne, et, sans doute, n'attendaient qu'une occasion pour les faire valoir. Il en résultait que, de toute nécessité, des soupçons et des ressentiments divisaient les chefs des deux familles rivales, et leur rendaient presque impossible d'unir leurs efforts, pour travailler conjointement à la liberté de leur patrie, parce que, quand cet affranchissement serait obtenu, ils ne devraient probablement pas pouvoir s'entendre sur celui d'entre eux qui prendrait les rênes de l'état. Pendant l'insurrection de Wallace, le jeune Bruce se conduisit avec une versatilité plus qu'ordinaire. Invité par l'évêque de Carlisle à honorer de sa présence un conseil que tenait ce prélat qui était chargé de la pacification du nord, il s'y présenta en effet, protesta par tous les serments imaginables de son dévouement et de sa fidélité au roi d'Angleterre, fit preuve de zèle en pillant les terres de William Douglas, le partisan de

Wallace, emmena prisonnières la femme et la famille de ce baron ; puis, quand il eut tout fait pour montrer avec quelle bonne foi il avait embrassé la cause d'Édouard, il alla s'unir à Wallace et à ses partisans. Il ne pensa pas plus tôt avoir à se repentir de cette défection, qu'il s'empressa de rentrer dans le parti du roi d'Angleterre, jura encore une fois d'être fidèle à ce monarque, et lui donna sa fille enfant comme gage de sa sincérité future. Comme néanmoins il ne rejoignit pas l'armée anglaise, Édouard se décida à regarder sa conduite comme une lâche neutralité, et donna à un Anglais la possession de son château de Lochmaben. Cette mesure amena une nouvelle révolution dans les sentiments de Bruce, et il se laissa nommer à la commission de la régence d'Écosse, où il eut pour collègue son rival Jean Comyn-le-Rouge qui, comme nous l'avons vu, avait commandé avec tant de distinction à la mémorable bataille de Roslin. Il paraît que Bruce était résolu à ne jamais déployer de vigueur pour servir tel parti qu'il embrassât dès que le même était embrassé et défendu par son irréconciliable ennemi. Ses efforts contre la cause d'Édouard furent donc si froids, que lors de la paix entre ce monarque et l'Écosse, Bruce, dont le père mourut en 1304, fut autorisé à prendre possession de ses domaines paternels, et que Comyn, au contraire, comme le plus grand coupable aux yeux des Anglais, eut à payer une grosse amende. Bruce encore fut consulté sur les mesures par lesquelles Édouard se proposait d'obtenir la pacification de l'Écosse, tandis que Comyn fut exclu de la faveur et des conseils du monarque anglais. Il est probable qu'Édouard, d'après l'incertitude habituelle de la conduite de Bruce, crut pouvoir compter sur ce seigneur, comme sur celui des deux rivaux le plus facile à guider et à influencer, puisque toujours le mobile de ses actions avait été l'intérêt du moment, et que le zèle qu'il avait parfois témoigné pour l'indépendance de

l'Écosse, s'était uniformément refroidi. Dès que le triomphe de la cause nationale avait paru exalter la maison des Comyn au détriment de celle des Bruce, Édouard raisonna ainsi par l'intime conviction que l'avantage personnel était l'infaillible régulateur des mouvements de l'héritier de cette dernière famille, et n'accorda rien, absolument rien à ces impulsions violentes qui souvent changent d'une manière complète le caractère d'un homme, et, bien qu'il ait paru jusqu'alors n'obéir qu'aux passions et à l'inconstance de la première jeunesse, l'entraînent tout à coup dans une route nouvelle et plus noble.

En 1304, Bruce jouissait de la faveur et de la confiance du roi Édouard, et était un de ceux en qui ce subtil monarque espérait le plus pour affermir à jamais sa domination sur l'Écosse. Il s'en fallait beaucoup, cependant, que tel fût le dessein du jeune comte de Carrick. Quoique nous ne puissions entrevoir qu'obscurément quelle était son intention véritable, voici ce qu'il y a de certain : – c'est qu'alors un grand but se présenta à l'ambition de Bruce qui jusque-là en avait manqué. Pendant l'insurrection de Wallace et la résistance organisée après la bataille de Falkirk par les régents de l'Écosse, le nom de Jean Baliol avait toujours été mis en avant comme celui d'un chef et même d'un souverain ; c'était pour le triomphe de ses droits que les habitants prirent les armes, c'était pour lui qu'ils défendaient le pays contre les Anglais. Si les prétentions de Baliol excitèrent long-temps les vœux publics, il faut sans doute l'attribuer à la haute indifférence des Comyn, ses proches parents. Mais par la honteuse résignation de ses droits, que suivit un long séjour hors d'Écosse, et par sa lâcheté à ne rien entreprendre pour reconquérir son royaume, ce roi, ce manteau-vide, comme l'appelait le peuple, perdit tout respect et toute obéissance parmi ses sujets ; même il ne semble pas

qu'aucun d'eux eût éprouvé pour lui personnellement la moindre fidélité ou le moindre intérêt. La couronne d'Écosse devait donc être le prix de l'audace d'un prétendant qui osât braver la colère de l'usurpateur anglais. Bien plus, un tel personnage pouvait, avec quelque degré de certitude, compter sur l'affection générale de la nation écossaise, d'une part, et de l'autre sur la haine qui dans toute l'étendue du pays agitait comme un violent tourbillon les classes moyennes et la populace. Elles étaient animées d'un tel esprit d'indépendance, qu'elles eussent presque suivi tout étendard déployé contre l'Angleterre dont le joug devenait d'autant plus pesant qu'il était de jour en jour plus solidement rivé.

En cette conjoncture, Bruce contracta avec William de Lambyrton, primat d'Écosse, un traité secret par lequel ils s'engagèrent à se soutenir l'un l'autre contre qui que ce fût, même contre le roi d'Angleterre. Une pareille alliance indiquait évidemment quelque entreprise désespérée. On jugea nécessaire d'informer Jean Comyn de cette ligue, ou peut-être en avait-il eu vent ; de sorte qu'une telle communication était devenue indispensable de la part des conspirateurs. Mais on espéra lui faire accroire que le but de la ligue était la destruction de la suprématie anglaise en Écosse. « Et quel roi comptez-vous alors proposer au pays ? » demanda-t-il naturellement. En réponse à cette question, Bruce, dans une entrevue personnelle avec Jean Comyn, lui exposa, dit-on, que leurs droits au trône pouvaient être regardés comme égaux ; « c'est pourquoi, ajouta Bruce, appuyez mes prétentions à la couronne d'Écosse, et je vous abandonnerai tous mes domaines patrimoniaux, ou remettez en ma possession les propriétés de votre famille, et je ferai mon possible pour que vos titres à la royauté soient reconnus. » Comyn, disent les historiens écossais, se déclara ostensiblement pour l'alternative de devenir possesseur des biens immenses de

Bruce, et d'appuyer sa réclamation de l'autorité royale ; mais en secret il résolut de profiter des choses qu'il avait apprises pour découvrir les intrigues de son rival à Édouard.

Bruce était revenu à Londres, et se trouvait à la cour d'Angleterre lorsqu'un avis particulier du comte de Gloucester, son parent, l'informa que sa vie et sa liberté étaient en péril[32]. Il quitta aussitôt Londres et gagna précipitamment l'Écosse. On raconte que près des Sables de Solway, Bruce et sa suite rencontrèrent un envoyé que Comyn, à ce qu'ils découvrirent, expédiait vers le roi d'Angleterre. Ils le mirent à mort sans hésiter, et le contenu de la missive dont il était porteur dévoila l'étendue de la trahison de Comyn. En cinq jours, Bruce atteignit son château de Lochmaben.

C'était au mois de février 1305 ou 1306, et les juges anglais établis d'après les derniers règlements d'Édouard pour le maintien de la paix en Écosse tenaient en conséquence leurs assises à Dumfries. Bruce, qui n'était pas encore prêt à une rupture ouverte avec l'Angleterre, fut contraint de se présenter devant cette haute cour en sa qualité de vassal de la couronne, et se rendit tout exprès à Dumfries. Il y trouva Comyn qu'un même motif avait amené en cette ville. Bruce invita son rival à une conférence privée qui eut lieu dans l'église des ***Frères-Mineurs*** ; précaution qui, comme l'événement le prouva, ne fut pas moins inutile pour la sûreté des deux adversaires que pour le calme qui aurait dû présider à l'entretien. Ils s'y trouvèrent seul à seul, car ils

[32] On dit que le comte de Gloucester envoya à Bruce une pièce d'argent et une paire d'éperons. Le danger aiguise l'intelligence : les plus légers indices ont suffi en pareil cas pour mettre un homme sur ses gardes, et l'exciter à prendre des mesures qui pouvaient éloigner le péril dont il était menacé. A. M.

avaient laissé l'un et l'autre les quelques gens qui les accompagnaient en dehors de l'église. Il était impossible qu'entre de si orgueilleux rivaux qui avaient tant de motifs, soit anciens, soit récents, d'inimitié, une querelle n'éclatât point. Les historiens écossais disent que dans cette entrevue particulière Bruce reprocha à Comyn ses perfides délations à Édouard ; les historiens anglais, plus invraisemblablement, soutiennent que Bruce communiqua alors pour la première fois à Comyn son plan d'insurrection contre l'Angleterre, et que Comyn le repoussa avec mépris, ce qui occasionna les choses qui suivirent.

Sans prétendre raconter une scène que celui seul des deux antagonistes qui survécut aurait été à même de décrire avec exactitude, nous donnerons pour certain qu'il s'éleva une violente altercation dans laquelle Comyn donna un démenti à Bruce, et que Bruce riposta en poignardant Comyn ; puis, confus de l'action criminelle qu'il s'était permise dans un lieu si sacré, il se précipita hors du sanctuaire. Il rencontra sous le porche de l'église l'un de ses amis et adhérents, Kirkpatrick de Closeburn, et Lindsay, fils cadet de Lindsay de Crawford. Ils virent le poignard sanglant de Bruce, son air bouleversé, et lui en demandèrent avidement la cause : « Je crois, répondit Bruce, que j'ai tué Comyn le Roux. » – « Vous croyez ! reprit Kirkpatrick, vous n'en êtes pas sûr ! Je vais m'en assurer, moi. » Et à ces mots, s'élançant dans l'église, il acheva le blessé. Sir Robert Comyn, oncle de Jean, intervint pour sauver son neveu, mais il fut tué avec lui. Les juges anglais, entendant ce tumulte, se barricadèrent dans la salle où ils tenaient audience. Bruce cependant pour les forcer à se rendre mit le feu à leur retraite, mais ensuite les laissa aller sains et saufs.

Cet acte imprudent de colère et d'impatience détruisit tout moyen qui pouvait encore rester à Bruce d'arranger les choses avec Édouard, car dès lors le roi ne douta plus d'un projet de révolte et dut regarder Comyn comme une victime de sa fidélité au gouvernement anglais. D'autre part, les circonstances qui accompagnèrent le meurtre, l'aggravant de sacrilége et de violation d'un sanctuaire, rendaient le crime d'homicide détestable aux yeux de tous, hormis de ceux qui par un vif sentiment d'intérêt commun pouvaient être disposés à faire cause commune avec le criminel. Cet intérêt ne pouvait exister que parmi les patriotes écossais, pour le cas où ils vissent dans Bruce le vengeur de la liberté de son pays et de ses propres droits à la couronne, dont le but était assez saint pour justifier à leurs yeux qu'il tentât de l'atteindre en se débarrassant, même avec la pointe d'un poignard et au pied de l'autel, du traître confident qui avait livré son secret à l'usurpateur étranger. Bruce se trouva donc dans une position aussi critique que s'il eût gravi jusqu'à moitié d'une montagne presque perpendiculaire, et que le sentier qui l'avait conduit jusque-là se fût soudain abîmé derrière lui. Il se voyait en possibilité de parvenir au trône, et quoique la tentative courût nécessairement un risque énorme de ne pas réussir, néanmoins un essai de retraite en toute autre direction aurait été suivi d'une ruine inévitable. C'est pourquoi, ne voyant pas moins de péril d'un côté que de l'autre, Bruce résolut de viser à la royauté avec une ferme détermination ou d'affranchir son pays ou de succomber à la tâche.

Il quitta Dumfries pour se retirer dans les déserts voisins de Nithsdale, et résida obscurément dans la hutte d'un pauvre homme, près du célèbre mont appelé le Dun-de-Tynron. Pendant ce temps-là, il envoya des émissaires en tous sens, rassembler les amis et les partisans qu'il avait dans ses vastes domaines, et prévenir les nobles qu'il con-

naissait favorables à l'indépendance écossaise. Mais ils n'étaient qu'en petit nombre, et pour la plupart ne pouvaient répondre sur-le-champ à l'appel qu'on leur ferait. Dans sa propre famille, Bruce trouva quatre vaillants frères, tous gens de résolution et d'une grande habileté dans le métier des armes. Son neveu, qui devint par la suite le célèbre Thomas Randolph, et son beau-frère Christophe Seaton embrassèrent aussi la cause de leur parent. Il eut encore pour lui le primat d'Écosse, l'évêque de Glasgow et l'abbé de Scone parmi le clergé, puis les comtes de Lennox et d'Athol, et quelques vingtaines de barons, avec lesquels il eut l'audace de braver toutes les forces de l'Angleterre. Il quitta alors le Dumfrieshire pour se rendre à Glasgow et s'y mettre en mesure de se faire couronner à Scone. Chemin faisant, Bruce fut joint par un guerrier qui demeura jusqu'à sa mort le meilleur et le plus désintéressé de ses amis et adhérents. C'était le jeune sir James de Douglas, fils de William de Douglas, et héroïque compagnon de Wallace, et dévoué comme son père à l'affranchissement de l'Écosse.

Le 27 mars 1306, la cérémonie du couronnement de Bruce eut lieu à Scone avec autant de pompe que les moyens des barons réunis le permirent. Édouard avait emporté la royale couronne d'Écosse en Angleterre ; on y suppléa par un léger cercle d'or qu'on fit préparer à la hâte. Les comtes de Fife avaient toujours, depuis le temps de Malcolm Cean-Morh, possédé et exercé le privilége de poser la couronne sur la tête du roi lors du sacre, en mémoire des signalés services rendus par leur aïeul Macduff à ce monarque. Le comte de Fife crut devoir s'absenter en cette occasion ; mais, à son vif mécontentement, ce fut sa sœur, Isabelle, comtesse de Buchan, qui exerça le droit de la famille. Elle ne le fit même qu'en cachette de son mari, tant elle tenait à ce que le sang de Macduff s'acquittât envers l'héritier de Mal-

colm Cean-Morh d'un devoir indispensable. Elle en fut punie dans la suite par Édouard Ier d'une manière aussi étrange que cruelle.

Quoique le rôle que Robert Bruce avait joué jusques alors dans les affaires publiques annonçât beaucoup de légèreté et même une apparence d'égoïsme, il jouissait cependant d'une haute réputation de chevalier accompli, et quand il leva l'étendard de la révolte, nombre de vieux partisans de Wallace commencèrent à se déclarer en sa faveur.

De son côté, Édouard envoya Aymer, comte de Pembroke, avec le titre de régent d'Écosse, étouffer la rébellion qui éclatait dans ce royaume. Il fut accompagné par lord Clifford et Henri Percy. Le roi lui-même était alors malade et pouvait à peine se tenir en selle ; néanmoins il célébra avec une magnificence féodale le jour où il conféra l'ordre de la chevalerie au prince de Galles et à trois cents jeunes gentilshommes, héritiers des premières familles d'Angleterre. Pendant un somptueux repas, donné à cette occasion, deux cygnes richement ornés de filigrane d'or furent placés sur la table, et, d'après la singulière coutume du siècle, le roi fit vœu de par Dieu et les cygnes, d'aller sous peu en Écosse punir la trahison de ses rebelles Écossais, comme il lui plut d'appeler Bruce et ses partisans, et venger la mort de sir John Comyn. Il adjura alors son fils de conserver ses os s'il mourait dans le cours de l'expédition, pour être portés en tête de l'armée jusqu'à ce que l'Écosse fût entièrement soumise.

Cependant Bruce, contre qui étaient dirigés ces préparatifs de vengeance, travaillait à renforcer son parti, mais n'y réussissait que d'une manière imparfaite. Son entreprise semblait désespérée à beaucoup de gens, même à sa propre

femme qui, un jour où il se vantait devant elle du rang suprême auquel il était parvenu, osa lui dire : « Vous êtes, il est vrai, roi cet été, mais le serez-vous encore quand viendra l'hiver ? » Néanmoins, Bruce lui-même paraît avoir cherché une rencontre avec le comte de Pembroke qui, à la tête de l'armée anglaise, s'était jeté dans la ville fortifiée de Perth. Il arriva devant cette place avec des troupes inférieures de quinze mille hommes d'armes à celles du comte, ce qui ne l'empêcha point de lui envoyer le défi de sortir des murs pour engager la bataille. Pembroke répondit qu'il l'engagerait le matin suivant, et Bruce, se retirant dans le bois peu éloigné de Methven, y établit son bivouac pour la nuit, car il ne comptait pas avoir à se battre avant le lendemain. Mais la véritable intention du général anglais n'était pas celle qu'il avait annoncée. Il ordonna aussitôt à ses gens de prendre les armes, quoique le jour inclinât vers sa fin, et s'élançant hors de la ville tomba avec furie sur les Écossais qui, tranquilles dans leurs quartiers, ne s'attendaient nullement à une surprise. Ils n'en combattirent pas avec moins de valeur, et Bruce lui-même fut démonté trois fois. Un moment il fut prisonnier entre les mains de sir Philippe de Mowbray qui se mit à crier de toutes ses forces qu'il tenait le nouveau roi. Christophe Seaton entendit Mowbray, le coucha mort d'un coup et délivra son beau-frère. Environ quatre cents Écossais se réunirent alors en troupe, et parvinrent à gagner sains et saufs les districts déserts d'Athol. Les ennemis firent plusieurs captifs, dont quelques-uns furent graciés ou admis à rançon ; mais ceux de marque furent sans pitié pendus, écartelés, mis en pièces. Le jeune Randolph, neveu de Bruce, se soumit au roi d'Angleterre dont il obtint les bonnes grâces.

Bruce, voyant son parti presque totalement dispersé par la défaite de Methven, fut obligé, pour ne pas mourir de

faim, lui et le peu de personnes qui ne le quittèrent pas, au nombre desquelles se trouvaient son épouse et diverses autres dames, de se livrer aux fatigues de la chasse. On remarqua que celui des compagnons de Bruce qui, en ces critiques circonstances, se distingua par le plus de zèle et d'adresse fut toujours Douglas ; toujours il rapportait aux dames la plus ample provision de gibier. De l'Athol, les nobles fugitifs passèrent dans le comté d'Aberdeen, puis s'approchèrent des confins de celui d'Argyle. Jusqu'alors, au milieu d'un pays stérile, triste et peu peuplé, ils n'avaient rien eu à craindre de la part des ennemis, et la venaison qui tombait sous leurs coups avait passablement subvenu à leurs besoins. Mais voici qu'ils étaient forcés de se tenir sur la frontière d'une province hostile où ils auraient probablement des attaques à repousser. L'hiver approchait d'ailleurs, et menaçait non-seulement de diminuer leurs vivres, mais encore devait probablement, par la rigueur du froid, mettre leurs femmes dans l'impossibilité de demeurer avec eux plus long-temps. Quant au roi lui-même, il paraît s'être reposé du soin de guider ses pas sur sir Neil Campbell de Lochawe, l'aïeul de la grande famille d'Argyle, qui s'était chargé de lui trouver un abri dans les îles ou sur le continent voisin de Cantire.

À ce qu'il semble, Bruce et ses compagnons n'avaient jusque-là, dans leurs courses errantes, éprouvé ni faveur ni opposition de la part des habitants dont ils avaient parcouru les districts ; mais la majeure partie de l'Argyleshire, dont ils approchèrent alors, était sous les ordres d'un puissant chef appelé Macdougal ou John de Lorn. Ce prince avait épousé une tante du malheureux Jean Comyn, et ne désirait rien avec plus d'ardeur que de venger, sur l'assassin, l'assassinat de son parent. Aussi, lorsque Bruce tenta de pénétrer dans l'Argyleshire à la tête de sa petite troupe, John de Lorn se

mit en marche pour le repousser, et le rencontra en un lieu nommé Dalry, c'est-à-dire le champ du roi, près de la pointe de Strathfillan. Les Highlandais qui étaient à pied et avaient pour armes de longues haches appelées haches du lochaber[33], attaquèrent la faible bande de Bruce dans un endroit où ses chevaliers n'eurent pas assez de place pour manœuvrer leurs montures, et leur firent beaucoup de mal. Bruce, obligé de fuir, se plaça à l'arrière des siens et protégea leur retraite avec des prodiges de valeur. Trois Highlandais, le père et ses deux fils, l'assaillirent à la fois ; mais Bruce, que recouvrait une armure complète et qui excellait à manier la lance, se débarrassa d'eux en les dépêchant l'un après l'autre. « Regardez-le ! s'écria John de Lorn, par un mouvement involontaire d'admiration, il protége ses gens contre nous, comme Gal, fils de Morni, protégea son armée contre la fureur de Fingal[34]. »

Écarté de la route qu'il s'était proposé de suivre pour atteindre les îles occidentales où il espérait trouver un refuge, Bruce se vit exposé à de graves embarras sans cesse croissants qui eurent pour premier effet de le contraindre à se séparer des femmes dont il était suivi. Nigel, le plus jeune des quatre frères, fut chargé de reconduire la reine et ses compagnes dans l'Aberdeenshire où leur aîné était encore maître d'un château fort appelé Kildrummie, lequel pouvait, pendant quelque temps, leur servir d'asile. Nous reparlerons plus tard des malheurs qui leur étaient réservés.

---

[33] ***A Lochaber axe,*** une hache de bataille. A. M.

[34] Cette comparaison était tirée de l'un des anciens poèmes Gaéliques que le barde celtique Ossian a composés ou qu'on lui impute. Mais le lecteur ne trouvera point dans l'ouvrage anglais de Macpherson, l'incident dont il est fait ici allusion. W. S.

Comme Bruce et sa bande, dans leur retraite devant Mac-Dougal, s'étaient avancés très loin au sud de Dalry, le théâtre de leur dernière défaite, ils se trouvèrent enfin séparés par le lac Lomond de la province de Cantire et des côtes occidentales. Une petite barque, qui ne pouvait porter que trois personnes à la fois fut la seule dont il fut moyen de se servir pour en passer trois cents d'une rive à l'autre. Bruce, afin d'égayer son monde pendant cet ennuyeux et long trajet, leur lut les aventures de Ferambras, héros fabuleux d'un roman en vers. Cette légende était d'autant plus propre à les rendre patients, que les personnages dont il y est question, avaient souvent fait preuve de patience dans des embarras aussi peu romanesques que ceux auxquels ils étaient alors soumis eux-mêmes.

Sur les bords du lac, Bruce rencontra Lennox qui errait en y cherchant un asile, et qui reconnut à une fanfare de cor que le roi n'était pas loin ; car il savait que son maître donnait de cet instrument avec un art tout particulier. Ils se rencontrèrent donc, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et pleurèrent. Conduit et secondé par Lennox, Bruce atteignit la province de Cantire, alors sujette d'Angus, surnommé le lord des îles. Là le roi retrouva sir Neil Campbell qui l'avait devancé pour ménager à Bruce la faveur de ce puissant prince Highlandais ; il la lui accorda d'autant plus volontiers qu'il n'aimait pas beaucoup John Mac-Dougal de Lorn, l'ennemi personnel de Robert Bruce. Cet Angus, aussi, descendait du fameux Somerset ; et était chef de la famille des Mac-Donald, rejeton le plus vigoureux de ces anciens Scots qui colonisèrent l'Argyleshire sous Fergus, fils d'Eric, et qui, répandus dans le Cantire, l'Islay, et les autres îles de l'ouest, s'étaient, depuis la mort d'Alexandre III, presque soustraits à la dépendance de la couronne d'Écosse, et s'inquiétaient aussi peu des prétentions de l'Angleterre à leur suprématie.

Bruce fut accueilli par le lord des îles d'une façon bienveillante et hospitalière ; mais, sans doute, il comprit que son séjour en Écosse ou près des côtes pouvait attirer à son protecteur la vengeance d'Édouard, dont il n'aurait pas été à même de se garantir. Il résolut donc de se retirer dans l'île lointaine de Rachrin, située sur la côte d'Irlande, petite, sauvage, à demi stérile, mais habitée par le clan des Mac-Donald, et soumise à leur vénérable chef. Par cette retraite, il réussit dans son dessein de se soustraire aux avides recherches que les partisans du monarque anglais firent de sa personne, et à l'implacable haine de Jean de Lorn. Bruce demeura ainsi caché tout l'hiver de 1306.

Pendant ce temps les amis et adhérents qu'il avait laissés en Écosse souffrirent tous les maux que la rage d'un souverain irrité et victorieux put leur infliger. Sa femme et sa fille furent arrachées de force du sanctuaire de Saint-Duthac, à Tain, emmenées en Angleterre, et là jetées chacune dans une prison différente où elles demeurèrent huit ans. La comtesse de Buchan, qui avait placé la couronne sur la tête de Bruce, fut enfermée dans un donjon, bâti exprès pour la recevoir, sur une des tours du château de Berwick pour que la vue de l'endroit où elle était enfermée excitât la frayeur ou la dérision de tous les passants. L'évêque de Saint-André, celui de Glasgow et l'abbé de Scone, pris les armes à la main, furent incarcérés par Édouard qui demanda même au pape leur dégradation, mais ne l'obtint pas. Nigel Bruce, jeune homme aussi brave et aussi beau que plein d'autres qualités, tint bon à Kildrummie, le château de son frère, jusqu'à ce qu'un traître, qui faisait partie de la garnison, mît le feu au principal magasin ; force lui fut alors de se rendre. Il fut jugé, condamné à mort et exécuté. Christophe Seaton, qui avait si vaillamment délivré Bruce à la bataille de Methven, partagea le malheureux sort de son beau-frère. La vengeance

d'Édouard n'épargna même pas son propre sang. Le comte d'Athol avait quelque parenté avec la famille royale d'Angleterre : mais cette circonstance fut vainement rappelée en faveur du comte ; Édouard ne la trouva valable que pour ordonner, comme marque de distinction, qu'on le pendît à une potence haute de quinze pieds.

Simon Fraser, un des deux généraux qui remportèrent la victoire de Roslin, (l'autre était l'infortuné Jean Comyn), refusa toujours de se rendre, et continua de porter les armes jusqu'à ce que, battu en un lieu appelé Kirkincliffe, près de Sterling, il fut fait prisonnier, offert en spectacle au peuple de Londres, avec le corps chargé de chaînes et la tête ornée par moquerie d'une couronne de feuillage, puis exécuté avec tous les raffinements de barbarie que la loi réservait aux coupables de haute trahison. On persuada aux citoyens que des démons à griffes de fer, on les avait vus, grimpaient le long des potences jusqu'aux corps en lambeaux de ces malheureux, pendant qu'ils étaient exposés sur le pont de Londres. La conséquence était que les suppôts de l'enfer devaient pareillement tourmenter les âmes de gens dont les crimes, autant que nous les connaissons, se résumaient en leurs efforts pour soustraire leur pays au joug de l'étranger. Enfin, comme si ce n'eût pas été assez de la mort d'un si grand nombre de ses amis et de ses complices, Bruce lui-même parut réduit au sort le plus désespéré. Le gouvernement anglais lui confisqua tous ses biens comme coupable de meurtre et de sacriléges, et ses vastes possessions, qui s'étendaient du Galloway au golfe de Solway, furent partagées entre différents nobles d'Angleterre dont sir Henry Percy et lord Robert Clifford eurent la meilleure part. Une sentence formelle d'excommunication fut en même temps prononcée contre lui par le légat papal avec toute cette terrible

pompe que Rome sait si bien employer pour lancer ses foudres.

Ainsi se termina, pour l'Écosse, l'année 1306. Le roi se tenait caché dans une île obscure, qui ne dépendait pas même de ses états ; il était proscrit ; il avait perdu en même temps tous ses droits civils et religieux ; il ne pouvait plus, du moins Rome le voulait, réclamer les priviléges du chrétien. En outre, les têtes et les membres de ses meilleurs et de ses plus braves adhérents, tels que Seaton et Fraser, qui avaient défendu la cause de leur patrie à travers toute espèce de périls, blanchissaient au soleil sur les murailles de leurs propres villes natales, ou ornaient celles des cités de leurs vindicatifs ennemis. Mais dans ces cas comme dans bien d'autres, le ciel vient souvent au secours de l'homme à qui nul espoir ne semble rester, de même que l'heure la plus noire de la nuit est souvent celle qui précède l'aurore.

CHAPITRE IX.

Bruce revient en Écosse, débarque dans l'île d'Arran, et de là passe dans l'Ayrshire. – Succès de son partisan James Douglas. – Capture et exécution des frères de Bruce, Thomas et Alexandre. – Les Anglais évacuent l'Ayrshire. – La réputation de Bruce augmente. – Édouard I^{er} marche contre lui, mais meurt en vue de l'Écosse. – Mesures incertaines d'Édouard II. – Bruce dans le nord de l'Écosse ; il bat le comte de Buchan, et ravage son territoire. – Nouveaux avantages de Bruce. – Défaite du seigneur de Lorn à Crauchan-Ben. – Contraste de la conduite faible et irrésolue d'Édouard avec la fermeté que Bruce, le peuple et le clergé d'Écosse déploient. – Infructueuse tentative d'Édouard pour envahir l'Écosse. – Bruce ravage les frontières anglaises ; il prend Perth. – Attaque du château de Boxburgh par Douglas, d'Édimbourg par Randolph, de Linlithgow par Binnock. – Soumission de l'île de Man par Bruce. – Le gouverneur de Stirling s'engage à rendre la place s'il n'est pas secouru avant la mi-été ; Bruce est mécontent de ce que son frère Édouard ait accepté ces conditions ; néanmoins il les respecte. – Le roi Édouard fait de formidables préparatifs pour secourir Stirling.

Au retour du printemps, l'espérance et l'esprit d'entreprise renaquirent dans l'intrépide cœur de Robert Bruce. Il fit une descente sur l'île d'Arran pour de là passer sur le continent écossais. Un fidèle vassal de son comté de Carrick promit d'épier le jour et l'heure où un débarquement pourrait se faire avec quelque chance de succès, et d'en

donner avis à Bruce. Le signal convenu était un feu que le vassal allumerait sur une espèce de cap ou de pointe située au-dessous du château de Turnberry, et à la vue duquel Bruce s'embarquerait avec les siens. La flamme, après avoir été attendue long-temps, brilla enfin ; mais ce n'était pas le confident de Bruce qui l'avait allumée. Le roi, sans hésitation, fit voile vers le continent, et fut fort surpris de trouver son homme qui l'attendait sur la côte pour lui dire que le feu était accidentel, que les Anglais avaient reçu des renforts, qu'on était découragé, et qu'on ne pouvait tenter rien avec probabilité de réussite. Robert Bruce était indécis ; mais son frère Édouard, dont le courage allait jusqu'à la témérité, protesta qu'il ne se remettrait point en mer, et qu'après être ainsi arrivé dans son pays natal, il accepterait bonne ou mauvaise la destinée que le ciel lui enverrait. Robert lui-même se décida aisément à prendre cette hardie résolution, et une attaque soudaine contre une partie des Anglais cantonnés dans la ville leur donna non-seulement la victoire, mais encore un riche butin, car Percy qui était enfermé dans la citadelle n'osa point en sortir, pour porter secours à ses soldats.

Ce premier avantage fut bientôt suivi d'autres triomphes. Il semblait que la fortune avait épuisé son courroux contre le courageux aventurier, ou que le ciel le trouvait suffisamment puni du meurtre de Comyn.

Amis et partisans affluèrent autour de Bruce ; les Anglais furent forcés de s'enfermer dans leurs places fortes, et enfin sir Henri Percy, au lieu de tenir tête à l'envahisseur, jugea indispensable d'évacuer le château de Turnberry pour se retirer en Angleterre. James Douglas pénétra déguisé dans ses propres domaines, et rassemblant quelques-uns de ses anciens vassaux, surprit la garnison anglaise que lord Clifford avait établie dans le château de ses pères, puis, la pas-

sant toute au fil de l'épée, hacha les cadavres qu'il mêla avec une énorme quantité de provisions que les Anglais avaient amassées, et mit le feu au manoir. Les paysans appellent encore aujourd'hui cet exploit le garde-manger de Douglas.

Les efforts de Bruce ne furent pas uniformément heureux. Deux de ses frères, Thomas et Alexandre, qui avaient débarqué dans le Galloway, furent battus et faits prisonniers par Roland Mac-Dougal, chef de cette province, lequel était dévoué à l'Angleterre. Il envoya les infortunés frères à Édouard qui les fit exécuter l'un et l'autre, et devint ainsi responsable envers Bruce de la mort de trois de ses frères. Ce malheur rendit la position du roi plus précaire encore, et encouragea les Gallowégiens à commettre beaucoup de tentatives contre sa personne, jusqu'à lâcher sur lui des limiers. Une fois il courut un tel péril, que sa bannière fut prise, et singulier hasard, le fut par son propre neveu, Thomas Randolph, qui servait alors dans les rangs anglais. En des occasions pareilles, dès qu'il se voyait pressé trop vivement, Bruce avait coutume, pour se soustraire aux efforts de l'ennemi, d'ordonner aux gens de sa suite de se disperser. Chacun d'eux se sauvait ainsi comme il le pouvait, et tout en se rendant à un lieu de rendez-vous convenu avec les autres, surprenait souvent et passait au fil de l'épée des détachements de leurs adversaires qui étaient plongés dans la sécurité la plus profonde.

Enfin, après une multitude d'escarmouches et une longue suite de marches et de contre-marches, Pembroke fut contraint d'abandonner l'Ayrshire à Bruce, comme Percy l'avait déjà fait. Douglas, de son côté, réussissait dans le Lanarkshire, et les nombreux patriotes reprenaient le courage dont ils avaient été enflammés sous Wallace. Le 10 mai 1307, après une convention expresse passée entre Bruce et

un vieil ennemi, le comte de Pembroke qui retournait vers l'ouest avec des renforts considérables, ils se livrèrent à Loudoun-Hill une grande bataille où le roi écossais vengea complètement la défaite de Methven. Pembroke fut contraint de s'enfuir à Ayr, place où le comte de Gloucester se vit dans l'impérieuse nécessité de chercher aussi un asile. Par chacun de ces combats, dans lesquels sa parfaite connaissance des principes d'une guerre de partisans lui permettait de mettre à profit tous les avantages que sa rare capacité lui faisait découvrir soit dans la bonne volonté du pays, soit dans des circonstances telles que le terrain, le temps, les armes et autres de ce genre, Bruce accoutuma graduellement ses troupes à placer tant de confiance dans son habileté et sa sagesse, que ses ordres pour en venir aux mains avec l'ennemi étaient regardés comme les annonces de victoires certaines. Lui-même, James Douglas aussi et d'autres encore de ses partisans, déployaient d'ailleurs toute cette vaillance personnelle et chevaleresque que les mœurs de l'époque exigeaient d'un général, et qui souvent rétablissait une bataille lorsqu'elle était presque perdue. Ce fut à ces dernières qualités, autant qu'à sa prudence et à son adresse, que Bruce dut d'échapper à plusieurs attentats perfides dirigés contre sa vie par les vengeurs du meurtre de Comyn ou par les adhérents du roi d'Angleterre. Souvent plusieurs de ces assassins furent tués par la main même de Bruce ; et la croyance que le ciel, à l'heure d'un pressant besoin, avait suscité dans l'héritier du trône écossais un prince qui, destiné par la Providence à délivrer son pays, ne pourrait être blessé par aucune arme mortelle, croyance que le cours malheureux des premiers événements de son règne avait combattue long-temps, commença à devenir générale dans toute l'Écosse.

La renommée toujours croissante de Bruce, le bruit de ses exploits, l'étendue des talents que sa conduite révélait en lui, parvinrent de plus en plus fréquemment aux oreilles d'Édouard I^er^ et causèrent au vieux souverain les douleurs les plus vives d'un orgueil blessé et d'une ambition déçue. Pour accomplir un romanesque vœu qu'il avait fait au ciel et aux cygnes, il s'était avancé jusqu'à Carlisle et avait compté ouvrir lui-même la campagne qu'il méditait contre l'Écosse ; mais il avait été tout l'hiver retenu dans cette ville par les pernicieux effets d'une dysenterie. Quand arriva l'époque d'agir, le roi, irrité du renom sans cesse croissant des succès de Bruce, se persuada que la colère lui rendrait la force dont la vieillesse et la maladie l'avaient privé. À vrai dire, c'était une mortifiante situation que la sienne. Pendant l'espace de dix-neuf ou vingt ans, la conquête de l'Écosse avait été l'objet chéri de ses pensées et de ses plans. Elle lui avait coûté des prodiges de hardiesse et de ruse ; rien, ni le sang, ni l'argent, n'avait été une seule fois épargné pour atteindre le but de ses vœux les plus ardents ; puis, quand une maladie fatale avait abattu sa vigueur et son énergie, il était condamné à voir de son lit de souffrance les montagnes de l'Écosse qu'il savait être encore libre. Comme s'il eût tâché de rétablir par un violent effort d'esprit la santé défaillante de son corps, il se déclara remis, parfaitement, suspendit en ***ex-voto*** dans la cathédrale de Carlisle la litière dans laquelle il avait voyagé jusqu'alors, mais dont il croyait ne plus avoir besoin, et montant sur son cheval de bataille, se dirigea vers le nord. C'était une tentative trop grande pour qu'il la continuât longtemps. Il ne put atteindre que le village de Burgh sur les Sables, et y expira le 7 juillet 1307. Sur son lit de mort, les affaires d'Écosse occupèrent seules ses pensées ; il exigea de son fils le serment de poursuivre la guerre sans trêve et sans répit ; il réitéra l'injonction étrange que ses os fussent dé-

pouillés de leur chair, et que, portés en cet état à la tête de l'armée avec laquelle il avait été sur le point d'envahir l'Écosse, on ne les restituât à la tombe qu'après l'entière soumission des rebelles. Par voie de corollaire à cet ordre bizarre, il recommanda aussi que son cœur fût envoyé dans la Terre-Sainte, pour la défense de laquelle il avait jadis combattu.

Édouard II, successeur faible, cependant obstiné, du plus habile et du plus résolu des monarques anglais, commença par négliger l'extraordinaire recommandation du roi mourant au sujet de son cadavre. Il envoya ses restes à Londres pour y être inhumés dans l'église de Westminster, ce qui empêcha probablement que les os d'Édouard Ier ne tombassent au pouvoir des Écossais ; puis, chargeant le comte de Pembroke d'abord, et ensuite Jean de Bretagne, comte de Richmond, de le remplacer en Écosse, il trouva lui-même plus agréable de retourner jouir des plaisirs de la capitale avec Gaveston et ses autres favoris, que d'entreprendre la tâche difficile et laborieuse de soumettre Bruce et ses intrépides partisans.

Du reste, le nouveau gouverneur anglais fit son devoir, et eut bientôt rassemblé des forces tellement supérieures à celles de Bruce, que le roi écossais, laissant James Douglas continuer la guerre dans le district montagneux et boisé d'Ettricke, jugea nécessaire de transporter sa propre armée dans les parties septentrionales de l'Écosse, où l'ennemi ne pourrait pas recevoir si promptement des renforts.

Dans l'Aberdeenshire Alexandre et Simon Fraser, fils du vaillant héros de Roslin, vinrent se ranger sous la bannière de Bruce ; mais il y trouva pour adversaire Comyn, comte de Buchan, qui, joignait à une haine de parti un vif désir de

venger l'assassinat de son parent. L'époque semblait favorable à son dessein, car Bruce était alors attaqué d'une maladie de langueur qui ruinait sa santé et menaçait ses jours. En cette position, il crut sage de se retirer devant le comte, qui néanmoins finit par presser assez vivement ses derrières pour l'atteindre dans la ville d'Old-Meldrum et lui causer quelque dommage. « Ces gens parviendront à me guérir ! » s'écria Bruce. À ces mots, il s'élance hors de la litière dont il était forcé de faire usage depuis quelque temps, se précipita sur les Anglais ; quoiqu'il fallût le soutenir en terre, il fut si vaillamment secondé par ses troupes, qu'il défit complètement le comte de Buchan ; puis, en retour de l'opiniâtreté avec laquelle il avait été poursuivi, il ravagea d'une manière si affreuse la contrée natale de Comyn, que l'acharnement de ce seigneur fut un sujet de lamentation pendant tout un siècle, et que même, la trace des ravages de Bruce peut se voir encore.

Après cette vengeance, sir David de Brechin, neveu de Bruce, qui avait combattu jusqu'alors dans le parti du comte de Buchan, passa, dit-on, dans celui de son oncle ; néanmoins, en 1312, environ trois ans plus tard, nous le voyons servir de nouveau sous la bannière anglaise, tant, à ces époques de trouble, les défections étaient soudaines, même parmi les gens qui jouissaient d'une haute réputation de foi et d'honneur ![35] Les habitants d'Aberdeen se déclarèrent aussi en faveur de Bruce ; de plus, pour appuyer par des actes leur protestation de dévouement, ils assiégèrent le

[35] Dans les *Rotulœ Scotiœ,* que Tytler cite, Édouard donne David de Breschiu pour collègue à Mont-Fichet dans la régence. Voyez l'histoire d'Écosse de Tytler, volume 1er, et comparez la page 168 avec la page 289. W. S.

château de leur ville, le prirent et en expulsèrent la garnison anglaise. Celui de Forfar tomba aussi au pouvoir de Bruce qui les fit démolir tous les deux. Ce fut une règle qu'il observa toujours, parce que, comme les Anglais lui étaient supérieurs dans l'attaque et la défense des places fortes, plus il en réduisait le nombre, plus il leur ôtait la chance d'acquérir et de conserver des positions en Écosse, ce qu'ils n'eussent jamais pu faire si le pays avait été ouvert au lieu d'être commandé par tant de citadelles et de châteaux.

Tandis que la victoire accompagnait ainsi les drapeaux du roi Robert dans le nord de l'Écosse, il envoyait des bandes de ses partisans, sous les ordres de ses meilleurs capitaines, répandre l'insurrection dans d'autres districts, et divisant par ce moyen l'attention des envahisseurs, les empêchait de rassembler une armée considérable et de terminer la guerre d'un seul coup, comme à Dunbar et à Falkirk. Édouard Bruce, son frère, livra, dans le Galloway, plusieurs batailles où il fut vainqueur, aussi bien contre les Anglais que contre les naturels de cette province barbare qui s'étaient toujours montrés contraires à la cause nationale. Il remporta de tels succès par d'inconcevables prodiges de courage qui défiaient tous les calculs ordinaires de la prudence. Enfin, après une terrible défaite qu'il fit essuyer le 29 juin 1308, sur les bords de la Dee, aux chefs indigènes du Galloway et à leurs alliés du sud, Édouard chassa entièrement les Anglais de cette sauvage province, et la réduisit sous la puissance de son frère.

Douglas, pour la seconde fois, prit et démantela son propre château ; c'était alors la troisième attaque qu'il dirigeait contre le manoir de sa famille ; et on doit se rappeler qu'en une précédente occasion, il n'avait pas réussi moins complètement. Il se mit ensuite à battre les montagnes de

Tweeddale et la forêt d'Ettricke. Un jour qu'il descendait la petite rivière de Lyne pour reconnaître le pays, il arriva près d'une cabane dans laquelle un espion, qu'il envoya en avant, entendit des gens parler à haute voix et l'un d'eux jurer de par le diable. Conjecturant que des soldats pouvaient seuls se permettre un juron si terrible, Douglas donna ordre à ses hommes de cerner la maison et y arrêta prisonnier Thomas Randolph, le neveu du roi, et Alexandre Steward de Bonkill, qui tous deux, depuis la bataille de Methven, s'étaient déclarés pour l'Angleterre. Ils furent traités avec bienveillance et envoyés au roi qui reprocha doucement à Randolph d'avoir porté les armes contre son souverain légitime. « C'est vous, s'écria le jeune et orgueilleux guerrier, qui déshonorez votre propre cause en vous prévalant d'embuscades, au lieu de marcher en pleine campagne à la rencontre des Anglais. » – « Nous pourrons bien le faire quelque jour, répliqua Bruce ; en attendant, il est bon que vous appreniez de force à vous mieux conduire. » Thomas Randolph fut donc jeté en prison, mais n'y demeura que peu de temps. Il se réconcilia avec son oncle, et dès lors le servit toujours avec la plus grande fidélité ; même il n'y eut que Douglas parmi tous les partisans de Bruce, qui l'égala en renommée militaire.

Les succès de Bruce lui permirent bientôt de châtier le seigneur de Lorn, par qui, après sa défaite de Methven, il avait été si cruellement persécuté. Il se mit en marche vers l'Angleterre et gagna Dalmally. Là il apprit que John de Lorn et ses Highlandais s'étaient postés dans un formidable passage. C'est un endroit où la haute montagne de Cruachan-Ben s'avance jusqu'aux bords du Loch-Awe[36], de sorte que la route passe entre des précipices à gauche et les abîmes du

[36] Le lac d'Awe. A. M.

lac à droite. Mais Bruce n'ignorait pas plus qu'aucun tacticien moderne comment surmonter de pareils obstacles. Tandis qu'il occupait lui-même l'attention des montagnards en les menaçant d'une attaque de front, il envoya Douglas avec un détachement de troupes légères tourner la montagne et doubler le passage. Les soldats qui le défendaient, ainsi attaqués à la fois par devant, par côté et par derrière, furent mis en déroute avec un grand carnage. Les seigneurs de Lorn, père et fils, n'échappèrent qu'au moyen d'une embarcation. Leur château de Dunstaffnage fut bientôt pris et leur domaine pillé, événements qui se passèrent en août 1308.

C'est ainsi que Robert Bruce, à force de patience et de résolution, arrachait l'une après l'autre ses provinces aux Anglais, encourageant et récompensant ses amis, épouvantant et châtiant ses adversaires, enfin rendant son autorité plus respectable de jour en jour. La profonde sagesse et la ferme vigueur d'Édouard I^{er} eussent été nécessaires pour maintenir, malgré les talents de Bruce, les conquêtes qu'il avait faites, mais le faible et mobile caractère de son fils était tout ce que l'Angleterre avait à lui opposer.

Les mesures auxquelles Édouard II recourut furent toujours molles et insuffisantes, toujours prises avec précipitation et quittées sans motif apparent. À une époque il honora de sa confiance William de Lymberton, archevêque de Saint-André, que son père avait jeté en prison. Ce prélat, rendu à la liberté par Édouard II, et même pensionné par lui, proposa ses services qu'on accepta, pour promulguer la bulle d'excommunication lancée contre Robert Bruce ; mais si cette bulle n'avait guère produit d'effet sur l'Écosse pendant l'adversité du roi, encore moins fit-elle d'impression lorsque l'éclat de ses nombreux succès eut disposé la plupart de ses

compatriotes à bannir de leur mémoire l'acte de violence par lequel une si brillante carrière avait commencé. La mort de Jean Comyn fut comme un de ces nuages du matin qu'on ne se rappelle plus quand le soleil brille à midi de toute sa splendeur.

Le roi de France, qui avait abandonné les Écossais dans le comble de leur détresse, recommença alors à intercéder en leur faveur, et le roi anglais consentit à négocier une trêve avec Bruce et son parti ; mais, de leur côté, les Écossais n'en voulurent accorder aucune que moyennant une forte somme. En effet, la conduite d'Édouard paraissait dominée par une influence de faiblesse et d'incertitude. Six gouverneurs différents furent nommés pour l'Écosse, et révoqués avant qu'aucun d'eux n'eût, à proprement parler, le temps d'agir. Des levées générales de troupes étaient ordonnées, mais les fiers barons d'Angleterre obéissaient à de tels ordres ou les négligeaient selon leur bon plaisir. Enfin, tout dénotait un gouvernement sans force ni fermeté qui ne voulait pas renoncer au royaume d'Écosse, mais était incapable de prendre les mesures promptes et fortes qui auraient pu seules le lui conserver. Au contraire, chez les Écossais, le moindre acte d'intérêt public rencontrait une admirable promptitude d'exécution qui était due à la conscience de leur supériorité, et cette conscience provenait du caractère de leur souverain. Les états du royaume protestèrent solennellement que l'arrêt d'Édouard I^{er} qui adjugeait la couronne d'Écosse à Jean Baliol, était une injustice envers l'aïeul de Bruce. Ils reconnurent le feu lord d'Annandale comme véritable héritier du trône, déclarèrent que son petit-fils était leur roi, et rendirent une sentence de haute-trahison contre quiconque contesterait ses droits à la royauté. Les chefs du clergé, pour leur part, adressèrent aux fidèles de leurs diocèses respectifs un mandement où ils reconnaissaient Bruce

comme leur souverain, en dépit des foudres d'excommunication lancées contre lui.

À la fin, en 1310, Édouard se décidant à agir, rassembla une nombreuse armée à Berwick et entra en Écosse, mais à une époque trop tardive de l'année pour réussir à rien. Bruce, se bornant à déjouer les efforts des envahisseurs qui voulaient provoquer une bataille générale, leur coupa les vivres, les inquiéta dans leur marche, et augmenta le plus possible la misère et le danger qui accompagnent toujours une armée d'invasion dans une contrée non seulement hostile, mais encore continuellement désolée par la guerre. Un tel système épuisa tout à fait la patience d'Édouard et les ressources de ses troupes. Une seconde, une troisième, même une quatrième expédition, furent tentées sans plus de succès positifs. Les dommages que ces irruptions pouvaient causer à l'Écosse étaient terriblement compensés par les ravages que le roi Robert, avec une impitoyable rigueur, exerçait sur les frontières anglaises. Les rigoureuses souffrances de Bruce lui-même, de sa famille et de son pays demandaient hautement une vengeance qui devenait ainsi excusable, sinon exemplaire. En ces occasions, les Écossais ne recueillaient pas moins d'argent que d'autre butin ; car, après qu'ils avaient demeuré quinze jours en Angleterre, les provinces septentrionales ainsi envahies se voyaient contraintes à acheter leur retraite.

Bruce quitta les frontières pour se présenter devant Perth qui était bien fortifié et qu'une garnison anglaise défendait. Il y avait un endroit où le fossé, quoique rempli d'eau, était si peu profond, qu'on le pouvait guéer. Le roi fit une audacieuse attaque sur ce point. Après avoir préalablement fait prendre le change aux Anglais par une retraite simulée, il reparut soudain devant la ville avec des troupes

d'élite prêtes à donner l'assaut. Ce fut lui-même qui montra le chemin. Armé de pied en cap et portant une échelle au bout de ses bras, il traversa le fossé avec de l'eau jusqu'au menton, et parvint le second au faîte du mur. Un chevalier français qui servait sous la bannière d'Écosse, voyant une telle audace, s'écria : « Ô ciel ! que faudra-t-il dire de la délicatesse des seigneurs de France, quand nous voyons un roi si brave exposer sa personne pour se rendre maître d'un si misérable hameau ! » Ce disant, il se jeta dans le fossé et fut un des plus prompts à escalader le mur. La place ne tarda guère à être prise.

Les amis sûrs que Bruce chargeait du commandement de divisions séparées dans diverses parties de l'Écosse, et parmi lesquels se trouvaient des hommes d'un haut mérite militaire, tâchaient de se surpasser les uns les autres en suivant l'exemple de leur héroïque souverain. Douglas et Randolph particulièrement se distinguèrent dans cette patriotique rivalité. Le fort et vaste château de Roxburgh était protégé par son site, ses fortifications et le nombre de ses défenseurs, contre tout siége que les Écossais eussent pu en former. Mais le 6 mars 1312 ou 13, une veille de mardi-gras, pendant que la garnison se livrait à la joie, comme d'usage, et s'abandonnait à l'ivresse, Douglas et les siens, jetant sur leurs armures des manteaux de couleur sombre, s'approchèrent du château en rampant sur leurs pieds et leurs mains. Les soldats anglais les prirent pour un troupeau de quelque paysan du voisinage, qui s'était échappé faute de surveillance pendant les plaisirs du soir. Ce fut donc sans surprise ni alarme qu'ils les virent arriver au bord du fossé, y descendre même ; et ils ne reconnurent leur erreur que quand le cri de : Douglas ! Douglas ! annonça que le mur était escaladé et le château pris.

Comme pour faire le pendant à ce glorieux exploit, Thomas Randolph s'empara du château encore mieux fortifié d'Édimbourg. La surprise aussi l'en rendit maître. Un soldat de l'armée de Randolph, nommé William Frank, qui avait habité le château dans sa jeunesse, avait alors appris à descendre le long des rochers à pic sur lesquels la forteresse est bâtie, escaladant pour cela la muraille d'enceinte à un endroit peu élevé. Il s'était habitué à cette route périlleuse pour mener une intrigue avec une femme de la ville, et comme nombre de fois il avait pu ainsi sortir du château et y rentrer, il s'offrit pour diriger une escalade sur le point qu'il savait faible. Randolph se mit avec trente soldats de choix sous la conduite de cet homme. Pendant qu'ils gravissaient au milieu des ténèbres, ils entendirent les patrouilles faire leurs tournées et appeler les sentinelles comme la chose se pratique dans les places bien gardées. Un roc dérobait alors les Écossais aux yeux des uns et des autres. Néanmoins, en ce terrible moment, un des soldats de ronde s'écria : « Je vous vois ! » et lança une pierre de leur côté. Mais ce n'était de sa part qu'une plaisanterie pour effrayer ses compagnons, et quoique ses paroles se rapportassent si bien à ce qui se passait, il ne s'était réellement douté de rien. Les patrouilles continuèrent leur chemin, et les Écossais, avec autant de silence que possible, poursuivirent leur fatigante et périlleuse ascension. Ils atteignirent le bas du mur en un endroit qui n'était haut que de douze pieds, et l'escaladèrent au moyen d'une échelle de corde. Frank, le guide, monta le premier ; vint ensuite sir André Gray, puis Randolph lui-même. Les sentinelles anglaises prirent alors l'alarme tout de bon ; mais la hardiesse de la tentative fut cause de sa réussite. La garnison eut beau résister bravement ; comme elle ne soupçonnait pas le petit nombre de ses adversaires, le château tomba

enfin au pouvoir de l'ennemi. Cet exploit eut lieu le 14 mars 1312 ou 13.

Des princes et des guerriers ne furent pas les seuls qui à cette glorieuse époque se distinguèrent par des actions d'éclat. La prouesse d'un courageux paysan du nom de Binnock ou Binning n'est pas moins remarquable que la surprise de Roxburgh ou d'Édimbourg. Ce brave homme demeurait aux environs de Linlithgow où les Anglais avaient construit une forte citadelle. Accoutumé qu'il était à approvisionner la garnison de fourrage, Binnock cacha huit Écossais armés dans son chariot qui ne contenait en apparence que du foin ; puis, donnant ordre au plus vigoureux de ses valets de le conduire à destination, il l'accompagna lui-même à pied comme pour voir livrer sa marchandise. Quand le chariot arriva sous la herse à l'entrée du portail, soudain Binnock, avec une hache qu'il tenait à la main, coupa les traits des chevaux, qui, se trouvant n'avoir plus rien à traîner, n'en poursuivirent leur route que de plus belle. Alors il fit entendre un signal convenu et en même temps pourfendit le portier de ses armes. Les Anglais voulurent fermer la porte ou abaisser la herse, mais le chariot tout rempli de foin les empêcha d'y réussir. Une troupe de soldats Écossais qui placés en embuscade attendaient l'événement, s'élancèrent aux cris de leurs compagnons, et le château fut bientôt pris.

Les succès de Bruce n'étaient pas limités au continent de l'Écosse ; il poursuivit Mac-Dougal de Galloway, qu'il avait à punir non-seulement de la captivité, mais aussi de la mort de deux de ses frères, jusque dans l'île de Man. Là il le défit complètement, emporta d'assaut sa citadelle de Ruschin, et réduisit l'île, dont il était possesseur, sous la domination écossaise.

Lorsque Bruce revint sur le continent de la Bretagne du nord après cette expédition, il eut le plaisir de reconnaître que l'énergie de son frère Édouard avait continué, avec un succès constant, la grande œuvre de l'expulsion des envahisseurs anglais. Il s'était rendu maître des villes et châteaux de Rutherglen et de Dundee ; Dundee qui, l'année précédente, n'avait résisté aux armes écossaises qu'à cause, en partie, d'une violation de traité que nous mentionnerons tout à l'heure.

Mais à ces bonnes nouvelles il en succéda d'autres d'un genre plus équivoques. Victorieux à Rutherglen et à Dundee, sir Édouard Bruce mit le siége devant Stirling, seule forteresse importante d'Écosse qui demeurait encore au pouvoir des Anglais. Le gouverneur, sir Philippe de Mowbray, se défendit avec un grand courage ; mais enfin, se voyant prêt à manquer de vivres, il passa avec l'ennemi un traité par lequel il convenait de rendre la citadelle s'il n'était pas secouru avant la fête de saint Jean-Baptiste, à la mi-été suivante. Bruce fut fort contrarié de la précipitation de son frère Édouard à accepter un tel arrangement sans attendre son avis. Il était clair qu'on s'exposait par là à une chance qui avait été si souvent fatale aux Écossais, à celle de compromettre le destin de l'Écosse dans une bataille générale où la supériorité des Anglais pour le nombre, la discipline et l'équipement, leur assurait un avantage que l'expérience avait montré qu'ils n'avaient plus, beaucoup s'en fallait, lorsque leurs voisins du nord les combattaient par petites divisions. Le roi réprimanda son frère de l'imprudence de sa conduite ; mais Édouard, avec l'intrépide valeur qui le caractérisait, s'excusa sur ce qu'il n'avait qu'agi en chevalier, et parut même s'enorgueillir d'avoir fait que peut-être la lutte déjà si longue entre les deux royaumes se terminerait par l'issue d'une bataille en règle.

Si pourtant Robert avait voulu n'en pas venir là, il aurait eu une excellente excuse à donner. L'année précédente, comme nous l'avons déjà dit, William de Montfichet, gouverneur anglais de Dundee, s'était engagé, par une convention analogue à celle de Stirling, à livrer la place, si, passé certaine époque, il ne recevait pas de secours ; mais, d'après l'ordre exprès de son souverain Édouard II, il avait violé le traité et repris la défensive. En sorte que si Bruce avait refusé de souscrire à l'arrangement de son frère avec Mowbray, il eût fort bien pu s'autoriser de l'exemple d'Édouard son antagoniste. Mais le roi Robert sentit qu'il ne pourrait recourir à ce moyen d'éluder la convention sans refroidir l'enthousiasme de ses partisans et diminuer leur confiance ; puis il se serait privé par là des services du bouillant, mais intrépide Édouard, dont il savait, avec son courage plus froid, tirer si bon profit. En outre, son propre caractère, quoique mitigé par l'expérience, était naturellement impétueux et hardi, et le disposait peu à éviter l'arbitrage d'une bataille, quand sa réputation comme soldat et comme vrai chevalier l'excitait à s'y soumettre. Il faut ajouter encore que l'œil prévoyant de Bruce découvrait dans l'avenir des circonstances qui, exploitées avec toute l'adresse convenable, pourraient ôter aux Anglais l'avantage que la supériorité du nombre, de la discipline et des armes, leur donnait sans doute. Il se prépara donc, avec la prudence calme d'un général accompli et intelligent, à la lutte décisive et au combat à outrance dont son frère Édouard avait accepté le défi avec le fol enthousiasme d'un chevalier-errant.

Cependant sir Philippe de Mowbray, gouverneur de Stirling, profita de la trêve que le traité avait valu à la garnison sous ses ordres, pour se hâter d'aller en personne à Londres, y exposer à Édouard et à son conseil que le dernier reste à peu près des conquêtes d'Édouard I^er^ en Écosse serait irré-

vocablement perdu si on ne secourait Stirling. Le roi et ses barons, par la faute du premier, ne vivaient pas alors en très bonne intelligence ; mais ces nouvelles étaient de nature à ramener la concorde parmi les esprits. Le roi ne pouvait sans honte refuser les secours qu'on lui demandait ; et si les barons n'eussent pas voulu favoriser l'entreprise, ils se seraient rendus coupables de trahison envers leur souverain et l'honneur de leur pays. Le temps que le traité accordait et qui s'étendait à plusieurs mois suffisait pour réunir toutes les forces gigantesques de l'Angleterre, et l'intention formelle, tant du monarque que de la noblesse, était d'en tirer le meilleur avantage possible.

Les préparatifs de l'Angleterre pour cette décisive entreprise furent faits sur une échelle à ébranler la foi d'historiens modernes ; cependant leur étendue est prouvée par des pièces qui existent encore. Quatre-vingt-treize grands vassaux de la couronne fournirent le nombre complet de cavaliers auquel ils étaient tenus par la loi féodale, et ce nombre fut de quarante mille, dont trois mille, hommes et chevaux, étaient complètement couverts d'acier. Les recrues des différents comtés d'Angleterre et du pays de Galles montèrent à vingt-sept mille fantassins. De grandes forces furent aussi tirées d'Irlande tant sous la conduite de barons anglais établis dans cette contrée que sous celle de vingt-six chefs Irlandais, qui les uns et les autres reçurent l'ordre d'assembler leurs vassaux et de rejoindre la bannière royale. Toutes les troupes durent se trouver réunies à Berwick le 11 juin 1314, terme le plus éloigné que l'arrangement de sir Philippe de Mowbray permît, afin qu'on eût le temps d'amasser l'énorme quantité de vivres, de fourrages, et de toutes les autres provisions nécessaires pour le mouvement et l'entretien d'une armée, qui, incontestablement, était la plus nombreuse qu'un monarque anglais conduisît jamais contre

l'Écosse, car elle s'élevait en tout à plus de cent mille combattants.

Bruce, qui était instruit en détail de tous ces terribles préparatifs, épuisait cependant les ressources de son immense génie militaire à imaginer et à mettre en œuvre les moyens d'y résister.

CHAPITRE X.

Préparatifs de Robert Bruce pour une bataille décisive. – Précautions adoptées par lui contre la supériorité de la cavalerie des Anglais ; contre celle de leurs membres. – Il rassemble ses troupes. – Description de l'emplacement du combat, et de l'ordre dans lequel l'armée écossaise fut rangée. – L'avant-garde anglaise vient en vue. – Escarmouche entre Cliffort et le comte de Morey. – Conduite chevaleresque de Douglas. – Bruce tue sir Henry Bohun. – Apparition de l'armée anglaise le matin suivant. – Circonstances qui précédèrent la bataille. – Les Anglais commencent l'attaque, leurs archers sont mis en déroute par un corps de cavalerie écossaise tenu exprès à l'écart. – Les Anglais tombent en désordre. – Bruce donne avec la réserve. – La multitude qui avait suivi son armée se montre sur le champ de bataille. – Une effroyable confusion se répand parmi les Anglais, ils fuient. – Grand massacre. – Mort du comte de Gloucester. – Le roi Édouard quitte la mêlée. – Mort de d'Argentin. – Fuite du roi à Dunbar. – Prisonniers et butin. – Pertes écossaises. – Les Écossais ne savent pas tirer une leçon de stratégie de la bataille de Bannockburn, mais sont soutenus par le souvenir de ce grand triomphe pendant les malheurs qu'offre la suite de leur histoire.

La crise de cette longue et implacable guerre semblait approcher. Du printemps de 1306 à celui de 1314, les prospérités de Bruce semblent avoir suivi une progression tellement croissante, qu'aucun des légers obstacles qu'il rencontra dans sa carrière ne doivent passer pour l'avoir sérieuse-

ment interrompue. Il était alors reconnu pour roi dans la majeure partie de l'Écosse, mais beaucoup s'en fallait qu'il ne possédât l'autorité absolue dont jouit le chef suprême d'un gouvernement établi. Toutefois le zèle que ses compatriotes lui témoignaient, leur bonne volonté, leur affection pour sa personne, et leur estime pour ses talents, compensaient au-delà ce qui peut-être lui manquait sous le rapport du droit et de la forme. Aussi, fut-ce avec la certitude de recevoir l'appui général de la nation, qu'il se prépara au prochain conflit. Bruce avait principalement à se mettre en garde contre trois désavantages, les mêmes qui firent succomber Wallace à la bataille de Falkirk, et dont les deux premiers au moins continuèrent à être cruellement ressentis par les Écossais dans toutes leurs actions générales avec les Anglais, tant qu'ils restèrent nations séparées.

Le premier était que le roi d'Écosse manquait presque de cavalerie. Or la cavalerie, et surtout les gens-d'armes qui étaient entièrement recouverts d'acier, passait pour la partie la plus formidable, ou plutôt la seule utile d'une armée féodale. Mais Bruce s'était formé sur ce point une opinion plus particulière à notre époque qu'à la sienne. Peut-être avait-il vu la bataille de Falkirk, où la résistance des masses de l'infanterie écossaise avait été si formidable que la cavalerie anglaise avait failli en être vaincue ; peut-être aussi connaissait-il les détails de celle de Courtray, où les gens-d'armes de France furent défaits par les piquiers flamands. L'expérience qu'il avait lui-même acquise à la bataille de Loudoun-Hill le confirmait dans l'opinion, quoique réputée bizarre de son temps, qu'un bon corps de fantassins, armés tant de piques que d'autres armes longues et judicieusement portées, pouvait, au cas qu'on en obtînt de rester ferme et de garder ses rangs, battre à plate couture un corps plus nombreux de ca-

valerie. C'est un fait que tous les tacticiens modernes reconnaissent.

La seconde difficulté de Bruce consistait dans l'infériorité des siens sous le rapport des archers, dont les terribles flèches formaient l'artillerie d'alors. L'arc ne fut jamais une arme favorite des Écossais, et ceux de leurs soldats qui le maniaient, généralement recrutés dans les Highlands et rebelles à la discipline, n'en avaient qu'un court et mal tourné dont la corde était à peine tendue. Pour s'en servir ils la tiraient jusqu'à leur poitrine, et ne lançaient qu'une flèche grossière avec une lourde tête de fer à deux pointes, qui, faute d'une impulsion suffisante, ne produisait que peu d'effet. Ces archers si peu habiles et munis d'armes si imparfaites étaient tout ce que l'Écosse avait à opposer aux célèbres yeomen[37] d'Angleterre qui dès leur enfance étaient familiarisés avec l'usage de l'arc. Aussitôt qu'un enfant atteignait cinq ans, on lui mettait entre les mains cet instrument guerrier qui n'avait alors qu'une grandeur proportionnée à son âge, et qui ensuite grandissait peu à peu au fur à mesure que la vigueur de celui qui devait s'en servir se développait : c'était ainsi que le jeune homme apprenait à pouvoir, une fois devenu grand, manier un arc long de six pieds, et au moyen de ce qu'il tendait la corde jusqu'à son oreille, obtenir assez de force pour décharger des traits longs d'une aune. Mais quelle que fût l'irrégularité de nombre et de l'adresse entre les Highlandais d'Écosse et les archers

[37] Fameux archers anglais ; c'étaient originairement les petits propriétaires faisant valoir leurs terres. On donna ensuite ce nom aux volontaires et aux soldats. Le roi d'Angleterre a encore aujourd'hui dans sa garde une compagnie d'yeomen. A. M.

d'Angleterre, Bruce espérait y remédier encore par l'ordre de bataille dans lequel il se proposait de ranger ses troupes.

Le troisième désavantage avec lequel les Écossais devaient avoir à soutenir la lutte décisive, était que leur armée serait infiniment moins nombreuse que celle des Anglais. Les ordres de Bruce, dans les parties de l'Écosse qui reconnaissaient sa souveraineté, réunirent, il est vrai, des forces considérables, et ce d'autant plus facilement, que Stirling était une position centrale ; mais les districts les plus éloignés étaient, durant le tumulte de la guerre civile, devenus presque indépendants, et il n'était pas probable que les injonctions de Bruce produisissent beaucoup d'effet sur les provinces les plus lointaines du nord. D'un autre côté, dans le pays au sud et surtout au sud-est des frontières, la plupart des grands seigneurs et des barons continuaient à favoriser la cause anglaise. Parmi eux il faut citer au premier rang le fameux comte de March. Ces diverses raisons nous montrent que les historiens écossais ont droit d'avancer que tous les efforts de Robert, en cette critique occasion, ne parvinrent à rassembler qu'environ trente mille combattants, quoique selon l'usage d'une armée écossaise il y eût encore à la suite du camp au moins six mille personnes. Leur présence était ordinairement inutile et même incommode ; mais le hasard voulut que cette fois elles influassent d'une façon singulière sur l'issue de la journée. Bruce, ainsi inférieur en nombre, résolut comme un habile général qu'il était, de compenser un tel désavantage par un choix si bien calculé de son terrain, que les ennemis fussent obligés de rétrécir extrêmement leur ligne d'attaque, sans même pouvoir profiter de leurs nombreuses forces pour les développer et venir entourer ses flancs.

Cette résolution prise, Robert Bruce donna aux troupes de son royaume rendez-vous dans les bois de Tanvood, à environ quatre milles de Stirling, et par degrés prépara l'endroit qu'il avait choisi pour théâtre de l'action. C'était une étendue de terre alors nommée le parc neuf, et peut-être réservée pour la chasse, puisque Stirling était souvent une résidence royale. Cet espace était en partie découvert, en partie obstrué d'arbres, les uns par groupes, les autres séparés. Les Écossais y formèrent leur ligne de bataille qui s'étendit du sud au nord et regarda l'est. En cette position, le flanc gauche de Bruce et son arrière-garde eussent été sans doute exposés à une sortie du château de Stirling ; mais la bonne foi de Mowbray le gouverneur n'était pas suspecte, et le roi ne craignait aucunement qu'il ne violât le traité par lequel il était tenu de demeurer dans l'attente passive de son destin. Un marécage, appelé le Bourbier du moulin neuf, empêchait à peu près qu'on pût approcher directement du front de l'armée écossaise. Son aile droite s'appuyait sur le ruisseau de Bannockburn qui coule vers l'est entre des bords escarpés et rocailleux, et ainsi se trouvait complètement inaccessible : celle de gauche semblait nue ; mais, de fait, elle était formidablement protégée par devant au moyen d'une espèce particulière de retranchement. Comme cette partie du champ de bataille était propre aux manœuvres de cavalerie, Bruce y fit creuser une multitude de trous, profonds de trois pieds, et si voisins les uns des autres qu'ils eussent l'air d'un rayon de miel avec ses rangées de cellules. Des pieux appointis furent solidement enfoncés dans ces trous, et on mit tant de soins à en recouvrir les ouvertures avec du gazon, qu'il était impossible de soupçonner le piége. On sema aussi dans diverses directions des pointes propres à estropier les chevaux.

Le 23 juin 1314, le roi d'Écosse, instruit de l'approche des Anglais, conduisit ses troupes sur le champ de bataille, leur ordonna de préparer leurs armes, et proclama que ceux qui n'étaient pas résolus à vaincre ou à mourir avec leur souverain pouvaient se retirer. Ses soldats n'eurent qu'un cri, joyeux et unanime, pour répondre qu'ils voulaient tous partager son sort. Le roi rangea alors l'armée dans l'ordre suivant. Trois colonnes ou masses oblongues d'infanterie, armées de piques, et placées sur le même front, mais à quelque distance les unes des autres, formèrent la première ligne. La division de droite était commandée par Édouard Bruce ; celle de gauche par James Douglas et par Walter, ***stewart*** ou grand sénéchal[38] d'Écosse ; celle du centre, par Thomas Randolph. Il fut enjoint à ces trois commandants de ne pas permettre que des troupes anglaises dépassassent leur front pour gagner Stirling. La seconde ligne, qui ne se composait que d'une seule colonne ou masse, fut formée par les hommes des îles, aux ordres du fidèle ami et allié de Bruce, le prince insulaire Angus, par ses propres vassaux de Cornik, et par les habitants de l'Argyle et du Cantire. Ce fut avec eux que le roi se plaça, pour être à même de porter secours et assistance où besoin serait. Avec lui encore il garda à l'arrière-garde une troupe de carabiniers d'élite dont il destinait la plus grande partie à une besogne spéciale. Quant à la multitude qui suivait le camp, on l'envoya avec les bagages stationner de l'autre côté d'une éminence qui s'élevait derrière l'armée écossaise et qu'on appelle encore la Gillies'-Hill ou Montagne des valets.

---

[38] Le ***stewart*** est encore aujourd'hui un officier de la couronne britannique chargé de certaines perceptions.

À peine le monarque écossais achevait-il ces dispositions, qu'il arriva la nouvelle que l'effroyable armée d'Édouard, qui avait quitté Falkirk le matin de bonne heure, approchait. Lorsque le roi d'Angleterre se vit dans le voisinage de Stirling, il détacha sir Robert Cliffort avec huit cents chevaux, et lui ordonna d'éviter le front des Écossais, puis, décrivant une courbe, de tourner leur flanc gauche et se jeter dans Stirling. Le chevalier anglais faisait donc un circuit à l'est où un creux du terrain cachait ses manœuvres, lorsque l'œil d'aigle de Bruce découvrit une traînée de poussière, au sein de laquelle brillaient comme des fers de lances et des armures, et qui se mouvait vers le nord dans la direction de Stirling. Il la fit remarquer à Randolph : « Ils ont passé, lui dit-il, du côté dont vous aviez la surveillance ; ah ! Randolph, c'est une rose qui tombe de votre couronne ! »

Le comte de Moray fut blessé d'un tel reproche, et, prenant avec lui une centaine au plus de piquiers à pied qui l'entouraient, s'élança à la rencontre de Cliffort pour réparer sa faute. L'Anglais ne pouvant plus continuer sa route vers Stirling, tourna son fort détachement de cavalerie sur Randolph et le chargea au grandissime galop. Le comte fit former ses hommes en cercle pour recevoir la charge, et ordonna au premier rang de se mettre à genoux, au second d'incliner le corps, au troisième de rester droit, à tous d'opposer leurs piques comme un mur, au choc terrible des cavaliers qui accouraient. Le combat paraissait à ceux qui le regardaient de loin devoir être tellement inégal qu'ils croyaient Randolph perdu si on ne venait à son secours, et que Douglas demanda au roi d'aller en toute hâte le tirer d'affaire. « C'est impossible, répondit Bruce ; il faut que Randolph porte la peine de sa négligence. – Ah ! noble sire, répliqua Douglas, je n'ai pas le courage de voir Randolph périr ainsi, faute d'assistance, et autant de sa propre autorité

que de l'assentiment du roi, il courut le défendre ; mais, en approchant de la scène du combat, il vit la petite troupe de Randolph qui demeurait immobile comme un roc au milieu des vagues, et les rangs de la cavalerie anglaise qui s'en retiraient brisés de toutes parts, comme la marée lorsqu'elle trouve un obstacle, « Halte ! halte ! cria Douglas à ses gens. Nous sommes venus trop tard pour les aider : ne diminuons pas la victoire qu'ils ont obtenue en usurpant le droit de la partager. » Quand on se rappelle que Douglas et Randolph étaient rivaux de réputation, c'est un des plus brillants traits qui décorent et embellissent l'histoire de ces siècles dont le sang et la dévastation étaient le caractère principal.

Un autre événement préliminaire eut lieu le même soir. Bruce en personne, monté sur un de ces petits chevaux qu'on appelle poneys, inspectait avec attention les rangs de son avant-garde. Il tenait à la main une hache de combat, et pouvait être reconnu, autant par les ennemis que par les siens, à une couronne d'or qu'il portait sur son casque. Une partie de l'avant-garde des Anglais se montra alors, et un de leurs chevaliers, sir Henri de Bohun, s'imaginant avoir trouvé une occasion d'acquérir beaucoup d'honneur, outre qu'il terminerait la guerre d'un seul coup, mit sa lance en arrêt, piqua son vigoureux cheval de bataille, et se précipita à franc étrier sur le roi. Il se flattait, grâce à sa monture plus robuste et à son arme plus longue, de l'étendre à terre aisément ; mais Bruce devina ce calcul, fit semblant d'être résolu à attendre le choc, puis, une seconde avant qu'il eût lieu, tira soudain à gauche la bride de son petit palefroi, évita ainsi une rencontre inégale, et porta au chevalier anglais, lorsqu'il le dépassa au galop, un coup de hache qui fit voler en éclat le casque et la tête du téméraire. Sir Henri de Bohun tomba mort aux pieds du roi, et l'enthousiasme que cette victoire excita parmi les Écossais n'eut d'égal que la tristesse qu'elle

répandit chez leurs ennemis. L'avant-garde anglaise se retira avec de sinistres présages pour l'issue de la bataille, qu'Édouard avait résolu de différer jusqu'au matin suivant, par suite peut-être du découragement que la mort de Bohun et la défaite de Cliffort avaient produit. Les nobles Écossais reprochèrent à Bruce le péril auquel il s'était exposé ; mais le roi regarda son arme, et répondit seulement : « En effet, j'ai brisé ma bonne hache ! » Il ne voulait pas justifier l'imprudence qu'il sentait avoir commise ; mais sans doute il savait comme d'autres grands hommes, qu'il y a des moments ou un général doit violer les règles de la prudence ordinaire pour donner à ses soldats une impulsion d'enthousiasme.

Le 24 juin 1314, jour de la fête de Saint-Barnabé dit *le Glorieux*, Édouard, dès le matin, s'avança dans les règles pour attaquer les Écossais, et les trouva dans leurs positions du soir précédent. L'avant-garde des Anglais, formée de leurs archers et piquiers et comprenant presque toute leur infanterie, marchait sous les ordres des comtes de Gloucester et de Hereford, qui avaient en outre un beau corps de gens-d'armes pour soutenir leur colonne. Tout le reste des troupes anglaises, qui se composait encore de neuf régiments distincts était tellement resserré par le défaut d'espace, qu'il paraissait, aux yeux des Écossais, ne former qu'une seule et vaste division toute resplendissante de l'éclat des armures, mais obscurcie en quelque sorte par le nombre des bannières qui flottaient au-dessus. Édouard lui-même commandait ce terrible corps, et pour protéger sa personne, était accompagné de quatre cents gens-d'armes d'élite. Tout près du roi se tenaient sir Aymer de Valence, le comte de Pembroke qui avait défait Bruce à Methven, mais qui allait voir une journée bien différente, sir Giles d'Argentin, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, qui, par ses exploits en Pa-

lestine et ailleurs, était regardé comme un des plus illustres chevaliers de l'époque, et sir Ingram Umfraville, écossais anglisé, fameux aussi pour son habileté militaire.

Quand les Écossais virent l'immense, multitude de leurs ennemis rouler vers eux comme une mer houleuse, ils furent invités à faire ensemble un appel à Dieu contre la force d'adversaires mortels. Maurice, abbé d'Inchaffray, nu-tête et nu-pieds, parcourut toute la ligne écossaise et donna sa bénédiction aux soldats qui s'agenouillèrent pour la recevoir et adorer la puissance au nom de laquelle on la leur conférait.

Pendant ce temps-là, le roi d'Angleterre questionnait Umfraville sur les desseins probables de ses antagonistes. « Est-ce qu'ils vont soutenir notre attaque ? » demanda Édouard. – Oui certes ! répliqua Umfraville, et pour les attaquer avec avantage, votre majesté ferait bien d'ordonner une retraite simulée, et de les dégager ainsi de leur forte position. » Édouard rejeta ce conseil, et voyant les soldats écossais s'agenouiller, s'écria avec joie : « Ils demandent merci ! – C'est le ciel et non vous, sire, qu'ils implorent, répondit Umfraville ; il leur faut aujourd'hui vaincre ou mourir. » Le roi commanda alors qu'on sonnât la charge et que l'attaque commençât.

Les comtes de Gloucester et de Hereford chargèrent avec leurs gens-d'armes l'aile gauche écossaise qui était sous les ordres d'Édouard Bruce ; mais quelque rivalité qui régnait entre ces deux grands seigneurs les précipita au combat avec plus d'ardeur que de prudence : ils arrivèrent au choc en désordre et hors d'haleine, et ne purent pas ouvrir les rangs profonds des piquiers. Beaucoup de chevaux furent jetés à la renverse, et leurs maîtres abandonnés à la discrétion de l'ennemi. Les trois autres divisions de l'armée

écossaise attaquèrent la masse de l'infanterie anglaise qui résista courageusement. Les archers anglais, comme à la bataille de Falkirk, commencèrent alors à déployer leur redoutable adresse aux dépens des lanciers écossais ; mais Bruce avait pris ses précautions. Il enjoignit à Robert Keith, maréchal d'Écosse, de prendre les quatre cents hommes d'armes qu'il avait mis en réserve tout exprès, de faire un circuit, et de charger les archers anglais par le flanc. Cette manœuvre s'exécuta avec une promptitude et une précision qui dispersèrent bientôt ces redoutables soldats ; même faute de pieux ou d'autres barrières pour écarter les chevaux, faute d'armes longues pour les repousser, ils furent pourfendus à plaisir et presque sans résistance.

La bataille continua avec acharnement, mais au désavantage des Anglais. Les archers écossais purent dès-lors faire rage sur leur infanterie sans que rien s'y opposât ; et il paraît que le roi Édouard ne trouva nul moyen d'envoyer un détachement, ou de son centre ou de son arrière-garde, l'un et l'autre si nombreux, au secours de sa première ligne qui combattait si inégalement. La cause semble en avoir été que, comme ses troupes ne consistaient à peu près qu'en cavalerie, la place manqua pour que les escadrons agissent séparément et avec l'ordre convenable ; puis, quoiqu'il y ait des cas où des masses de fantassins peuvent garder une espèce d'ordre, alors même qu'elles sont entassées, pour ainsi dire, il n'en peut jamais être qu'autrement pour des cavaliers dont les mouvements ne sont utiles que si chaque cheval a l'espace nécessaire pour se mouvoir.

Bruce, voyant que la confusion augmentait, jugea qu'il était temps de se mettre à la tête de la réserve, et criant à Angus des îles : « J'ai toujours confiance en vous ! » se précipita dans la mêlée, suivi de toutes les troupes qu'il avait

jusque-là tenues à l'écart. L'effet d'un tel coup, réservé pour un instant favorable, ne manqua point d'être décisif. Ceux des Anglais qui n'étaient encore qu'ébranlés furent contraints à la retraite, tandis que ceux qui se retiraient déjà se mirent réellement à fuir. En ce moment critique, la foule que l'armée écossaise traînait à sa suite, cédant à la curiosité de voir comment les choses se passaient, ou peut-être désirant avoir part au butin, se montra subitement au faîte du Gillies'-Hill, derrière la ligne de bataille écossaise ; et comme tous ces gens portaient au bout de bâtons des pièces d'étoffe ou des couvertures de chevaux en guise d'enseignes, les Anglais crurent voir une armée qui arrivait bannières au vent. La crainte que ce ne fût une ruse de l'ennemi ou un renfort considérable qui venait le soutenir, acheva de répandre la terreur parmi eux ; et tous fuirent, ceux même qui avaient d'abord résisté. Le carnage fut immense ; le profond ravin de Bannockburn, qui coulait au sud du champ de bataille, et se trouvait dans la direction prise par la plupart des fuyards, fut presque rempli, presque comblé de morts, car le mauvais état du terrain retardait tellement les cavaliers fugitifs que les piquiers pouvaient les atteindre. D'autres, et en grand nombre, se précipitèrent dans le Forth, aveuglés qu'ils étaient par la frayeur, et y périrent. Il n'y eut pas moins de vingt-sept barons qui restèrent sur la place, et le comte de Gloucester fut en tête de la fatale liste. Jeune, brave et bien né, quand il vit l'affaire perdue, il s'élança comme un désespéré sur les piques écossaises et fut tué. Sir Robert Cliffort, si célèbre dans les guerres d'Écosse, eut le même destin. Deux cents chevaliers et sept cents écuyers, tous de haute naissance, inscrivirent parmi les victimes les noms les plus nobles et les plus honorables de l'Angleterre ; enfin trente mille simples soldats laissèrent aussi leur vie sur le champ de bataille.

Édouard, qui, malgré toutes ses faiblesses, n'avait pas celle de la lâcheté, ne quitta la mêlée sanglante que de force et entraîné par le comte de Pembroke. Le noble sir Giles d'Argentin regarda comme de son devoir d'accompagner le roi jusqu'à ce qu'il le vît personnellement hors de péril, puis, observant que « ce n'était pas son habitude de fuir, » il rebroussa chemin, se mêla de nouveau parmi les combattants, fit retentir son cri de guerre, galopa intrépidement contre les Écossais vainqueurs, et fut tué d'après son désir, le visage tourné à l'ennemi. Il faut qu'Édouard ait perdu la tête dans la confusion du combat, car, au lieu de diriger sa course au sud vers Linlithgow, d'où il venait, il la dirigea au nord vers Stirling, et demanda à entrer dans cette place. Philippe de Mowbray, le gouverneur, démontra à l'infortuné prince la témérité d'une telle demande, en lui rappelant qu'il était tenu par un traité à rendre la forteresse le lendemain, faute d'avoir été secouru d'après les conditions.

Édouard fut donc obligé de suivre la route du sud, et de faire sans doute un circuit considérable pour éviter l'armée écossaise. Il fut néanmoins aperçu dans sa retraite, et poursuivi par Douglas, mais avec soixante chevaux seulement, car il n'en put rassembler un plus grand nombre à cet effet. Dans le cours de la poursuite, eut lieu une circonstance qui prouve bien, comme nous l'avons dit précédemment, la façon légère et commode dont un baron écossais portait alors le joug du vasselage. En traversant le Tor-wood, Douglas rencontra sir Laurence Abernethy, qui, avec un petit corps de cavaliers, se hâtait de rejoindre le roi Édouard et son armée ; mais apprenant de Douglas que l'armée anglaise était détruite ou dispersée et que le roi fuyait, sir Laurence Abernethy se laissa facilement persuader d'unir ses forces à celles de Douglas, et de courir après le prince pour l'aide et la défense de qui il avait, le matin même, ceint son épée et

monté son cheval. Le roi, par une fuite rapide et continue à travers une contrée où ses infortunes devaient avoir changé beaucoup de ses amis en ennemis, gagna enfin le château de Dunbar, où il reçut du comte de March un accueil hospitalier. De Dunbar, Édouard s'échappa presque seul et se sauva à Berwick dans une barque de pêcheur, laissant ainsi derrière lui la plus belle armée que roi d'Angleterre eût commandée jamais.

La quantité de butin obtenue par les vainqueurs à la bataille de Bannockburn fut inestimable, et les rançons payées par les captifs augmentèrent considérablement la masse du trésor. Cinq proches parents de Bruce, savoir, sa femme, sa sœur Christiane, ou Chrétienne, sa fille Marjory, Wishort, évêque de Glasgow, et le jeune comte de Mar, neveu du roi, furent échangés contre le comte de Hereford, grand connétable d'Angleterre.

La perte écossaise fut fort petite. Sir William Vipont et sir Walter Boss furent les seules personnes de distinction qui périrent. Sir Édouard Bruce était, dit-on, si attaché au dernier de ces chevaliers, qu'il exprima le vœu que la bataille n'eût pas été livrée afin que Ross n'eût pas péri.

Les Écossais eussent pu tirer de cette grande action des règles de tactique militaire, qui, dûment appliquées, leur auraient valu par la suite de nombreuses victoires. Robert Bruce leur avait montré qu'il pouvait mettre la phalange des piquiers d'Écosse à l'abri de la fatale adresse des archers d'Angleterre, et que, garantie des volées de flèches qu'ils tiraient à bout portant et sans interruption, l'infanterie n'aurait presque plus rien à craindre du choc furieux des gens-d'armes. Cependant, nous ne voyons dans aucune bataille, excepté dans celle de Bannockburn, qu'on ait songé,

ou du moins, recouru au moyen si simple de disperser avec de la cavalerie légère les archers anglais. De plus, il est évident que la même charge qui eût mis en déroute les archers d'Angleterre, eût fourni à ceux d'Écosse la possibilité de prendre part à l'action, d'une manière moins décisive peut-être, mais qui aurait été d'autant plus formidable qu'alors ils n'auraient pas eu d'adversaires.

Mais si, sous le point de vue stratégique, les Écossais ne tirèrent aucun fruit de la bataille de Bannockburn, elle leur enseigna à persévérer dans la défense nationale, et ce fut une leçon qu'ils n'oublièrent plus jamais, tant qu'ils continuèrent à former un peuple séparé. Ils avaient vu, avant cette fameuse bataille, le flambeau de leur indépendance ne jetant plus qu'une lueur mourante, leurs patriotes tués, leurs lois enfreintes, leurs monuments pillés et détruits, leur prince proscrit et excommunié, qui dans les provinces les plus sauvages de son pays, ne pouvait trouver une caverne assez inaccessible et assez sombre pour abriter sa tête ; ils avaient vu tout cela en 1306, et dix années de résistance avaient si complètement changé la face des choses que le même prince parcourait un champ de victoire en souverain triomphant, avec les premiers nobles de l'Angleterre, ses ennemis, étendus morts à ses pieds ou se rendant à discrétion. Il est vraisemblable que ce fut le souvenir d'un si extraordinaire changement de fortune qui apprit aux Écossais à ne jamais désespérer de leur liberté nationale, mais à persister dans leur résistance aux envahisseurs, lors même qu'elle semblait le plus inutile.

À ces jours brillants succédèrent de sombres jours, et les plus tristes furent sous le règne du fils de l'illustre conquérant. Mais si la crainte ou le doute se glissa dans le cœur des Écossais, le désespoir n'y put pénétrer quand ils voyaient,

suspendues comme des reliques saintes au-dessus de leurs foyers domestiques, les épées avec lesquelles leurs pères avaient servi Bruce au combat de Bannockburn[39]. Enfin, les Écossais peuvent se rappeler avec orgueil, et les autres nations, apprendre par leur exemple que, si un peuple est brave, une victoire ranimera plus en lui l'honorable esprit d'indépendance, que vingt défaites ne l'y étoufferont.

[39] De telles armes furent réellement conservées. Les propriétaires du petit domaine de Denchar, dans le comté de Fife, possèdent un sabre qui leur a été transmis de père en fils et qui porte cette fière inscription :

> « À Bannockburn j'ai servi Bruce, et les Anglais n'eurent pas à s'en vanter. » W. S.

CHAPITRE XI.

Conséquences de la victoire de Bannockburn. – Refroidissement de l'ardeur belliqueuse des Anglais. – Ravages sur la frontière. – Loi qui détermine le successeur de Robert Bruce. – Mariage de la princesse Marjory avec le grand-maître de l'Écosse. – Édouard Bruce envahit l'Irlande ; ses premiers succès ; sa défaite et sa mort à la bataille de Dunkeld. – Message du pape ; les cardinaux qui le portent sont dépouillés aux frontières ; Bruce refuse de recevoir leurs lettres. – Mission tout à fait infructueuse du père Newton auprès de Bruce. – Berwick surpris par les Écossais et assiégé par les Anglais ; secouru par Robert Bruce. – Bataille de Mitken. – Trêve de deux ans. – Succession de la couronne réglée de nouveau. – Règlement au sujet des armes. – Disputes avec le pape. – Lettre des barons écossais à Jean XXII. – Conspiration de William de Soulis. – Parlement noir. – Exécution de David de Brechin.

La victoire de Bannockburn fut suivie d'une multitude de résultats qui peuvent prouver combien il est évident que l'énergie d'une nation, sa sagesse, son habileté, sa bravoure et ses succès dépendent des mesures qui président à son gouvernement et de la direction donnée à ses ressources. L'indolence avec laquelle Édouard II avait mené les affaires d'Angleterre ; sa négligence au sujet de la guerre d'Écosse, tandis qu'elle fut admirablement conduite presqu'en dépit de tout obstacle par les talents de Bruce et de ceux que son génie avait appelés aux armes ; cette première faute, aggravée

par le grand et décisif échec que le roi anglais avait essuyé dans sa dernière tentative d'écraser l'ennemi après l'avoir laissé devenir plus fort que lui-même, avaient produit dans toute l'Angleterre un tel effet sur l'esprit public, que si nous ne le trouvions signalé par ses propres historiens, nous pourrions à peine le concilier avec les triomphes de ce peuple sous le règne précédent d'Édouard I^er^ et le règne postérieur d'Édouard III. « Cent Anglais, dit Walsingham, n'auraient pas été honteux de fuir devant trois ou quatre simples soldats écossais, tant ils avaient perdu leur courage national ! »

À trois reprises en une seule année, les troupes écossaises, commandées par James Douglas et par Édouard Bruce, envahirent les frontières anglaises, et portèrent partout le meurtre et l'incendie ; chaque fois ils exercèrent les cruautés les plus affreuses sur les infortunés habitants, et les forcèrent, du moins le petit nombre de ceux qui purent échapper, à chercher un asile derrière les remparts de Berwick, de Newcastle ou de Carlisle, toutes places de guerre soigneusement fortifiées et défendues par des garnisons considérables.

Cependant, des commissaires, nommés par les deux peuples pour traiter de la paix, s'étaient réunis ; mais d'une part, les Écossais étaient enflés de leurs succès, et de l'autre, l'esprit national des Anglais les empêcha de souscrire aux conditions que leurs antagonistes proposèrent. La négociation fut donc rompue, et la guerre continua avec une animosité mutuelle : mais l'avantage demeura toujours aux Écossais ; toujours ils dévastèrent d'autant plus horriblement les frontières du nord qu'ils n'y rencontraient aucune résistance, et que jamais les habitants ne leur rendaient la pareille. En même temps, une famine étendait ses ravages à travers les deux contrées, et ajoutait ses horreurs à celles du glaive, qui,

dispersant les paysans et détruisant les productions agricoles, avait beaucoup contribué à faire naître ce nouveau fléau.

En 1315, les états, ou parlement d'Écosse, prirent en considération les maux que le pays avait soufferts à la mort d'Alexandre III par suite de l'incertitude de la succession du trône, et rendirent un arrêt par lequel Édouard, frère du roi, fut probablement, d'après les anciennes coutumes de la nation écossaise, appelé à la couronne dans le cas que Robert mourût sans héritiers mâles ; si Édouard ou ses enfants ne pouvaient jouir de ce privilége, l'héritage royal reviendrait à Marjory, fille unique du roi Robert, et aux descendants de cette princesse. Elle fut aussitôt mariée à Walter, grand sénéchal d'Écosse ; et comme de cet heureux mariage naquit un fils qui, dans une génération postérieure, succéda au trône écossais, leur postérité occupe maintenant celui de la Grande-Bretagne.

On peut présumer que Robert, connaissant le caractère martial de son frère Édouard et son expérience dans la guerre, aima mieux permettre à lui et à ses enfants d'occuper le trône, que le léguer directement à sa propre fille ; et par là exposer l'état encore mal affermi au gouvernement d'une femme. Mais le monarque, il y a aussi lieu de croire, craignait sans doute que la bouillante valeur et l'ambition immodérée d'Édouard ne le poussassent à contester le droit de sa fille ; et Robert voulait, au sacrifice même de ce droit qui ne devait être qu'ultérieurement valable, épargner à l'Écosse le risque d'une compétition au trône, qu'il savait par expérience être la cause d'un si grand nombre de maux. Si tel fut le mobile de sa conduite, c'est un nouvel exemple de la tendresse paternelle que le grand

Bruce portait à la nation dont il avait restauré la monarchie et assuré l'indépendance.

Mais l'ambition d'Édouard Bruce était trop impatiente pour qu'il attendît que la couronne écossaise lui échût par la mort de son frère, quand une occasion qui semblait s'offrir d'elle-même lui présenta la perspective d'acquérir sur le champ un royaume par l'épée. Ce fut lorsqu'un parti de chefs irlandais, mécontents de la domination anglaise, envoya prier Édouard Bruce de venir à leur secours avec des forces assez considérables pour chasser les Anglais d'Irlande et s'emparer du sceptre de cette belle île. Avec le consentement de Robert, qui se félicita de faire ainsi diversion contre l'Angleterre sur un point vulnérable, et peut-être ne fut pas fâché de se débarrasser en même temps d'un esprit inquiet dont l'ardeur n'avait pas à s'employer, Édouard envahit l'Irlande à la tête d'une armée de six mille Écossais. Il livra beaucoup de batailles et les gagna toutes. Il se rendit maître de la province d'Ulter et fut solennellement reconnu roi d'Irlande, mais se trouva obligé, au milieu de ses succès, d'implorer des renforts du roi Robert ; car l'impétueux Édouard, qui n'épargnait jamais sa propre personne, n'exposait pas avec plus de scrupule celle de ses partisans. Ses victoires équivalaient donc à autant de défaites, en ce qu'elles lui coûtaient de braves soldats qui les payaient de leur vie.

Robert Bruce mena des renforts au secours de son frère, avec une armée qui le mit à même de parcourir l'Irlande, mais sans obtenir aucun avantage durable. Il menaça Dublin, et pénétra dans l'ouest jusqu'à Limerick, mais fut forcé, par le manque de provisions, de rentrer dans l'Ulster au printemps de 1317. Quand peu après il revint en Écosse, il laissa à Édouard une partie de ses troupes, mais emporta

probablement la conviction que son frère s'était engagé dans une entreprise qui n'offrait aucune chance de réussite, puisque d'une part il ne pouvait compter ni sur la foi de ses sujets irlandais, comme il les appelait, ni sur la fermeté de leurs troupes, et que de l'autre, l'Écosse était trop épuisée pour lui fournir de nouvelles recrues d'auxiliaires.

Après le départ de son frère, Édouard termina sa carrière d'ambition à la bataille de Dundalk, où, le 5 octobre 1318, la fortune abandonna enfin un guerrier qui avait si long-temps fatigué sa patience par des excès de témérité. Ce fatal jour, il en vint aux mains, contre l'avis de ses officiers, avec une armée anglo-irlandaise dix fois plus nombreuse que la sienne. Un des plus vigoureux champions, rangé sous la bannière des Anglais, nommé John Maupas, attaqua Édouard en particulier, le tua, mais fut aussi tué par lui. On trouva leurs cadavres étendus l'un sur l'autre au milieu du champ de bataille. Les vainqueurs mutilèrent lâchement le corps de celui devant qui la plupart d'entre eux avaient fui tant de fois. Un officier général des Écossais, appelé John Thomson, ramena en Écosse le reste de leur armée, et ce fut ainsi que l'invasion écossaise en Irlande se termina, pour ne rien dire de la perte d'une multitude de braves soldats que leur pays regretta cruellement par la suite dans les moments de détresse.

Pendant ces campagnes irlandaises, des événements qui ne manquaient pas d'importance s'étaient passés en Écosse. Le roi, qui donnait une attention spéciale aux affaires maritimes, avait menacé la côte anglaise d'un débarquement sur plusieurs points. Il avait également détruit ce que son ancien et mortel ennemi, John de Lorn, conservait encore d'autorité dans les Hébrides ; il l'avait même fait prisonnier et renfermé dans le château de Loch-Leven où il mourut dans les

fers. Puis, de nouveaux efforts pour troubler la frontière anglaise renouvelèrent les maux de ces malheureux districts. En 1316, Robert, à la tête d'une armée considérable, pénétra dans l'Yorkshire et ravagea le pays jusqu'à Richmond, qui n'échappa aux flammes que moyennant une forte somme. Mais deux tentatives d'assaut faites sur Berwick et sur Carliste furent l'une et l'autre repoussées avec succès par les garnisons anglaises.

Pendant que Robert Bruce et son frère étaient en Irlande, les Anglais de leur côté se jetèrent plusieurs fois sur la frontière. Mais, quoique le roi fût absent, Douglas et Stewart la défendirent toujours avec la plus heureuse valeur.

Un combat remarquable eut lieu près d'un château nommé Linthauglee, à environ deux milles au-dessus de Jedburgh. James Douglas campait dans ce manoir, qui s'élève sur les bords du Jed, et qu'entourait alors la forêt du même nom qui se prolonge vers la frontière anglaise. Là il apprit que le comte d'Arundel, en compagnie de sir Thomas de Richmond, comte de Bretagne, et avec une armée anglaise de dix mille hommes, venait de Northumberland pour le surprendre. Or les ennemis de Douglas, comme on l'a dit d'un de ses ancêtres, ne le trouvèrent jamais endormi, car il était aussi vigilant que fin et que brave. Il résolut aussitôt de se montrer plus alerte que les envahisseurs. Après avoir choisi un étroit passage qui se trouvait sur la ligne que les comtes anglais devaient suivre dans leur marche, il fit arranger le taillis de droite et de gauche en une espèce de palissade, d'où résulta un défilé à travers lequel il fallait que la route passât et qui en augmentait beaucoup les difficultés naturelles. Il plaça ses archers en embuscade près de cet endroit ; puis, quand les Anglais se furent engagés dans le fatal chemin, il fit pleuvoir sur eux une grêle de flèches et les

chargea avec une effroyable furie. Comme ils ne pouvaient prendre leurs rangs ni pour avancer ni pour battre en retraite, ils furent bientôt jetés en confusion et contraints de fuir. Douglas avait le mérite particulier de joindre le courage personnel et l'esprit aventureux d'un chevalier errant à la froide habileté et à la délibération calme d'un capitaine accompli. Il s'élança tête la première dans la mêlée, prit pour adversaire le comte de Bretagne, le combattit seul à seul et lui enfonça son épée dans le cœur. Douglas enleva comme trophée de sa valeur et de sa victoire un bonnet de fourrure que l'infortuné comte portait sur son casque ; et l'écusson de ses descendants est encore entouré d'une barrière de jeunes arbres en mémoire du stratagème employé avec succès par le valeureux seigneur James de Linthauglee.

Un chevalier français, nommé Edmond de Caillou, commandait à la même époque la garnison de la ville de Berwick dont il avait été nommé gouverneur. Avec la présomption de ses compatriotes, il se vanta de rapporter un riche butin d'Écosse. Il fit donc une sortie avec une bande de gascons comme lui-même ; mais tandis qu'ils revenaient chargés d'immenses dépouilles, leur marche fut interceptée par Douglas, et Caillou perdit également sa proie et la vie. Sir Robert Neville était aussi à Berwick. Il accusa de lâcheté ceux des gascons qui survécurent à l'escarmouche ; et comme les pauvres Français tout piteux alléguaient l'irrésistible vaillance de Douglas, Neville exprima fièrement le désir de voir la bannière du chef écossais déployée, ajoutant qu'il livrerait lui-même bataille dès qu'il l'apercevrait. Cette rodomontade parvint aux oreilles de Douglas, et bientôt après la formidable bannière apparut dans le voisinage de Berwick où la fumée de hameaux en flammes indiqua sa présence. Robert Neville rassembla ses forces, et sortit pour soutenir en vrai chevalier les paroles qu'il avait dites. Dou-

glas ne le vit pas plus tôt sortir de la ville, qu'il marcha droit à sa rencontre. Neville et ses gens combattirent avec bravoure ; même le champion anglais attaqua Douglas corps à corps. Mais l'habileté, la force et le bonheur du héros écossais l'emportèrent ; Neville tomba percé par Douglas, et ses hommes furent défaits.

Un autre incident militaire que l'ardeur du roi, qui se communiquait à Douglas, et qui sans cesse aiguillonnait son habileté, pouvait éveiller un pareil désir de gloire chez des gens même que leur profession éloignait des camps et des combats. Édouard II, voulant se venger de toutes les agressions des Écossais, envoya une flotte dans le golfe de Forth et débarqua un corps considérable de troupes à Dunibrissle sur la côte du comté de Fife. Le shérif rassembla environ cinq cents hommes de cavalerie écossaise, il s'en alla avec eux faire la reconnaissance des envahisseurs ; mais dans la crainte de ne pouvoir leur tenir tête, ils battirent en retraite précipitamment. Tandis qu'ils fuyaient ainsi dans un désordre complet, ils furent rencontrés par William-Sinclair, évêque de Dumkeld, homme aussi remarquable pour son courage que pour sa haute taille, qui résidait non loin de la côte. « Honte ! honte à vous ! lâches chevaliers, à qui on devrait arracher les éperons de vos talons ! » dit le prélat au shérif fugitif et à sa troupe ; puis saisissant la lance d'un soldat qui se trouvait près de lui : « Que quiconque aime l'Écosse me suive ! » s'écria-t-il. L'intrépide évêque dirigea alors une charge désespérée contre les Anglais qui n'avaient pas achevé leur débarquement et qui furent repoussés vers leurs vaisseaux avec perte. Quand Bruce apprit l'exploit du prélat, il déclara que Sinclair serait désormais son évêque, et on le distingua long-temps sous le nom d'évêque du roi.

L'histoire que nous racontons a été si long-temps une suite continuelle de guerres et de batailles, que c'est pour nous une espèce de plaisir d'avoir à mentionner quelques intrigues d'un genre plus pacifique, qui placent la sagacité de Robert Bruce sous un point de vue aussi remarquable que sa bravoure. Le roi d'Angleterre, mécontent de la prolongation d'hostilités qui lui étaient préjudiciables de toutes parts, et néanmoins ne voulant pas acheter la paix au prix des sacrifices que l'Écosse exigeait de lui, forma le projet d'obtenir une trêve sans compromettre sa dignité, par l'intervention du pape. Jean XXII, alors souverain pontife, obéissant à l'influence anglaise, qui se manifesta, dit-on, sous la forme attrayante de l'or, résolut de promulguer une bulle qui ordonnait deux années de paix entre l'Angleterre et l'Écosse. Le document fut confié à deux cardinaux qui eurent ordre de se rendre dans les pays qu'il concernait et de l'y faire connaître. Ces dignitaires de l'église avaient aussi des lettres, lettres scellées et patentes, adressées aux deux rois. De plus, ils furent secrètement investis du pouvoir de fulminer une sentence d'excommunication contre le roi écossais, contre son frère Édouard, et contre tous autres de leurs partisans qu'ils le jugeraient convenable. Arrivés en Angleterre, les cardinaux dépêchèrent deux nonces en Écosse, l'évêque de Corbeil et un prêtre nommé Aumori, pour remettre les lettres du pape au monarque écossais. Les deux révérends nonces, afin de voyager plus à leur aise et avec plus de dignité, prirent la route du nord à la suite de Louis de Beaumont, récemment élu évêque de Durham, qui passait dans son diocèse pour y recevoir la consécration. Mais à un relai de Durham, toute la compagnie fut surprise par une troupe de bandits que commandaient deux chevaliers de la grande route, nommés Middleton et Selby, qui de soldats étaient devenus chefs de brigands. Insensibles au caractère sacré de

ces ecclésiastiques, ils leur enlevèrent jusqu'à leur plus petite pièce de monnaie[40], et laissèrent les deux nonces poursuivre leur chemin vers l'Écosse ; mais emmenant captif l'évêque titulaire, ils ne le relâchèrent pas avant d'avoir extorqué de lui une rançon si forte, que pour la payer, il fallut nécessairement vendre la vaisselle et les joyaux de la cathédrale.

Quoique découragés par le triste accueil qui venait de leur être fait sur le théâtre de la guerre, les nonces finirent par arriver devant Bruce, et lui présentèrent les lettres du pape. Il commanda qu'on lui lût celles qui étaient ouvertes, et en écouta la teneur avec beaucoup de respect. Mais, avant d'ouvrir les épîtres scellées, il s'aperçut qu'elles portaient l'adresse, non du roi, mais du seigneur Robert Bruce, gouverneur d'Écosse. » Je ne les recevrai pas, dit-il, et n'en romprai pas le cachet. J'ai des sujets du même nom que moi, et peut-être quelques-uns d'entre eux sont-ils fonctionnaires du gouvernement. Les lettres du saint père leur sont probablement adressées ; quant à moi qui suis souverain d'Écosse, elles ne me regardent certes pas. » Les nonces s'efforcèrent de pallier la chose ; ils alléguèrent que ce n'était pas la coutume de l'église, tant qu'une controverse restait pendante, de préjuger par un mot ou une expression le droit de l'une ou de l'autre des parties. » C'est à moi, non à Édouard, répliqua Bruce, que la conduite de la sainte église cause préjudice. Ma mère spirituelle me fait tort me refusant le nom de roi sous lequel mon peuple m'obéit ; et si ce n'était que je révère notre mère l'église, je vous répondrais différemment. » Les nonces n'avaient plus qu'à se retirer et à aller rendre compte aux cardinaux de leur mission. Ces digni-

[40] ***Farthing,*** petite monnaie de cuivre écossaise. A. M.

taires résolurent à tout risque d'exécuter les ordres du pape, de publier la bulle, et d'user de leurs pleins-pouvoirs. Mais ne se souciant pas d'exposer leurs révérentes personnes au delà des frontières, ils remirent à Adam Newton, père gardien des moines mineurs, l'importante et assez périlleuse tâche de communiquer à Robert Bruce ce qu'ils avaient tout lieu de regarder comme ne devant pas être pour lui d'agréables nouvelles.

Le père Newton se comporta avec toute la prudence nécessaire. Avant de s'aventurer, lui et les pièces dont il était porteur, sur le territoire écossais, il eut soin d'obtenir un sauf-conduit en règle. Ce fut alors seulement qu'il mit la bulle et les instructions papales sous les yeux de Bruce et de son conseil ; mais, voyant que le titre de roi lui était enlevé, Robert ne voulut ni les écouter ni les ouvrir, et rendit le tout à l'envoyé avec un profond mépris. Le père gardien tenta alors de proclamer au nom du pape la trêve de deux ans. Mais son belliqueux auditoire reçut la communication avec des marques telles de colère et de dédain, que Newton commença à craindre que les preuves du mécontentement général ne se bornassent ni à des paroles ni à des gestes. Il sollicita avec instance la faculté de pénétrer plus avant en Écosse pour y conférer avec certains prélats écossais, ou du moins la garantie de pouvoir regagner Berwick sans péril. Ces deux requêtes furent rejetées, et le malheureux père gardien, recevant ordre de partir immédiatement, dut ne compter sur aucune protection. Les lecteurs devinent sans peine ce qui arriva. Pendant qu'il s'en revenait, le moine tomba entre les mains de quatre brigands qui le dépouillèrent de ses papiers et dépêches, qui déchirèrent, dit-on, la bulle du pape, sans doute afin d'empêcher qu'on ne fît usage de cette copie, et le renvoyèrent à Berwick, sans mal il est vrai, mais horriblement effrayé. Le plus divertissant de

l'affaire est que le moine, à ce qu'il paraît, n'hésita guère à croire que d'une manière ou d'une autre les pièces dont il était porteur avaient passé en la puissance du seigneur Robert Bruce et de ses complices. Ce fut ainsi qu'avec un mélange de fermeté et d'adresse, Bruce éluda une autorité qu'il n'eût pas été politique de combattre ouvertement, et renversa les barrières spirituelles dont Jean XXII, ce servile pontife, voulait l'entourer.

Lorsque le père Adam Newton remit son message à Bruce, ou plutôt proposa de le lui remettre, le roi d'Écosse était campé avec un corps de troupes dans les bois d'Old-Cambus où il mûrissait secrètement une grave entreprise. De toutes les conquêtes septentrionales d'Édouard Ier, Berwick seul demeurait au pouvoir de son infortuné fils. L'importance de cette place était grande comme entrepôt commercial, mais plus grande encore comme garnison et ville frontière, puisque celui des deux rois qui en était possesseur pouvait envahir le royaume de l'autre à plaisir. C'était pour cette raison qu'Édouard Ier avait toujours mis beaucoup de soin à rester maître de la ville et du château ; que toujours il y avait tenu des troupes nombreuses, et qu'Édouard II, qui sous tant de rapports avait négligé les préceptes et la politique de son père, s'était montré fidèle à son exemple en veillant d'un œil jaloux à la sûreté de Berwick. Mais il y avait placé un gouverneur, qui, exerçant une discipline trop rigoureuse, s'était attiré la haine des habitants. Un bourgeois nommé Spalding, qui était sans doute écossais d'origine, comme son nom paraît l'indiquer, et qui certainement avait épousé une écossaise, fut si irrité de quelque mauvais traitement qu'il avait reçu du gouverneur anglais, qu'il résolut, par vengeance, de livrer la place à Robert Bruce. Il forma donc un plan à cet effet, et le communiqua au comte de March, qui avait abandonné la cause an-

glaise et était devenu bon Écossais. Son correspondant soumit la proposition au roi. « Vous avez bien fait de m'en instruire, dit Bruce, avec une finesse qui montre sa connaissance du cœur humain et du caractère de ses généraux : Douglas et Randolph sont rivaux de gloire, et si vous n'aviez confié le secret qu'à l'un d'eux, l'autre aurait cru qu'on le dédaignait ; moi, je mettrai à profit l'habileté de l'un et de l'autre. » En conséquence, il ordonna que ses deux meilleurs capitaines se chargeassent de l'entreprise. D'accord avec Spalding, ils s'approchèrent des murs de la ville une nuit où ce bourgeois était de ronde, et furent secondés par lui dans l'escalade. Quelques-uns de leurs soldats, à peine entrés dans la ville, rompirent leurs rangs pour piller, et donnèrent au gouverneur l'occasion d'une sortie qui, peu s'en fallut, coûta cher aux assaillants. Mais Douglas, Randolph, et un jeune chevalier qui se nommait sir William Keith de Galston, après avoir rudement combattu quelque temps, repoussèrent les Anglais dans l'enceinte du château, qui ne tarda guère à se rendre lorsque le roi en personne se présenta devant lui. Bruce, enchanté d'une telle acquisition, en donna la garde à son courageux gendre, Walter, grand-sénéchal d'Écosse, et fit largement approvisionner la place pour une année, car cinq cents gentilshommes, amis ou parents du grand-maître offrirent leurs services pour augmenter la garnison.

Après s'être ainsi assuré de cette importante capture, Bruce recommença ses ravages dans les provinces septentrionales de l'Angleterre, brûla Northallerton, Boroughbridge, et Skipton-en-Craven, força Rippon à se racheter moyennant mille marcs d'or, et quand il revint de ces incursions dévastatrices, il ne rencontra aucun obstacle, aucune résistance ; ses soldats chassaient leurs prisonniers devant eux « comme des troupeaux de moutons. » De tels passages empruntés aux historiens anglais, rappellent au lecteur

l'invasion des Pictes et des Scots contre les Bretons si peu guerriers du sud.

Mais la prééminence que les Écossais obtinrent pendant ce règne sur les Anglais ne repose pas uniquement sur une supériorité de courage de la part des premiers, quoique sans doute leurs continuelles victoires, en leur inspirant une noble confiance, eussent momentanément refroidi l'ardeur martiale de leurs adversaires : c'est à l'habileté des chefs, c'est à la persévérante unité de plan qu'ils suivirent, que les succès de l'Écosse peuvent être justement attribués. Les discordes qui divisaient la noblesse d'Angleterre étaient souvent terribles, et les querelles publiques du roi et de ses barons n'entravaient pas moins la marche du gouvernement que la défense militaire du royaume. Les six comtés du nord avaient tant souffert depuis tant d'années, qu'ils avaient perdu toute habitude de se défendre, et qu'ils aimaient mieux composer avec les Écossais en leur payant des rançons et des tribus, qu'attendre de leurs compatriotes un faible secours qu'ils ne leur prêtaient qu'avec répugnance. Beaucoup même des habitants de ces comtés, sur qui le joug du vasselage pesait d'autant moins qu'ils étaient proches de la frontière, préféraient se joindre à l'ennemi pour piller des provinces plus septentrionales, que protéger les leurs. Enfin toute la contrée était dans un tel état de mécontentement, de division et d'anarchie, qu'on ne pouvait combiner les forces nationales vers un but commun.

Si nous omettons pour le moment quelques affaires civiles d'une gravité néanmoins considérable, et suivons les événements de la guerre, il nous faut mentionner ici qu'Édouard II, piqué au vif d'avoir perdu Berwick, résolut de tenter un effort désespéré pour reprendre cette importante forteresse. Après avoir conclu un arrangement temporaire

avec ses barons, à la tête desquels était son parent, Thomas, comte de Lancastre, le roi anglais parvint à réunir une puissante armée avec laquelle il investit la place le 24 juillet 1319.

Comme les murailles de Berwick étaient si basses, qu'un homme, en se tenant debout, pouvait porter un coup de lance à un défenseur sur les remparts, on décida qu'une attaque générale serait tentée sur tous les points à la fois. En même temps un vaisseau anglais, rempli de soldats qui devaient, de ses vergues et de ses agrès prendre les créneaux à l'abordage, entra dans l'embouchure de la rivière. Mais lorsque ce navire approchait déjà des murs avec ses vergues disposées en conséquence, il toucha sur un bas-fond et fut aussitôt incendié par les Écossais. L'attaque du côté de la terre, après avoir été soutenue avec courage et repoussée avec obstination pendant plusieurs heures, finit par ne pas être couronnée d'un plus grand succès. Les assiégeants qui avaient perdu beaucoup de monde se retirèrent alors dans leurs tranchées. Le lendemain, ils firent avancer une machine formidable, appelée truie, qui consistait en un vaste hangar formé de grosses poutres et couvert d'un toit incliné comme le dos de l'animal dont elle prenait le nom. Comme la *testudo* ou tortue romaine, la truie, cet abri mobile, était destinée à garantir une troupe de mineurs, tandis qu'appliquant l'extrémité de la machine contre la muraille, ils sapaient les défenses de la place. Les Écossais avaient remis leur salut en l'habileté d'un soldat mercenaire renommé pour sa science comme ingénieur. Cet homme, du nom de John Crab, et Flamand de naissance, avait érigé une immense catapulte, machine propre, comme on sait, à lancer des pierres, et avec laquelle il se proposait de détruire la truie anglaise. L'issue du siége devait probablement dépendre de son adresse, car le nombre des assiégeants était

assez considérable pour tenir les défenseurs occupés sur tous les points à la fois, de sorte que si une partie des murs avait été minée au moyen de la truie, il aurait été difficile de réunir des soldats pour défendre la brèche. L'énorme engin s'avançait lentement vers les murailles ; une pierre, puis une seconde, furent en vain lancées contre lui, et au milieu des clameurs que les deux armées poussaient, ce massif hangar approchait des fortifications. Crab avait enfin calculé sa distance et la force de sa machine ; il lança une troisième pierre : c'était tout un quartier de roc, qui tomba sur la tortue et en brisa les poutres formidables. « La truie anglaise a mis bas ! » s'écrièrent les Écossais triomphants, lorsqu'ils virent les soldats et les sapeurs qu'abritaient ce hangar en sortir et gagner à toutes jambes les tranchées. Puis, jetant sur les débris de la machine une quantité considérable de combustibles enflammés qu'ils avaient eu soin de tenir prêts, ils la réduisirent en cendres. Le grand-sénéchal qui, avec cent hommes de réserve, allait de poste en poste distribuer du secours, avait disposé de tous ses gens, sauf d'un, quand il reçut l'alarmante nouvelle que les Anglais étaient en train de forcer la porte de Ste-Marie. Le brave chevalier, digne d'être ce que le destin avait arrêté qu'il fût, le père d'une race royale, se précipita vers l'endroit indiqué, fit ouvrir à double battant la porte déjà brûlée à demi, et faisant une sortie soudaine repoussa l'ennemi de ce point ainsi que de tous les autres.

Quoique la garnison de Berwick se fût jusqu'alors défendue avec succès, Bruce commença à s'inquiéter pour le cas où le siége traînerait en longueur, et résolut de chercher à secourir son gendre. Attaquer les assiégeants était le mode le plus simple ; mais s'il adoptait ce moyen, sa tentative n'aboutirait nécessairement qu'à un résultat précaire et douteux, car les Anglais étaient protégés dans leur position de-

vant Berwick par de forts retranchements. Ils étaient en outre braves et nombreux ; et rien n'était plus contraire à la tactique adoptée par Bruce que de hasarder une action générale, lorsqu'il pouvait l'éviter, à moins que des circonstances fort avantageuses, qui n'existaient pas ici, ne le poussassent au parti contraire.

Mais il résolut, pour effectuer la délivrance de Berwick, de faire une diversion tellement puissante, qu'Édouard se vît obligé de lever le siége. Dans ce but, quinze mille hommes, que Douglas et Randolph commandaient, franchirent les frontières occidentales de l'Angleterre, puis tournant à l'est, marchèrent précipitamment sur York, afin de surprendre la reine d'Angleterre qui résidait près de cette ville. Isabelle fut informée de leur dessein et se hâta de fuir vers le sud. On peut observer en passant que son mari fut peu obligé envers les gens dont elle reçut les nouvelles qui la mirent à même de prendre la fuite.

Les Écossais se mirent, comme d'usage, à ravager le pays. L'archevêque d'York, en l'absence d'un chef qui fût davantage du métier, prit les armes, et rassembla une armée nombreuse, mais bizarrement mélangée ; car elle se composait en partie de paysans, en partie d'ecclésiastiques, en partie d'hommes qui n'avaient d'habileté et d'ardeur que ce qu'ils pouvaient en emprunter au désespoir. Les Écossais les combattirent avec l'avantage que des capitaines pleins de courage et d'expérience possèdent sur ceux qui ignorent l'art de la guerre, et des soldats vétérans sur des recrues réunies au hasard et indisciplinées. La bataille eut lieu le 20 septembre 1319, près de Milton, sur la rivière de Swale. Par le plus simple des stratagèmes qui consista à brûler quelques tas de foin, les Écossais produisirent une épaisse fumée, à couvert de laquelle une de leurs divisions tourna sans être

vue le flanc de l'armée de l'archevêque, et la prit de dos. Les rangs irréguliers des Anglais, ainsi attaqués par devant et par derrière à la fois, furent immédiatement mis en déroute avec un grand carnage. Trois cents ecclésiastiques restèrent sur le théâtre de l'action ou furent tués pendant la fuite. Beaucoup aussi de fuyards périrent dans les eaux de la Swale où l'ennemi les força de se jeter. Dans la barbare plaisanterie de l'époque, cette bataille, où le clergé fit des pertes si nombreuses, fut appelée la bataille blanche et le chapitre de Milton.

Les nouvelles de ce désastre obligèrent bientôt Édouard à lever le siége de Berwick et à marcher au sud dans l'espoir de couper aux Écossais le passage lorsqu'ils voudraient abandonner l'Yorkshire. À dire vrai, les barons du nord, avec le comte de Lancastre à leur tête, sachant leurs domaines exposés à un ennemi victorieux et infatigable, ne laissèrent aucune alternative à Édouard, mais déguerpirent avec leurs vassaux sans attendre sa permission. Douglas et Randolph, qui n'avaient que des troupes légères sous leurs ordres, ne se souciaient aucunement d'avoir à se mesurer avec l'armée royale d'Angleterre. Ils évitèrent donc l'ennemi en se retirant vers leur propre contrée par les frontières occidentales, chargés de captifs et de butin : ils avaient pillé dans cette incursion quatre-vingt-quatre villes ou villages. Vers la fin de la même année, Douglas recommença ses déprédations dans le Cumberland et le Westmoreland, et revint encore avec un nombre inouï de prisonniers et de bestiaux ; il détruisit même les récoltes qu'il trouva dans les fermes. On dit que le nom de ce chef terrible et toujours heureux était devenu si formidable que les mères avaient coutume, dans les contrées du nord, pour imposer silence à leurs enfants lorsqu'ils criaient, de les menacer de Douglas le Noir.

Ces sinistres événements amenèrent une trêve de deux années, à laquelle Bruce, qui avait beaucoup à faire pour établir l'ordre dans l'intérieur de son royaume consentit avec joie. La fixation du mode d'héritage au trône, dont l'incertitude avait causé tant de malheurs, et le succès d'une réconciliation avec le pape, étaient les principaux buts civils à atteindre. Le premier, sans doute, avait déjà été atteint en partie, et d'autres mesures importantes et relatives avaient été prises ; mais la mort d'Édouard Bruce rendait quelques changements nécessaires.

Un parlement fut donc convoqué à Scone en 1318, et pour premier acte s'engagea non seulement à garder au roi une inviolable fidélité, mais encore à lui prêter secours contre tous mortels qui menaceraient les libertés d'Écosse, ou contesteraient son droit royal, quelque éminentes que fussent l'autorité, la puissance et la dignité de l'opposant, expressions particulières qui désignaient le pape. Tout individu né en Écosse, qui manquerait à son serment d'allégeance, fut déclaré traître sans rémission. Comme Édouard Bruce était mort sans héritiers directs, et que Marjory, alors unique enfant de Bruce, était aussi décédée, le tout jeune prince Robert, fils de feu cette princesse et de son mari le grand-sénéchal d'Écosse, et petit-fils de Robert, fut reconnu comme devant succéder au trône, à défaut par le roi de laisser des enfants mâles. La régence du royaume fut confiée à Thomas Randolph, et pour le cas qu'il mourût, à James, seigneur de Douglas. Des règles qui déterminaient la succession à la couronne furent établies, et portèrent en substance que l'héritier mâle le plus proche du roi en ligne directe lui succéderait ; qu'à défaut de celui-ci, ce serait la femme la plus proche de la même ligne ; et à défaut de toute cette ligne, l'héritier mâle le plus proche dans la ligne collatérale : car on porta toujours respect au droit de parenté, à la

faveur duquel le roi Robert lui-même était parvenu au trône.[41]

Un règlement fut ensuite rédigé au sujet des armes. Comme chaque citoyen peut être appelé à servir pour défendre son pays, tous les Écossais furent tenus de s'armer selon leur rang et leurs moyens. Tout individu qui possédait en terre un revenu annuel de dix livres, fut requis d'avoir toujours prêts une jaquette de buffle et un casque d'acier ; ceux dont le revenu était moindre purent substituer le fer pour le derrière et le devant de la cuirasse, ainsi que pour la coiffure. Ces différentes personnes furent obligées d'avoir des gantelets, une épée et une lance. Quiconque était propriétaire d'une vache dut se munir d'un arc et d'un carquois de flèches ou d'une pique. On n'arrêta rien touchant les cavaliers. Les grands vassaux de la couronne eurent sans doute à se présenter au combat comme gens d'armes ; mais la politique de Robert Bruce fit reposer la principale défense de l'Écosse sur son infanterie. On adopta de sages et humaines mesures pour d'une part aviser à l'approvisionnement des troupes lorsqu'elles allaient à l'armée du roi ou en revenaient, et de l'autre pour que ces allées et venues de soldats fussent le moins désastreuses possible aux contrées qu'ils traversaient. Les habitants furent obligés de leur fournir les provisions nécessaires, mais

---

[41] Voir l'histoire d'Écosse de Tytler, t. I^er^, page 353. M. Kerr, dans une bonne histoire de Robert Bruce, remarque que ces règlements en certains cas supposés, étaient d'une application difficile. Il semble qu'on y ait laissé de l'ambiguïté à dessein, puisque adopter distinctement les règles modernes du droit de succession, eût été jeté des doutes sur le titre en vertu duquel le grand-père du roi, le compétiteur Robert, avait réclamé la couronne, et par suite duquel le roi lui-même la portait. W. S.

contre de l'argent. Toute fourniture d'armes ou de vivres à l'Angleterre fut rigoureusement prohibée sous peine de mort.

Les droits et l'indépendance de l'église écossaise furent hardiment proclamés, par vengeance sans doute de la malveillance du pape envers Bruce. Les ecclésiastiques du royaume ne purent payer aucun tribut à la cour de Rome. Enfin, les Écossais résidant à l'étranger ne purent dépenser leurs revenus hors de l'Écosse. Telles furent les patriotiques mesures adoptées par le parlement qui s'assembla à Scone en 1318.

Le hautain pontife, Jean XXII, avait été cruellement offensé de la manière dont Bruce avait négligé ses injonctions, à propos d'une trêve, et refusé de recevoir les lettres qu'il lui avait écrites. En 1318, il ordonna aux deux cardinaux de publier les bulles d'excommunication dès long-temps préparées contre Bruce et ses adhérents. Les raisons alléguées furent que le gouverneur d'Écosse, comme Sa Sainteté affectait d'appeler le roi, avait pris Berwick pendant la trêve papale ; qu'il n'avait pas voulu admettre en sa présence les nonces des légats ; et même on fit allusion à certains motifs secrets que le pape jugea convenable de taire pour le moment, mais dont les principaux furent peut-être des pensions accordées par Édouard au frère et aux neveux de Sa Sainteté, ainsi qu'à quelques cardinaux influents qui jouissaient de la faveur et de la confiance du pontife. Ni l'Église, ni le peuple d'Écosse ne firent attention à ces bulles, que les légats publièrent cependant avec toute la solennité d'usage. La flamme de la liberté et de l'indépendance nationale brûlait avec trop de force et d'éclat pour s'éteindre au souffle de Rome.

Édouard s'efforça en vain d'exciter d'autres princes et d'autres contrées à faire chorus avec lui et le pape pour le cri de réprobation qu'ils tâchaient d'élever contre Robert Bruce et son royaume. Il s'adressa au comte de Flandre et à divers seigneurs, à divers états du même pays, en les priant de rompre toute relation commerciale avec les Écossais, ce peuple rebelle et excommunié ; mais les Hollandais, qui prospéraient à entretenir un libre négoce avec tout le monde, rejetèrent froidement et péremptoirement la proposition.

Le pape s'obstina dans sa colère, et comme elle éclata de nouveau à la suite précisément de la retraite d'Édouard et de la trêve que ce monarque avait conclue avec l'Écosse, il y a tout lieu de croire que si le saint père reprit ses sévères mesures, ce fut pour complaire au roi anglais qui s'efforça ainsi de maintenir une guerre spirituelle contre Bruce après avoir déposé ses armes temporelles. À dire vrai, on verra que Robert allégua les machinations d'Édouard près la cour de Rome comme excuse d'avoir lui-même violé la trêve. Ces intrigues, au reste, furent couronnées de succès ; le pape lança encore une fois les foudres de ses excommunications contre Bruce et ses partisans, dans une bulle d'une énorme longueur ; et l'inefficacité qui avait accompagné jusque-là les efforts de son ressentiment avait tellement irrité le pape, que les prélats d'York et de Londres reçurent l'ordre de réitérer la cérémonie avec cloches, chantres et cierges[42], tous les dimanches et toutes les fêtes de l'année.

---

[42] ***With bell, book and candle,*** dit le texte, formule consacrée par l'ancien rituel, et qui rappelle que l'excommunication devait être prononcée au son des cloches, des cierges allumés et des chants du chœur. A. M.

Le parlement d'Écosse prit alors sur lui de répondre au pape pour défendre sa conduite et celle de son souverain. Huit comtes et trente et un barons écossais se réunirent à Aberbrothock ou Arbroath, le 6 avril 1320, avec les grands officiers de la couronne et d'autres seigneurs, puis, au nom de tous les habitants de l'Écosse, apposèrent leurs signatures et leurs sceaux à un manifeste ou mémoire plein de chaleur, dans lequel une forte dose de bon sens et un mâle esprit de liberté percent au travers d'arguments propres à l'ignorance du siècle.

Cette fameuse pièce commençait par une énumération des preuves de l'ancienneté prétendue de la nation écossaise. On y avait détaillé comment elle était descendue de Scota, fille de Pharaon, roi d'Égypte, et avait été convertie au christianisme par saint André, l'apôtre. Venait alors la longue et barbare liste de noms chrétiens et païens qui, vrais ou faux, composaient la généalogie de la famille royale. Après avoir émerveillé, à ce qu'ils croyaient sans doute, le souverain pontife par les titres de leur nation à une antique origine, ce dont les Écossais ont été de tout temps plus que passablement jaloux, ils continuaient dans un noble ton d'indépendance. L'injuste intervention d'Édouard I^er^ dans les affaires d'un peuple libre et les calamités que son ambition avait attirées sur l'Écosse étaient peintes avec vigueur ; le joug auquel sa tyrannie avait soumis la contrée était représenté comme une seconde servitude d'Égypte, d'où leur souverain d'alors, comme un autre Josué ou un autre Machabée, les avait tirés victorieusement par sa valeur et sa prudence. Ils déclaraient que la couronne appartenait à Bruce par le droit de la naissance, par l'empire du mérite, et par la libre volonté du peuple qui la lui avait placée sur la tête. Mais encore, ajoutaient-ils en propres termes, ils ne continueraient pas d'obéir même à ce monarque tant chéri

et tant respecté, s'il manifestait la moindre disposition à soumettre la couronne ou son peuple à l'hommage ou à la dépendance de l'Angleterre ; mais en pareil cas ils feraient tout leur possible pour lui résister et le chasser du trône : « Car, porte textuellement la lettre, tant qu'une centaine d'Écossais aura des moyens de résistance, ils combattront pour la liberté qui leur est plus chère que la vie. » Ils demandaient que le pape ne faisant aucune distinction des personnes, non plus que le ciel dont il était le vice-roi, exhortât le monarque d'Angleterre à se contenter de ses beaux domaines qui avaient été autrefois réputés assez vastes pour former sept royaumes, à ne plus tourmenter ni opprimer un pauvre peuple, son voisin, dont l'unique désir était de vivre libre et indépendant sur la terre lointaine que le sort lui avait assignée pour patrie. Ils rappelèrent au pape que son devoir était de travailler à la pacification générale de la chrétienté, pour que toutes les nations pussent alors tenter une croisade en commun et aller reconquérir la Palestine, projet qu'eux et leur monarque brûlaient d'exécuter, si la guerre anglaise ne les en eût empêchés. Il terminaient par déclarer solennellement que si, après cette protestation, sa Sainteté favorisait encore les desseins de l'Angleterre pour l'oppression de l'Écosse, sur elle seule devraient retomber toutes les pertes de vie mortelle et d'immortelle félicité qu'occasionnerait une guerre tout à fait exterminatrice. Enfin les prélats et les barons écossais protestaient de leur obéissance spirituelle au pape, et s'en remettaient du triomphe de leur cause au Dieu de vérité, avec la ferme espérance qu'il leur enverrait la force de défendre leurs droits et de confondre les ruses de leurs ennemis.

Lorsque l'excommunication papale eut été ainsi réduite à néant et déliée par la voix du peuple écossais, lorsque les nobles parurent bien résolus à faire triompher les droits de

leur souverain et la justice de leur cause, le pontife se montra plus accessible aux ambassadeurs écossais qu'on envoya conférer avec lui ; et comme le roi de France proposa également sa médiation, le pape se mit en devoir d'établir, sur des bases plus équitables, la paix entre l'Angleterre et l'Écosse. Il est néanmoins probable que les souverains principalement intéressés désiraient l'un et l'autre attendre l'issue de certaines intrigues sombres et mystérieuses qu'Édouard et Robert savaient tous deux exister à la cour de leur ennemi.

Parlons d'abord des mécontentements intérieurs de l'Écosse. Malgré la grande popularité de Bruce, qui est prouvée par la lettre dont nous venons de donner l'analyse, il y avait eu tant de discordes, tant d'intérêts séparés, tant de querelles avant qu'il montât sur le trône ; et par sa persévérance à détruire le pouvoir des barons qui soutenaient l'Angleterre, il avait causé une irritation telle, que nous ne devons pas être surpris qu'il y eût dans la masse du peuple, des gens qui portassent à leur roi des sentiments tout autres que ceux de l'amour et du respect, quoique ceux-ci prévalussent parmi la généralité des habitants. Les idées d'envie et de malveillance aboutirent à un complot dans lequel David de Brechin, neveu du roi, avec cinq autres chevaliers et trois écuyers, tous hommes de rang et d'influence, se liguèrent secrètement pour quelque crime de haute trahison. Ils étaient convenus, à ce qu'il paraît, d'assassiner le roi et de mettre sur le trône William de Soulis, ***sommelier***[43] héréditaire d'Écosse. Le grand-père de cet ambitieux chevalier, Nicolas de Soulis, avait été prétendant à la couronne comme petit-fils de Marjory, fille d'Alexandre II et femme d'Alan Dure-

[43] ***Butler,*** dit le texte. A. M.

ward ; ce qui en effet lui eût donné un droit incontestable si son aïeule avait été légitime, Sir William avait été lui-même chargé récemment de maintenir la trêve le long des frontières, et sans doute qu'alors débauché par les agents d'Édouard, il s'était laissé aller à entrer dans une conspiration aussi criminelle qu'insensée, comme l'événement le prouva.

La comtesse de Strathern, à qui le secret du crime fut confié, le dévoila par crainte ou par remords. On arrêta les conspirateurs et on les fit juger par le parlement. Sir William de Soulis et la comtesse furent condamnés à une prison perpétuelle. La peine de mort fut portée contre David de Brechin, sir William Malherbe, sir John Logie, et un écuyer du nom de Richard Brown, qui la reçurent sans délai. Quatre autres des principaux coupables eurent aussi à défendre leur tête, mais furent acquittés. Quoique l'acquittement de ces individus et la clémence montrée à l'égard du chef de la conspiration donnent tout lieu de croire que la procédure fut conduite avec équité, sinon avec douceur, cependant on était alors si peu accoutumé à regarder le projet d'un simple changement de gouvernement ou d'une simple innovation dans l'état comme une chose méritant la mort, que le châtiment porté en cette occasion semble avoir passé généralement pour sévère, et que le bas peuple donna le nom de ***parlement noir*** à celui dont les arrêts avaient tant versé de noble sang. Le siècle, si habitué qu'il fût au carnage sur les champs de bataille, était moins familier avec la peine capitale infligée en exécution des lois.

Le sort de David de Brechin excita beaucoup de sympathie publique. Il était jeune, brave, allié à la famille royale, et s'était distingué par ses exploits contre les infidèles dans la terre-sainte. De tels motifs suffirent pour entourer à cette

époque le noble condamné d'un charme qui intéressa la populace en sa faveur et l'empêcha de comprendre son crime, de même que l'extérieur d'un avenant jeune homme qui va subir le châtiment d'un délit moindre séduit un groupe de spectateurs modernes. Mais à l'exception des attraits de la naissance, de la jeunesse et de la valeur, il n'est presque rien qui doive apitoyer les auteurs d'aujourd'hui sur le sort mérité de David de Brechin. Il avait dans l'origine servi la cause anglaise, et secondé Comyn, comte de Buchan, dans son ardente et vindicative poursuite de Robert Bruce à travers l'Aberdeenshire en 1308. Si à dire vrai il passa sous la bannière de son oncle après la bataille d'Old-Meldrum, comme Barbour le prétend, il faut qu'il ait encore changé une autre fois de parti, car en 1302 il recevait une pension de l'Angleterre et était gouverneur de Dundee pour Édouard. Vers 1315, on le retrouve prisonnier de guerre en Écosse ; et quoique probablement il soit resté par la suite fidèle à son oncle, néanmoins le nom de ce chevalier n'apparaît dans aucun de ces héroïques exploits qui ont illustré la guerre des années suivantes. Il est présumable que Robert Bruce n'avait pas confiance en lui, et cette considération explique peut-être, mais sans l'excuser, pourquoi il entra dans une entreprise contre la vie d'un proche parent qui avait rendu la liberté à son pays. Quoi qu'il en soit, la mort du jeune homme excita dans le public un profond chagrin. Sir Ingram d'Umfraville donna en cette occasion un exemple de ce que nous avons avancé plus haut touchant la légèreté avec laquelle les chevaliers de l'époque adoptaient pour patrie tantôt une contrée, tantôt une autre, et juraient successivement fidélité à plusieurs souverains. « Je ne resterai pas, dit sir Ingram, sur une terre où un chevalier si noble a subi pour une cause si futile une mort si honteuse et si cruelle ! » En conséquence il quitta l'Écosse après avoir demandé et obtenu la

permission que Robert Bruce lui accorda généreusement, de disposer à son gré de ses domaines écossais, et alla mettre son épée et sa fidélité au service de l'Angleterre. On n'imagine pas facilement jusqu'où sir Ingram d'Umfraville pouvait concevoir que les priviléges de la chevalerie s'étendissent. C'était la quatrième fois que lui-même avait changé de parti : il avait porté les armes sous Wallace, et pendant la régence écossaise d'ensuite ; puis il était devenu anglais et avait été, à la bataille de Bannockburn, un des chevaliers choisis pour tenir la bride du roi. Cette victoire ramena sir Ingram à la cause écossaise, mais il la quitta définitivement par pitié et par intérêt pour David de Brechin, peut-être aussi par quelque secrète inquiétude concernant le sort qui pourrait un jour lui être réservé à lui-même, lorsque des traîtres étaient livrés aux mains du bourreau.

De même que la conspiration de William de Soulis et de ses complices était probablement connue d'Édouard d'Angleterre, de même il est presque certain que Robert Bruce fut instruit de celle que Thomas, comte de Lancastre, tramait contre le premier monarque. De là vient sans doute que des commissaires nommés par les deux peuples se séparèrent sans avoir pu s'entendre sur les conditions auxquelles la trêve devrait être remplacée par une paix durable. Édouard en cette circonstance s'efforça de nouveau d'allumer le ressentiment du pape contre l'Écosse ; mais, soit que le pontife fût encore ému de la lettre si ferme des barons écossais, soit qu'il jugeât maladroit d'exposer son artillerie spirituelle au mépris en la faisant jouer pour ne produire aucun effet, une chose sûre est qu'il joua un rôle plus impartial dans la controverse, et qu'il prit à l'égard du royaume le plus faible un ton plus conciliatoire.

Il faut maintenant revenir à l'histoire d'Angleterre. Les vices principaux du faible gouvernement d'Édouard étaient son penchant à combler certaines personnes de sa faveur, sa paresse, son amour du plaisir, et sa négligence des affaires publiques. Les premiers troubles de son règne étaient venus de son excessive prédilection pour un chevalier de Gascogne nommé Pierre Gaveston. Quand la puissance de ce favori eut été détruite, et lui-même mis à mort par une ligue de la noblesse commandée par Thomas, comte de Lancastre, le roi sembla quelque temps disposé à vivre en bonne harmonie avec ses sujets. La mauvaise étoile d'Édouard, cependant, voulut qu'il rencontrât un autre Gaveston dans Hugues Despenser, qui s'empara comme le gascon et abusa comme lui des bonnes grâces de son facile maître. Se voyant aussi odieux à la noblesse que Gaveston l'avait jamais été, Despenser tâcha de stimuler la vengeance du roi contre les nobles par qui ce favori avait été mis à mort et surtout contre Lancastre. Le comte, de son côté, sachant à quoi la haine implacable de son souverain l'exposait, se laissa entraîner au crime, néanmoins sans excuse, de s'unir à des étrangers et à des ennemis pour cabaler contre son prince naturel, et cela en dépit de la foi qu'il lui avait jurée.

Une alliance offensive et défensive fut donc formée entre le comte et les nobles d'Écosse, Randolph et Douglas, à condition que les Écossais d'une part envahiraient l'Angleterre pour favoriser les projets du comte de Lancastre, et que de l'autre, les Anglais, en retour de cette fraternelle assistance, emploieraient leur crédit à obtenir une paix équitable entre l'Angleterre et l'Écosse. S'il y eut, comme il semble probable, d'autres stipulations, elles demeurèrent secrètes.

Le comte de Lancastre convoqua ses amis et leva l'étendard de la révolte ; mais il n'avait pas suffisamment combiné ses mesures avec celles des Écossais. Il semble aussi que, comme il arrive souvent, une jalousie mutuelle s'éleva entre les conspirateurs indigènes et leurs auxiliaires étrangers. Déconcertés d'apprendre que le roi marchait contre eux, les rebelles se jetèrent dans la ville de Pontefract ; puis, tandis que le comte, après en être sorti, tâchait de se frayer un passage vers son château de Dunstanborough dans le nord, il fut attaqué par sir André Hartcla, gardien des frontières occidentales, et par sir Simon Ward, shérif d'Yorkshire. Vaincu, il fut immédiatement jugé, condamné à mort et décapité ; mais plus tard on l'adora comme un saint, quoiqu'il eût péri comme coupable de haute trahison.

Cet éclair de succès qui, après tant de défaites, brilla sur les armes d'Édouard parut lui inspirer, car il était d'un caractère vif et ardent, l'espoir de vaincre tous ses ennemis. Comme jamais la sécurité d'un roi n'est plus grande que quand il vient de découvrir et d'étouffer une conspiration, Édouard écrivit au pape de ne plus se donner d'embarras pour établir une trêve ou une paix avec l'Écosse, attendu qu'il voulait la mettre de force à la raison.

CHAPITRE XII.

Préparatifs d'Édouard pour envahir l'Écosse. – Incursions des Écossais dans le Lancashire. – Les Anglais entrent en Écosse. – Robert Bruce ravage la contrée, et évite une bataille. – Les Anglais sont obligés de battre en retraite. – Robert envahit l'Écosse à son tour, et défait le roi d'Angleterre près de l'abbaye de Biland. – Trahison et mise à mort de sir André Hartcla. – Trêve de treize ans. – Négociation de Randolph avec le pape. – Fixation de la couronne d'Écosse. – Déposition d'Édouard II. – Robert se décide à rompre la trêve sous prétexte qu'elle a été rompue par l'Angleterre. – Édouard III rassemble son armée à York, avec un formidable corps d'auxiliaires. – Douglas et Randolph s'avancent dans le Northumberland à la tête d'une armée de troupes légères. – Édouard pénètre jusqu'à la Typre sans pouvoir rencontrer les Écossais. – Récompense promise à quiconque donnera nouvelle de leurs mouvements ; elle est réclamée par Thomas de Rokeby. – Les Écossais sont enfin trouvés, mais dans une position inaccessible, et ils refusent le combat. – Ils lèvent leur camp et vont s'établir à Stanhope-Park. Douglas attaque les Anglais de nuit. – Les Écossais se retirent, et l'armée anglaise est licenciée. – Soudain les Écossais envahissent de nouveau l'Angleterre. – Une pacification a lieu ; ses articles particuliers. – Maladie et mort de Bruce. – Réflexions sur sa vie et son caractère. – l'effet produit sur le naturel des Écossais pendant son règne.

Le roi Édouard fit sur une vaste échelle ses préparatifs de campagne. Il exigea que l'Aquitaine et les autres provinces françaises appartenant à l'Angleterre lui envoyassent des soldats, des armes, des vivres, et obtint l'autorisation du parlement pour lever dans toute l'étendue de son royaume, des troupes considérables. Les recrues se firent sur le pied d'un homme par chaque village et chaque hameau, avec un nombre proportionnel pour les bourgs où se tenait un marché et pour les villes. D'immenses subsides, pour les frais de l'expédition, furent aussi accordés. Mais, tandis qu'Édouard se préparait encore, les Écossais avaient déjà commencé d'agir. Randolph franchit la frontière occidentale avec des troupes à qui le chemin en était devenu familier ; et à peine fut-il de retour que le roi lui-même, à la tête d'un corps nombreux, pénétra, par l'ouest aussi, dans le Lancashire, et ravagea le pays de tous côtés. Bientôt Douglas et Randolph qui avaient passé la frontière plus à l'est, le rejoignirent avec une seconde division ; alors ils parcoururent ensemble la vallée de Furress, dévastant tout sur leur passage et remplissant leurs chariots des richesses les plus précieuses de l'Angleterre. Ce ne fut que le 24 juillet, après avoir consacré vingt-quatre jours à cette course dévastatrice, qu'ils revinrent en Écosse.

On était au mois d'août 1322, quand Édouard se mit en marche vers le nord avec une brillante armée qui aurait peut-être remporté la victoire à Bannockburn, si on y avait combattu une seconde fois. Mais comme Bruce n'était pas alors engagé à se mesurer dans une bataille en règle avec les Anglais, la réputation de ses armes ne pouvait souffrir aucun déshonneur de ce qu'il évitait un tel risque, et ses vues profondes en politique militaire lui recommandaient d'éluder le combat. Il ravagea soigneusement toutes les frontières jusqu'au golfe de Forth, et força même les habitants à se re-

tirer dans les montagnes avec tout ce qu'ils avaient de précieux. Aussi, lorsque l'armée anglaise entra, ne trouva-t-elle plus qu'une terre de désolation que la famine semblait garder. Le roi s'avança jusqu'à Édimbourg sans obstacle. Les soldats, chemin faisant, ne rencontrèrent qu'un bœuf boiteux. « Est-ce tout ce que vous avez pris ? » demanda le comte Warenne à ceux qui revenaient avec un si chétif butin. « Par ma foi, jamais viande n'aura coûté si cher. » À Édimbourg, les Anglais apprirent que Bruce avait réuni ses forces à Cubross, où il restait à épier les mouvements des envahisseurs. Ceux-ci avaient cru trouver leurs vaisseaux dans le golfe, et les y attendirent trois jours. Des vents contraires les avaient retenus, les soldats souffrirent de la faim, et Édouard fut obligé de battre en retraite sans avoir vu un seul ennemi. Ils revinrent par les couvents de Driburg et de Melrose où ils tuèrent ceux des moines à qui leurs infirmités ne permirent pas de fuir, violèrent les sanctuaires, et pillèrent tous les vases sacrés[44]. Ces crimes dénotent un degré de licence qui, dans une armée, manque rarement de tourner à sa propre perte. Quand les soldats anglais, après beaucoup de privations, retrouvèrent dans leur propre pays l'abondance de toutes choses, ils se livrèrent à de tels excès, que soixante mille d'entre eux moururent d'inflammations d'entrailles et que d'autres eurent leur santé compromise pour le reste de leurs jours.

Robert Bruce se hâta de venger par une invasion sur le territoire ennemi celle qu'il avait jugé prudent de laisser faire sur le sien sans s'y opposer. Il traversa la Tweed à la tête de

[44] L'effet de ces ravages fut réparé par la restauration de l'église abbatiale de Melrose dont les magnifiques ruines montrent encore les plus beaux échantillons d'architecture gothique. W. S.

son armée, et tâcha de prendre le château de Norham, mais il n'y put réussir. Toutefois il apprit que le roi d'Angleterre réunissait et réparait ses forces à l'abbaye de Biland près Malton ; et comme les Écossais, quoiqu'ils combattissent à pied, se servaient généralement dans leurs voyages de petits chevaux d'une vigueur et d'une agilité extraordinaires, Robert, par une marche forcée, se plaça soudain et à l'improviste en face de l'armée anglaise. Mais elle était rangée dans un ordre admirable sur le versant d'une haute colline où l'on ne pouvait arriver que par une seule route, étroite, escarpée et difficile. Bruce commanda à Douglas de débusquer les Anglais de leur position. Tandis qu'il marchait à l'attaque, il fut joint par Randolph et quatre écuyers qui offrirent de combattre sous lui. Sir Thomas Ughtred et sir Ralph Cobham, qui s'étaient portés en avant de l'armée anglaise pour défendre le passage, firent une rude et sanglante résistance. Mais Bruce, de même qu'à la bataille de Cruachan-Ben, tourna l'ennemi au moyen d'un corps de Highlandais, qui, accoutumés à la guerre des montagnes, gravirent la colline à certaine distance du théâtre de l'action et attaquèrent les Anglais par le flanc et le dos. Le roi Édouard ne parvint à gagner Bridlington qu'avec la plus grande peine, après avoir laissé derrière lui tous ses équipages et son trésor. Jean de Bretagne, comte de Richmond, et Henri de Sully, grand-sommelier de France, furent faits prisonniers. Il paraît que, dans quelque occasion récente, le comte avait parlé avec impolitesse de Bruce ; le roi, établissant donc une distinction entre lui et le reste des captifs français, ordonna que Richmond fût sévèrement gardé, et ne vit dans les autres que d'honorables chevaliers qui cherchaient des aventures et des batailles, non qu'ils en voulussent à sa personne, mais simplement pour augmenter leur réputation dans la chevalerie. Le grand-sénéchal d'Écosse, à la tête de cinq cents gens

d'armes écossais, poursuivit l'armée en déroute jusque sous les murs d'York, et en véritable chevalier, (c'était la phrase alors en usage) y demeura jusqu'au soir dans l'espérance que quelqu'un en sortirait pour combattre. Les Écossais ramassèrent alors un immense butin dans la contrée, et s'en revinrent de nouveau vers leur patrie, chargés de dépouilles.

La fidélité d'André de Hartcla, qui avait rendu au roi Édouard l'important service d'étouffer l'insurrection du comte de Lancastre, lui avait valu le titre de comte de Carlisle et beaucoup d'autres faveurs royales. Il paraît que le souvenir de ces récompenses ne l'empêcha point de former, contre le prince qui les lui avait accordées, une conspiration semblable à celle de Lancastre qu'il avait principalement contribué lui-même à déjouer. Ce deuxième complot fut découvert, et le comte de Carlisle mis en jugement. On l'accusa de haute trahison pour avoir conclu avec le roi écossais, un traité par lequel il s'engageait à l'affermir dans la possession de l'Écosse. En retour, Bruce devait aider Hartcla et ses complices à exécuter en Angleterre certains projets qui sans doute étaient la destruction du pouvoir de Despenser. Le comte de Carlisle fut dégradé des honneurs de la noblesse et de la chevalerie, et mourut de la mort des traîtres à Carlisle même, le 2 mars 1322.

La persuasion des embarras dont il était entouré, et une nouvelle preuve de l'esprit de révolte qui régnait parmi ses affidés, firent qu'enfin Édouard désira sérieusement une longue trêve comme préliminaire d'une paix durable avec l'Écosse. Henri de Sully, le chevalier de France fait prisonnier près l'abbaye de Biland, servit de médiateur, et une trêve se signa en un lieu appelé Thorpe. La ratification, datée de Berwick le 7 juin 1323, en fut faite par Bruce sous le

caractère formel et avoué de roi d'Écosse, et acceptée ainsi par le monarque d'Angleterre. Elle devait durer treize ans.

Bruce eut alors le loisir de songer à se remettre en paix avec Rome, et il n'y manqua point car si l'excommunication qui pesait sur lui n'avait pas grande importance dans ses propres domaines, elle devait lui être fort désavantageuse dans ses relations avec les autres états et royaumes d'Europe. Le roi envoya donc à Rome son neveu, le célèbre Randolph, comte de Moray, qui mena la négociation avec tant de tact et d'habileté, qu'il décida le saint père à écrire à son royal cousin, une lettre où il lui donnait le titre si longtemps refusé de roi d'Écosse. La délicatesse de la discussion était si grande, que nous sommes surpris de voir un guerrier du nord qui avait à peine respiré d'autre air que celui du champ de bataille, capable de prétendre et de parvenir à un tel avantage sur le subtil prêtre italien dans son propre art de la diplomatie. Mais les qualités qui constituent un talent militaire de premier ordre sont les mêmes que celles d'un parfait politique. La finesse, pour combiner les plans d'attaque, la prudence, pour prévoir et déjouer ceux de son antagoniste, le sang-froid et la sagacité, pour apercevoir et saisir chaque occasion favorable, doivent se trouver au même degré dans l'un comme dans l'autre. Le roi d'Angleterre fut extrêmement irrité contre le pape, et intrigua tant à Rome pour reconquérir son influence et en user au préjudice de Robert, que ses machinations secrètes près cette cour furent plus tard alléguées par les Écossais comme motif de leur violation de la longue trêve conclue entre les deux pays.

Randolph déploya encore ses talents diplomatiques dans la négociation d'une ligue que les circonstances de l'époque semblaient nécessiter absolument entre la France et l'Écosse, et qui fut en effet conclue. Cette alliance fran-

çaise engendra une foule d'événements qui furent fort préjudiciables à l'Écosse dans les siècles postérieurs, et obligea plus d'une fois le pays à combattre les Anglais, lorsque son intérêt manifeste eût été de demeurer neutre. Mais ces fâcheuses conséquences ne furent pas si palpables pour les Écossais, que l'avantage immédiat de s'assurer l'aide et le soutien d'une riche et puissante nation qui, comme eux-mêmes, était l'ennemie naturelle de l'Angleterre. Ce traité avec la France, dont les suites funestes se développeront dans l'histoire subséquente de l'Écosse, était à la fois offensif et défensif ; mais devait n'avoir d'effet et n'être obligatoire de la part de l'Écosse qu'à l'expiration de la trêve de Berwick.

Les Écossais jouirent alors, ce dont leurs orageuses annales n'offraient pas d'exemple, de quelques années d'une paix non interrompue. Divers changements survinrent dans la famille royale ; le premier et le plus heureux fut la naissance à Bruce d'un fils qui plus tard succéda à son père sous le nom de David II. Mais la mort du gendre du roi, le vaillant Walter, diminua la joie de cet événement. Sa femme, la princesse Marjory, était morte en 1316, peu après avoir elle-même donné le jour à un enfant mâle. La conduite du grand-sénéchal d'Écosse à Bannockburn, malgré son extrême jeunesse, au siége de Berwick, où il défendit la place contre toutes les forces de l'Angleterre, à Biland-Abbey, et en d'autres occasions, l'avait mis au premier rang des guerriers écossais de cette héroïque période.

Par suite de ces changements survenus dans la famille du roi, un parlement fut réuni à Cambuskenneth en juillet 1326, et il est digne de remarque que les représentants des bourgs royaux y furent admis pour la première fois ; signe certain du rétablissement de la prospérité du pays qui avait

toujours marché de front avec l'accroissement de l'importance des villes, ou plutôt y avait contribué.

Dans ce parlement les états prêtèrent serment de fidélité au petit David, fils de Robert Bruce, et, pour le cas où il mourrait sans héritiers, à Robert Stuart, fils de Walter Stuart, si récemment mort et pleuré, et de Marjory, aussi décédée, fille de la première femme de Bruce. Le même parlement octroya au roi un dixième des revenus de toutes les terres du royaume d'Écosse, qui serait levé d'après les évaluations faites sous le règne d'Alexandre III.

En l'année 1327, il se fit dans le gouvernement d'Angleterre une révolution qui exerça beaucoup d'influence sur les rapports de ce royaume avec l'Écosse. Les quelques partisans du comte de Lancastre qui avaient demeuré dans l'état se liguèrent à cette époque avec l'ambitieuse reine Isabelle et son favori Mortimer, et parvinrent à dépouiller Édouard II de son autorité souveraine, ce que la même faction avait en vain tenté sous Lancastre et sous Hartcla. Le malheureux roi, plus faible qu'obstiné, abdiqua alors de force en faveur de son fils Édouard III, et ainsi détrôné, fut jeté en prison où enfin on l'assassina cruellement.

Il est probable que si Robert Bruce se détermina à profiter des troubles occasionnés en Angleterre par cette convulsion, à enfreindre la trêve et à recommencer la guerre, ce fut pour obtenir de ses adversaires une paix avantageuse. Il ne manquait pas de prétextes suffisants pour agir de la sorte, mais on peut douter qu'il en eût fait usage si l'occasion de reprendre les armes contre un royaume gouverné par un enfant et divisé par des factions ne lui avait pas semblé si propice. Toutefois, ses motifs apparents furent que, quoiqu'un article du traité de Thorpe, ratifié à Berwick, portât que

l'excommunication spirituelle prononcée contre Bruce serait suspendue jusqu'à la fin de la trêve, Édouard n'en avait pas moins tâché, par d'obscures manœuvres à la cour de Rome, de desservir la cause du roi écossais auprès du pontife, et d'empêcher autant que possible qu'il n'atteignît le but important d'une réconciliation avec Sa Sainteté ; on allégua aussi de la part de l'Écosse que les croiseurs anglais avaient violé la trêve par l'interruption qu'ils avaient apportée au commerce entre les Flamands et les Écossais, et surtout par la capture de plusieurs vaisseaux marchands pour lesquels aucune indemnité ne pouvait être obtenue.

La vérité semble que Robert, qui avait ces causes et ces prétextes d'enfreindre la trêve, voulut profiter de l'occasion que les troubles intérieurs de l'Angleterre lui offraient, pour amener les choses à une issue définitive, et soit recommencer la guerre dans des circonstances qui étaient favorables, soit obtenir un éclatant aveu de l'indépendance de l'Écosse et une formelle reconnaissance de ses propres droits à la couronne. Froissart et d'autres historiens ont prétendu que le roi écossais désira aussi prendre avantage de l'occasion pour acquérir une souveraineté durable dans certaines parties des provinces septentrionales de l'Angleterre. Il est fort probable qu'une telle demande fut produite et basée sur la possession de ces comtés par les rois écossais au temps de David I^{er} et plus tôt. Mais elle ne fut mentionnée vraisemblablement que d'après la méthode ordinaire des négociateurs qui demandent toujours beaucoup, afin de pouvoir faire des concessions. La poursuite sérieuse d'un pareil dessein ne s'accorde ni avec la politique de Bruce ni avec sa conduite réelle. Il savait bien que le Northumberland et le Cumberland, sur lesquels l'Écosse avait jadis des droits, étaient alors devenus parties intégrantes de l'Angleterre, qu'ils tenaient à cette contrée par tous les liens de la prédilection nationale ;

et que, en vain la propriété en avait-elle été cédée dans un instant de détresse, une tentative de les reconquérir qui serait couronnée de succès deviendrait pour la suite une cause continuelle de guerre, car à leur tour les Anglais, dès qu'ils reprendraient la supériorité, tâcheraient de rentrer dans leur ancienne conquête. En conséquence, Bruce, dans toutes ses incursions, traita les districts limitrophes comme appartenant à l'Angleterre, et les laissa piller par ses maraudeurs ; tandis que jamais il ne prit de mesures pour se concilier les habitants ou s'assurer d'aucune place forte pour se maintenir possesseur du pays. La ligne tirée entre la Clyde et la Solway offrait à l'Écosse une forte barrière que toute possession au sud aurait rendue facile et sans défense. C'est pourquoi, quand il triompha dans la guerre qu'il entreprit, le sagace Robert ne chercha nullement à agrandir le territoire de l'Écosse, mais plutôt ne négligea rien pour mettre son indépendance hors de tout péril.

Les négociations ouvertes pour proroger la trêve ou la convertir en une paix définitive, but auquel il semble que tendaient les efforts de Bruce, finirent au contraire par se rompre tout-à-fait entre les deux royaumes ; et Édouard III, déjà animé, quoique tout jeune encore, d'une ardeur martiale qu'aucun roi d'Angleterre ne posséda jamais à un plus haut degré, ordonna que ses forces se rassemblassent à Newcastle avant le 29 mai, alléguant que le roi d'Écosse avait enjoint à ses troupes de se réunir le même jour sur la frontière, et violé la trêve conclue à Thorpe. Cependant le lieu du rendez-vous fut York, et là le jeune roi, héros futur de Créci, vit se rassembler sous sa bannière une noble et magnifique armée, à laquelle avaient été joints, au moyen d'un fort subside, cinq cents gens d'armes de Hainault qui passaient alors pour les meilleurs soldats de l'Europe. Avec les archers et la cavalerie légère qui accompagnaient les gens

d'armes, il faut calculer que le nombre de ces auxiliaires s'élevait à trois mille hommes. Mais, comme l'événement le prouva, leurs lourds chevaux et leurs pesantes armures les rendaient impropres à agir dans la contrée marécageuse, sauvage, et hérissée de montagnes, qui devait être le théâtre de la guerre. Une querelle fortuite éclata aussi à York entre ces chevaleresques étrangers et les archers anglais. Beaucoup de sang fut versé de part et d'autre, et dès lors il régna parmi les auxiliaires et les naturels de l'armée d'Édouard une discorde qui paraît avoir été un grand sujet d'embarras pendant toute l'expédition.

En même temps, les troupes écossaises qui se composaient de deux ou trois mille gens d'armes, bien montés tous, et convenablement équipés pour un jour de bataille, d'un corps nombreux de cavalerie légère montant à plus de dix mille hommes, et d'une multitude de soldats-citoyens qui marchaient à cheval, mais combattaient à pied, envahirent la frontière occidentale selon leur coutume, pénétrèrent dans le Cumberland par le côté le plus sauvage de cette province, et marquant leur route par des dévastations encore plus féroces que d'habitude, tombèrent sur Weardale dans l'évêché de Durham. Ces forces, supérieures à tout ce que l'on connaissait en Europe pour une guerre de partisans, étaient confiées à la sagesse, à l'expérience et à l'entreprenant courage du fameux Randolph et du noble seigneur James Douglas qui sans doute avaient reçu de Bruce ses instructions détaillées. Quant à Bruce lui-même, quoiqu'il ne fût âgé que de cinquante-trois ans, il était attaqué d'une maladie de sang, alors nommée lèpre, qui l'empêchait de commander ses troupes en personne.

Le roi d'Angleterre, d'autre part, à la tête d'une superbe armée de soixante mille hommes qui ne renfermait pas

moins de cinq cents chevaliers, et qu'animait la présence tant de la reine-mère que de cinquante dames de haut rang, sous les yeux desquelles elle se mit en marche, partit d'York avec la ferme résolution de châtier les envahisseurs qui dévastaient son royaume. La bouillante ardeur du jeune monarque était d'autant plus excitée, que Bruce lui avait envoyé par un héraut un défi où il annonçait devoir, suivant son caprice, mettre tout à feu et à sang sur les frontières anglaises.

L'armée des Anglais s'avança dans le meilleur ordre, et atteignit le Northumberland, où la première nouvelle qu'ils reçurent de l'ennemi fut d'apercevoir de la fumée et des flammes s'élever des villages qui avaient à souffrir de la présence des envahisseurs, signaux qui se montraient de tous côtés aux limites de l'horizon. Les Anglais se dirigèrent vers ces affreuses lueurs, mais sans pouvoir atteindre les coupables. Pendant l'espace de trois jours, les Écossais, armés légèrement et pleins d'agilité, prouvèrent par ces irrécusables indices qu'ils n'étaient qu'à cinq milles de l'armée anglaise, mais à part cela, on ne put ni les voir, ni les forcer à combattre. Après une vaine et fatigante poursuite qui dura soixante-douze heures, les Anglais, désespérant de joindre un ennemi si agile, revinrent enfin vers les bords de la Tyne, résolus à attendre les Écossais sur cette rivière et à les empêcher de rentrer en Écosse. Cette résolution semble avoir été prise dans la folle idée que les Écossais, à qui toute la ligne des frontières était connue en détail, choisiraient de préférence pour sortir d'Angleterre la même route précisément par laquelle ils étaient entrés. La halte sur les rives de la ligne causa autant de préjudice et d'embarras aux Anglais, surtout à leurs auxiliaires, que la marche et la poursuite leur en avaient causé. Les vivres devinrent rares, les fourrages plus rares encore ; il pleuvait par torrents, et la rivière dé-

borda. Ils n'avaient pour faire du feu que du bois mouillé, et pour se nourrir que du pain qu'ils avaient porté plusieurs jours de suite à la croupe de leurs selles : aussi était-il détrempé par la pluie et souillé par la sueur des chevaux. Ils se trouvaient à moitié chemin de Newcastle à Carlisle, et trop éloignés de ces deux villes pour en recevoir du secours. Après avoir enduré de telles souffrances toute une semaine, les soldats devinrent si mutins que les chefs résolurent, comme si ce devait être un moindre mal, de les remettre en mouvement et d'aller à la recherche de l'armée écossaise.

Les Anglais recommencèrent donc à marcher dans la direction du sud, toujours avec l'espoir de rencontrer l'ennemi qui s'en retournait, et publication fut faite dans l'armée que le titre de chevalier, avec une terre d'un revenu annuel de mille livres, serait accordé comme récompense à quiconque indiquerait d'une manière positive où l'on pourrait trouver les Écossais. S'il existe un fait sans pareil dans les annales militaires, c'est bien celui-là, qu'un souverain, dans son propre pays et à la tête de sa royale armée, ait cru nécessaire de recourir à une telle mesure pour connaître la position d'un corps de trente-cinq mille hommes qui devaient être dans un demi-cercle d'un rayon de six ou sept lieues tracé autour de ses troupes. Beaucoup de chevaliers et d'écuyers partirent pour aller en quête de renseignements qui fussent dignes de leur obtenir la récompense promise, et celles des divisions anglaises qui avaient déjà passé sur le bord septentrional de la Tyne ne repassèrent pas la rivière sans beaucoup de peine et de perte.

Le 31 juillet, Thomas de Rokeby, gentilhomme d'Yorkshire, revint demander la récompense en question. Il connaissait aussi parfaitement que possible la position écossaise, car il avait été fait prisonnier par les Écossais et con-

duit devant leurs chefs. Il leur avoua comment Édouard avait promis de récompenser quiconque les découvrirait, et dans quel but il s'était approché de leur camp. Sur cet aveu, Douglas et Randolph le renvoyèrent sans rançon, le chargeant de dire au roi qu'ils n'étaient pas mieux informés de ses mouvements que lui-même des leurs, assertion qui toutefois paraît fort douteuse, mais qu'ils s'estimeraient heureux d'avoir à se mesurer avec lui dans leur position présente, qui n'était qu'à six ou sept milles de sa propre armée. Les Anglais se disposèrent donc au combat et avancèrent guidés par Rokeby qui était devenu sir Thomas. Mais quelle ne fut pas leur mortification de trouver les ennemis rangés sur la crête d'une roide montagne, au pied de laquelle la rivière de Wear coulait dans un lit de rochers, de sorte qu'une attaque tentée en un pareil lieu sur des hommes déterminés et sur de vieux soldats, devait rendre inévitable la destruction des assaillants !

Le roi, selon les règles de la chevalerie, envoya un héraut défier les Écossais à un combat en pleine campagne. Il offrait ou d'évacuer avec ses propres troupes la rive méridionale et de laisser l'armée écossaise venir s'y former en bataille, ou, si les ennemis préféraient abandonner la rive septentrionale et permettre aux Anglais de passer l'eau sans les inquiéter, il se déclarait disposé à l'attaque. Mais Douglas et Randolph sentaient trop bien, d'une part, leur infériorité sous le rapport du nombre et des armes, de l'autre, le grand avantage de leur position présente, pour accepter aucune des deux offres. Ils répondirent qu'entrés en Angleterre sans le consentement ni du roi ni de ses barons, ils demeureraient dans ce royaume aussi long-temps qu'ils le jugeraient convenable : « Si le roi, ajoutèrent-ils, est mécontent de notre présence, qu'il passe la rivière et tâche de nous châtier. » Ainsi les deux armées restèrent à se regarder l'une l'autre,

séparées qu'elles étaient par la Wear. Les Écossais occupaient la rive du sud, et les Anglais celle du nord : les premiers faisaient bonne chère, grâce aux nombreux troupeaux qu'ils volaient de tous côtés dans le pays, les seconds ne vivotaient qu'à peine, car ils n'avaient de provisions que celles qu'ils avaient apportées avec eux. Les soldats de Bruce passaient leurs nuits autour d'immenses feux, qu'ils entretenaient avec la plus grande profusion pour le plaisir de gâcher du bois anglais, et logeaient dans des huttes ou cabanes de branches : au contraire ceux d'Édouard, campant du côté de la rivière qui avait été dépeuplé et saccagé, dormaient la plupart en plein air avec leurs selles pour oreillers et la bride de leurs chevaux à la main. Ils étaient en outre fort vexés par les habitants de la frontière d'Écosse qui, du soir au matin, sonnaient de leurs cors, et faisaient un tel vacarme, qu'on aurait cru, au dire de Froissart, entendre tous les diables de l'enfer. Après qu'on se fut ainsi regardé deux ou trois jours, les Anglais s'aperçurent, un matin où le soleil se relevait pour la troisième ou quatrième fois, que la place, encore occupée la veille par les Écossais, était déserte et vide. Ils avaient décampé avec autant de silence que de promptitude, et on découvrit bientôt qu'ils étaient allés prendre, sur la Wear, une autre position non-seulement semblable à la première, mais plus forte même, et masquée par un bois qui faisait partie d'une chasse enclose, appelée le Parc-aux-Cerfs[45], et appartenant à l'évêque de Durham. Là les deux partis recommencèrent à s'observer ; les Anglais s'abstenaient de l'attaque, parce que les Écossais leur semblaient établis dans un lieu trop fort, et ceux-ci ne se souciaient pas d'en venir aux mains avec une armée supérieure à la leur.

[45] ***Stanhope-deer-Parck***. A. M.

Pendant qu'ils n'avaient presque rien de mieux à faire qu'à examiner les uns les autres leur genre d'équipement, les Écossais aperçurent, du côté de leurs antagonistes, deux innovations qui sans doute eurent dans les guerres postérieures des destinées bien différentes, mais sont mentionnées par les contemporains comme également merveilleuses. La première ne consistait qu'en une certaine façon d'ajuster le cimier sur le casque, ce qui s'appelait ***timbering***[46] ; la seconde, au contraire, était le moyen, jusqu'alors inconnu, de lancer des projectiles[47] par l'explosion d'une matière singulièrement inflammable et comprimée dans un tube de fer ; en un mot, c'était la découverte du principe sur lequel le mécanisme d'un fusil et d'un canon repose aujourd'hui. Il fallait toutefois que les armes à feu fussent encore bien grossières à cette époque, qu'elles ne produisissent pas de bien terribles effets, et qu'on ne pût augurer la révolution qu'elles introduiraient dans l'art militaire, puisqu'on ne les mentionne que comme une nouveauté allant de pair avec une mode récemment adoptée pour la parure d'un casque.

Mais les Anglais ne demeurèrent pas long-temps dans le voisinage de Douglas à pouvoir dormir en repos. La seconde nuit après leur arrivée dans cette nouvelle position, cet intrépide chef quitta le camp écossais avec un corps choisi de gens-d'armes, traversa la Wear à certaine distance des quartiers de l'armée, et y pénétra. Lorsqu'il passait devant les sentinelles endormies, il avait soin de dire à la manière et avec l'exclamation nationale d'un officier faisant sa ronde : « Eh bien ? par saint George ! personne ne veille donc ici ? »

---

[46] C'est-à-dire construction en bois.

[47] Le texte dit ***engins*** ou par abréviation ***gynes,*** d'où les Anglais ont tiré le terme moderne de ***guns*** ou de ***cracks*** de guerre. A. M.

Il parvint sans être découvert jusqu'à la tente du roi dont il coupa les cordes, puis poussa son cri de guerre : Douglas ! Douglas ! Le jeune monarque n'échappa à la mort ou à la captivité que par le dévouement de son chapelain et des autres gens de sa maison qui périrent pour le défendre. Voyant qu'il ne pouvait se saisir de la personne du roi, ce qui était son but principal, Douglas se fraya un passage à travers l'armée anglaise qui commençait à revenir de sa surprise, s'arracha du camp ennemi, et regagna sain et sauf celui des Écossais avec de nouveaux lauriers à son casque.

Le surlendemain de cette rude affaire, les Anglais furent instruits par un prisonnier que toute l'armée écossaise avait reçu l'ordre de se tenir prête à marcher vers le soir et à suivre la bannière de Douglas. Ils imaginèrent que c'était le préparatif d'une répétition de l'attaque nocturne, et passèrent toute la nuit sous les armes. Mais Douglas était trop sage pour employer deux fois de suite le même stratagème. On reconnut au matin que les Écossais, après avoir laissé de grands feux brûler dans leur camp, s'étaient éloignés vers minuit par une route qu'ils avaient ouverte dans un marais situé derrière eux et supposé impraticable.

Le camp naguère quitté par les Écossais offrit un curieux spectacle tant aux Anglais qu'aux étrangers qui servaient parmi eux. Quatre cents bœufs y gisaient égorgés pour l'usage du soldat. Trois cents chaudrons, improvisés avec les peaux encore fraîches qui avaient recouvert les animaux de leur vivant, étaient remplies de leurs chairs ; et des milliers de vieilles marmites, faites de la même manière, étaient éparses autour des tentes. De cinq cents captifs qu'on trouva liés à des arbres, trois cents avaient les jambes cassées, mais on ignore si ce malheur leur était arrivé dans quelque combat précédent, ou si on doit l'attribuer à une cruauté gratuite

de l'ennemi après qu'ils eurent été faits prisonniers. Les vaillants compagnons de Douglas et de Randolph vivaient absolument comme des meneurs de troupeaux, et comme d'autres Écossais des classes inférieures vivent aujourd'hui, lorsqu'ils entreprennent de longs voyages. Un sac de farine d'avoine était attaché en croupe derrière eux, ainsi qu'une plaque de fer sur laquelle, dit-on, ils faisaient cuire des gâteaux de la susdite farine lorsque l'occasion le leur permettait. Quant à la viande, ils s'en procuraient chez l'ennemi par le pillage, et s'en passaient assez bien chez eux. Ils ne faisaient usage ni de sel ni d'aucune autre espèce de nourriture, et ne buvaient absolument que de l'eau.

Il est aisé de comprendre qu'avec une telle frugalité, et portant toujours avec eux de quoi rassasier leur faim, ces agiles maraudeurs se dérobèrent sans peine aux yeux des Anglais si pesamment armés, que gênaient également et leurs nombreux besoins et l'attirail qu'ils traînaient après-eux pour les satisfaire, jusqu'à ce que leur bon plaisir fût de se laisser voir dans le Weardale où ils ne restèrent que le temps qu'il leur plut. On apprit bientôt que Douglas et Randolph, après avoir fait un circuit de manière à tourner le flanc de l'armée anglaise, s'étaient déjà fort rapprochés de l'Écosse, afin de se réunir à une autre division de troupes écossaises qui avaient franchi la frontière pour leur prêter secours en cas de nécessité.

Les Anglais se retirèrent à Durham, abattus et découragés, surtout les chevaliers et les gens-d'armes de Hainaut, dont la plupart, au lieu de la gloire et du butin qu'ils espéraient acquérir, avaient perdu leurs bons chevaux et tout ce qu'ils possédaient de précieux. On ne les congédia néanmoins qu'avec des remerciements et des récompenses ; et on dit que ces troupes, malgré leur complète inutilité dans

cette campagne, avaient coûté au royaume d'Angleterre une somme équivalente à 320,000 livres sterling d'argent moderne, ou huit millions de francs.

Le roi Édouard III convoqua ensuite un parlement à York, et il parut y avoir, dans cette assemblée, tendance de la part de l'Angleterre à lever les principaux obstacles qui avaient jusqu'alors fait échouer les tentatives de paix. Ainsi, on reconnut l'indépendance de l'Écosse et la souveraineté légitime de Bruce. Les penchants à une réconciliation furent beaucoup fortifiés par la soudaine apparition de Robert lui-même sur la frontière orientale, où il mit le siége devant les châteaux de Norham et d'Alnwick. Pendant ce temps-là, une forte division de son armée brûlait et saccageait tout dans la pleine campagne, et le roi s'en allait chassant de parc en parc, comme s'il eût été en partie de plaisir. Quoique les châteaux assiégés tinssent bon, le parlement d'York consentit à une trêve qu'on résolut de faire suivre d'une paix ; du reste, comme préliminaires obligés, les hommes d'état anglais se décidèrent à renoncer formellement aux prétentions de tout genre que les anciens avaient élevées sur le royaume d'Écosse, et convinrent que toutes les pièces et tous les documents qui pourraient servir à les appuyer seraient remis au commissaire de l'Écosse. Cette convention fut souscrite par le roi le 4 mars 1328. La paix fut ensuite conclue à Édimbourg le 17 du même mois de la même année et ratifiée à Northampton le 4 du mois suivant. On la confirma par un projet de mariage entre la princesse Jeanne sœur d'Édouard III et David, fils de Robert I^{er}, quoique tous deux fussent encore enfants. Un pacte amical, dont les articles toutefois ne gênèrent en rien l'effet de l'alliance entre l'Écosse et la France, se signa entre l'Angleterre et l'Écosse. Bruce renonça au privilége de seconder toute révolte contre l'Angleterre qui éclaterait en Irlande, et Édouard au droit

d'aider les rebelles qui surgiraient contre l'Écosse dans ses îles. On stipula que toutes les chartes et tous les parchemins enlevés d'Écosse par Édouard Ier seraient rendus, et le monarque anglais s'engagea à user de tout son crédit près la cour de Rome pour faire lever l'excommunication qui pesait sur la tête du roi Robert. Enfin, par suite de ces conditions favorables, l'Écosse dut payer une somme de 20,000 livres. Les frontières seraient désormais respectées de part et d'autre, et on restituerait la pierre sur laquelle les rois d'Écosse étaient couronnés. Il y eut du côté des Écossais une autre obligation particulière qui entraîna les plus sérieuses conséquences sous le règne suivant. L'article 7 de la paix de Northampton portait que certains barons d'Angleterre, tels que Thomas lord Wake de Lidel, Henri de Beaumont, comte de Buchan, et Henri de Percy, rentreraient dans la possession de leurs terres et héritages d'Écosse dont le roi les avait dépouillés pendant la guerre et dont il était resté maître. L'exécution de cet article fut différée par le monarque écossais qui, on le pense bien, ne se souciait pas trop d'introduire des nobles anglais comme propriétaires terriens en Écosse. La populace anglaise, pour sa part, ne souffrit pas que la fameuse pierre de Scone fût enlevée de Westminster où on l'avait déposée ; obstination que des vieillards superstitieux ont cru avoir entraîné avec soi son châtiment, puisque, par une attraction lente, mais sûre, la mystérieuse influence de ce palladium magnétique amena le Salomon écossais, Jacques VI, à la souveraineté du royaume qui en était le dépositaire. On restitua cependant aux Écossais la pièce intitulée Ragman's-Roll, c'est-à-dire le registre de Rogman, et contenant la liste des barons et des gens de marque qui souscrivirent en 1296 la soumission à Édouard Ier ; et, gage plus important, la princesse anglaise Jeanne, qui n'entrait que dans sa septième année, fut mise sous la tutelle de

Bruce pour être unie en âge convenable à son jeune fiancé David qui était lui-même plus jeune de deux ans.

Les historiens de l'Angleterre ont dit que le traité de paix conclu à Northampton était déshonorant pour elle ; mais lorsque les stipulations sont justes et nécessaires en elles-mêmes, elles ne sauraient entraîner aucun déshonneur, quelque avantageuses qu'elles puissent être. Or, le traité de Northampton était juste, car les Anglais n'avaient nul titre à la souveraineté de l'Écosse ; et il était nécessaire, car Édouard III, non-seulement manquait de force pour repousser l'armée écossaise, mais était obligé de se tenir derrière les fortifications d'York et de voir les envahisseurs saccager le pays presque jusqu'au bord de l'Humber. Les concessions que la justice et la politique réclament peuvent être cruelles, mais non honteuses à faire ; et avant d'adresser un si grave reproche au parlement de Northampton, les savants auteurs auraient dû examiner si l'Angleterre possédait aucun droit sur l'Écosse, et en second lieu, si ce qu'elle réclamait était un motif suffisant pour continuer une guerre malheureuse.

Bruce, parut n'attendre que la délivrance définitive de son pays pour terminer son héroïque carrière. Il s'était retiré, probablement pour jouir d'un climat plus doux, dans son château de Cardross, sur le golfe de Clyde près Dumbarton. Il y vivait dans une royale retraite ; et n'accordant aux nobles qu'une simplicité hospitalière, soulageait la détresse des pauvres par de libérales distributions d'aliments. La marine semble avoir beaucoup occupé son attention dans les derniers temps de sa vie, et il construisait des vaisseaux sur lesquels il parcourait souvent le golfe voisin. Ne pouvant plus supporter les fatigues de la chasse au chien, il s'était rejeté sur la fauconnerie. Nous pouvons ajouter, car tout ce qui concerne Robert Bruce est intéressant, qu'un lion et un fou

nommé Patrick faisaient partie de sa maison privée. Cependant la maladie dont il était attaqué, et qui, nous l'avons dit déjà, était une espèce de lèpre provenant des souffrances et des privations qu'il avait subies pendant tant d'années, minait insensiblement le peu de forces qui lui restât.

Lorsque le grand roi sentit sa fin prochaine, il assembla ses barons et ses pairs autour de lui, recommanda affectueusement son fils à leurs soins, et se tournant vers le digne lord James de Douglas, le supplia avec instance, comme le plus vieux de ses amis et de ses compagnons d'armes, de faire extraire son cœur de son corps, dès qu'il aurait rendu le dernier soupir ; après quoi il conjura Douglas de vouloir bien le porter en Palestine comme rédemption d'un vœu qu'il avait jadis fait d'y aller en personne, mais que le tracas de ses guerres avec les Anglais l'avait toujours empêché d'accomplir. « Maintenant que cet obstacle n'existe plus, ajouta-t-il, ma santé me met hors d'état de profiter d'une si belle occasion, et je dois au moins envoyer mon cœur au lieu de mon corps en terre-sainte ! Or, il n'est au monde, ô mon ami éprouvé, ô mon cher camarade ! un chevalier plus digne que vous d'exécuter une pareille commission. »

Tous ceux qui étaient présents pleuraient à chaudes larmes autour du lit, pendant que le roi, d'une voix presque mourante, chargeait de cette tâche mélancolique le plus fidèle de ses partisans et le plus brave de ses guerriers. Robert Bruce mourut le 7 juin 1329, à l'âge presque prématuré de cinquante-cinq ans. On l'enterra à Dumfermline, où sa tombe a été ouverte de notre temps et son squelette de nouveau enseveli, au milieu de tous les sentiments de crainte respectueuse et d'admiration qu'un tel spectacle tendait naturellement à inspirer.

La vie de Robert Bruce, remarquable sous beaucoup de rapports, eut ceci de presque particulier, qu'elle se divisa en trois parties distinctes qui peuvent à peine être regardées comme appartenant au même individu. Sa jeunesse fut légère, bouillante, inconsidérée ; et depuis le moment où il commence à se mêler des affaires publiques jusqu'au meurtre de Comyn le Roux, même jusqu'à ce qu'il prenne possession définitive de la couronne, il paraît n'avoir pas eu d'autre plan de conduite que celui de changer avec autant d'inconstance que l'inconstante marée, ressemblant ainsi aux barons dont il était entouré, et prêt comme eux à suivre les projets les plus déraisonnables pour arracher l'Écosse au joug de l'Angleterre, mais non moins prompt à se soumettre au pouvoir triomphant d'Édouard. Puis vient la courte, mais active période où il déploya tant de fermeté, tant de force d'âme, tant de persévérance, et où il supporta avec une patience et une résignation inébranlable la perte de tant de batailles, la mort de tant d'amis, la ruine de tant d'espérances, enfin une suite continuelle de désastres au travers desquels la possibilité d'un destin meilleur se laissait à peine entrevoir. Cette époque de souffrance dura depuis la bataille de Methram jusqu'à ce qu'il repassât de l'île Rachrin en Écosse ; mais dès lors, sa carrière, en tout ce qui le concerne particulièrement, fut presque toujours heureuse, et il finit par atteindre au comble de ses désirs, à la possession sûre d'un trône indépendant.

Si l'on considère l'ensemble de la vie de Bruce, il faudra reconnaître que les infortunes qui en marquèrent la seconde partie, c'est-à-dire celle de toutes ses souffrances, lui donnèrent des leçons de constance, de sagesse et de modération, vertus qu'il ignora pendant ses premières années, et domptèrent la fougue ardente et impétueuse qui était naturelle à son caractère comme à celui de son frère Édouard. Il ne se

laissa jamais entraîner par les torts du monarque anglais, qui avait pourtant fait couler le sang de trois de ses frères, à user de représailles ; et sa généreuse conduite envers les prisonniers de Bannockburn, ainsi qu'en d'autres occasions, honore autant sa prudence que son humanité. Mais il y a un trait de Bruce qui prouve encore mieux la mâle grandeur de son âme chevaleresque. C'était pendant sa campagne d'Irlande ; poursuivi par des forces anglaises supérieures aux siennes, il fit halte et offrit la bataille à son désavantage plutôt que d'abandonner une pauvre blanchisseuse qui avait été prise du mal d'enfant, à la barbarie des naturels Irlandais. L'habileté personnelle de Robert dans le métier des armes s'élevait si haut, qu'il fut généralement regardé, dans le cours de ce siècle belliqueux, comme un des trois meilleurs chevaliers d'Europe, et qu'il accomplit de sa main un grand nombre de prouesses. Cette brillante réputation est basée du reste sur des faits, car les trois Highlandais qu'il tua dans la retraite de Dalry, et sir Henri de Bohun qu'il étendit mort d'un coup de hache en présence de toute l'armée anglaise, prouvent un valeureux guerrier, de même que le plan de ses campagnes dénote un chef prudent et habile. Le talent militaire de Bruce était de premier ordre ; et dans ce qu'on appelle son testament, il légua à ses compatriotes des instructions qui, pour peu qu'ils eussent su en profiter, leur auraient épargné beaucoup de sanglantes défaites[48].

---

[48] Les instructions dont il est ici parlé sont contenues dans une pièce de vers léonins en langue latine dont voici à peu près le sens :

Les Écossais, à pied, feront toutes leurs guerres,
Ne quitteront jamais les monts ni les bruyères,
Et n'auront pour remparts que le fourré des bois.
Leur armure sera l'arc avec son carquois,
La hache de bataille et la terrible lance.
Pour d'un ennemi fort éluder la vaillance,

Si, cependant, ses préceptes ne purent empêcher la nation écossaise de perdre des batailles, son exemple apprit aux Écossais à en supporter les tristes résultats avec une constance inébranlable. C'est en effet à l'exemple de ce monarque et aux événements d'un règne si cher à l'Écosse, qu'on peut attribuer, sans crainte d'erreur, ce vif amour de la patrie qui dès lors a toujours caractérisé si fortement les Bretons septentrionaux, qu'on en a quelquefois supposé qu'il ne leur laissait d'attention et de dévouement que pour leurs seuls compatriotes ; mais un tel reproche de prédilection, fait en bonne part, ne saurait être que glorieux. À l'époque d'Alexandre III et de ses successeurs, les différentes tribus commandées par ces rois étaient divisées les unes des autres par la langue et les usages ; ce ne fut qu'à force de demeurer sur un sol commun qu'elles parvinrent à s'unir un peu. Mais, après la mort de Bruce, il n'est plus guère question ni des Scots, ni des Galwégiens, ni des Pictes, ni des Saxons, ni des Bretons de Strath-Clyde. Ils avaient tous été, à l'exception des Highlandais, confondus dans l'unique dénomination d'Écossais, et généralement parlaient la langue anglo-écossaise. Cet immense changement avait été produit par la

---

Il devra leur suffire, enfermant avec soin
Des vivres qu'ils pourront retrouver au besoin,
D'allumer sur leur route un immense incendie ;
Ils l'allumeront même au sein de leur patrie !…
Alors, ne trouvant plus que cendre sous ses pas,
L'ennemi sur leur sol ne séjournera pas.
Puis ils le poursuivront par des ruses sans nombre,
L'attaqueront la nuit à l'heure la plus sombre,
Et lui feront surtout un tapage d'enfer.
Aussitôt qu'un tel bruit retentira dans l'air,
Ils verront l'ennemi, dans sa frayeur subite,
Tout comme s'il pleuvait des coups, prendre la fuite !
Or voilà les avis, les conseils, qu'en mourant
Robert aux Écossais laisse par testament.

fusion de mille petites différences domestiques dans le creuset de la nécessité. Pendant les guerres contre les Anglais tous les districts de la contrée avaient également souffert, et presque tous s'étaient distingués également à combattre et à repousser l'ennemi commun. Il y avait à peine un district d'Écosse qui n'eût pas vu flotter la bannière de Bruce et envoyé de braves soldats se ranger sous ses ordres ; puis, le roi avait porté si loin ses pas errants, il avait accompli tant de voyages et tant d'expéditions ; les appels faits aux indigènes pour qu'ils vinssent de tous côtés à son secours avaient toujours été entendus si bien, que les légères distinctions qui existaient entre eux avaient disparu, et que l'état qui, composé d'une multitude de tribus diverses et à demi indépendantes, avait d'abord ressemblé à un faisceau mal fait, s'était peu à peu changé en un tronc fort et indivisible qui avait mérité le nom de royaume.

À dire vrai, la grande dissemblance des deux races saxonne et gaélique pour le costume, la langue et les usages, divisait encore le Highlandais, de son voisin des basses terres ; mais cette ancienne ligne elle-même de séparation s'était beaucoup amoindrie, beaucoup effacée pendant les guerres civiles et le règne de Robert Bruce. L'autorité des Mac Dougal qui, avant que Bruce montât sur le trône, se comportaient en chefs indépendants et faisaient suivant leur bon plaisir la paix ou la guerre, avait été abattue dans le Galloway ainsi que dans l'Argyleshire. Le puissant Campbell, d'origine normande, mais que son mariage avec l'héritière d'un chef celtique appelé Dermid O'Duine avait rendu possesseur d'immenses domaines Highlandais, obtint la majeure partie de leurs possessions de l'Argyleshire, et comme il était allié à la famille royale, fit beaucoup pour empêcher que les habitants de cette province ne retombassent dans la barbare indépendance de leurs ancêtres. Il y eut encore d'autres

grands barons des basses terres qui vinrent s'établir dans les contrées celtiques, et on peut observer en peu de mots à leur sujet que, comme les barons anglo-normands qui se fixèrent en Irlande du côté intérieur de la frontière, ils ne tardèrent pas ni à prendre les coutumes des Celtes et l'autorité de chefs montagnards si flatteuse à l'orgueil humain, ni, pour conclure, à adopter les titres et les généalogies, quelque antiques et même quelque forgés qu'ils fussent, au moyen desquels les bardes rattachaient les ancêtres de ces parvenus aux anciens héros celtiques dont les descendants avaient droit à honneur et à obéissance[49]. Toutefois, les Campbell, non plus que les autres grandes familles qui, originaires des basses terres on de Normandie, s'établirent dans les Highlands, ne songèrent ni à imiter la conduite sauvage des Mac Dougal et autres princes de naissance gaélique, ni à se concilier une indépendance aussi absolue. Les premiers reconnurent l'autorité royale, et obtinrent du monarque une délégation de puissance qui leur permit de se renforcer eux-mêmes et de dominer, ou, comme il arriva, d'opprimer leurs voisins. Ainsi les Highlands, quoique régions d'Écosse où régnait encore beaucoup de désordre, s'étaient à peu près soumises envers le roi à une obéissance qu'elles contestaient et méprisaient jadis.

Mais rien dans cette longue lutte ne contribua autant à consolider l'état, que l'union qu'elle tendit à établir entre les hautes et les basses classes. Les barons et les chevaliers avaient, ainsi que nous l'avons observé déjà, presque perdu l'habitude de se regarder comme membres de tel royaume

---

[49] Il est dit dans un acte de parlement qu'ils devinrent ***ipsis Hibernis Hiberniores,*** plus Irlandais dans leurs usages que les Irlandais eux-mêmes.

ou sujets de tel roi, lorsqu'ils ne tenaient plus de fiefs situés dans le ressort de sa juridiction. En abandonnant leurs fiefs, ils s'imaginaient acquérir le droit de se choisir un autre maître ; et le titre qu'un monarque possédait à réclamer leur soumission par suite du lieu de leur naissance ne leur imposait, pensaient-ils, aucune obligation indissoluble de fidélité. Quand ils venaient se ranger sous l'étendard royal à la tête de leurs vassaux, ils se croyaient les chefs normands d'une race d'étrangers, dont ils dédaignaient l'origine, et que, comparés à eux-mêmes, ils traitaient de barbares. Ces liens si relâchés entre les nobles et leurs gens changèrent de nature et se resserrèrent quand l'effet de guerres prolongées, quand des défaites nombreuses, quand d'intrépides renouvellements d'efforts, et les triomphes qui furent enfin obtenus, attachèrent des chefs tels que Douglas, Randolph ou Walter, à leurs guerriers, et ces guerriers à leurs chefs. Le dévouement fraternel que de mutuels dangers et de mutuelles conquêtes établirent entre le seigneur et ses vassaux d'une part, entre le roi et ses barons de l'autre ; puis la conscience qu'ils avaient de travailler dans le même but, et qui détruisait toute considération, les portait à se regarder comme des hommes unis par un intérêt commun, leur apprirent aussi que toutes les classes doivent leurs services à la patrie commune, et leur inspirèrent les sentiments exprimés avec tant de chaleur par le vénérable biographe de Bruce dans des vers dont voici une exacte traduction :

La liberté, quelle sublime chose !
La liberté fait que tout mortel ose
D'un vif amour embrasser un objet !
La liberté dissipe tout regret !
Heureux on est pour peu que libre on vive ;
Car, quand à l'homme un tel bonheur arrive,

Il se rit lors et de la pauvreté,
Et du courroux d'un rival détesté,
Et de la haine, et de la jalousie ;
Lors, tous les maux qui désolent la vie
Sont contre lui sans pouvoir, et son cœur
Est cuirassé contre toute douleur.

CHAPITRE XIII.

Douglas part pour son pèlerinage avec le cœur de Bruce ; il est tué en Espagne. – Randolph appelé à la régence. – Réclamations des seigneurs anglais déshérités ; ils se décident à envahir l'Écosse, et ont à leur tête Édouard Baliol. – Mort de Randolph. – Le comte de Mar nommé régent. – Bataille de Dupplin-Moor. – Le comte de Marck se retire de devant Perth. – Édouard Baliol est élu roi, mais immédiatement chassé du trône. – Sir André Moray est choisi pour régent par les royalistes, mais se laisse faire prisonnier. – Siége de Berwick par les Anglais. – Bataille de Halidon-Hill. – Grandes pertes des Écossais. – Les royalistes ne possèdent plus que quatre châteaux en Écosse. – Édouard Baliol cède à l'Angleterre les provinces écossaises du sud. – Délivrance de sir André Moray. – Randolph, comte de Moray et le grand sénéchal deviennent régents. – Les royalistes déploient beaucoup d'activité et triomphent. – Défense de Lochleven. – Défaite de Guy comte de Namur près de Borough-Moor. – David de Strathbogie, comte d'Athol, est battu et tué.

Un parlement, convoqué à Cambuskenneth, avait nommé Randolph régent du royaume. C'était le meilleur choix qu'on pût faire ; mais plus tard survinrent des événements qui donnèrent beaucoup à regretter que Bruce, par la périlleuse et lointaine expédition en Palestine dont il avait chargé Douglas, eût privé le pays des services du seul seigneur capable de remplacer le comte de Moray en cas de mort ou de

maladie. Cette circonstance désastreuse, car elle ne mérite pas d'autre qualification, a tellement préoccupé l'esprit des historiens, que plusieurs d'entre eux ont voulu la concilier avec la sagacité de Robert, et, dans ce but, l'ont attribuée à un raffinement de politique de sa part. Ils supposent que, redoutant, pour l'époque où lui-même aurait quitté la scène du monde, la jalousie et les rivalités qui pourraient surgir entre Douglas et Randolph, il imagina un prétexte honnête pour éloigner Douglas d'Écosse et mettre Randolph son neveu à même d'y exercer une autorité sans conteste. Le souvenir de la bataille de Stirling où Douglas arrêta son cheval, de crainte qu'on ne lui crût l'intention d'usurper l'honneur de la victoire de Randolph sur Clifford, et de celle aussi de Biland-Abbey où Randolph alla joindre Douglas avec quatre écuyers seulement pour servir comme volontaire sous ses ordres, semble démontrer que ces braves étaient incapables d'aucune émulation dangereuse à leur pays ou préjudiciable à leur loyauté. On pensera donc que sans doute Bruce ne redouta rien de pareil, mais que mourant pour ainsi dire sous le poids d'une excommunication, il désira se rendre le ciel propice par quelque acte de piété exemplaire, conduite tellement conforme aux idées religieuses qui étaient en général reçues à cette époque, qu'elle n'exige pas de plus amples explications.

Néanmoins l'issue du voyage de Douglas fut tout-à-fait fatale à l'Écosse. Cet illustre guerrier se chargea, selon sa promesse, du précieux cœur de son ancien maître, et partit pour la Palestine non-seulement accompagné d'une vaillante suite, mais déployant beaucoup de pompe. Après quelques jours de traversée, il débarqua à Séville, et apprenant que le roi Alphonse était en guerre avec les Maures, son ardeur à combattre les infidèles le poussa à offrir ses services. On les accepta avec honneur et reconnaissance ; mais, un jour qu'il

se laissa entraîner trop loin à la poursuite de l'ennemi qui battait en retraite, Douglas, autour duquel ne restaient plus que dix de ses gens, fut environné soudain par des centaines d'adversaires. Cependant, il aurait encore pu échapper sain et sauf, s'il n'avait chargé pour secourir William Sinclair, un des siens, qu'il vit prêt à succomber sous le nombre. Mais le vaillant chef ne put réussir dans son généreux dessein, et fut tué par la multitude supérieure des Maures. Jamais l'Écosse ne perdit un plus grand citoyen à une époque où ses talents étaient plus nécessaires. Il unissait les qualités romanesques d'un vrai chevalier au savoir plus solide d'un bon général. Les gens de sa suite qui survécurent, rapportèrent dans leur contrée natale le cœur de Bruce et le corps de son fidèle ami. On déposa le cœur du roi dans l'abbaye de Melrose, et le cadavre de Douglas dans l'église du même nom qui renfermait le tombeau de ses ancêtres. Ce seigneur ne laissa aucun enfant légitime, mais il eut un fils naturel qui s'appela le chevalier de Liddesdale, et qui joue dans les pages suivantes un rôle important. Ce fils, en effet, hérita des talents guerriers et du courage de son père ; mais, hélas ! sans posséder ses purs et nobles sentiments de loyauté chevaleresque.

Si nous avons demeuré trop long-temps sur le règne de Robert Bruce, que la faute en soit à l'étrange variété des faits qui le remplissent. D'ailleurs, combien n'a-t-il pas produit d'importants résultats pour l'Écosse ! Dans le cours de la guerre, toutes les provinces de ce royaume furent tellement agitées que, comme nous l'avons observé déjà, les distinctions même les plus légères qui caractérisaient les habitants des basses-terres et étaient si marquées dans les premiers temps, s'anéantirent, disparurent, et ne laissèrent place qu'à une grande division nationale des Bretons en Écossais et en Anglais.

Randolph s'acquitta du gouvernement de l'Écosse avec la rare sagesse que l'on pouvait attendre de son expérience. Il savait qu'Édouard III, quoique fidèle par prudence au traité de Northampton, en regardait les articles comme un honteux abandon des droits d'Édouard I^er^, et que le peuple d'Angleterre n'y voyait qu'un avilissant moyen imaginé, sans aucun égard de la dignité nationale, par la reine Isabelle et son ambitieux favori Mortimer pour se délivrer des embarras que la guerre écossaise leur causait. Randolph n'ignorait pas non plus que la famille des Comyn, encore nombreuse et puissante en Écosse, se souvenait toujours de la mort d'un de ses membres à Dumfries, de la défaite d'un autre, le comte de Buchan, à Old-Meldrum, et de l'importance qu'elle avait généralement perdue. Le solennel couronnement du jeune roi et de sa jeune fiancée la reine Jeanne eut néanmoins lieu à Scone, outre que toutes les mesures propres à consolider le gouvernement furent prises. Ces précautions étaient nécessaires, car une tempête menaçait d'éclater.

Nous l'avons déjà dit, un article du traité de Northampton stipulait que lord Beaumont, lord Wake de Liddel, et sir Henri Percy, seraient réintégrés en possession de leurs domaines d'Écosse que Robert Bruce avait confisqués. De ces trois seigneurs, Percy seul avait obtenu la réintégration promise. Il paraît certain que le roi Robert avait résolu de tarder autant que possible à exécuter cette partie du traité de Northampton, et si rien n'est plus facile que d'expliquer ce retard par des raisons politiques, on ne saurait en bonne justice y trouver aucun motif valable. Wake réclamait la vallée de Liddel, et c'était un passage extrêmement commode pour franchir à l'ouest les frontières de l'Écosse. Beaumont, seigneur puissant et riche, redemandait le comté de Buchan qui formait un district éloigné, où il aurait pu se maintenir dans une espèce d'indépendance, et causer beaucoup de tracas au

gouvernement écossais. Étrangers et Anglais tous deux, il y avait certes du péril à les introduire au sein du royaume. Mais cette raison, quoique bonne pour qu'on n'eût pas consenti à l'article, était mauvaise pour empêcher qu'on ne l'exécutât. L'administration de Mortimer qui ne favorisait pas Beaumont, ne se montra nullement jalouse d'appuyer sa demande auprès de Robert Bruce. Mais quand Mortimer tomba, la réintégration de Beaumont et de Wake fut formellement réclamée par le jeune roi. Pendant ce temps-là, le régent écossais avait appris que les seigneurs anglais en question, et d'autres avec eux, s'étaient ligués pour envahir l'Écosse, et, s'ils le pouvaient, détrôner son pupille. Cet acte d'hostilité autorisa Randolph à refuser la restitution qui précisément lui fut demandée sur ces entrefaites.

Pour bien comprendre la nature de cette ligue, le lecteur doit savoir, et ici un nom fameux dans l'histoire écossaise va se représenter, que Jean de Baliol, quelque temps roi vassal d'Écosse, mourut obscurément dans son château héréditaire de Normandie, peu après la décisive bataille de Bannockburn, et laissa un fils du nom d'Édouard. Dans l'espoir d'effrayer Bruce, Édouard II envoya quérir en Normandie ce jeune homme qui déployait alors un caractère hardi et aventureux. Ce dernier rejeton des Baliol parut donc en 1324 à la cour anglaise ; il y revint en 1327, et comme il était celui de tous les seigneurs déshérités qui lors de la déposition de son père avait éprouvé les plus grandes pertes, quoique non du fait de Robert Bruce, naturellement il devint l'un des chefs de l'entreprise formée par Wake, Beaumont, et les autres nobles ou chevaliers qui, de même qu'eux, désiraient rentrer en possession de leurs domaines d'Écosse, mais ne pouvaient pas, à leur exemple, se prévaloir d'une clause expresse dans le traité de Northampton. Ces fougueux et téméraires barons, rassemblant une petite troupe de trois cents

chevaux et de quelques piétons, résolurent de tenter avec de si faibles ressources la conquête d'un royaume qui, récemment et à plusieurs reprises, avait défié toutes les forces de l'Angleterre.

Édouard III temporisa : sous prétexte d'observer rigoureusement la trêve conclue entre les deux royaumes, il empêcha que les barons déshérités ne pénétrassent en Écosse par terre, mais leur facilita les moyens de s'embarquer au petit port de Ravenshire près l'embouchure de l'Humber, et d'aller ainsi chercher les aventures que la fortune leur réservait.

Quoique le succès d'une telle entreprise parût impossible, le régent Randolph n'en fit pas moins pour la repousser des préparatifs extraordinaires. Ce qui d'ailleurs, en cette circonstance, devait contribuer plus efficacement que tout le reste au salut du royaume, c'étaient, et ses immenses talents et sa longue expérience ; mais sa patrie fut, au moment critique, privée de si grands avantages. Il mourut à Muscelburgh tandis qu'il conduisait l'armée écossaise vers le nord, pour s'opposer à la descente que Baliol et ses partisans projetaient. Un accident si funeste fut généralement attribué à l'effet du poison, et on soupçonna un moine fugitif d'être l'auteur du crime.

Il semble que toute bonne administration, toute science militaire, et même le soin de la défense commune, furent inconnus au peuple écossais quand la mort eut enlevé Robert Bruce, Douglas et Randolph. De vieux soldats, il est vrai, leur survécurent, mais sans chefs, et, dès lors, non moins inutiles qu'une lame d'épée qui n'a plus de manche. Dès lors, la noblesse, qui s'était généralement soumise à l'habile autorité de Randolph, se divisa en une multitude de factions ri-

vales. Après beaucoup d'intrigues jalouses, Donald, comte de Mar, homme qui n'avait qu'un talent très ordinaire, quoique neveu de Robert Bruce, fut élevé à la régence. L'élection eut lieu à Perth, et ce triste choix venait d'être fait quand les nobles d'Écosse apprirent que Baliol et les barons déshérités, pénétrant dans le golfe de Forth, avaient débarqué à Kinghorn, battu le comte de Fife, et que, se dirigeant à travers la campagne, ils étaient venus s'établir près Forteviot avec la rivière d'Éarne devant eux. À leur petite troupe s'étaient joints beaucoup d'adhérents, mais elle ne s'élevait en tout qu'à trois mille hommes au plus. Le comte de Mar, avec des forces dix fois aussi nombreuses, alla camper près de Dupplin Moor, sur la rive opposée ou droite de la rivière, tandis qu'une deuxième armée qui se composait de barons du sud avec le comte de March à leur tête, s'approcha jusqu'à huit milles du flanc gauche de l'ennemi. On ne saurait imaginer une position plus désespérée que celle de Bruce, et s'il s'en tira, ce fut par un excès d'audace que le désespoir put seul lui inspirer. Un secret partisan des barons déshérités planta dans l'Éarne un pieu, qui indiqua l'endroit où l'on pouvait guéer avec le moins de péril. À minuit, l'armée anglaise traversa donc la rivière dans un profond silence, et se jeta sur le camp de ses nombreux antagonistes, qui, loin de se tenir sur leurs gardes, étaient appesantis par le sommeil et l'intempérance, car ils avaient passé la soirée en débauches et négligé même de placer des sentinelles. Les Anglais firent un affreux carnage de leurs ennemis, sans que presque ils se défendissent. Seul, le jeune comte de Moray déploya une valeur digne de son père ; réunissant les hommes de sa suite, il chargea avec succès en tête de cette colonne intrépide et peu nombreuse. Mais l'incapacité du comte de Mar qui, aux lueurs douteuses du matin, donna sans règle et sans ordre avec une masse confuse, perdit, au

lieu de les secourir, Randolph et sa petite troupe de braves. Il les arrêta sans savoir ce qu'il faisait, et quand il reconnut sa méprise, la retraite était devenue impossible. Les Anglais émoussèrent leurs épées à l'horrible boucherie qui commença dès lors, et la perte de l'armée écossaise, qui en grande partie fut occasionnée par le désordre de leurs rangs, où ils se foulèrent aux pieds et s'étouffèrent les uns les autres, ne s'éleva guère à moins de trente mille hommes, ce qui était quatre fois plus que toute l'armée de Baliol.

Après la bataille de Dupplin, les envahisseurs n'eurent aucune peine à s'emparer de Perth. Comme les fortifications de cette place avaient été détruites par Bruce d'après sa méthode ordinaire, les nouveaux possesseurs se mirent aussitôt en devoir de la protéger au moyen de quelques palissades. Ils travaillaient encore à cette besogne lorsque l'armée du sud, commandée, ainsi que nous l'avons dit, par le comte de March, se montra dans le voisinage de la ville. Les Anglais craignirent qu'on ne leur donnât l'assaut sur le champ et qu'ils ne pussent y résister. Mais lorsque Beaumont vit les bannières de l'avant-garde s'arrêter sur les hauteurs qui dominent la place : – « Ne craignons rien de ces gens-là, s'écria-t-il ; nous avons des amis parmi eux. » C'est ce que prouva bientôt la retraite du comte de March qui agissait, a-t-on supposé, de concert avec les envahisseurs. Une infructueuse tentative fut faite contre la flotte des barons déshérités, qui avait côtoyé le Fife et était à l'ancre dans le Tay, par cet ingénieur flamand nommé Crab, qui sous le précédent règne avait sauvé Berwick. Il parvint à prendre un beau navire appelé le cogue de Beaumont[50], mais succomba dans

[50] ***Cogue*** est un mot écossais, d'ordinaire employé pour désigner un vase à boire ; mais il signifie ici un vaisseau, un bâtiment. A. M.

ses efforts contre le reste de la flottille, et fut obligé de s'enfuir à Berwick.

Le comte de March rétrograda avec son armée, la licencia, et bientôt, ne dissimulant plus ses sentiments véritables, se déclara encore une fois pour la cause anglaise. Ce ne fut cependant qu'après la défaite des Écossais à Halidon-Hill, que ce puissant comte et d'autres barons des frontières orientales d'Écosse, qui, naguère et à contre-cœur, avaient retiré leur obéissance au monarque anglais pour la donner à Bruce, éprouvèrent le désir, alors que la contrainte imposée par sa puissance n'existait plus, de rentrer sous la dépendance de la couronne anglaise, qu'ils trouvaient sans doute plus nominale que celle qui était exercée par leurs proches voisins les monarques écossais.

Quand l'invasion étrangère eut été ainsi couronnée d'un succès dont la grandeur contraste merveilleusement avec la faiblesse des moyens employés pour l'obtenir, la conspiration domestique dont il vient d'être parlé éclata. Toutes les branches de la famille des Comyn, tous leurs gens qui s'étaient indirectement ressentis des rigueurs exercées contre David de Brechin et les autres conspirateurs mis à mort par ordre du parlement noir, tous ceux qui, dans ces temps de troubles et de violences où tant de maux furent causés et subis de part et d'autre, avaient souffert ou prétendu souffrir ; tous ceux enfin qui nourrissaient d'ambitieuses vues d'élévation sous le nouvel ordre de choses, ou trouvaient que l'ancien gouvernement les avait méconnus, s'unirent pour mener Édouard Baliol à Scone. Là, il fut couronné roi en leur présence ; là, chose non moins pénible que honteuse à dire, Sinclair, prélat de Dunkeld, que Bruce à cause de sa bravoure appelait son royal évêque, officia pour

la cérémonie du couronnement d'un usurpateur, qui n'avait lieu qu'au préjudice du fils de son héroïque maître.

Si étonnante et si douloureuse que fût certes une telle révolution, elle était de nature à durer plus long-temps que celle qui avait été opérée par Édouard I^er^ après la bataille de Falkirk. Alors tout semblait perdu, et si quelques patriotes résistaient encore, c'était plus par désespoir que par l'attente du succès. Alors, quoiqu'on désirât secouer le joug, il n'y avait cependant ni accord ni parité de vue, quant au monarque ou au mode de gouvernement à substituer. Aujourd'hui, on ne pouvait plus hésiter à ce sujet. La partie sage du royaume, et c'était de beaucoup la plus grande, avait pris unanimement la ferme résolution de replacer sur le trône la race du libérateur de l'Écosse ; et la foi de ceux qui embrassèrent ce noble dessein, sans être tout-à-fait inébranlable, était encore, comme on l'a déjà dit, une sorte de constance, si on songe aux vacillations des premiers temps.

Édouard Baliol, possesseur momentané de la couronne écossaise, montra bientôt qu'il n'était pas digne de la porter. Il se rendit en toute hâte vers la frontière, dont Édouard s'approchait alors avec une armée pour réclamer la part du lion parmi les barons déshérités. Effectivement il avait soutenu de son appui individuel leur entreprise, et leur succès définitif n'avait dépendu que de son aide. Oubliant l'exemple des malheurs paternels, Édouard Baliol replaça en tout point le royaume d'Écosse sous le joug anglais ; il se chargea à plaisir des fers féodaux que son père même avait trouvé trop avilissant de souffrir ; il s'engagea sous les peines les plus rigoureuses à seconder le roi Édouard dans ses guerres, lui avec deux cents gens-d'armes, et ses successeurs avec la moitié de ce nombre ; enfin, il agrandit et fortifia les fron-

tières anglaises par la cession de Berwick et de terres d'un revenu annuel de 2,000 livres.

Après avoir conclu ce triste marché avec le roi d'Angleterre, et par là s'être assuré, croyait-il, le puissant secours de cette nation, Baliol était nonchalamment campé à Annan, lorsqu'il fut surpris par un corps de cavalerie royaliste qui s'était assemblé à Moffat, et parmi les chefs duquel nous trouvons un jeune Randolph, second fils du régent, et frère de celui qui mourut à Dupplin, un Archibald Douglas, frère du fameux lord James, un Simon Fraser, et d'autres dont les noms nous rappellent les guerres de Bruce. Henri Baliol, frère de l'usurpateur, périt en le défendant avec vaillance ; beaucoup d'autres de ses partisans furent tués ou faits captifs, et Édouard lui-même se vit obligé de se sauver à demi nu au delà des frontières anglaises. Ainsi Édouard Baliol, après avoir à peine possédé trois mois la couronne qu'il avait usurpée, se trouvait exilé et fugitif.

Cependant les royalistes avaient rencontré dans sir André Moray de Bothwell, un chef digne de confiance. Il avait été dans sa jeunesse le compagnon de Wallace, et ensuite le fidèle partisan de Bruce, qui, pour récompenser son dévouement, lui donna la main de sa sœur Christine devenue veuve par la mort de l'héroïque Christophe Seaton. Sir André Moray était un soldat de l'école de Bruce, plein de sang-froid, de sagacité et de courage. Il prit tout d'abord une importante mesure ; ce fut de faire passer le jeune roi et la jeune reine en France, où Philippe avait promis sur sa parole non-seulement de veiller à leur salut, mais de pourvoir honorablement à leur entretien. Sa seconde tentative eut moins de succès. Il essaya de s'emparer par surprise du château de Roxburgh dans lequel Baliol s'était jeté, et engagea imprudemment sa propre personne dans le courant de l'attaque

qui déjà était assez périlleuse. Voyant un des plus braves écuyers qui fussent à son service, nommé Ralph Golding, en danger de périr, parce qu'un nombre supérieur d'Anglais l'avait assailli, sir André se précipita à son secours, et fut fait prisonnier, à l'extrême préjudice de la cause royale, car Archibald Douglas, quoique brave soldat et frère de l'illustre lord James, ne le remplaça que pauvrement. Peu après, pour surcroît d'infortune, dans une chaude bataille qui se livra sur les frontières, le chevalier de Liddesdale, autrement dit sir William Douglas, fils naturel du noble lord de ce nom, se laissa battre avec des troupes considérables, et tomba captif. Il fut traité avec beaucoup de rigueur et retenu prisonnier deux ans. C'est ainsi que l'Écosse fut encore privée, au moment de sa plus grande détresse, de deux d'entre ses meilleurs guerriers.

Édouard III se prépara dès lors à aider son vassal Baliol. Réunissant une nombreuse armée, il vint mettre le siége devant Berwick, place dont la conservation était à juste titre regardée par les Écossais comme de première importance, puisque Baliol avait consenti à la livrer à l'Angleterre. Le comte de March, dont nul ne supposait encore l'apostasie, était gouverneur du château, et sir Alexandre Seaton l'était de la ville. Ils se défendirent vigoureusement, et brûlèrent un grand vaisseau avec lequel les Anglais avaient attaqué les murailles par mer. Mais la garnison fut réduite à une telle extrémité, qu'ils se virent contraints, selon l'usage de l'époque, de consentir à se rendre s'ils n'étaient pas secourus à certain jour, et qu'ils remirent à cet effet des otages parmi lesquels était le fils du gouverneur Seaton. Avant le terme fixé, une nombreuse armée écossaise se montra en vue de Berwick, et parvint à jeter dans la place quelques chevaliers et quelques soldats : un des premiers, sir William Keith, se chargea alors du commandement de la ville.

Mais la circonspection des troupes anglaises, qui restèrent dans leurs tranchées et refusèrent une action générale, empêcha les renforts de faire lever le siége. Pour atteindre à ce but, Douglas, imitant la politique de Bruce en de pareilles circonstances, pénétra dans le Northumberland, y exerça des ravages, et menaça d'attaquer le château de Bamborough où la jeune reine anglaise Philippa résidait à cette époque. Mais Bamborough était assez fort pour défier un siége, et d'ailleurs le régent reçut bientôt de Berwick la nouvelle que comme la place était réduite à toute extrémité, le roi Édouard avait sommé les défenseurs de se rendre d'après la convention précédemment conclue. Mais ceux-ci, alléguant avoir reçu des secours et des renforts, refusaient. Le roi d'Angleterre prétendait que, comme l'aide qui leur était arrivée n'avait pas été suffisante pour forcer ses troupes à lever le siége, ils étaient tenus à lui livrer la place, tout autant que s'ils n'eussent été nullement secourus ; et il les sommait de se rendre sans retard, sous peine de mettre à mort les otages. Les historiens écossais disent qu'Édouard fit en effet tuer le jeune Seaton, et assez près de la ville pour que son père pût des murailles voir l'exécution[51] ; mais ce trait de barbarie n'est pas suffisamment prouvé. Chose plus certaine, les habitants de Berwick, inquiets pour le sort de leurs propres enfants, conçurent le désir de capituler, et refusèrent de défendre plus long-temps la place. Une seconde négociation fut ouverte, et on y convint que Berwick serait rendu à discrétion, hors le cas que les Écossais parvinssent à renforcer la ville de deux cents gens-d'armes, ou à défaire les Anglais en bataille rangée sous ces murs.

[51] On peut, à ce sujet, comparer l'histoire de Tytler, vol. II, p. 31, et les éclaircissements qui se trouvent à l'appendice, avec l'essai de lord Halles, sur ce fait particulier. W. S.

Soit oubli, soit dédain des pressantes recommandations du roi Robert, le régent Douglas résolut de confier le destin du pays à la chance d'une lutte décisive. Lorsqu'il eut traversé la Tweed, et qu'il s'approchait de Berwick du côté septentrional, il apprit que l'armée d'Angleterre était disposée en quatre grands bataillons avec de nombreux corps d'archers pour défendre leurs flancs. Le terrain occupé par eux était la crête d'une éminence appelée Halidon-Hill. Les Écossais se portèrent sur une chaîne de hauteurs qui s'élevaient en face, et au bas desquelles était un marécage. Le 20, dès la pointe du jour, n'écoutant qu'une téméraire impétuosité, ils marchèrent à l'attaque et s'exposèrent ainsi, pendant qu'ils descendaient la montagne et traversaient le marais, aux continuelles et terribles décharges des archers anglais, contre lesquels ils n'avaient à opposer aucun corps du même genre. Le résultat nécessaire fut qu'ils perdirent leurs rangs et qu'ils s'embarrassèrent dans la vase où beaucoup d'entre eux furent tués. Mais les nobles qui, revêtus de leur armure complète, se battaient à pied en tête de leurs vassaux, firent des prodiges de valeur pour conduire la majeure partie de l'armée de l'autre côté du marais ; ils y parvinrent et gravirent alors la montagne dont l'ennemi occupait le faîte. Là ils attaquèrent corps à corps les Anglais, mais ceux-ci, calmes et parfaitement rangés, eurent bientôt repoussé une attaque faite par des soldats en désordre et hors d'haleine. Après avoir reconnu l'inutilité de leurs efforts, les Écossais furent forcés de battre en retraite. Au même moment, les pages et les varlets qui tenaient les chevaux des combattants, voyant la bataille perdue, prirent la fuite et emmenèrent les montures avec eux, sans s'inquiéter de ce qu'alors leurs maîtres deviendraient. Aussi cette sanglante bataille se termina par un affreux carnage, et nombre d'illustres seigneurs demeurèrent sur la place.

Le vénérable comte de Lennox, ce fidèle compagnon de Robert Bruce, celui de Ross, ceux de Carrink, de Sutherland, de Monteith, et d'Athol, périrent tous. Une quantité innombrable de chevaliers et de barons succombèrent en outre ; au contraire, la perte du côté des Anglais ne fut qu'insignifiante. Le régent lui-même, Douglas, blessé et fait prisonnier, mourut peu après sa capture. Berwick se rendit en conséquence de cette action décisive, et le comte de March, gouverneur du château, revint ouvertement au parti de l'Angleterre, et fut admis à la faveur et à la confiance d'Édouard.

Les Écossais, par cette bataille, avaient essuyé un échec que leurs adversaires regardaient comme totalement irréparable. « Les guerres écossaises sont finies, disait la voix publique, car personne n'a plus en Écosse assez de crédit pour lever une armée ni de talent pour lui donner des ordres. » Dans tout le royaume qui naguère reconnaissait l'autorité de Bruce sans la contester, quatre châteaux seulement et une tour fortifiée qui méritait à peine le même titre, demeuraient en la possession des royalistes qui soutenaient la cause de son malheureux fils. Le premier était celui de Dumbarton, que sa nature rendait imprenable et que gardait Malcom Fleming ; Lochleven était situé sur une île dans le lac ainsi nommé, et défendu par Alar de Vipont ; Urghuart, le troisième, que Thomas Lander commandait, s'élevait dans l'Inverness ; Kildrummie, le quatrième, était aux ordres de Christine, sœur du roi Robert Bruce, successivement veuve du comte de Mar et de Christophe Seaton, alors femme de sir André Moray, retenu en prison ; quant au cinquième, qui était celui de Lockdowa dans le Carrick, John Thomas, homme d'une naissance obscure, mais d'une valeur intrépide, le même sans doute qui ramena d'Irlande les misérables débris de l'armée d'Édouard Bruce, le tenait au nom de son légitime souverain.

Profitant de cet intervalle de soumission apparente, Édouard Baliol, qui voulait ne rien refuser à son allié le roi d'Angleterre, tint à Édimbourg une moquerie de parlement. Il jura dans toute la force du terme hommage et fidélité au monarque anglais dont il se reconnut féodalement le vassal ; la ville de Berwick fut livrée à Édouard ; et comme ce prince désirait tenir une vaste portion de l'Écosse sous son immédiate et directe autorité, Baliol, par un acte de cession solennelle, remit à l'Angleterre la propriété absolue des provinces limitrophes, Berwickshire, Noxburghshire, Letkirshire, Peeblesshire, et Dumfrieshire, ainsi que du Lothian même avec ses trois divisions, en sorte qu'il abandonna toute la contrée qui s'étend de l'une à l'autre des murailles au nord et au sud par les Romains, et qu'il réduisît le royaume d'Écosse aux pays situés par delà les estuaires de Forth et de Clyde, que les Calédoniens libres avaient habités autrefois. Puis il prêta hommage de vassal pour le reste du royaume ainsi mutilé, ainsi démembré. Enfin dans le même parlement, Baliol récompensa par d'amples donations de terre les barons déshérités dont la bravoure lui valut cet extraordinaire triomphe.

Mais bientôt une querelle qui eut les résultats les plus graves éclata parmi ces fiers seigneurs. Le frère d'Alexandre de Mowbray mourut, ne laissant que des filles. Baliol envoya le frère du défunt, comme héritier mâle, en possession de ses fiefs. Mais Henri de Beaumont et David Hastings de Strathbogie, comtes de Buchan et d'Athol, épousèrent la cause des héritières dépossédées ; et comme Baliol ne tenait aucun compte de leurs plaintes, ils quittèrent la cour dans un état d'exaspération qui ne doit pas étonner entre des sujets si puissants et un roi de leur façon. Effrayé de leur révolte, Baliol changea sa décision, donna tort à Alexandre de Mow-

bray, et s'en fit par là un ennemi mortel, tandis qu'il ne parvint qu'à une douteuse réconciliation avec ses antagonistes.

Vers le même temps, sir André de Bothwell, fait prisonnier, comme nous l'avons vu à Rosburgh, s'évada ou fut relâché. Son retour en Écosse, au moment où la discorde régnait parmi les barons anglais, fut le signal d'une insurrection de tous les royalistes. À eux se joignit le mécontent Mowbray. Richard Talbot qui se dirigeait vers le sud, fut attaqué et battu par William Keith de Galton qui s'était distingué à la défense de Berwick. Sir André Moray, avec son nouvel allié Mowbray, assiégea le puissant Henri de Beaumont dans sa forteresse de Dundearg en Buchan, et après lui avoir coupé l'eau de manière à l'obliger de se rendre, exigea de lui une forte rançon. L'impulsion devint générale à travers l'Écosse. Les Brandanes, ou habitants du comté de Bute se révoltèrent contre le gouverneur anglais, le tuèrent, et envoyèrent sa tête à leur chef, le grand sénéchal d'Écosse. Dans l'Arnandale et l'Ayrshire où Bruce avait des domaines de famille, les royalistes se réunissaient de toutes parts. Le grand sénéchal s'était rendu célèbre par sa bravoure et la noblesse de son caractère. Du consentement unanime des royalistes, ce courageux et digne jeune homme fut associé à la régence. Lejeune comte de Moray, fils de l'héroïque Randolph, était revenu de France où il s'était sauvé après le désastre de Halidon-Hill, et pressa si rudement David Hastings de Strabhogie, que non-seulement il le força à se rendre, mais encore trouva moyen de le ramener à la bonne cause. Dès que Baliol vit la défaite de Talbot, la captivité de Beaumont, et la défection des trois plus puissants ***déshérités,*** il perdit courage, et par sa fuite en Angleterre montra clairement combien la grande masse de la nation écossaise était attachée fermement au légitime héritier de Bruce.

Édouard III entra donc en Écosse, dans le double but de soutenir son vassal et de s'assurer la possession des parties méridionales de ce royaume dont la pleine propriété et l'empire absolu lui avaient été cédés. Il ne rencontra aucune résistance, car les Écossais ne mirent pas d'armée en campagne ; mais il eut beaucoup à souffrir du manque de vivres et du mauvais temps particulier à la saison. Bref, la renommée d'Édouard gagna si peu à cette incursion, que le comte de March, seigneur qui n'était guidé que par son propre intérêt, choisit un moment si critique pour abandonner la cause anglaise. Ce baron, qui toujours obéissait aux circonstances, prévoyait vraisemblablement le danger que son propre pouvoir courait, car, selon toute probabilité, Édouard ne lui eût pas permis de conserver d'influence dans une contrée qu'il désirait annexer un jour à l'Angleterre, quoiqu'il ne se fût pas beaucoup inquiété, lorsque le comte était vassal de l'Écosse, du sans-gêne avec lequel il portait le joug du vasselage.

Alan de Vipont, écossais royaliste, qui défendait le château de Lochleven contre les Anglais, fut vers ce temps, dit-on, rudement pressé par un Jean de Stirling, natif d'Écosse à ce qu'il semble, mais qui commandait une armée pour Baliol. La garnison eut beaucoup à souffrir d'un fort élevé dans le cimetière de Kinross, et, assure-t-on, d'une digue jetée en travers du Leven, près de l'endroit où cette rivière sort du lac, afin que l'eau ainsi privée d'écoulement montât, inondât l'île et le château, et en rendît la capitulation inévitable. Mais Vipont profita d'une nuit nuageuse pour envoyer dans une barque des gens qui perçassent la digue. L'eau accumulée depuis plusieurs jours se précipita avec fureur par la trouée, emporta les terres qui l'avaient retenue, et en même temps noya les ennemis, car pour défendre leur ouvrage, ils s'étaient postés auprès. Il y a assurément, au lieu où le lac

laisse échapper le Leven, des indices qui semblent confirmer cette singulière tradition ; mais quelques historiens rapportent seulement que le fort anglais fut détruit par une sortie de la garnison écossaise, et ne parlent ni de digue ni d'inondation.

Les chefs des royalistes écossais se rassemblèrent alors en parlement à Dairsie, dans le Fife, pour arrêter en commun le plan d'opérations le plus propre à effectuer la délivrance du pays. Mais après avoir long-temps délibéré, ils ne convinrent d'aucune mesure utile en définitive, et la faute en fut principalement à la présomption du comte d'Athol, David de Strathbogie, lequel affectait sur les nobles d'Écosse une espèce de supériorité qu'ils ne pouvaient souffrir. Le parlement se sépara en désordre ; mais peut-être résulta-t-il de ces querelles, des conséquences qui furent indirectement avantageuses à l'Écosse. Comme on ne put tomber d'accord pour lever une armée nombreuse, on ne commit pas l'imprudence de risquer une action générale.

L'été suivant, Édouard fit une nouvelle invasion en Écosse par la frontière de l'est, tandis que Baliol y entra par celle de l'ouest avec un corps de troupes galloises et étrangères. Ce fut à qui des deux commettrait par le fer et la flamme les plus horribles ravages dans le pays. Mais les Écossais se souvenaient du testament de leur roi Robert, et se cachant dans les bois, dans les vallées, tombaient à l'improviste sur ceux des Anglais qui par hasard s'écartaient de la division principale, ou que la soif du pillage entraînait à quelque distance dans les terres.

À la fin de juillet, un fort escadron de gens-d'armes flamands qui venaient secourir l'Angleterre débarqua à Berwick. Ces étrangers, que Guy, comte de Namur, comman-

dait, croyant le pays tout-à-fait sans défense, avancèrent avec sécurité jusqu'à Édimbourg, place que rien ne protégeait plus, depuis que le château en avait été démoli. Mais le comte y arrivait à peine, qu'une armée de royalistes écossais, sous les ordres de Moray, de March et d'Alexandre Ramsay, l'attaqua. La bataille eut lieu près du Borough-Moor, et fut vivement disputée quelques heures ; enfin, le chevalier de Liddesdale, qui s'était évadé de prison ou à qui les Anglais avaient rendu sa liberté, descendant soudain des monts Pentland, décida la victoire. Les Flamands se jetèrent alors dans la ville, mais ne purent qu'avec des efforts inouïs de valeur atteindre la colline où étaient les ruines du château. Un combat à outrance dura pendant toute leur retraite, et la tradition a long-temps montré au bas du bois un endroit où David d'Annand, chevalier écossais d'une force surhumaine, frappa si rudement de sa hache d'armes sur un de ces étrangers couverts de mailles, que du même coup il tua l'homme avec le cheval, et ébranla une énorme dalle qui pavait la rue. Les Flamands érigèrent sur la colline du château une espèce de fortification au moyen de leurs chevaux qu'ils tuèrent, et dont les cadavres leur servirent à former une barricade. Néanmoins ce ne pouvait être qu'une ressource temporaire, et ils furent bientôt obligés de se rendre. Les Écossais traitèrent leurs vaillants prisonniers avec beaucoup de courtoisie, les relâchèrent sur leur parole de ne plus combattre contre David, et leur donnèrent une escorte qui les conduisit sains et saufs en Angleterre. Malheureusement, le comte de Moray, un des membres de la régence, les accompagna lui-même ; car, comme il s'en revenait vers le Lothian après s'être séparé d'eux, il fut attaqué par William de Pressen, commandant de la garnison anglaise du château de Jedburgh, fait prisonnier tandis que les gens de sa suite fuyaient, et jeté dans la forteresse de Bamborough. Ainsi les

services du digne successeur de Randolph furent momentanément perdus pour son pays. Les Anglais continuèrent leurs ravages, et avec un tel succès que les habitants en furent réduits à prêter des lèvres un serment d'obéissance qui les révoltaient au fond du cœur. « Si on demandait à un individu d'un certain âge, dit un vieil historien, quel était son roi, il n'osait pas faire d'autre réponse que nommer Édouard Baliol ; mais si on adressait à un enfant la même question, l'enfant, avec sa franchise ordinaire, répondait par le nom de David Bruce. »

Lorsque l'Écosse en fut réduite à cet état d'abaissement, et qu'Édouard eut employé, pour y étouffer l'esprit de révolte, tous les moyens par lesquels il semblait possible de combattre une disposition qui se manifestait partout, mais qu'on ne savait atteindre nulle part, le monarque songea à regagner son propre royaume. Mais auparavant il reçut la soumission du versatile comte d'Athol, rendit à ce puissant seigneur ses vastes domaines anglais, et le nomma régent ou gouverneur sous Baliol. Le grand sénéchal, sur qui David de Strathbogie paraît n'avoir eu que trop d'influence, se décida aussi, contrairement à son intérêt, car il était presque héritier du trône, à reconnaître Baliol comme son souverain. Après avoir fortifié Perth et rebâti les châteaux d'Édimbourg et de Stirling, Édouard III rentra enfin sur son propre territoire.

Une fois que les Écossais ne se sentirent plus opprimés par la force supérieure, qui naguère pesait irrésistiblement sur eux, ils laissèrent l'inextinguible feu de la liberté se rallumer en leurs âmes. Les royalistes choisirent de nouveau pour chef, sir André Moray de Bothwell, l'ami de Wallace et le beau-frère de Bruce. Athol, jaloux de se donner de l'importance aux yeux d'Édouard, et d'effacer le souvenir de

ses précédentes tergiversations, avait résolu d'assiéger le château de Kildrummie, dans l'Aberdeenshire, où résidait Christine, sœur de Robert Bruce et femme de sir André Moray. Moray, à qui se joignirent le comte de March et le chevalier de Liddesdale, vola au secours de la place. Ils réunirent environ quinze cents partisans, les uns habitants du Lothian et du Berwickshire, les autres du territoire de Kildrummie, et tombèrent soudain sur le comte d'Athol, alors campé dans la forêt de Killbrain, dont les troupes attaquées d'une manière aussi subite que terrible, se débandèrent de toutes parts. Le comte, quoique mobile en fait d'attachement politique, était ferme en fait de courage personnel ; il promena un regard de dédain sur les gens qui fuyaient, et frappant de la main un roc énorme près duquel il se trouvait : « Toi et moi, s'écria-t-il, nous ne fuirons aujourd'hui qu'ensemble. » Cinq chevaliers de sa maison demeurèrent, combattirent, et moururent avec lui, refusant tout quartier. La mort d'Alhol fut regardée par les royalistes comme un événement très favorable à leur cause, car sa puissance, et dans les derniers temps, son inclination même le rendaient leur ennemi juré.

Édouard en personne vint venger la mort d'un des plus redoutables, sinon des plus fermes de ses partisans. Il mena en Écosse une nombreuse armée qui ravagea le nord du pays jusqu'à Inverness. Mais tout habile qu'il était à profiter des avantages que le hasard, la disposition du terrain ou les circonstances du temps pouvaient offrir, néanmoins Édouard III trouva dans sir André Moray un adversaire dont la prévoyante sagesse et l'expérience consommée triomphèrent aisément de sa juvénile ardeur, et ne sut pas mieux le contraindre à une action qu'il n'y avait contraint Douglas et Randolph dans la campagne northumbrienne de 1327. L'exemple suivant de l'habileté, du courage et de la tactique

de Moray, peut donner une idée du calme avec lequel il déjoua la bouillante ardeur du héros de Creci.

À Perth, Édouard apprit que le régent d'Écosse était campé avec ses troupes dans le bois de Stronkaltire (probablement une partie de la fameuse forêt de Birnam), presque au pied des monts Grampians, et sur la limite des Hautes-Terres. Les plus habiles manœuvres furent faites par le roi pour entourer les ennemis, et l'Anglais avait déjà dirigé plusieurs de ses divisions vers différents côtés du bois, afin d'empêcher qu'ils ne lui échappassent. Sir André de Moray entendait la messe dans une chapelle située au milieu d'une clairière, lorsque ses éclaireurs lui vinrent annoncer l'approche de l'ennemi. Il leur ordonna de se taire jusqu'à ce que l'office divin fût fini. La messe terminée, ses émissaires hors d'haleine lui apprirent que l'Anglais n'était plus qu'à deux pas. « Hé bien, soit ! dit Moray ; mais il n'est pas besoin de nous presser. » Il s'arma alors très tranquillement et se fit amener son cheval de bataille. En le montant il s'aperçut qu'une sangle avait manqué. Avec le sang-froid le plus complet, le guerrier vétéran demanda certain coffre, en tira une pièce de cuir, en coupa la lanière qu'il lui fallait, et s'asseyant sur un des degrés de la chapelle, arrangea gravement la courroie de ses propres mains, bien qu'à la grande inquiétude de tous ceux qui l'environnaient, on ne cessât d'annoncer de toutes parts que l'ennemi débouchait de différents côtés. De vieux soldats, qui étaient présents à cette scène, ont avoué à l'historien Winton, prieur de Lochleven, que jamais de leur vie ils n'avaient passé d'aussi affreux moments que ceux pendant lesquels Moray arrangea sa maudite sangle. Mais ce chef était sûr de son temps et connaissait son affaire ; quand il monta à cheval et se plaça à la tête de ses gens qui avaient appris en le voyant toujours si calme à mettre en lui leur confiance absolue, il les forma en

colonne serrée, et tandis que les Anglais cherchaient un moyen de tenter l'attaque, il emmena tout tranquillement sa troupe hors de leur présence, et disparut en sûreté par un passage qu'il s'était ménagé sur ses derrières.

Édouard III pénétra jusqu'à la riche province de Moray, et porta partout la dévastation sur son passage. Mais là se bornèrent ses plus grands efforts, et il fut obligé de battre en retraite, à cause des conséquences qui résultèrent pour son armée même des ravages dont il était l'auteur. Il répara tous les châteaux du royaume que des garnisons anglaises occupaient, et laissant l'Écosse tranquille en apparence, regagna l'Angleterre. Mais les patriotes Écossais ne furent pas plus tôt délivrés du poids et de la présence de l'armée anglaise, qu'ils reprirent les armes sur tous les points à la fois, et que pressant de siéges et d'assauts ou surprenant par ruse les garnisons qu'on avait laissées pour les maintenir en crainte, ils prouvèrent par leur intelligence à suivre les préceptes de Bruce, qu'ils étaient dignes d'avoir été ses sujets. Le régent se distingua autant dans cette guerre par son adresse à saisir les occasions favorables, que lorsqu'il avait eu Édouard pour adversaire, par sa prudence à n'en offrir aucune à l'ennemi.

Sur ces entrefaites, la guerre éclata entre la France et l'Angleterre. Le 7 octobre 1337, le roi Édouard déclara publiquement ses prétentions à la couronne française ; mais vainement eut-il en vue cet objet nouveau et plus facile à conquérir, il ne détourna point les yeux de la conquête d'Écosse. Aux comtes de Salisbury, d'Arundel, et de Norfolk fut confié le commandement de l'armée du Nord, et le premier assiégea le château-fort de Dunbar, que défendit en l'absence du comte de March, sa femme, qui fille de l'héroïque Thomas Randolph, comte de Moray, était enflammée d'une partie de son courage. Cette comtesse, que

les gens du peuple avaient l'habitude d'appeler la Noire Agnès de Dunbar, était une de ces femmes dont les exhortations, pour parler comme Froissart, peuvent dans un moment de péril doubler la force d'un homme. Elle faisait chaque jour la ronde des murs, de manière à ce que les assiégeants et les assiégés la vissent, et quand des pierres lancées par les Anglais venaient frapper les créneaux, vite, comme pour se moquer de leurs machines, elle priait les jeunes filles de sa suite d'essuyer avec leurs mouchoirs les endroits où ces pierres venaient de tomber. Une fois, elle fit accroire au comte de Salisbury qu'on avait formé à l'intérieur du château un complot pour le lui livrer et faillit s'emparer de sa personne. En une autre occasion, une flèche lancée par un archer de sa garde particulière perça le cœur d'un chevalier anglais, bien qu'il fût complètement armé. « Oh ! oh ! les épingles de madame sont piquantes, s'écria Montague, comte de Salisbury, ou plutôt les traits d'amour de notre comtesse percent le cœur. » Un autre jour, les Anglais avançaient vers les murs la machine appelée truie, et dont il a été question plus haut dans le récit du siége de Berwick, Agnès apostropha le général ennemi des deux vers suivants :

« Ohé ! prends garde que ta truie
Ne mette bas, je t'en supplie[52]. »

[52] Les vers pouvaient être nouveaux, mais la plaisanterie ne l'était pas, car elle avait été employée dans une occasion pareille au siège de Berwich, en 1319, lorsque le grand sénéchal d'Écosse défendit cette ville contre les Anglais. W. S.

À ces mots, un énorme roc, préparé tout exprès, fut lancé contre la machine et la fit voler en éclats. Le comte, après avoir inutilement épuisé l'invention de ses ingénieurs, résolut alors de convertir le siége en blocus et de réduire Dunbar par la famine. Comme il avait une nombreuse flotte, il aurait pu réussir par ce moyen ; mais le brave chevalier sir Alexandre Rasbay de Dalwolsey, montant un léger navire, et favorisé par une nuit sombre, parvint à jeter dans le château un renfort de provisions et de soldats. La nouvelle en fut donnée aux assiégeants par une sortie, et leur découragement devint tel, que, levant le siége qui avait duré cinq mois, ils se retirèrent de devant Dunbar avec peu d'honneur.

Les patriotes obtinrent dans toute l'Écosse de semblables succès. L'état, il est vrai, éprouva une cruelle perte dans la personne de sir André Moray, le régent, qui expira en paix à son château d'Aroch, dans le comté de Ross : beau-frère de Bruce, et l'un des derniers de ses capitaines, il déploya jusqu'au jour de sa mort cette valeur, cette sagacité, et ce patriotisme, qui lui méritèrent une alliance aussi illustre. On lui reproche d'avoir, dans ses campagnes, répandu, comme à plaisir, le ravage et la désolation ; mais on oublie qu'un des principaux préceptes de Bruce, dans sa terrible méthode de guerre défensive, était de brûler la plaine devant l'ennemi.

Le grand-sénéchal d'Écosse, affranchi de la funeste influence que le comte d'Athol, toujours favorable à l'Angleterre, avait exercée sur lui, fut alors nommé seul régent et se montra digne d'une telle confiance. Aidé par cinq vaisseaux de guerre et quelques gens-d'armes qui furent envoyés de France, il commença le siége de Perth, et le pressa avec vigueur, grâce aux talents de William Bullock, ecclésiastique qui aimait mieux le champ de bataille et les discus-

sions politiques du cabinet que les matines et les vêpres. Édouard Baliol, qui connaissait l'habileté de ce Bullock, l'avait choisi pour son chancelier d'Écosse et fait gouverneur d'un château fort dans le district de Cupar. Mais lorsque Édouard lui-même avec une armée ne put réussir à consolider en Écosse la puissance de Baliol, ce prêtre belliqueux entrevit la révolution qui se préparait et changea de parti ; car une fidélité à toute épreuve n'était nullement la vertu de l'époque. Le régent profita donc de sa bonne volonté pour hâter autant que possible le siége de Perth, qui était vaillamment défendu. Il montra toute la fermeté de son caractère pendant une éclipse complète de soleil qui survint au milieu de ses opérations stratégiques. Tandis que tout le monde, parmi les assiégeants et les assiégés, s'abandonnaient à de superstitieuses frayeurs, Bullock profita des ténèbres pour rouler ses machines militaires si près des murs que quand la clarté reparut, la garnison se vit obligée de se rendre.

Le grand-sénéchal, réduisant avec le même bonheur Stirling et d'autres forteresses anglaises au nord du Forth, fit reconnaître dans toute la contrée l'autorité du roi David.

D'autres chefs écossais se distinguèrent dans différentes provinces. Sir William Douglas, le chevalier de Liddesdale, déploya une rare activité dans le sud de l'Écosse. Il expulsa totalement les Anglais du Teviotdale, s'empara du château-fort d'Hermitage, vainquit Roland-de-Vaux, et après avoir combattu sir Lawrence Abernethy, Écossais qui servait la cause anglaise, trois fois en un jour, il remporta sur lui une victoire définitive, dans une quatrième rencontre, le fit prisonnier et dispersa ses partisans. Une acquisition encore plus importante pour l'Écosse fut celle du château d'Édimbourg, qu'Édouard III avait fortifié pendant sa der-

nière campagne. Le chevalier de Liddesdale obtint d'un brave matelot qu'il reçut dans sa chaloupe un certain nombre de soldats d'un courage éprouvé. John Currie, ainsi se nommait cet individu, se donna l'air d'un capitaine de vaisseau anglais, et entra dans le château avec une troupe de guerriers que des bonnets et des habits d'emprunt déguisaient en marins, et qui portaient des barils et des paniers, lesquels étaient censés contenir du vin et des provisions. Ils déposèrent le tout à l'entrée du portail de manière à empêcher qu'on ne pût fermer les portes, et tirant leurs épées, se ruèrent sur les sentinelles. Bientôt secondés par Liddesdale et quelques gens d'élite qui se tenaient en embuscade dans le voisinage, ils battirent la garnison anglaise et la chassèrent du château.

Sir Alexandre Ramsay de Dalwolsey, le même qui secourut si bravement le château de Dunbar, ne le cédait, pour son dévouement à la cause nationale, à aucun des héros que nous venons de nommer. Comme ses domaines et son influence étaient dans le Lothian et près d'Édimbourg, il avait coutume, même quand les Anglais se trouvaient maîtres de la capitale, de résider avec une bande d'intrépides soldats parmi les rochers, les vallons et les cavernes du romantique voisinage de Roslin. Il en sortait sans cesse pour incommoder les Anglais, qui avec lui, suivant la phrase du temps, n'avaient pas beau jeu. Souvent aussi, il se jetait dans le Northumberland, y commettait d'affreux ravages, et regagnait sain et sauf son inexpugnable retraite. Sa renommée en chevalerie était si éclatante qu'aucun jeune Écossais des environs ne passait pour courageux tant qu'il n'avait pas fait ses preuves dans la bande de Ramsay.

Les exploits de ces braves guerriers, d'une part, ébranlèrent tant l'autorité anglaise à travers toute l'Écosse, et de

l'autre, y affermirent si bien le gouvernement du monarque légitime, qu'on jugea convenable que le roi David et sa jeune épouse revinssent de France dans leur propre royaume. Ils débarquèrent donc en mai 1341 au petit port d'Inverbervie, dans le Kincardineshire.

Au même printemps, sir Alexandre Ramsay de Dalwolsey ajouta à la longue liste de ses services l'importante acquisition du château de Roxburgh, que d'après le mode énergique de l'époque il prit par escalade. Malheureusement la manière dont le roi, qui avait encore autant d'inexpérience que de jeunesse, récompensa ce noble fait d'armes, fut fatale au vaillant chevalier qui l'avait accompli. David nomma Ramsay shérif de Roxburgh, ne croyant pouvoir conférer mieux cette distinction qu'à celui de ses serviteurs qui s'était emparé de la principale forteresse du comté. Mais le chevalier de Liddesdale, qui possédait de vastes domaines dans le Roxburghshire et qui, par ses services, prétendait à la charge en question, s'offensa profondément de la préférence donnée à Ramsay. Après avoir été l'ami et le compagnon d'armes d'Alexandre, il devint son ennemi mortel, et la violence de sa haine ne put s'étancher que dans le sang de son antagoniste. Il choisit un jour où Ramsay rendait la justice à Harwick, et accompagné d'une troupe de soldats, tomba sur lui, dispersa les quelques personnes qui l'entouraient, le blessa sur son siége même de juge, le jeta sur un cheval, et à travers maints marécages, à travers maintes montagnes, l'emmena dans son château si solitaire et si triste de l'Hermitage, où il le plongea dans le donjon de cette sombre et affreuse forteresse ; puis on laissa le noble captif, tout criblé de blessures, lutter contre la soif et la faim. Quelque temps il soutint sa misérable existence, grâce à des grains de blé qui tombaient d'un grenier au-dessus de lui, et enfin la mort le délivra de ses maux.

Le plus honteux de cette horrible histoire reste à dire. David, dont un imprudent témoignage de faveur avait causé le meurtre du noble Ramsay, se vit obligé, par la faiblesse de son pouvoir et la force des circonstances, tant il régnait de désordre dans l'état, non-seulement de pardonner au barbare assassin, mais de l'appeler à l'honneur de garder le château de Roxburgh que la valeur de sa victime avait enlevé à l'ennemi, et de le nommer à la charge de shérif devenue vacante par un meurtre. Il n'est guère possible de donner un exemple plus déplorable que celui-là des misères d'un temps où les nobles se mettaient au-dessus de toutes les lois divines et humaines, et non-seulement satisfaisaient leurs passions furieuses avec impunité, mais encore y puisaient un nouveau mobile à leur ambition. Le crime du chevalier de Liddesdale ne jeta aucune tache sur sa renommée ; car avant le meurtre de Ramsay on l'appelait la Fleur de la Chevalerie, et ce glorieux surnom lui resta après l'acte infâme de cruauté dont il se rendit coupable.

Un destin semblable à celui de Ramsay fut éprouvé par une victime qui toutefois mérite moins de pitié. Bullock, ce belliqueux ecclésiastique, qui avait déserté l'étendard d'Angleterre pour celui d'Écosse, et contribué si puissamment à la réduction de Perth, fut soudain, d'après un ordre royal, saisi par sir David Berkely et jeté dans le château de Lockendorf, en Morayshire, où, comme Ramsay, on le laissa mourir de faim. Un historien écossais a fait sur son sort cette triste remarque : « C'est un ancien proverbe que ni la puissance, ni la bravoure, ni la sagesse ne fleurissent long-temps en Écosse ; car l'envie, dans cette contrée, l'emporte toujours sur toutes ces vertus. »

Tant que les deux nations ennemies continuèrent à guerroyer, elles ne cessèrent non plus d'exercer dans les

provinces limitrophes de l'une et de l'autre des ravages mutuels qui ajoutèrent beaucoup à la misère publique, sans presque servir de rien à la décision de la guerre ; et quand on jette un regard vers le passé, quand on songe aux conséquences affreuses d'une suite si longue d'hostilités de la plus désolante nature, on est tenté de croire que Dieu et l'homme avaient résolu en commun la ruine totale de ces malheureux pays. Entre les ravages passagers des Anglais d'une part, et de l'autre, ceux qui étaient systématiquement exercés par les chefs écossais, la pratique régulière de l'agriculture fut négligée davantage d'année en année, et les récoltes devinrent nulles.

Une grande famine en fut le résultat nécessaire ; les champs, qui autrefois se couvraient de riches moissons, restèrent en friche, ne produisirent plus, et se revêtirent d'épines et de ronces, tandis que les loups et les daims sauvages, contrairement à leurs habitudes, approchèrent des demeures de l'homme. Les habitants, pressés par la faim, furent obligés de recourir aux aliments qui répugnent le plus à l'espèce humaine ; ainsi, un malheureux, appelé Chrétien Cleik, et sa femme, subsistèrent quelque temps, dit-on, de la chair d'enfants qu'ils prenaient dans des trappes et qu'ils dévoraient. Ces atroces cannibales furent découverts, condamnés à mort et brûlés vifs. Bientôt la famine et les hideux moyens par lesquels on cherchait à tromper sa rage, amenèrent une maladie épidémique qui en était la conséquence naturelle.

La peste ravagea le pays et immola un grand nombre d'habitants dont la santé avait été affaiblie, tandis que d'autres, abandonnant une contrée où le ciel semblait s'être complu à déverser les flots les plus terribles de son cour-

roux, émigrèrent en France et dans les Pays-Bas. Hélas ! la fin de ces malheurs n'était pas encore prochaine.

CHAPITRE XIV.

Caractère du roi David. – Invasion en Angleterre. – Bataille de Durham. – Conquêtes des provinces limitrophes par les Anglais. – Le grand-sénéchal défend le pays en deçà du Forth ; Douglas recouvre la forêt d'Ettricke et le Teviotdale. – Trêve avec l'Angleterre. – David II reconnaît la suprématie d'Édouard ; mais ses sujets refusent de la reconnaître. – Le chevalier de Liddesdale se laisse aller à trahir son pays, mais est tué par son filleul lord Douglas. – La négociation entamée pour le rachat du roi est rompue par l'intervention de la France. – Bataille de Nesbitmoor – Attaque de Berwick qui est secouru par Édouard III. – Il envahit l'Écosse. – La Chandeleur brûlée. – Les Anglais sont obligés de battre en retraite. – Le roi David est rendu à la liberté. – Son bouillant naturel. – Ses voyages réitérés en Angleterre ; influence qu'Édouard prend sur lui. – Il propose que la succession d'Écosse passe, après sa mort, à Lionel, fils d'Édouard. – Le parlement écossais repousse cette proposition – Révolte du grand-sénéchal et d'autres seigneurs ; elle est comprimée, et le calme renaît. – Nouveau projet d'Édouard et de David ; il est abandonné comme impraticable. – David II épouse Catherine Logie, charmante fille de basse condition. – Traité de paix interrompu par des difficultés au sujet de la rançon du roi ; elles sont enfin levées. – Divorce de David et de la reine. – Mort de David II. – État de l'Écosse sous son règne.

David II, comme on pouvait l'attendre du fils de Robert Bruce, brillait par l'intrépidité de son courage ; il possédait un extérieur agréable, ce qui est une forte recommandation auprès de la multitude, et se distinguait surtout par son adresse dans les exercices militaires. Malheureusement, son éducation à la cour de France lui avait donné un goût irrésistible pour le plaisir, et ce penchant, qui toujours mène à un extrême égoïsme, est, par cette raison, aussi contraire que possible à l'esprit de désintéressement et à l'amour du bien public qui caractérisent un roi patriote. Il était jeune d'ailleurs, car il n'atteignait que sa dix-huitième année quand il débarqua à Inverbervie, et manquait absolument d'expérience. Tels étaient la situation désavantageuse et le triste naturel d'un roi qui, entrant à peine dans l'adolescence, avait à gouverner un état désolé à la fois par une guerre étrangère que poursuivait sans relâche un ennemi de force supérieure, par des fonctions civiles et des discordes qui aboutissaient aux plus déplorables excès, par une horrible épidémie, et enfin par une cruelle famine. Il ne manquait plus à tous ces fléaux que celui d'un prince faible et imprudent pour faire déborder une coupe d'amertume déjà si pleine.

Le conseiller le plus habile et le plus digne de confiance que David aurait pu choisir, était incontestablement le grand-sénéchal, qui avait conservé la régence jusqu'à l'arrivée du roi. Mais, au cas que David n'eût pas d'héritiers directs, et il n'en avait pas encore, le grand-sénéchal devait hériter du trône ; or, rien n'est plus rare que de voir les princes aimer leurs successeurs et se fier entièrement à eux lorsqu'ils ne sont pas de leur famille immédiate.

Comme Édouard avait passé en France, le moment avait semblé favorable pour une attaque contre les frontières. Di-

verses tentatives furent faites sans succès décisifs de part ni d'autre, et amenèrent une trêve de deux ans qui finissait à la saint Martin 1346. Cette convention, passée entre l'Angleterre et la France, regardait aussi l'Écosse. David et ses sujets, cependant, ne tardèrent pas à s'ennuyer de la trêve, qui fut violée par une terrible incursion du chevalier de Liddesdale en Angleterre. En 1344, David se prépara à une invasion sur une échelle beaucoup plus vaste et somma tous les Écossais, tant des hautes que des basses terres, qui pouvaient porter les armes, de se réunir à Perth. De tous côtés on répondit à l'appel, et Reginald du Ranald des îles, en particulier, se présenta avec un immense corps de troupes. Malheureusement il existait une mortelle inimitié entre ce seigneur insulaire et le puissant comte de Ross ; à force de machinations, ce dernier chef parvint à faire assassiner Reginald au monastère d'Elcho près de Perth. L'assassin, qui était un perfide joueur de harpe, et les nombreux vassaux de Reginald, quittèrent l'armée du roi par crainte de châtiment ; les gens des îles, indignés du meurtre de leur seigneur et redoutant l'avenir, se débandèrent, et après avoir abandonné l'étendard royal, regagnèrent en désordre leurs foyers. Le roi David, dont les forces furent ainsi diminuées considérablement, n'en résolut pas moins de continuer son expédition.

Il entra en Angleterre par la frontière occidentale ; une forteresse qu'on appelait le fossé de Liddel était vigoureusement défendue par Walter Selby, complice du fameux Middleton dans la spoliation des deux cardinaux et de l'évêque de Durham, ainsi que dans divers autres actes de brigandage. Il paraît qu'alors Selby en était revenu à la défense bien légitime de l'Angleterre, son pays natal ; aussi ne peut-on s'empêcher de tressaillir quand on lit dans ses chroniqueurs que David, après avoir pris la forteresse d'assaut,

en fit décapiter le commandant. Quel crime avait-il commis envers ce prince ? Il n'en est rien dit.

En se dirigeant à l'est vers Hexham, l'armée de David, suivant l'usage, marqua sa route par de barbares dévastations, qui furent d'autant plus censurées à cette époque, que le patrimoine de saint Cuthbert n'éprouva ni faveur ni respect. Les grands barons du nord de l'Angleterre, Percy et Neville, Musgrave, Scrope, et Hastings, réunirent des forces suffisantes pour montrer que, quoique le vainqueur de Creci fût encore en France avec son armée victorieuse, assez d'Anglais étaient demeurés dans leurs foyers pour garantir de toute violation les frontières de son royaume. Les archevêques de Cantorbery et d'York, les prélats de Durham, de Carlisle et de Lincolm, envoyèrent leurs vassaux au rendez-vous, et s'y rendirent eux-mêmes pour ajouter l'enthousiasme religieux au zèle patriotique des barons. Dix mille soldats qui avaient été dirigés sur Calais pour renforcer la troisième armée d'Édouard, furent contremandés dans cette critique circonstance, et allèrent rejoindre les guerriers septentrionaux.

Dès que le chevalier de Liddesdale apprit cette formidable réunion de forces, il conseilla au roi d'Écosse de faire retraite, et d'éviter une bataille rangée ; mais les autres seigneurs, s'imaginant avoir sous la main une magnifique occasion de pillage, ne voulurent rien entendre à un semblable conseil, et l'imputèrent à l'égoïsme de Douglas, qui, après s'être enrichi aux dépens des Anglais, désirait maintenant, croyaient-ils, abréger à d'autres le temps de prendre leur part des dépouilles anglaises. Le roi David s'avança donc jusqu'au parc de Beaurepaire, par corruption Bear-Park, près Durham, et quoique le terrain fût tellement coupé d'enclos qu'il était difficile aux chefs de ranger leurs troupes en ordre

et impossible aux divisions de se soutenir convenablement les unes les autres, il y établit ses quartiers.

Pendant la matinée du 17 octobre, le chevalier de Liddesdale s'était porté en avant avec quatre cents gens-d'armes pour ramasser des provisions et du fourrage ; soudain, à Ferry-sur-le-Mont, il se trouva en présence de toute l'armée anglaise qui s'était réunie dans l'évêché d'Auckland et marchait alors vers Sunderland. Le chef écossais à qui ses forces ne permettaient nullement d'en venir aux mains, essaya, mais sans succès, de faire retraite ; il fut attaqué, chargé, mis en déroute, et éprouva de graves pertes ; lui et les restes de sa division n'eurent que le temps de galoper jusqu'aux quartiers écossais et d'y donner l'alarme ; les ennemis y arrivèrent presque aussitôt qu'eux.

L'armée écossaise reçut immédiatement l'ordre de se former en trois divisions, et l'exécuta aussi bien que la nature des lieux, brisés et rompus qu'ils étaient, le permit. L'aile droite fut commandée par le comte de Moray, le centre par le roi en personne, et l'aile gauche par le chevalier de Liddesdale, le grand-sénéchal d'Écosse, et le comte de Dunbar. Ces dispositions étaient à peine finies, que les archers anglais, au nombre de dix mille, commencèrent à se montrer. Un chef plein d'expérience, sir John de Graham, prévoyant les suites fatales de ce qui allait arriver, demanda instamment au roi la permission de fondre sur les archers avec un corps de cavalerie. « Ne me donnez que cent chevaux, dit-il, et je réponds d'en venir à bout, de les disperser. » – « Mais pour parler véridiquement, écrit le vieil historien Fordun, de Graham ne put obtenir un seul cavalier. » Peut-être la raison en fut-elle que la perte du matin même avait principalement porté sur les gens-d'armes écossais, et qu'alors ils n'étaient presque plus bons à rien ; mais en géné-

ral, on l'attribue plutôt au caprice et à l'obstination du jeune roi. Graham tenta avec les gens de sa propre suite d'exécuter la manœuvre qu'il proposait, mais en beaucoup trop petit nombre pour produire sur les archers l'impression nécessaire, ils furent battus, et lui-même ne s'échappa qu'avec peine. L'impitoyable pluie de flèches commença alors, et tomba sans interruption, aussi serrée que de la grêle, entre les Écossais qui furent en même temps chargés par les gens-d'armes et les lanciers[53]. Les nombreux enclos anéantirent en le gênant leur système de défense, et enfin leur aile gauche, que le comte de Moray commandait pourtant, se mit à fuir ; la cavalerie anglaise donna en ce moment, et compléta leur déroute ; bientôt le désordre fut au comble parmi eux et rien n'arrêta plus leur fuite, ce dont les Anglais profitèrent pour attaquer à la fois la division royale et du côté gauche alors découvert et de front. Au milieu de charges réitérées et du massacre horrible qui résultait de la continuelle décharge des flèches anglaises, David montra qu'il avait hérité du courage, sinon des talents de son père ; il fut deux fois blessé grièvement par des flèches, mais continua jusqu'au bout d'encourager par son exemple les quelques-uns de ses pairs et de ses officiers qui combattaient encore autour de lui. À la fin, dans une horrible mêlée, un chevalier northumbrien, du nom de Copland, lutta corps à corps avec David et le fit prisonnier, mais ce ne fut pas sans que le roi lui brisât d'un coup de gantelet deux dents de devant.

Lorsque le grand-sénéchal et le comte de March virent la bannière royale tomber, désespérant, quoiqu'ils n'eussent

---

[53] ***Bill-men,*** dit le texte. ***A bill-man*** est d'ordinaire celui qui ébranche ou élague des arbres. A. M.

pas encore souffert beaucoup, de pouvoir délivrer le roi ou ressaisir la victoire, ils quittèrent le champ de bataille en assez bon ordre et reconduisirent en Écosse leur division, ainsi que les soldats qui se rallièrent sous leurs étendards. David II, a-t-on pensé, regarda cette retraite comme une sorte de désertion, et ce qui le confirma dans ce soupçon, fut que l'héritier présomptif du trône la commandait. Le roi captif fut mené à Londres, puis, en procession solennelle, transféré à la Tour sous une garde de vingt mille hommes, et au milieu de toute la milice citoyenne en grande tenue. Avec David Bruce furent faits prisonniers les comtes de Fife, de Monteith, de Wigton, et aussi le chevalier de Liddesdale, qui apparemment encourut ce malheur en se précipitant au secours du roi, car sinon, il aurait pu se retirer avec le grand-sénéchal et le comte de March dont il partageait le commandement. Une cinquantaine de barons eurent le même sort.

Sur le fatal champ de bataille de Neville's-Cross restèrent, les comtes de Moray et de Stratherne, David de la Haie, grand-connétable d'Écosse, Robert Keith, grand-maréchal, ainsi que le chambellan, le chancelier, et beaucoup d'autres personnages de distinction. Quant aux simples soldats, il en périt au moins quinze mille.

La nation écossaise ne commençait qu'à respirer de ses horribles souffrances pendant la guerre civile, lorsqu'elle fut, à ce qu'il sembla bien, totalement abattue par le coup auquel David avait eu l'imprudence d'exposer son royaume. Tous les comtés d'Écosse, voisins de l'Angleterre, se rendirent sans même tenter une infructueuse résistance. La ligne de ses frontières fut reculée vers le nord, jusqu'aux confins méridionaux du Lothian, et s'étendit entre le chemin de Colbrand et les monts Soltra. Elle devait par la suite devenir

plus septentrionale encore, car elle finit par s'étendre de Carlops à Crosseryne.

Le roi d'Angleterre abusa cruellement de sa victoire. Il mit en jugement deux de ses nobles prisonniers, le comte de Monteith et Duncan, comte de Fife, pour avoir embrassé le parti de Bruce après l'obéissance qu'ils avaient jurée à Baliol, et, ce dont les temps modernes offrent aussi un exemple, communiqua aux juges qui devaient prononcer sur le sort des accusés une copie d'une sentence que lui et son conseil privé avaient eu soin d'arrêter préalablement. La décision d'un tribunal si bien instruit de son devoir ne fut pas embarrassante. Les deux comtes furent convaincus de haute trahison, mais Monteith seul subit le hideux châtiment porté contre ce crime par les lois anglaises.

Toutefois, tandis qu'il punissait si sévèrement ceux qui avaient été, comme on disait, traîtres à Baliol, Édouard n'avait dessein de rendre à son allié aucune délégation de pouvoir en Écosse. L'ex-roi, depuis sa dernière expulsion, hors de ses états, avait vécu sur des appointements que lui payait l'Angleterre, et agi plus comme un lieutenant de frontières anglaises que comme un prince qui avait des droits à la couronne écossaise. La victoire de Neville's-Cross n'augmenta nullement son autorité. Au contraire, les barons anglais Lucy, Dacre et Umfraville furent chargés de recevoir le serment d'obéissance que, supposait-on, les habitants humiliés de l'Écosse seraient universellement disposés à prêter au roi Édouard en personne.

En cette périlleuse occasion, cependant, ainsi qu'en d'autres circonstances critiques, le peuple écossais, menacé de perdre sans retour son indépendance nationale, trouva un prompt remède à ces maux dans son intrépide courage. Les

nobles qui avaient échappé à la défaite de Neville's-Cross, rendirent au grand-sénéchal d'Écosse, en l'absence du roi prisonnier, la régence du royaume. Abandonnant les provinces du sud, qu'il ne pouvait défendre, le régent mit la contrée au nord du Forth sur le meilleur pied qu'il put, et maintint au milieu de la frayeur et des troubles une espèce de gouvernement et d'ordre. À ce moment de crise, William lord Douglas revint de France où il était allé recevoir une éducation militaire, et avec l'active valeur de son oncle le digne lord James, chassa les envahisseurs anglais de ses domaines patrimoniaux, puis, avec le temps, de la forêt d'Ettricke et du Teviotdale, provinces dont les belliqueux habitants avaient toujours marché sous la bannière de sa chevaleresque famille.

Le résultat de ces triomphes aurait été probablement une terrible invasion d'Édouard en Écosse, si cela n'avait dépendu que de lui. Mais le consentement des barons anglais était nécessaire, et ils se montraient peu disposés à permettre que ces funestes et coûteuses guerres, qui avaient été si souvent et si infructueusement tentées contre l'Écosse, recommençassent. Le roi d'Angleterre consentit donc, presque malgré lui, à une trêve avec le grand-sénéchal, mais ensuite ce fut volontiers qu'il la renouvela plusieurs fois, car il ne tarda guère à former le double dessein de remplir ses coffres avec une forte rançon pour son royal prisonnier David, et de s'assurer autrement que par les armes des droits à la succession du trône écossais.

En conséquence, on traita le royal captif avec plus de douceur que d'abord, et, pour aiguiser peut-être son désir de recouvrer sa couronne avec sa liberté, on lui permit un voyage en Écosse, après qu'il eut juré de revenir à certaine date et même donné des otages comme garantie de sa pa-

role. Aussi impatient que son prédécesseur Guillaume-le-Lion, David semble avoir été prêt, pour redevenir libre, à reconnaître la souveraineté d'Édouard sur son royaume, et à céder encore une fois au monarque anglais sur la question de suprématie. Bien plus, il paraît avoir fait quelques démarches à cette intention. Dans deux pièces qui existent encore, il accorde à Édouard le titre de seigneur suzerain et consent à lui prêter le serment d'hommage. Comme le but de sa délivrance temporaire était en partie de lui donner un moyen de sonder les opinions et les sentiments de son peuple sur ce point important, les commissaires anglais reçurent l'autorisation de prolonger son absence s'ils croyaient par là aider à ce qu'un traité se conclût sur de telles bases. Mais quand les nobles d'Écosse furent sondés à ce sujet, ils déclarèrent d'une voix unanime que quoiqu'ils dussent s'appauvrir avec joie pour racheter à prix d'argent la liberté de leur souverain, jamais, pour obtenir un pareil résultat ni aucun autre, ils ne consentiraient à trahir l'indépendance de leur pays. David fut donc obligé de retourner en prison.

L'historien Tytler suppose que ce fut comme pour suppléer à cette convention inutilement passée entre les deux rois, qu'Édouard III conclut avec le chevalier de Liddesdale, qui était aussi prisonnier en Angleterre, depuis la bataille de Neville's-Cross, une espèce de traité par lequel celui-ci, reconquérant son indépendance au moyen d'une trahison, et renonçant, sous le plus léger et le plus vain des prétextes, à l'obéissance et à la fidélité qu'il devait à son roi et à son pays, s'engagea à permettre aux Anglais de passer en tout temps et pour tout motif sur son territoire, promit de tenir sur pied un corps de troupes qui toujours serait prêt à marcher sous la bannière d'Édouard, et, en un mot, transféra au roi anglais le service militaire dont il était débiteur envers sa patrie. Pour le récompenser de cette perfide désertion,

Édouard lui restitua sa liberté, lui octroya les terres et la seigneurie de Liddesdale, ainsi que le château de l'Hermitage, et quelques possessions sur les montagnes d'Annandale. Mais nous avons peine à croire que la teneur entière de ce traité ait été connue de David, quoiqu'il sût sans doute que le chevalier était favorable à une alliance avec l'Angleterre. Au reste, peu importe que son monarque légitime n'ignorât rien ou fût instruit de tout : une chose certaine, c'est, pour emprunter le pathétique langage de lord Hailes, « que sir William Douglas, en un fatal moment, ternit à jamais la gloire de ses anciens exploits, et, pour la précaire possession d'un domaine, transmit son nom à la postérité sur la liste des apostats et des traîtres. »

Les desseins du chevalier de Liddesdale échouèrent en effet presque aussitôt qu'il les eut formés. À peine commençait-il à jouir de la liberté qu'il avait reconquise si bassement, que, chassant dans la forêt d'Ettricke il fut égaré et mis à mort par son parent et filleul William, lord de Douglas[54]. Les historiens de l'époque ne savent s'ils doivent attribuer l'acte de violence que commit Douglas à un sentiment de jalousie domestique ou à son désir de venger les meurtres de Ramsay et de sir David Berkely, assassiné par ordre du chevalier de Liddesdale, pendant qu'il était encore captif à Londres. Mais, aujourd'hui que les perfides stipulations de Liddesdale avec Édouard sont connues, on peut aisément concevoir que lord Douglas assassina son parent

[54] Le lieu où il fut tué est appelé dans de vieilles histoires, Galsewood ou Galseford. La tradition le place à William's-Cross, entre la Tweed et l'Yarrow, où, dit-on, une croix a long-temps existé en mémoire du fait. L'église de Lindean qui reçut d'abord les restes de la victime est exactement à mi-route entre William's-Cross et Melrose où le corps fut définitivement enterré. W. S.

comme traître à la patrie, et comme un rival dangereux pour ses propres droits de famille.

Peu après cet événement, les commissaires, réunis à Newcastle, fixèrent la rançon du roi David à quatre-vingt-dix mille marcs sterling, somme qui serait payée par neuvièmes d'année en année, et dont toute la noblesse, ainsi que tous les marchands du royaume, garantiraient l'exact paiement. La majeure partie des seigneurs écossais trouva que c'était demander un prix exorbitant pour la liberté d'un prince qui ne possédait que des talents médiocres, n'avait pas d'héritiers directs, et ne s'occupait que de sots plaisirs. Pendant que les états hésitaient à ratifier ou non le traité, arriva un brave chevalier français, nommé de Garencières, qu'accompagnait une troupe peu nombreuse, mais choisie de ses compatriotes, et qui était porteur d'une somme immense de quarante mille ***moutons*** d'or. Comme il avait ordre de la distribuer entre les nobles écossais, à condition qu'ils rompraient la trêve et envahiraient l'Angleterre, son arrivée les décida bientôt. Ils acceptèrent tout de suite, et sans s'inquiéter de l'avenir, le parti où il y avait de l'argent à recevoir plutôt que celui où il y aurait à en donner. D'ailleurs, les Northumbriens qui habitaient la frontière firent eux-mêmes la première agression, car ils envahirent et dépouillèrent les domaines du comte de March. Le comte et Douglas se décidèrent donc à user de représailles.

Ces chefs dirigèrent leur expédition en hommes qui avaient une parfaite habitude des guerres de maraudeurs. Un parti avancé, fort de cinq cents chevaux, pénétra dans le Northumberland sous les ordres de sir William Ramsay, fils de sir Alexandre, qui avait péri assassiné, tandis que les deux seigneurs eux-mêmes, avec le corps principal, restèrent en embuscade dans un lieu appelé Nisbet et situé en deçà de

la frontière écossaise. Ramsay eut bientôt ramassé un énorme butin, après quoi, fidèle à ses instructions, il reprit le chemin de l'Écosse aux yeux de toute la garnison de Norham. Indigné de cette insulte, sir Thomas Gray, gouverneur du château, sortit à la tête d'une troupe choisie de gens-d'armes, et poursuivant Ramsay, qui battait en retraite devant lui, tomba dans le piége qu'on lui avait préparé. Battu, malgré la plus héroïque résistance, il fut fait prisonnier.

Une autre lueur de succès, mais qui ne fut que momentanée, brilla sur les armes écossaises. Les comtes d'Angus et de March, secondés par les auxiliaires de France, se rendirent maîtres de l'importante ville de Berwick, mais ne purent s'emparer du château. En ce moment critique, les Français, qui déjà avaient accompli différents exploits sous les ordres d'Eugène de Garencières, quittèrent tout d'un coup le service d'Écosse qui les ennuyait, et s'en retournèrent en leur patrie. Leur valeur nationale les pressait à affronter sans hésitation les périls de la guerre ; mais, vu leurs goûts et leurs habitudes, ils ne s'accommodaient pas de la vie dure et des manières simples de leurs alliés.

Édouard III n'eut pas plus tôt appris la déroute de Nisbet et la prise de Berwick, qu'il repassa la Manche et se montra devant la ville avec une grande partie de ces vétérans qui avaient été si souvent victorieux en France, et de nombreuses recrues qui rivalisaient de courage avec eux. Son armée entière se montait à quatre-vingt mille hommes. Les Écossais, qui s'étaient emparés de la place, n'avaient eu le temps ni de s'approvisionner de vivres, ni de pourvoir aux autres préparatifs de défense ; en outre, ils n'avaient pas la possession du château, et pouvaient être attaqués de cette forteresse, tandis que le roi d'Angleterre donnerait l'assaut aux murailles. Aussi ils capitulèrent à condition qu'on leur

laisserait évacuer la ville, et Édouard s'en rendit maître par la terreur de sa seule présence.

Berwick repris, Édouard III ne songea plus qu'à entrer en Écosse et à terminer définitivement une guerre qui sans cesse venait l'interrompre au milieu de ses campagnes de France. Il résolut, alors qu'il paraissait en avoir tous les moyens nécessaires, de conquérir à jamais ce royaume, et de le réunir de force, comme son aïeul avait réuni le pays de Galles à la partie la plus vaste et la plus riche de l'île.

Mais Édouard n'avait, pas plus que son aïeul, le temps de conquérir des royaumes pour les autres. Il eut donc à se débarrasser d'abord des titres de Baliol, que jusque-là il avait déclaré être à ses yeux le légitime roi d'Écosse. L'affaire s'arrangea facilement, car Édouard Baliol était entre les mains d'Édouard un outil plus commode que son père ne l'avait été dans celles d'Édouard I^{er} : simple fantôme qu'Édouard pouvait à plaisir évoquer au jour et replonger dans le néant, il se prêta sans aucune peine, selon toute vraisemblance, aux intentions du roi anglais, et de son plein consentement, de sa très bonne volonté, subit la cérémonie de dégradation à laquelle son père n'avait été contraint de se soumettre qu'après avoir échoué dans tous ses efforts de résistance, et qui cependant lui avait valu l'ignominieux surnom de Manteau-Vide. Édouard Baliol se présenta, revêtu de tous les insignes de la royauté, devant Édouard, s'en dépouilla solennellement, et déposant sa couronne d'or aux pieds du roi anglais, lui céda tous les titres, tous les droits, toutes les prétentions qu'il avait et pourrait avoir à la souveraineté d'Écosse. Quant aux causes qui le portaient à faire un tel abandon, le cessionnaire allégua d'abord son extrême vieillesse et son manque d'héritiers ; ensuite ses hautes obligations envers le roi d'Angleterre, sa tendresse pour lui, et la

propre parenté qui existait entre eux, puis l'ingratitude de ses parents d'Écosse, la rébellion de ses sujets, et en général un désir de contribuer au bien des deux nations. Tels furent les prétextes ; mais, en réalité, Baliol ne possédait aucune espèce de crédit chez les Écossais. À leurs yeux il n'était qu'un mercenaire, pensionné par la nation anglaise ; et Édouard désirait alors se débarrasser de lui, se rendre directement possesseur de la couronne d'Écosse par suite de l'abdication de Baliol en sa faveur, ou, si ce projet ne réussissait pas, atteindre le même but par quelque arrangement avec son prisonnier David, car il le savait peu opposé à permettre qu'en échange de sa liberté, sa couronne passât sur la tête d'un fils du roi d'Angleterre. Baliol devait en retour de sa complaisance, lorsqu'il rentrerait dans la vie privée, recevoir d'Édouard une somme de cinq mille marcs, et jouir d'une pension annuelle de deux mille livres sterling sur la cassette de ce prince. Avec un revenu si splendide, Édouard Baliol vécut comme un riche mais obscur particulier, et dès lors il ne reparaît pas dans l'histoire. L'ardeur entreprenante qui l'avait poussé à l'invasion d'Écosse de 1332 et à l'aventureuse attaque du camp écossais de Duppling-Moor, ne se montre dans aucune autre partie de sa conduite ; il est donc permis de conclure que l'audace dont il fit preuve dans ces deux circonstances, loin d'être une inspiration de son courage, lui fut suggérée par les conseils d'un de ses plus hardis officiers. Sur le champ de bataille il déployait la bravoure d'un soldat ; mais sous tout autre rapport il ne semble jamais avoir déployé de talent ni pour la guerre ni pour la paix. Il mourut sans enfants en 1363, et c'est ainsi que dans sa personne s'éteignit la famille des Baliol dont les prétentions avaient coûté si cher à l'Écosse.

La campagne qui, dans les projets d'Édouard, devait décider du destin de l'Écosse, allait s'ouvrir. Plus sages dans le

malheur que dans la prospérité, les nobles écossais, que l'expérience avait instruits et convaincus du péril de se mesurer avec l'ennemi en bataille rangée et en pleine campagne, résolurent de mettre en pratique les préceptes de guerre défensive qui leur avaient été légués par leur libérateur Robert Bruce. Toutefois, il fallait du temps pour ravager le pays, pour éloigner les habitants, et prendre les autres mesures nécessaires à ce mode terrible et désespéré de résistance. On envoya donc le comte Douglas vers le roi d'Angleterre pour l'arrêter le plus possible par des offres de négociation. Il parvint à obtenir une trêve de dix jours, demeura presque tout cet intervalle dans le camp des Anglais, et ne le quitta qu'en se félicitant d'avoir procuré à ses compatriotes le délai dont ils avaient besoin pour faire leurs préparatifs de défense. Les Écossais en firent bon usage.

L'Écosse se trouvait alors dans la même condition à peu près que lorsqu'elle fut envahie en 1322 ; mais, ce qu'il y avait de pire pour elle, c'était qu'Édouard III, d'un côté, par un caractère héroïque était cent fois plus formidable que son père, et que de l'autre, les seuls chefs qu'eût maintenant l'Écosse à opposer au vainqueur dont le nom faisait trembler la France, étaient cent fois inférieurs en talent à Bruce. Néanmoins ils étaient imbus de ses leçons, et bien décidés à les suivre, de sorte qu'on pourrait dire que le roi Robert, tout mort qu'il était, commanda encore l'armée écossaise.

Édouard n'eut pas plus tôt pénétré en Écosse qu'il vit ses troupes dénuées de tout, du moins réduites aux provisions qu'elles avaient apportées. Dans les villages et les fermes, où régnait un morne silence, on n'apercevait ni paysans, ni grains, ni bestiaux. Les fourrageurs parcouraient en vain le circuit ordinaire à de telles expéditions, ils ne trouvaient de vivres nulle part ; et si quelques-uns d'entre eux

avaient le malheur de s'avancer de manière à ne pouvoir plus être immédiatement secourus, ils étaient aussitôt assaillis par les Écossais, qui, embusqués dans les gorges, les marécages, et les forêts, fondaient sur eux de tous côtés et les tuaient sans miséricorde. Irrité des obstacles et des privations qui l'entouraient, surtout convaincu que Douglas l'avait joué dans la dernière négociation, Édouard, pour assouvir sa colère, se mit à tout détruire sans distinction ni pitié, et à brûler toutes les villes, tous les villages dont il approchait, sans épargner les édifices consacrés à la religion ou à de saints usages. La belle église abbatiale d'Haddington, qu'on appelait la Lampe du Lothian à cause de la richesse de son architecture, fut incendiée, et le monastère, aussi bien que la ville elle-même, entièrement détruit. Par suite de ces ravages, qui eurent lieu en février 1356, on ne parla longtemps de cette époque qu'en la nommant la Chandeleur brûlée.

La véhémence du courroux d'Édouard et la manière furieuse dont il l'exhalait purent lui procurer le plaisir de la vengeance satisfaite, mais ne lui firent trouver ni provisions ni fourrages ; hommes et chevaux commencèrent donc à souffrir des privations qui menaçaient de se changer en famine. Édouard s'était flatté de trouver à Berwick des vaisseaux chargés de vivres qu'il y avait envoyés d'Angleterre ; mais nulle voile n'apparaissait sur la plaine nue de la mer. Après avoir demeuré dix jours au milieu des ruines d'Haddington où les embarras augmentaient à chaque minute, Édouard apprit enfin qu'une tempête avait dispersé sa flotte, et que pas un de ses navires n'avait pu entrer dans le golfe de Forth. La retraite devint dès lors inévitable, et les souffrances des soldats empêchant qu'elle ne se fît en bon ordre, elle fut accompagnée de pertes considérables. Les Écossais, disséminés en mille endroits, sur les montagnes,

dans les bas-fonds, dans les bois et dans des solitudes sans chemins frayés, approchaient l'armée anglaise de toutes parts et la suivaient à la piste, comme ces oiseaux carnassiers qui voltigent au-dessus d'un troupeau de moutons malades pour déchirer ceux qui tomberont de faiblesse. Édouard voulut à son retour ne pas traverser de nouveau la province complètement ravagée du Berwickshire, mais s'embarrassa dans les défilés de la partie haute du Teviotdale et de la forêt d'Ettricke où il eut beaucoup à souffrir des continuelles attaques de Douglas ; une fois même, il faillit être fait prisonnier.

L'insuccès de cette vaste entreprise, la cinquième où la tentative d'invasion avait échoué, semble avoir déterminé Édouard à employer d'autres moyens que ceux d'hostilités ouvertes et avouées pour établir sa puissance en Écosse, but qu'il ne renonçait pas encore à atteindre. Il avait fini par connaître à fond le caractère de son royal prisonnier David Bruce, qui languissait depuis tant d'années en Angleterre, et ne doutait pas de réussir, par quelque convention avec ce prince égoïste, à s'emparer en Écosse de l'autorité suprême dont la nation se montrait si jalouse. Le préliminaire d'une telle intrigue fut l'élargissement de David après sa longue détention, et la signature d'un traité de paix entre les deux peuples.

Par un arrangement définitif, les commissaires de chaque royaume fixèrent la rançon de David, qui avait augmenté depuis la dernière fois qu'on l'avait débattue, à une somme de cent mille marcs qui serait payée annuellement par dixièmes. La noblesse, le clergé et la bourgeoisie d'Écosse s'engagèrent à ce que les paiements fussent régulièrement faits ; et trois nobles de très haut rang, qui pourraient, toutefois, être remplacés de temps en temps par

d'autres du même degré, ainsi que vingt jeunes gentilshommes parmi lesquels le fils du grand-sénéchal se trouva compris, furent livrés comme otages à l'Angleterre. C'est ainsi que David recouvra la liberté, onze ans après la bataille de Neville's-Cross où il l'avait perdue. Les conditions qui le rendirent libre étaient plus sévères au total que celles qui avaient été proposées trois ans auparavant, lorsque le traité s'était rompu par l'intervention de la France.

La première chose qui, après son retour en Écosse, marqua la tendance des opinions et des sympathies politiques de David, fut son goût déterminé pour des voyages en Angleterre et de longs séjours dans ce royaume. Ils devinrent même assez fréquents pour inspirer à ses sujets la réflexion qu'ils avaient été bien sots de s'appauvrir à racheter un souverain, qui préférait la terre de sa captivité à ses propres domaines. Il se présenta aussi, peu après sa mise en liberté, un léger incident qui dénota chez ce prince autant d'arrogance que d'insensibilité. Comme le peuple avide de voir son roi dont l'absence avait été si longue, se pressait un jour avec plus d'affection que de tendresse autour de lui, David saisit la hallebarde d'un de ses gens, et la brandissant de sa royale main, enseigna à la foule qu'elle devait dorénavant imposer à la manifestation de ses sentiments affectueux une contrainte plus cérémonieuse.

Une espèce d'intimité où Édouard espérait bien trouver son profit, fut alors encouragée par ce monarque entre les habitants de son royaume et ceux d'Écosse. Des permis de séjour furent accordés aux marchands, aux pèlerins, aux indigènes des deux pays, aux jeunes gentilshommes qui désiraient faire leur éducation dans les universités anglaises, en un mot à tous ceux qui pourraient alléguer un motif raisonnable de venir en Angleterre. Les nobles écossais qui visitè-

rent la cour d'Édouard y furent même accueillis avec bienveillance. Une si libérale conduite n'avait sans doute pour but que d'éblouir les yeux des habitants de l'Écosse par la supériorité de la splendeur et de la richesse de leurs puissants voisins, et de les habituer à des rapports tellement amicaux avec eux, que les préjugés qui avaient été la conséquence naturelle de tant d'années de guerre disparussent insensiblement. C'était de beaux et louables projets, mais le roi d'Angleterre ne les avait formés que dans un but de perfidie et d'égoïsme.

La faiblesse de David qui avait paru disposé, au cas où ses sujets le lui eussent permis, à sacrifier au roi d'Angleterre l'indépendance de l'Écosse en le reconnaissant comme seigneur suzerain, avait encouragé Édouard à proposer que Lionel, duc de Clarence, son troisième fils, fût appelé à succéder au trône écossais en place du grand-sénéchal d'Écosse, petit-fils de Robert Bruce par sa fille Marjory. Ce dessein semble avoir été tenu soigneusement caché à toute la nation écossaise jusqu'au mois de mars 1363, époque où David Bruce s'aventura à le développer lui-même, en présence d'une assemblée des états d'Écosse réunis à Scone. Depuis peu, et pendant un de ses voyages en Angleterre, il était devenu veuf par la mort de la reine Jeanne. Aussi est-on en droit de trouver plus extraordinaire encore que David désirât substituer un prince anglais à la succession de la couronne écossaise, car il aurait pu appréhender justement que si, toutes choses possibles, il venait à se remarier et avait des enfants, le roi d'Angleterre ne se serait pas résigné à voir l'espérance de la royauté de son fils déçue, le fût-elle par la naissance d'héritiers directs. Sans être toutefois arrêté par un si puissant motif, David Bruce proposa au parlement écossais de décider que, dans le cas où il ne laisserait point d'enfants après lui, le trône appartînt à un des fils du roi

d'Angleterre ; puis il recommanda particulièrement le duc Lionel de Clarence comme digne d'un tel choix, et donna à entendre que cette mesure rendrait éternelle la paix entre les deux nations de la Bretagne, et protesta que c'était l'unique moyen de déterminer le monarque anglais à se désister formellement pour l'avenir, de toutes ces prétentions à la suzeraineté féodale de l'Écosse, qui avaient été la cause de luttes si funestes.

Le parlement écossais entendit avec autant de chagrin que de colère une telle proposition sortir de la bouche de son souverain, fils de l'héroïque Robert Bruce. Aussitôt et unanimement, les membres de l'illustre assemblée répliquèrent que jamais ils ne permettraient à un Anglais de régner sur leur pays ; que par des actes solennels qu'ils avaient eux-mêmes votés, le grand-sénéchal d'Écosse était appelé au trône à défaut du présent roi ou de ses héritiers ; que ce seigneur était brave et digne du royal héritage ; qu'en conséquence ils refusaient de lui enlever ses droits pour les donner au fils d'un étranger, et même d'un ennemi national.

Le roi David reçut sans doute ce ferme refus, qui nécessairement impliquait un blâme sévère contre lui, avec honte et mortification, mais ne répliqua rien ; et le parlement, passant à autres choses, nomma des commissaires pour travailler à l'œuvre importante de convertir en une paix solide et durable la trêve précaire alors conclue entre l'Angleterre et l'Écosse. Mais en vain le projet de changer la destination de la couronne sembla-t-il avoir échoué à jamais ; ceux dont il aurait lésé les intérêts si on l'eût adopté ne le perdirent pas un seul instant de vue. Le grand-sénéchal et ses fils, avec beaucoup de leurs parents, les comtes de March, Douglas, et d'autres barons du sud prirent les armes, et formèrent une ligue pour empêcher, dirent-ils, que l'ordre de succession, tel

qu'il avait été établi du vivant de Bruce, fût altéré en rien. Le roi arma de son côté, non, comme il le prétendait, pour changer de force la successibilité, mais pour rétablir le bon ordre et contraindre les ligueurs à déposer les armes. Ses efforts furent couronnés de succès. La fermeté inattendue que le roi déploya, et le grand nombre des Écossais qui demeurèrent fidèles à sa cause, en imposèrent au grand-sénéchal et à ses partisans. Ils se soumirent ; les états furent convoqués à Inchmurdoch, et le chef lui-même de la ligue, ainsi que Douglas, March, et d'autres adhérents, furent contraints de renoncer en pleine assemblée à leurs projets de révolte. Dans la même occasion, le grand-sénéchal jura sur les saints évangiles obéissance et fidélité au roi régnant, sous peine, s'il manquait à sa parole, non-seulement de perdre la vie et d'être dépouillé de ses terres, mais encore d'ôter à sa famille tout droit de succession au trône. En récompense de sa promptitude à rentrer dans le devoir d'un sujet, aussi bien que pour calmer les craintes au sujet de l'indépendance nationale qu'avait excitées la proposition du roi, la successibilité au trône établie en faveur du grand-sénéchal et de ses héritiers fut solennellement reconnue, et l'aîné de ses fils, qui devint plus tard Robert III, reçut le titre de comte de Carrick que Robert Bruce avait autrefois porté.

L'imprudent David avait à peine ratifié les actes du parlement de Scone, que, sans se souvenir du danger qu'il avait naguère couru, se rendit à Londres et renoua avec Édouard III, les intrigues qui avaient pour but le changement de la succession. Un nouveau plan fut donc arrêté à cet effet dans une conférence que les deux rois et quelques conseillers d'élite tinrent le 23 novembre 1368. D'après cette convention, le roi d'Angleterre, Édouard III, devait être appelé lui-même à succéder au roi David, dans le cas où ce dernier mourrait sans héritiers mâles. Suivaient vingt-sept articles

qui, la plupart, avaient, à ce qu'il semble, pour objet de réconcilier la nation écossaise avec l'idée d'un monarque anglais. Ainsi, elle participerait aux avantages du commerce de l'Angleterre, elle conserverait intactes ses lois et son indépendance comme royaume séparé, surtout remise lui serait faite du reste de la rançon de David, qu'elle n'acquittait qu'avec beaucoup de peine et dont elle n'avait encore payé qu'un dixième. Pour flatter son orgueil national, on lui rendrait la pierre sacrée qui servait aux couronnements, et le roi d'Angleterre lui-même serait couronné à Scone avec tout le cérémonial écossais. Il renoncerait à toute prétention de suzeraineté sur l'Écosse, respecterait scrupuleusement ses libertés politiques et religieuses, même n'emploierait, une fois monté sur le trône, que des conseillers écossais, pour régler toutes les affaires de nature à intéresser le royaume, et ne nommerait que des indigènes à tous les postes de confiance. Mais après cette longue suite de conditions bénévoles, venait une clause qui attribuait au roi d'Angleterre le commandement des levées tant nationales que féodales de l'Écosse, et qui, seule, aurait suffi pour livrer absolument le royaume à la discrétion d'Édouard. Le procès-verbal de cette conférence s'ouvre par une promesse de profond secret, et par une déclaration que tout ce qui va suivre ne doit pas être regardé comme définitivement résolu, mais comme la simple base d'un plan qui demande encore un examen réfléchi, et que plus tard on adoptera, modifiera, ou même abandonnera tout-à-fait, selon qu'il sera jugé convenable. Par un dernier article le roi d'Écosse se chargea de sonder les dispositions de son peuple par rapport à ce projet, et promit de transmettre le résultat au roi d'Angleterre dans la quinzaine qui suivrait Pâques. Il est probable que David, de retour en Écosse, trouva l'affaire totalement impossible.

Une imprudence personnelle que ce prince commit augmenta encore les embarras dont il était entouré. Il tomba amoureux d'une charmante damoiselle, dont le père, sir John Logie, avait souffert la mort pour avoir trempé dans ce complot contre Robert Bruce, si sévèrement puni par le parlement noir. La jeune personne qui se nommait Marguerite était d'une beauté merveilleuse. Bientôt l'amour du roi prit une violence qui ne convenait ni à son haut rang ni à son âge mûr ; et faute de pouvoir satisfaire autrement sa passion, il l'épousa. Cette mésalliance scandalisa l'orgueilleuse noblesse du royaume, et paraît avoir occasionné une rupture ouverte entre David et son parent le grand-sénéchal, dont les titres à la couronne devaient être anéantis dans le cas où la nouvelle reine donnerait un héritier mâle à son noble époux. Ce fut probablement par suite de quelque querelle qui s'éleva à ce sujet, que le roi David, à ce qu'il paraît, jeta le grand-sénéchal, avec son fils le lord de Badenoch, en prison, et les y retint long-temps.

Des commissaires furent encore une fois nommés de part et d'autre pour débattre les causes d'une paix absolue et durable entre les deux nations. Le paiement de la rançon de David était le principal obstacle. Les premières sommes avaient été assez régulièrement acquittées, mais il avait fallu que le parlement écossais fît de grands sacrifices. Une loi avait ordonné que toutes les laines du royaume, sans doute parce que l'exportation de cette marchandise était la plus productive, fussent livrées au roi à bas prix, et que le bénéfice qu'il obtenait en les vendant plus cher aux marchands de la Flandre servît à payer la rançon. Un impôt foncier, pesant indistinctement sur toutes les classes, fut aussi voté et perçu. Une somme de vingt mille marcs avait été obtenue par ces moyens et comptée à l'Angleterre ; mais depuis le paiement des deux premiers termes, les sources en les-

quelles les Écossais avaient espéré s'étaient taries. Ils s'adressèrent au pape ; mais comme il avait déjà accordé au roi un dixième des revenus ecclésiastiques pour trois ans, il refusa de permettre qu'on mît aucune nouvelle taxe sur le clergé. Les Écossais sollicitèrent alors la France ; mais comme elle avait à racheter son propre roi qui était prisonnier en Angleterre, elle eut beau jeu de leur refuser tout secours ultérieur, à moins qu'ils ne consentissent à recommencer la guerre contre les Anglais, cas où elle promettait de contribuer d'une somme de cinquante mille marcs à la rançon du roi David.

Comme l'Écosse était ainsi gênée, ainsi dénuée de ressources, nécessairement les annuités convenues s'arriérèrent, et, faute de solde, elles s'accrurent, aux termes du traité, de fortes amendes. Édouard joua le rôle d'un créancier clément. Il chercha moins à toucher la rançon elle-même qu'à mettre l'Écosse dans un tel état d'insolvabilité, que le parlement s'estimât heureux d'une manière ou d'une autre, d'éteindre cette dette par le sacrifice de l'indépendance nationale. Il ne put toutefois recourir au moyen qui aurait été le plus prompt pour obliger ses débiteurs à le satisfaire, et qui consistait à sommer le monarque écossais de revenir en prison ; car ainsi il se serait privé de l'agent le plus capable de servir ses vues sur l'Écosse, et peut-être eût en même temps jeté ce pays sous l'empire du grand-sénéchal, ennemi implacable de l'influence anglaise. Les amendes, les arrérages et le reliquat de la dette furent alors fixés à une somme de cent mille livres sterling, qui se paierait par annuités de six mille marcs ; on prolongea la trêve de trois ans ; et pendant ces trois ans-là, les paiements, quoique ruineux pour la nation écossaise, semblent s'être faits avec régularité au moyen des taxes que le parlement avait établies pour y subvenir. Aussi, en 1369, la trêve entre

les nations fut de nouveau prolongée de quatorze ans, et les Anglais consentirent à ce que la balance de la rançon, qui montait encore à cinquante-six mille marcs, s'achevât par quatorzièmes d'année en année. La rançon du roi David fut complètement acquittée de cette manière, et Richard II en donna formellement reçu aux Écossais la septième année de son règne. Ces lourdes, mais nécessaires exactions ne s'opérèrent pas sans troubles intérieurs.

Les barons du nord et les chefs celtiques furent quelque temps en insurrection ouverte contre le paiement des impôts ; mais la fermeté du parlement, et un de ces éclairs de vigueur qui quelquefois brillaient dans le caractère résolu, quoique indolent, de David, les forcèrent à rentrer dans le devoir. Il marcha dans le nord-ouest contre John des Îles, dompta ce turbulent et puissant seigneur, le força de se soumettre aux taxes votées par le parlement, et même obtint de lui des otages en garantie de sa conduite future.

Bientôt des discordes domestiques éclatèrent au sein de la famille royale. Marguerite Logie, la jeune et belle reine, avait le goût de la dépense, comme toutes les personnes qui passent soudain de la pauvreté à la richesse. Elle aimait à changer sans cesse de place et toujours à avoir une suite splendide ; elle aimait la parure et les fêtes ; peut-être, avec sa jeunesse et sa beauté, aimait-elle aussi qu'on l'admirât. La passion de David était éteinte, et il désirait rompre le mariage inégal qu'il avait si imprudemment formé. Les évêques d'Écosse l'autorisèrent à divorcer ; mais quels furent les motifs de ce divorce ? les historiens n'en parlent pas. Marguerite Logie en appela au pape de la sentence du clergé écossais, et se rendit à Avignon pour y appuyer sa cause au moyen des richesses qu'elle avait amassées pendant son séjour au pouvoir, et qui, dit-on, étaient considérables. Son

appel fut écouté avec faveur par le saint-père, mais elle mourut en pays étranger avant qu'il se prononçât. Dès que les prélats écossais eurent rompu ce mariage, le grand-sénéchal et son fils sortirent de prison pour rentrer en faveur auprès du roi, ce qui montre clairement à quelle influence ils avaient dû et leur disgrâce et leur captivité.

Nous n'avons presque plus rien à dire de David II. Attaqué d'une maladie mortelle, il expira au château d'Édimbourg à l'âge prématuré de quarante-sept ans, après en avoir régné quarante-cinq. Il avait du courage, de l'affabilité et les grâces extérieures qui toujours siéent à un prince. Mais sa vie présente le plus uniforme contraste avec le patriotique dévouement de son père. Il exigea et obtint de ses sujets d'immenses sacrifices, mais en retour de leur affection et de leur fidélité, il ne renonça jamais à un seul caprice, ne se refusa jamais une seule fantaisie. Dans ses dernières années, il ne fut que le honteux instrument de l'Angleterre, et ne se montra que trop disposé à lui vendre, pour de légers avantages personnels, l'indépendance de l'Écosse que son illustre père avait achetée au prix de tant de souffrances, qu'après en avoir compromis sa santé, il en était mort prématurément.

Le règne de David II différa aussi tristement de celui de son père que le règne de Robert I^{er} avait glorieusement différé de ceux de ses prédécesseurs. Nous y apercevons cependant un nouveau pas vers la civilisation, et un mélange plus complet des différentes tribus qui peuplaient l'Écosse, en une nation générale, ne reconnaissant qu'un seul gouvernement.

Les chefs mêmes des îles et des Highlands s'humanisèrent au point de reconnaître la suzeraineté du roi

d'Écosse, de venir siéger dans ses parlements, et de presque renoncer, non sans regret, à cette farouche et tracassière indépendance dont ils s'étaient autrefois glorifiés. La puissance de ces formidables seigneurs fut beaucoup réduite, non-seulement par la contrainte véritable que le souverain et ses lieutenants exercèrent sur eux, maintes fois à la tête d'une armée, mais encore par la politique qui peut moins se justifier, et que ce monarque employa, dit-on, de stimuler les chefs les uns contre les autres, et de diminuer, d'abattre ainsi la force de chacun d'eux. Encore, y avait-il entre les habitants des hautes et des basses terres toute la différence de races distinctes. L'autorité royale était bien connue dans les deux pays ; mais la justice ne suivait son cours ordinaire que dans celui où la civilisation était le plus avancée, et nous allons voir tout-à-l'heure les lords insulaires donner continuellement du mal au gouvernement écossais. La nation, en même temps, commença à devenir telle que nous la voyons aujourd'hui. Il n'est certes guère de grandes familles qui puissent faire remonter leur origine à l'époque de Robert Bruce ; mais il y en a un beaucoup plus grand nombre dont l'illustration date du règne de son fils, car la liste des guerriers qui combattirent à Durham offre les noms des principaux nobles et gentilshommes de l'Écosse moderne, et est la fréquente ressource des généalogistes. L'esprit commercial se développa au temps de David I^{er} en dépit des mille obstacles créés par les guerres civiles et étrangères. Ce fut dans les parlements de 1368 et 1369 que s'introduisit, pour la première fois, à ce qu'il semble, l'usage de confier à des commissions particulières le soin de débattre et d'échanger, dans des séances préalables et secrètes, les affaires, soit délicates, soit importantes, qui étaient ensuite soumises à l'assemblée tout entière. Comme cette méthode investissait une petite coterie de représentants, du pouvoir exclusif de

discuter et de choisir les sujets de débats parlementaires, elle tendait nécessairement à gêner la libre discussion si essentielle au maintien des prérogatives de ce corps, et finit par prendre la forme de cette funeste institution, dite comité des articles, qui, s'arrogeant le droit préliminaire, et, si bon lui plaisait, de rejeter les mesures proposées au parlement, porta une grave atteinte à la liberté nationale.

Entre la peste et la famine, qui firent des ravages répétés en Écosse pendant ce malheureux règne, l'esprit national des Écossais ne se montra jamais plus énergiquement résolu à repousser jusqu'au bout la domination anglaise. Sans doute, quelques chefs, quelques nobles se soumirent au vainqueur ; mais il n'y eut pas un seul instant de soumission générale ou d'apathique indifférence. La nation demeura forte dans sa faiblesse même ; car comme heureusement les Écossais ne purent réunir d'armées nationales, ils échappèrent aux conséquences que de grandes batailles telles que celles de Dunbar, Halidon et Berwick, avaient toujours pour eux, et furent obligés de se borner à la guerre définitive, qui d'ailleurs convenait mieux au caractère du pays, et à laquelle ses habitants s'entendaient si bien.

Le manque de talent chez le souverain et les résultats de sa longue captivité devinrent cruellement sensibles par l'indépendance que s'attribuèrent le chevalier de Liddesdale et tant de chefs, tant de nobles, qui dans leurs féodales querelles, commirent des crimes aussi atroces que le meurtre de Ramsay, de Dalwolsey, de Cullock, de Berkeley, de Saint-Michel, et de beaucoup d'autres. Le parlement comprenait la gravité de ces désordres ; mais dans son désespoir d'être trop faible pour les réprimer, c'était plutôt d'un ton de prière que de commandement qu'il demandait aux grands vassaux de renoncer à leurs discordes privées et de s'unir cordiale-

ment pour la défense de leur patrie commune. Beaucoup d'auteurs de pareilles fautes, qui avaient consenti à devenir membres des états, faisaient chorus avec leurs collègues pour ces patriotiques remontrances tant qu'ils étaient assemblés ; puis, lorsque le parlement se séparait, chacun d'eux, regagnant sa tour féodale et ses vastes domaines, recommençait, comme auparavant, à se battre pour son propre compte avec ses voisins. Le parlement écossais semble n'avoir jamais manqué de découvrir les maux qui affligeaient le royaume, ni de prendre, pour les réprimer, des mesures aussi sages qu'habiles. Par malheur le pouvoir exécutif n'eut que rarement, sinon jamais, l'autorité nécessaire pour donner force aux lois ; et la nation se trouva ainsi dans l'état d'un malade obstiné, qui ne peut guérir parce qu'il ne sait pas se décider à prendre les remèdes ordonnés par les médecins.

CHAPITRE XV.

Avènement des Stuarts ; leur origine. – Robert II et sa famille. – Prétention du comte de Douglas au trône ; il l'abandonne. – Défaite des Anglais près Melrose. – Incursions dévastatrices sur la frontière. – John de Gant ou Jean de Gand négocie avec l'Écosse ; il y vient chercher un refuge contre une émeute des Anglais. – La France stimule les Écossais à recommencer la guerre. – Invasion dirigée par Jean de Gand. – Jean de Vienne arrive avec une armée d'auxiliaires français. – Ils sont mécontents de l'Écosse, et l'Écosse n'est pas plus contente d'eux. – Ils pressent les Écossais de livrer une bataille en règle aux Anglais ; les Écossais refusent, et expliquent leurs motifs. – Richard envahit l'Écosse ; il est repoussé. – Les auxiliaires français quittent l'Écosse. – Les Écossais menacent d'envahir l'Angleterre. – Bataille d'Otterbourne. – Régence de Robert, comte de Fife. – Trêve avec l'Angleterre. – Mort de Robert II.

La généalogie des Stuarts, qui furent alors appelés au trône d'Écosse, a été le sujet d'un grand nombre de fables. Mais de modernes antiquaires l'ont fait distinctement remonter à l'illustre famille anglo-normande de Fitz-Alan d'Angleterre ; origine qui n'est point à dédaigner, même pour une race de souverains. À l'époque de David I^{er}, Walter Fitz-Alan occupait le poste honorable de ***Stewart***, c'est-à-dire

de grand-sénéchal[55], dans la maison du roi ; puis, la dignité devenant héréditaire dans la famille, ce qui d'abord n'avait été qu'un titre devint un surnom, le surnom se changea en nom, et fut employé comme tel. Walter, sixième grand-sénéchal, combattit courageusement à Bannockburn, défendit Berwick avec la valeur la plus chevaleresque, et fut unanimement jugé digne de la main de Marjory Bruce, fille du libérateur de l'Écosse. C'est à l'unique enfant, fruit de ce mariage et septième grand-sénéchal, dont il a été si souvent question pendant le dernier règne, que la couronne échut, quand la postérité mâle de Bruce s'éteignit dans son seul fils David II.

Le successeur à la couronne s'était marié deux fois. Élisabeth Mure de Rowallan, sa première femme, lui donna quatre fils, Jean, que David, comme nous l'avons vu, créa comte de Carrick, Walter, comte de Fife, Robert, comte de Monteith, plus tard duc d'Albany, et Alexandre, duc de Buchan. Du même mariage il n'eut pas moins de six filles, et comme elles avaient épousé toutes les héritiers des plus illustres maisons d'Écosse, elles durent contribuer beaucoup à établir solidement leur père sur le trône. Le nouveau roi était marié en secondes noces à Euphémie, fille du comte de Ross, père de David, comte de Strathern et de Walter, comte d'Athol. De quatre filles que cette deuxième femme lui donna, l'aînée avait épousé le comte James de Douglas, et les trois autres avaient également choisi leurs époux dans de puissantes et anciennes familles.

---

[55] Le mot ***stewart*** que nous avons eu déjà occasion d'expliquer, signifiait alors ***sénéchal*** ; il se prend aujourd'hui dans le sens d'***intendant***. On a fait de ce même mot un nom de famille en en modifiant l'orthographe, c'est-à-dire en écrivant ***Stuart*** au lieu de ***Stewart***. A. M.

Le père de cette nombreuse race était un vieillard qui atteignait sa cinquante-cinquième année, et à qui une maladie aux yeux les rendait aussi rouges que du sang. Il avait été dans sa jeunesse un brave et actif soldat ; mais alors il avait dépassé l'âge où les fatigues militaires se supportent aisément, et ne pouvait commander lui-même son armée. Il déploya pendant son règne les vertus d'un souverain pacifique : et fut juste, affable, clément, rempli de sagesse.

Le comte de Douglas menaça la tranquillité du royaume par ses prétentions à la couronne : mais presque aussitôt qu'il les éleva, la main de la princesse Euphémie qu'il reçut en mariage les lui fit abandonner. Robert II fut donc sacré à Scone le 27 mars 1371, avec les cérémonies ordinaires. Comme l'Écosse continua de payer assez régulièrement la rançon du roi David, elle n'eut pas de guerre ouverte à soutenir contre l'Angleterre jusqu'en 1378 ; mais à cette époque, après bien des rapines et des incursions mutuelles, les hostilités éclatèrent avec une nouvelle furie, et des escarmouches, des combats, d'un genre plutôt destructeur que décisif, eurent lieu. Un petit corps d'Écossais s'empara de la citadelle de Berwick ; mais, trop faible pour se défendre long-temps, il fut surpris et passé par les armes. Dans une chaude rencontre près de Melrose, les Anglais commandés par Musgrave, gouverneur de Berwick, furent défaits par le comte de Douglas. Ce fut Archibald, son parent, qui décida la victoire par son courage personnel ; maniant avec aisance une épée qu'un homme ordinaire n'aurait pu lever qu'avec peine, il ouvrit les lignes anglaises par la violence de ses coups. Les Écossais paraissent avoir d'autant mieux eu l'avantage dans ces campagnes dont la rapine était le principal objet, que les habitants de leurs frontières étaient fort nombreux, et les plus habiles d'Europe pour les guerres de partisans. Leur butin fut dans cette guerre plus considérable

que de coutume, et leur avidité plus vaste que jamais, car les porcs même, que jusqu'alors ils avaient épargnés ou dédaignés, ne leur échappèrent pas, et plusieurs fois leurs incursions furent couronnées d'un tel succès, qu'ils en ramenèrent quarante mille têtes de bétail. On dit qu'ils s'amusèrent à jouer aux boules avec les têtes des morts ; c'est peut-être une exagération, mais il est certain que leur barbarie égalait leur rapacité. Puis ils étaient conduits par un Douglas dont l'ardeur était infatigable. Il tomba sur la ville de Penrith, pendant qu'une foire s'y tenait. Les Écossais firent un immense butin, et livrèrent la ville aux flammes. Les Anglais furent encore battus dans l'Annandale où les Cambriens entrèrent avec l'intention d'user de représailles. Enfin, les misères qui résultaient d'un genre si cruel d'hostilités furent portées au comble par une maladie contagieuse qui se déclara sur les confins de l'Angleterre, et que les insatiables habitants de ceux de l'Écosse introduisirent dans leurs foyers, car l'épidémie même ne diminua nullement leur fureur de pillage.

L'année suivante, Jean de Gand, le célèbre duc de Lancastre, marcha vers la frontière avec une armée formidable, et mit temporairement fin à ces calamités par une trêve de douze mois, qui, à l'instant de son expiration, fut renouvelée pour la même période. Une singulière circonstance eut lieu pendant que ce dernier traité se négociait. L'insurrection de Wat Tyler éclata, et le duc de Lancastre, contre qui, en sa qualité de patron des adhérents de Wickifle, presque toute la rage populaire était dirigée, trouva périlleux de revenir en Angleterre. Quoiqu'on pût à peine dire que les royaumes fussent en paix, il n'hésita nullement à chercher en Écosse l'abri momentané dont il avait besoin, généreuse confiance dont du reste il n'eut pas à se repentir. Les Écossais, voulant que la sécurité du prince leur hôte et de sa suite fût parfaite,

lui assignèrent le château d'Édimbourg comme résidence, et lui laissèrent la possession exclusive de cette importante forteresse ; puis, quand la commotion civile fut apaisée, le duc regagna sain et sauf sa contrée natale.

La France ne vit cette cessation d'hostilités entre l'Angleterre et l'Écosse, si courte qu'elle fût, qu'avec inquiétude. Elle se comportait toujours à l'égard des Écossais, de même qu'une colonie civilisée envers quelque tribu de barbares du voisinage, dont elle capte l'amitié par des promesses ou des présents, pour se faire aider d'eux dans une guerre avec un redoutable voisin. En cette circonstance, comme une diversion faite sur la frontière anglaise pouvait fortement contribuer à les rendre victorieux dans leur patrie, les Français tentèrent l'Écosse par une vaste somme d'or qu'ils y distribuèrent, par l'engagement qu'ils prirent de la seconder au moyen d'un corps auxiliaire de mille gens-d'armes et de leurs suivants, enfin par la promesse de douze cents armures complètes, et celle de laisser finir la trêve sans la renouveler. Les Écossais succombèrent à la tentation, et malgré les remontrances du vieux roi qui avait le caractère pacifique, reprirent les hostilités, dès que la trêve expira.

Le duc de Lancastre revint vers la frontière, mais ce fut pour punir, non pour traiter. Il s'avança jusqu'à Édimbourg en pillant le pays, mais épargna généreusement la capitale, où il avait tout naguère reçu asile, et se retira après avoir montré autant de force que de clémence. Robert II conseilla de pacifier, mais ne put obtenir des nobles belliqueux de l'Écosse qu'ils acceptassent les bienfaits de la paix.

En 1385, la France, fidèle à sa parole, envoya aux Écossais une forte somme d'argent, douze cents armures aux-

quelles il ne manquait rien, et mille gens-d'armes, qui avec leur suite pouvaient former un total de cinq mille hommes. Ils formaient, suivant l'expression de Froissart, une vraie guirlande de chevalerie, et étaient commandés par Jean de Vienne, amiral de France, un des plus illustres guerriers de l'époque. Les premiers articles de cet envoi furent joyeusement reçus en Écosse, où les mains se trouvèrent aussi prêtes à recevoir l'or, que les têtes et les poitrines à se couvrir des armures. Mais on ne fit qu'une froide réception aux auxiliaires eux-mêmes, et à eux en fut presque toute la faute. Ces Français, accoutumés à la bonne chère et à de bons logis, s'étonnèrent à chaque instant de la nourriture grossière et des gîtes misérables que la nécessité et l'habitude avaient rendus familiers aux Écossais. D'abord ils prirent en plaisanterie de tels inconvénients ; mais la prolongation d'une si rude manière de vivre épuisa leur jovialité ; d'autre part les Écossais se plaignirent de ce que, fournissant à ces étrangers tout ce qu'ils avaient de meilleur, ils n'en étaient récompensés que par des murmures. La pétulance de leur galanterie nationale offensa aussi, car leur général même eut la légèreté de faire la cour à une proche parente du roi, ce qui causa autant de scandale que d'indignation dans un pays ou pareille licence n'était pas de mise. Enfin les chevaliers français ne furent pas si utiles à la cause écossaise qu'on l'avait espéré. Les Écossais avaient bien assemblé une armée, et envahi l'Angleterre où ils exerçaient les plus horribles ravages ; mais comme le butin ne se recueillait qu'au moyen d'escarmouches et d'engagements partiels, où les paysans des frontières brillaient plus que les chevaliers de France, il est probable que les premiers obtenaient la meilleure part des dépouilles. Jean de Vienne et ses compagnons se seraient distingués davantage à des siéges ; aussi les envoya-t-on assiéger Roxburgh, qui était demeuré en la puissance des

Anglais depuis la bataille de Durham. Toutefois, on renonça à se rendre maître de cette forteresse par suite de l'extravagante prétention que les étrangers élevèrent eux-mêmes d'y tenir garnison lorsqu'ils l'auraient prise.

Tandis que les Français et leurs alliés se disputaient ainsi, ils reçurent la nouvelle que le roi d'Angleterre, Richard II, s'avançait avec une armée considérable pour envahir l'Écosse. Les chevaliers de France s'en réjouirent, par l'attente d'une action générale qui leur offrait la perspective d'une large part de gloire et de butin. Mais les chefs écossais leur apprirent que leur intention était de ne pas se mesurer en bataille rangée, et alléguèrent pour excuse l'infériorité de leur nombre, surtout la petitesse de leurs chevaux, et la mauvaise discipline de leurs archers. « Tout cela peut être vrai, répondirent leurs alliés ; mais si vous ne livrez pas bataille aux Anglais, ils dévasteront votre pays. – Qu'ils nous fassent tout le mal en leur pouvoir, répliquèrent les Écossais ; nous ne les craignons pas. Nos gentilshommes emmèneront leurs familles et leurs mobiliers ; nos villageois et nos laboureurs, chassant leurs bœufs et leurs moutons vers la montagne ou la forêt, y porteront aussi leur grain et leurs fourrages, jusqu'à la paille même qui couvre leurs cabanes. Nous entourerons les Anglais d'un désert, et tandis que jamais ils n'apercevront un ennemi, ils ne s'écarteront pas de leurs étendards, à une seule portée de flèche sans tomber dans des embuscades. Qu'ils viennent donc s'ils le jugent à propos ; et quand il s'agira d'incendie ou de pillage, vous verrez qui d'eux ou de nous s'y entend le mieux. »

Le résultat de la campagne fut telle que les Écossais s'y étaient attendus. L'armée anglaise pénétra dans le Merse et le Lothian, mais n'y trouva qu'une complète solitude où il n'y avait rien à piller, rien même à détruire, hormis çà et là

une tour dont les massives murailles défiaient tous les moyens de destruction alors connus, ou un groupe de misérables huttes qu'un travail de quelques jours eût réparées facilement, si elle avait pris la peine de les renverser. Décrivant alors un circuit pour être à même de profiter des vivres, dont une flotte qui suivait leurs mouvements était chargée, les Anglais s'avancèrent jusqu'à Édimbourg ; mais là il leur fallut rebrousser chemin par la nouvelle que les Écossais avaient envahi le Cumberland, et s'y vengeaient au centuple des ravages exercés chez eux. Or l'Angleterre, même dans ses provinces septentrionales, l'emportait tellement sur l'Écosse par sa richesse, que, selon Froissart, les Écossais ramassèrent plus de butin dans leur invasion, et firent plus de dommages à leurs ennemis, que les Anglais n'en eussent pu faire à l'Écosse s'ils l'avaient incendiée jusqu'à Aberdeen. Lorsque les deux armées regagnèrent leurs foyers respectifs, les Écossais étaient chargés de dépouilles et les Anglais décimés par les privations ; pour les Français, ils maudissaient un genre de guerre où il n'y avait ni or ni gloire à gagner. Dès lors ils désirèrent quitter le royaume ; mais s'ils en méprisaient les habitants pour leur pauvreté et la rudesse de leurs manières, ceux-ci ne se moquaient pas moins de leur épicurisme efféminé, les détestant d'ailleurs pour l'arrogance avec laquelle ils prétendaient à plus de bravoure, de galanterie et de civilisation. Même, pour que les Écossais autorisassent leur départ, il fallut que Jean de Vienne, leur chef, consentît à demeurer en otage jusqu'à ce que le gouvernement français payât les dettes contractées par eux pendant leur séjour en Écosse. Ainsi partirent les auxiliaires français, pauvres, déçus dans leurs espérances, pleins de mortification, maudissant l'heure où ils avaient mis pour la première fois le pied dans un pays si stérile et chez un peuple si barbare.

La guerre continua avec rage, et en 1388, les Écossais crurent le moment favorable pour rendre à l'Angleterre l'invasion de Richard II. Une nombreuse armée s'assembla donc à Jedburgh. Le comte de Fife, deuxième fils du monarque régnant, fut nommé généralissime ; mais l'espoir du soldat reposait plutôt sur James, comte de Douglas, car c'était un capitaine aussi redouté qu'aucun qui porta jamais ce formidable titre. Les chefs réunis, apprenant que les Northumbriens réunissaient des forces considérables pour envahir l'Écosse, décidèrent que leur corps principal n'entrerait pas en Angleterre, comme on l'avait d'abord résolu, mais qu'un détachement aux ordres de Douglas, et fort de trois cents gens-d'armes d'élite qui, avec leurs suivants, formaient un total de mille à quinze cents hommes, franchirait seul la frontière.

Douglas, par une marche aussi prompte que secrète, pénétra dans le Northumberland, traversa la Tyne, et se jeta sur le diocèse de Durham, où il mit tout à feu et à sang jusqu'aux portes d'York. Dans son retour d'une expédition où il avait été si heureux, il passa comme en triomphe sous les murs de Newcastle. Cette ville était alors défendue par les deux fils du comte de Northumberland, sir Henri Percy, célèbre par le surnom d'Hotspur ou Fougueux, et son frère sir Ralph. Ils n'endurèrent pas paisiblement la présence de leur ennemi héréditaire ; mais, quoiqu'ils n'eussent pas de forces suffisantes pour livrer bataille à Douglas, ils sortirent pour escarmoucher avec les chevaliers écossais qui ne demandèrent pas mieux, et rompirent plusieurs lances. Dans une rencontre personnelle qui eut lieu entre le comte de Douglas lui-même et sir Henri Percy, la lance d'Hotspur dont le bout était orné d'une banderolle de soie brodée à ses armes demeura en la possession de l'Écossais. « Voilà un trophée, lui cria-t-il, que j'emporterai en Écosse, et placerai

sur la plus haute tour de mon château de Dalkeith. » – « Tu n'en feras rien ! » répliqua Percy ; – « Alors, reprit Douglas, il faudra que tu viennes cette nuit l'enlever de devant ma tente. » Il continua alors à remonter la Tyne, et, croyant que Percy viendrait chercher à reconquérir son oriflamme, campa le soir au bord de cette rivière. Ce qui seul empêcha Percy de le faire fut le bruit que Douglas se retirant vers le corps principal de l'armée écossaise, il pourrait le trouver réuni au comte de March. Mais le lendemain, lorsqu'il apprit que Douglas marchait avec lenteur comme pour inviter à ce qu'on le poursuivît, il rassembla promptement six cents chevaliers environ qui, avec leurs écuyers, les gens de leur suite et quelques mille archers, formèrent un total de huit ou dix mille hommes, et marcha vers l'ouest à la poursuite de Douglas.

Le comte écossais avait établi son camp à Otterbourne, hameau du Reedsdale, et les lignes s'en étendaient tant à l'est qu'à l'ouest sur les bords de la rivière. Les Anglais passèrent la Reed, et attaquant le côté droit de la position de l'ennemi, le trouvèrent grossièrement, mais solidement fortifié et surtout bien défendu. Douglas, dont le plan de bataille avait été d'avance réglé, continua à défendre la barricade jusqu'à ce que ses hommes eussent pu sortir du camp et se former en un corps compact, mais changer leur front, de manière que dès lors sa ligne s'étendait du nord au sud, que la rivière couvrait un de ses flancs, et que des montagnes avec des marécages en protégeaient l'autre. En même temps la vallée de la Reed offrait par derrière une route pour la retraite, en cas qu'elle devînt nécessaire. Ce changement de position à l'instant d'en venir aux mains prouve que Douglas, outre son intrépide vaillance de chevalier, possédait comme général, plus de science qu'on ne serait tenté d'en accorder aux tacticiens de son siècle. Cependant les Anglais,

dans leur ardeur à traverser le camp écossais, ne demeurèrent pas en très bon ordre, et ce fut presque une surprise pour eux, quand au splendide clair de lune d'une nuit d'automne, ils retrouvèrent à peu de distance leurs antagonistes qu'ils croyaient en déroute. L'action s'engagea sur le champ aux vives acclamations de Percy d'une part et de Douglas de l'autre. La lutte fut aussi acharnée qu'on aurait pu le prévoir entre deux tels champions et leurs partisans. Enfin, les Anglais allaient l'emporter par le nombre, lorsque Douglas, comme il semble que c'était l'usage des héros de cette famille, tenta personnellement un effort désespéré. Il prit sa hache d'armes à deux mains, et fondant sur les ennemis, se fraya de force un passage dans leurs rangs. Son porte-bannière parvint seul à le suivre ; aussi, bientôt entouré d'Anglais et trop éloigné des siens pour être secouru, Douglas, en dépit de sa bonne armure, reçut le coup mortel. Mais l'impulsion donnée par une charge si furieuse avait animé les soldats de l'Écosse et découragé ceux de l'Angleterre ; puis ni l'une ni l'autre armée ne connaissaient le sort du capitaine écossais. Plusieurs de ses chevaliers, poursuivant leur avantage, arrivèrent à l'endroit où il gisait en proie à l'agonie. « Comment allez-vous ? » lui demandèrent-ils avec anxiété. – « Mais pas trop bien, répliqua le comte, je sens que la vie m'abandonne davantage de minute en minute. N'importe, il y a dans notre famille une prophétie ; c'est qu'un mort gagnera une bataille, et je crois qu'elle va cette nuit s'accomplir. Je péris comme périrent mes pères qui sont rarement morts sous un toit et dans un lit. Cachez ma mort ; relevez mon étendard ; faites retentir mon cri de guerre, et vengez-moi ! » Les chefs écossais, le cœur gonflé de chagrin, mais palpitants du désir de la vengeance, tentèrent en désespérés une nouvelle attaque, et mirent en fuite les Anglais qui déjà étaient ébranlés. Les deux Percy demeu-

rèrent captifs, et avec eux presque tous les nobles d'Angleterre qui prirent part à cette célèbre action. Une si héroïque bravoure y fut déployée par les deux peuples, que Froissart la regarde comme une des plus terribles de son temps.

L'évêque de Durham arriva le lendemain avec sept mille hommes ; mais, après deux feintes attaques il n'osa point se mesurer réellement avec l'ennemi par lequel Hotspur avait été battu. Le détachement écossais rejoignit alors l'armée principale ; mais tous les soldats de Douglas étaient tellement affligés de la perte de leur chef, que chemin faisant, ils avaient plutôt l'air de suivre un convoi que de revenir victorieux.

Vers ce temps, comme le roi d'Écosse ne pouvait plus supporter les fatigues de la représentation, et ne cherchait qu'à s'y soustraire, on nomma Robert, comte de Fife, régent du royaume. Il n'était que second fils du monarque régnant ; mais on le préféra pour cette place éminente à son frère aîné, John, comte de Carrick, parce que celui-ci boitait d'un coup de pied de cheval, et ne possédait pas assez d'énergie morale pour remédier à son infirmité physique : le régent au contraire ne fut pas plus tôt investi de ses fonctions, qu'il déploya une rare activité. Le comte de Nottingham, maréchal d'Angleterre, à qui était confiée la garde des frontières de l'est, reprochait aux Percy leur défaite d'Otterbourne, et prétendait que s'il se fut lui-même trouvé à leur place, les choses se seraient autrement passées. Mais lorsque le régent vint, à la tête d'une armée égale en nombre, le défier au combat, Nottingham refusa l'action sous le prétexte, indigne d'un général, « qu'il ne devait pas exposer au péril les sujets du roi. » Les Écossais brûlèrent Tynemouth, et s'en revinrent chez eux.

Pendant l'été de la même année 1389, une trêve de trois ans se signa entre la France et l'Angleterre, et s'étendit à l'Écosse comme alliée de la première puissance. Peu après cet événement, le roi Robert II, mourut à son château de Dundonald dans l'Ayrshire. Il avait atteint l'âge avancé de soixante-et-quinze ans, et en avait régné dix-neuf.

CHAPITRE XVI.

Avènement de John, comte de Carrick. – Il adopte le nom de Robert III – État de sa famille. – Incendie d'Elgin. Incursion des Highlandais, et escarmouche de Glascune. – Bataille de Bourtree. – Tournoi entre les hommes des clans de Chattam et de Quhele. – Le prince David d'Écosse ; il est créé duc de Rothsay ; son oncle intrigue contre lui et devient duc d'Albany. – Mariage de Rothsay. – Scandaleuse conduite d'Albany ; il manque de parole au comte de March qui se révolte. – Guerre avec l'Angleterre. – Invasion de Henri IV. – Retraite obligée des Anglais. – Meurtre du duc de Rothsay. – Défaite des Écossais à Homildon. – Contestation entre Henri IV et les Percy. – Siége de Coklawis ou Ormiston. – Le prince Jacques envoyé en France, mais pris par les Anglais. – Mort de Robert III.

Nous avons déjà parlé du caractère de John, comte de Carrick, fils aîné et successeur de Robert II. Il était infirme de corps et faible d'esprit ; du reste, bien intentionné, pieux, affable, et juste ; mais complètement impropre, faute d'activité personnelle et d'énergie morale, à porter le sceptre d'un peuple aussi fier et aussi ingouvernable que les Écossais. Il fut investi de la royauté à Scone avec toutes les cérémonies d'usage ; seulement, au lieu de son propre nom[56], il adopta le titre de Robert III pour se soumettre à une superstition du peuple qui croyait que le premier nom avait

[56] En français, Jean. A. M.

appartenu à des monarques de France, d'Angleterre et d'Écosse, lesquels avaient tous été malheureux. Les Écossais, au surplus, avaient une prédilection pour le nom de Robert, par un souvenir plein d'amour et de reconnaissance pour Robert Bruce.

Le nouveau roi était marié depuis environ trente-trois ans à une Écossaise, Annabella Drummond, fille de sir John Drummond de Stobhall, dont la sagesse et les vertus correspondaient à l'ancienneté de sa famille et à l'élévation de son rang. Il avait eu de ce mariage un fils appelé David, jeune prince alors âgé de dix-huit ans, dont la lugubre histoire et la mort prématurée devaient assombrir le règne de son père. Cinq ans après que Robert III fut monté sur le trône, la reine lui donna un second fils nommé Jacques, qu'il eut pour successeur et qui le premier porta ce nom ensuite répété si souvent sur la liste des rois qui gouvernèrent l'Écosse.

Le nouveau monarque s'occupa tout d'abord de confirmer la trêve avec l'Angleterre et de renouveler la ligue avec la France, de sorte que pendant huit années le royaume fut exempt des malheurs de la guerre étrangère ; mais l'indolence d'un faible souverain le laissa être la proie des querelles domestiques et de l'injuste oppression de chefs et de nobles qui luttaient les uns contre les autres. Nous n'en citerons que deux ou trois des principaux exemples.

Avant même le sacre du roi, le comte de Buchan, propre frère de Robert III, par suite d'une querelle privée avec l'évêque de Murray, rassembla une tumultueuse armée de Highlandais et brûla la magnifique cathédrale d'Elgin, sans que, pour cet acte qui unissait la rébellion au sacrilége, son apathique souverain lui infligeât le moindre châtiment ou la moindre censure.

Deux ans plus tard, trois chefs du clan Donnochy, qu'on appelait dans la langue des basses terres le clan des Robertson, obéirent à l'instigation ou aux ordres de Duncan Stuart, fils naturel du turbulent comte de Buchan, et descendirent exercer d'affreux ravages dans le fertile comté d'Angus. Les Gray, les Lindsay et les Ogilvy marchèrent contre eux avec leurs vassaux. Une terrible et furieuse escarmouche eut lieu à Glascune en Stormont, et l'incident que voici peut donner une idée de ce qu'était l'animosité highlandaise. Sir Patrick Lindsay, armé de pied en cap, et montant un vigoureux cheval, chargea au galop contre un chef de Catherans[57] qu'il cloua à terre d'un coup de lance. Mais avant de mourir, le sauvage montagnard, réunissant ses forces pour un dernier effort, se dégagea de la lance qui le retenait, et brandit son épée à deux mains avec une telle force qu'il brisa la botte d'acier de Lindsay et lui coupât presque la jambe. Il fut contraint de quitter le champ de bataille, sur lequel demeura le shérif d'Angus, ainsi que son frère et soixante de ses vassaux. Sir Patrick Gray fut aussi blessé ; et les montagnards, plutôt vainqueurs que vaincus, malgré leurs nombreuses pertes, regagnèrent en sûreté leurs solitudes.

Les querelles des barons lowlandais ne furent pas moins ardentes. Robert Keith, chef de l'illustre famille de ce nom, assiégea dans le château de Fyrie sa propre tante, femme de Lindsay de Crawford. Lindsay l'alla secourir avec cinq cents hommes, rencontra Keith près l'église de Bourtree dans le Garioch, et le défit avec une perte de cinquante soldats. Pour employer une expression de l'Écriture, chacun faisait ce qui

[57] Ce mot écossais ***caterans cateranes, catterans, catheranes,*** signifie ***voleurs de troupeaux,*** des montagnes d'Écosse. A. M.

semblait juste à ses propres yeux, comme s'il n'y avait pas eu de roi en Écosse.

La manière dont le gouvernement cherchait à comprimer ces désordres et à se débarrasser, par voie indirecte, des auteurs de violences qu'il n'osait punir en les déférant à la justice des lois, n'était ni moins barbare ni moins sauvage. Un clan, ou plutôt une confédération de clans qui portaient le nom commun de clan Chattam, était en querelle avec une autre réunion de tribus appelée le clan Kay ou Quhele. Leur dispute, que l'autorité immédiate du roi ne pouvait arranger, fut soumise aux chances d'un combat que trente hommes de chaque parti se livrèrent, en présence de Robert III, dans le North-Inch de Perth, belle prairie au bord de la Tay. Quand, au moment de l'action, les antagonistes se comptèrent, il se trouva manquer un combattant du côté du clan Chattam ; mais on faisait si peu de cas de la vie, qu'un citoyen de Perth se chargea de le remplacer pour un demi-marc d'argent. Tel fut l'acharnement réciproque des adversaires, que tous les hommes de Quhele périrent à l'exception d'un seul, qui, pour échapper à la mort, traversa la Tay à la nage. Plusieurs champions de Chattam survécurent, mais tous furent grièvement blessés.

Le faible roi semble n'avoir conservé dans ses mains les rênes de l'état, si maladroitement qu'elles fussent tenues, qu'avec le secours de son frère, le comte de Fife, qui avait été régent dans les dernières années du règne de son père. Mais son héritier présomptif, David, jeune homme plein de talents, beau de figure, actif, chevaleresque, était trop accompli et trop populaire pour demeurer complètement à l'écart. On peut supposer, sans doute, qu'il n'était pas tout-à-fait innocent des folies et des légèretés de jeunesse que lui reprochait malignement son oncle, qui, pour cause, ne le re-

gardait pas d'un bon œil ; mais nous voyons le prince nommé commissaire, ainsi que le comte de Fife, en 1399, se rendre avec lui vers la frontière auprès de Lancastre ; et peu après il fut élevé par son père, à la suite d'un conseil solennel, au titre de duc de Rothsay. Toutefois, pour rester l'égal de son neveu, sinon pour conserver son ascendant sur lui, l'oncle de David, l'ambitieux Robert, obtint vers la même époque de substituer son titre de comte de Fife, par celui de duc d'Albany. Ce fut sous leurs nouveaux titres que les deux princes allèrent une seconde fois négocier sur la frontière anglaise, mais sans beaucoup de succès ; car, quoique l'établissement d'une paix solide eût été agréable à Richard II, qui donnait alors tous ses soins à son expédition d'Irlande, approchait la révolution de 1399 qui renversa le monarque de son trône pour l'y remplacer par Henri IV, et qui commença ainsi la longue suite de ces funestes guerres entre la maison d'York et de Lancastre.

Mais, laissant un peu l'extérieur de côté, nous remarquerons que le jeune héritier du trône obtint quelque temps la confiance paternelle dans des affaires d'importance : on ne peut douter même qu'il fût, à une époque, nommé régent du royaume. Mais la jeunesse et la fougueuse ardeur de Rothsay ne pouvaient lutter avec la profonde astuce d'Albany qui semble avoir possédé l'oreille du roi, par l'empire habituel qu'il exerça sur lui tant d'années. Il n'eut pas beaucoup de peine à exagérer les peccadilles dont Rothsay, vu son âge, pouvait être coupable, et à envenimer contre le malheureux prince des soupçons qui souvent naissent dans l'esprit d'un souverain vieux et incapable, contre un successeur jeune et ardent.

Il est raisonnable de penser que l'affection de la reine Annabella, qui avait et qui méritait l'estime de son époux,

tâcha de soutenir son fils dans la lutte tacite de l'oncle et du neveu. Ce fut sa mère qui conseilla de le marier, comme moyen le plus efficace de mettre un terme à ses déréglements de jeunesse. Le conseil était excellent ; mais Albany, en se chargeant des négociations matrimoniales, s'arrangea de manière à blesser l'honneur de son neveu et à brouiller les nobles du royaume tant avec le prince que les uns avec les autres.

Il annonça publiquement que la main du duc de Rothsay comme une marchandise qui se vend à l'enchère, serait adjugée à la fille du pair d'Écosse qui consentirait à la doter de la somme la plus considérable. Quelque ignoble que fût une telle spéculation, Albany sut la rendre encore plus ignominieuse par les procédés déshonnêtes dont il l'accompagna. George, comte de March, resta en cette circonstance extraordinaire le dernier et plus offrant enchérisseur ; il paya une partie de la dot promise, et sa fille fut fiancée au duc de Rothsay. Le comte de Douglas, jaloux de l'agrandissement que la maison de March tirerait d'une pareille union, intervint et décida Albany, qui peut-être n'était pas fâché de mêler aux noces de son neveu des particularités encore plus avilissantes, à rompre le traité conclu avec March et à y substituer une alliance avec sa propre fille. Le seul motif qu'on allégua au comte George, pour colorer ce manque de foi, fut que le contrat de mariage n'avait pas été confirmé par les états du royaume ; et pour mettre le comble à l'insulte qui lui était ainsi faite, le gouvernement refusa de lui rendre la somme qu'il avait avancée sur la dot de sa fille, ou du moins apporta des délais à cette restitution. Comme les domaines du comte de March étaient situés sur les frontières des deux royaumes, cette grande famille avait presque conservé toute l'indépendance de ses ancêtres, et une injure moindre que celle qu'avait reçue le présent comte aurait suf-

fi pour le pousser à la révolte. C'est pourquoi il entama aussitôt une négociation secrète avec Henri IV, et peu après se réfugia en Angleterre. L'acquisition d'un tel partisan eut alors pour le monarque anglais, comme les circonstances qui suivent le prouveront, un prix tout particulier.

À l'époque précise, du moins peu s'en faut, où Henri IV se rendit maître de la couronne d'Angleterre, la trêve qui existait entre ce pays et l'Écosse expira ; et les habitants de la frontière écossaise, poussés par leur turbulent naturel, allèrent aussitôt exercer d'horribles ravages chez leurs voisins. Sir Robert Umfraville leur fit cependant essuyer à Fulhope-Law une défaite sanglante où beaucoup de leurs principaux chefs furent pris. Ce revers n'empêcha point d'autres incursions, que l'état de l'Angleterre, ébranlée qu'elle était par un changement récent de dynastie, ne rendait que trop tentants. Les Écossais des frontières s'emparèrent du château de Wark où ils mirent le feu, et ravagèrent impitoyablement la contrée, sans que les Anglais, décimés par une perte cruelle, leur opposassent même la résistance d'usage.

Cette guerre de rapines qui avait pour théâtre les confins des deux pays n'était faite avec tant d'ardeur par les Écossais qu'à l'instigation de la France, quoiqu'elle-même, par suite de la mauvaise santé du roi Charles, ne rouvrît pas les hostilités avec l'Angleterre. À cette époque donc, l'assistance que le comte de March vint offrir aux Anglais ne fut pas moins précieuse pour eux que funeste pour leurs ennemis. Henri IV résolut de châtier les déprédations écossaises et de se venger du duc d'Albany, qui, dans certaines lettres qu'on avait interceptées, le traitait de traître par excellence. À cet effet, il ordonna que toutes les forces militaires de son royaume s'assemblassent à York, autour de sa personne, et publia un arrogant manifeste par lequel il ra-

jeunissait l'antique prétention de l'Angleterre à la suprématie de l'Écosse, prétention depuis long-temps tombée dans l'oubli, et affectant le ton de seigneur suzerain, commandait au souverain de ce royaume, ainsi qu'à ses prélats et à ses nobles, devenir à Édimbourg lui rendre hommage. Il n'est pas besoin de le dire, personne ne tint compte d'une telle injonction, excepté le rebelle comte de March, qui rejoignant Henri à Newcastle, prêta serment de fidélité à l'Angleterre. Mais si, d'une part, la fanfaronnade avec laquelle Henri se vantait de soumettre l'Écosse ne s'accordait guère avec son habituelle sagesse, de l'autre, il déploya pendant toute la campagne une clémence et une modération qui n'avaient pas distingué souvent un envahisseur anglais. Pénétrant jusqu'à Édimbourg, il prit sous sa protection spéciale le clergé d'Holyrood qui avait autrefois donné asile à son père Jean de Gand, et en général épargna les maisons religieuses.

Le château d'Édimbourg était vigoureusement défendu par le duc de Rothsay, que son beau-frère Douglas secondait de son habileté et de son expérience. Albany commandait une nombreuse armée, qui, d'après la vieille tactique écossaise, se tenait toujours à une certaine distance de celle des Anglais. Leurs adversaires avaient sagement résolu de suivre le système de guerre défensive qui tant de fois avait sauvé l'Écosse ; mais il leur était difficile de ne pas avoir un peu de la forfanterie du temps. Le duc de Rothsay écrivit donc à Henri, que voulant éviter une inutile effusion de sang chrétien, il proposait de s'en remettre, pour décider la querelle nationale, à l'issue d'un combat entre un, deux ou trois nobles de chaque côté. Cette inconséquente proposition de jeune homme fit beaucoup rire Henri, et dans sa réponse, il témoigna à Rothsay son étonnement de ce que, pour épargner le sang chrétien, il imaginât de verser celui de la noblesse, comme si les nobles n'étaient pas tout autant chré-

tiens que d'autres. Albany de même voulut avoir sa gasconnade. Il envoya un héraut dire à Henri que si Sa Majesté consentait à demeurer dans sa position près d'Édimbourg, pendant une semaine, il lui livrerait bataille au bout de ce temps. Le roi anglais donna son manteau et une chaîne d'or à l'envoyé en signe qu'il acceptait joyeusement le défi. Mais Albany ne comptait pas tenir sa parole, et Henri s'aperçut qu'il ne gagnait rien à rester au milieu d'un pays dévasté pour y assiéger un roc inexpugnable. Il leva donc le siége et se retira en Angleterre, où la rébellion d'Owen Glendower éclata peu après. Une trêve d'un an et quelques mois fut signée entre les deux royaumes.

Dans cet intervalle, un exemple frappant dont l'Écosse fut témoin montra qu'il n'est aucune barrière élevée par les lois ou divines ou humaines, que l'ambition ne puisse pousser les hommes à franchir. Nous avons vu le duc de Rothsay défendre avec vigueur, en 1400, le château d'Édimbourg. N'importe, dès que la guerre fut finie, il semble avoir encouru la disgrâce du roi son père. La reine, qui aurait pu être médiatrice entre eux, était morte, Archibald, comte de Douglas, était aussi mort ; et quoique leurs deux familles fussent alliées par un mariage, il existait une inimitié mortelle entre le prince et un second Archibald, qui avait hérité de ce titre. Trail, évêque de Saint-André, digne prélat qui souvent était intervenu avec succès dans les querelles de la famille royale, était également descendu dans la tombe. Le duc de Rothsay se trouva donc exposé sans défense à toutes les accusations, si exagérées qu'elles fussent, dont les créatures d'Albany remplirent ses crédules oreilles. Un sir John de Ramorgny, qui avait été instituteur du prince, paraît avoir mis le plus de zèle à le calomnier auprès de son père. Cet individu avait même, dit-on, offert à son ancien élève d'assassiner Albany, et repoussé avec horreur, s'était déterminé à cet odieux

moyen de vengeance. Trompé par de si perfides rapports sur l'inconduite et l'indocilité de son fils, le vieux roi eut la faiblesse de donner à Albany l'autorisation d'arrêter le prince et de le retenir en prison quelque temps pour vaincre l'indomptable esprit de désordre dont il avait fini par le croire possédé.

Mais Albany, que n'ébranlait aucune considération de famille, n'en voulait ni plus ni moins qu'à la vie de son neveu, parce qu'il devait hériter de son trop faible frère. Le duc de Rothsay fut donc pourchassé dans le Fife, arrêté, mené dans le château de Falkland, et là muré dans un cachot pour y mourir de faim. De vieilles chroniques disent que la compassion de deux femmes prolongea sa vie et ses souffrances ; la première lui apportant de temps à autre de petits gâteaux d'orge ; la seconde, comme cette fille romaine, en le nourrissant de son lait. Cependant il est peu probable qu'après avoir adopté contre le captif la mesure rigoureuse que nous avons dite, on laissât de tels secours lui parvenir.

On attribua la mort du prince à une dyssenterie, une enquête fut faite sur les circonstances de l'événement, mais pour la forme, car le parlement à qui on en confia le soin, s'assembla sous la direction des auteurs même du meurtre. Albany et Douglas reconnurent avoir arrêté le prince en se prévalant du mandat royal pour justifier un tel acte de violence, mais imputèrent sa mort à la maladie. Toutefois, par une amende honorable qu'ils firent, en des termes, il est vrai, assez larges et assez étendus pour se mettre à l'abri de toute accusation future, non seulement pour le meurtre qu'ils persistaient à nier, mais encore pour l'arrestation qu'ils avouaient, ils montrèrent qu'en leur âme et conscience ils se croyaient coupables.

La trêve avec l'Angleterre expira alors, et Douglas se hâta de dissiper, par une guerre de rapines, qui était son élément naturel, le souvenir de ses forfaits domestiques. Mais la fortune parut l'avoir abandonné, ou le ciel refusa son appui au complice de l'infâme assassinat d'un prince innocent. À dater de cette époque, malgré sa valeur et son habileté militaire, il perdit tant de monde dans toutes les batailles qu'il livra, qu'on lui donna à juste titre le nom de ***Tineman***, c'est-à-dire perdant[58].

Les gens de Merse, que le comte de March, dans son exil, influençait encore, ne montraient plus leur ardeur habituelle à exercer des ravages sur la frontière ; et le comte de Douglas fut obligé, pour ses incursions subséquentes, de s'adresser aux tenanciers du Lothian. Leur première tentative fut heureuse ; mais la seconde, ils se virent arrêtés par le comte de March et par un corps nombreux, tant de ses vassaux que d'Anglais, dans un endroit appelé West-Nibbet. Hepburn de Hales, chef des Écossais, fut tué. Beaucoup aussi de jeunes nobles du Lothian périrent ou furent faits prisonniers.

Douglas, irrité de ce revers, demanda et obtint une armée considérable sous les ordres du fils d'Albany, Murdach, comte de Fife, et des comtes d'Angus, de Murray et d'Orkney[59]. Ses propres bataillons augmentèrent l'armée d'une dizaine de mille hommes. Avec de telles forces, il porta la rapine et la dévastation jusqu'aux portes de Newcastle. Mais sir Henri Percy, le célèbre Hotspur, avait réuni des

---

[58] ***Tine man*** ou ***tien-man*** est proprement un ancien nom de garde nocturne de forêt. A. M.

[59] ***Orkney*** est le nom anglais des îles Orcades. A. M.

troupes imposantes. Avec son père le comte de Northumberland et March leur allié, il attaqua les Écossais à Homildon, montagne située à un mille de Wooler, sur laquelle Douglas s'était posté. Hotspur allait avec son impétuosité caractéristique se précipiter sur les rangs ennemis, lorsque le comte de March, prenant la bride de son cheval, lui conseilla d'essayer d'abord l'effet des archers d'Angleterre. Ce corps fit son devoir comme de coutume, et déploya une adresse d'autant plus fatale, que l'armée écossaise, rangée sur une pente, servait d'autant mieux de but aux flèches meurtrières. De même que Graham, à la bataille de Durham, un brave chevalier du nom de sir John Swinton, vit le désavantage de la position de ses compatriotes et y proposa un remède. « Ne restons pas ici à nous faire tuer comme un troupeau de daims, s'écria-t-il ; mais descendons sur ces Anglais, attaquons-les corps à corps, et vivons ou mourons en hommes ! » Adam Gordon, jeune noble de la frontière, dont la famille avait long-temps été en querelle avec les ancêtres de Swinton, entendit cette chaleureuse exhortation, mit pied à terre, abjura toute vieille haine, et pria le guerrier qui, la minute d'avant, était son ennemi le plus implacable, de lui conférer l'ordre de la chevalerie : « Car, dit-il, je ne puis recevoir cet honneur d'une plus noble main que de la vôtre. » Swinton l'arma chevalier avec les courtes cérémonies qu'on pratique dans des cas si urgents, et tous deux avec leurs vassaux réunis descendirent la colline au galop. Mais vu leur petit nombre, ils ne produisirent pas l'impression qu'ils auraient voulu, et périrent l'un et l'autre avec toute leur suite. Douglas lui-même se montra alors disposé à descendre la montagne ; mais chemin faisant, les Écossais rencontrèrent un petit précipice qu'ils n'avaient pas soupçonné. Cet obstacle, tout léger qu'il était, leur fit rompre leurs rangs et se débander avec une confusion affreuse. Les archers anglais, dont l'ardeur

s'était un peu ralentie, profitèrent de ce désordre pour réparer le temps perdu ; et leurs fatales volées de flèches tombèrent comme sur une multitude inoffensive plutôt que comme sur des soldats. La déroute devint générale. Un nombre immense d'Écossais périt. Douglas fut fait prisonnier ; cinq blessures et la perte d'un œil prouvèrent qu'il s'était acquitté de son devoir, sinon en général habile, au moins en brave chevalier. Murdach, comte de Fife, fils du régent Albany, les comtes de Murray et d'Angus, avec une vingtaine de chefs et de personnages marquants, perdirent ainsi leur liberté.

La joie qu'Hotspur éprouva d'avoir remporté cette victoire n'eut d'égale que le plaisir qu'elle causa à Henri IV lorsqu'il en reçut la nouvelle. Mais la victoire d'Homildon, ainsi le destin l'avait résolu, devait plus tard être cause que le trône du monarque courrait des dangers, et que Percy périrait dans une conspiration.

Nulle loi de chevalerie n'était mieux sanctionnée par l'usage que celle qui mettait à la discrétion du vainqueur les captifs de sa lame et de son épée : il les pouvait soit rançonner au prix qu'il voulait, soit garder en prison le temps qu'il jugeait convenable ; et cette règle était si bien établie sur les frontières, que quand un Anglais ou un Écossais se laissait prendre, c'était chose toute simple que le champion qui faisait la capture permît au vaincu de quitter le champ de bataille sous condition de se représenter à jour fixe pour régler sa rançon. Surtout il n'était besoin ni du consentement du roi ni de celui du général pour que les affaires s'arrangeassent ainsi. Néanmoins en cette occasion, Henri IV écrivit aux victorieux Percy pour leur défendre que les importants prisonniers faits à Homildon se rachetassent ou reconquissent leur liberté sans son autorisation spéciale. D'autre part, il octroya généreusement au comte de Nor-

thumberland et à son fils sir Henri Percy tout le comté de Douglas ainsi que les autres domaines de cette puissante famille. Le père et le fils regardèrent la première proposition du roi comme une injure ; quant à la seconde, comme les terres en question étaient situées dans un district belliqueux encore à conquérir, ils jugèrent dans leur âme et conscience ne lui en devoir aucune gratitude. En même temps donc qu'ils recevaient et l'ordre et la faveur de l'air le plus satisfait du monde, ils résolurent de prétexter la conquête du comté de Douglas pour assembler des forces considérables et de les employer à un tout autre usage.

En conséquence, au mois de juin 1403, les Percy assiégèrent une tour nommée Coklawis ou Ormiston, et convinrent avec le possesseur qu'il se rendrait à moins d'être secouru par le régent d'Écosse avant le premier jour d'août. Lorsqu'Albany reçut cette nouvelle, il assembla ses conseillers et leur demanda s'il fallait ou non porter du secours. Tous, connaissant l'humeur peu belliqueuse du duc, crurent aller au devant de ses désirs quand ils opinèrent qu'on devait plutôt abandonner une méchante tourelle de la frontière à son destin, que hasarder une bataille pour la conserver. Le régent, qui n'ignorait pas l'intention secrète des Percy dont les forces allaient être dirigées contre l'Angleterre, en profita pour faire un peu le rodomont. « Par le ciel et Saint-Fillan ! s'écria-t-il, je serai exact au rendez-vous devant Coklawis, quand même je n'aurais pour m'y accompagner que Peter de Kinback qui tient là mon cheval. » Le conseil entendit de telles paroles avec autant de surprise que de joie, et ce fut seulement lorsqu'ils atteignirent Coklawis avec une armée considérable, que les nobles écossais apprirent le mot de l'énigme. Ce qui avait donné à leur régent cet accès temporaire de courage, était la certitude qu'il ne rencontrerait pas Hotspur, dont en effet la mort et la défaite à Shrewsbury ne

tardèrent pas à être connues. La lâcheté de cœur se trahit peut-être mieux par une fanfaronnade de cette espèce, que par un manque accidentel de courage dans un moment de danger. Quelques propositions, faites pour la paix, n'eurent pour résultat qu'une trêve fiévreuse de courte durée.

Cependant le prince Jacques, seul fils qui restât au pauvre et infirme vieux roi, atteignait sa onzième année. Il avait ainsi besoin d'une éducation meilleure que celle qu'il eût trouvée en Écosse, et d'une protection plus efficace que celle de son faible père. Robert III, qui ne pouvait se dissimuler ni la cause ni les circonstances de la mort de son fils aîné, n'hésitait pas à croire que l'ambition qui avait hâté les jours de Rothsay voudrait aussi, pour être satisfaite, la vie de Jacques. Le jeune prince était confié au soin de Wardlaw, évêque de Saint-André, qui avisa de l'envoyer en France, comme moyen le plus sûr de le mettre à l'abri des projets de trahison et de violence de son oncle. On l'embarqua donc sans retard avec Henri Sinclair, comte d'Orkney, qui avait été choisi pour son gouverneur. Un grand nombre de gentilshommes du Lothian, ainsi que David Fleming de Cumbernauld, l'accompagnèrent jusqu'au navire. Mais, à leur retour, ils furent attaqués, on ignore pour quelle raison, par James Douglas de Berkeley, oncle du comte ; même, dans une escarmouche qui eut lieu près du marécage d'Hermanston, Fleming et plusieurs de ses compagnons périrent.

Ce sanglant augure, par lequel le voyage du jeune prince commençait, fut bientôt suivi d'événements non moins sinistres. Le vaisseau qui le portait n'atteignit pas plus tôt Flamborough-Head, qu'il fut pris par un corsaire anglais. Comme la trêve conclue récemment durait encore, cette capture du prince fut de tout point contraire au droit des na-

tions. Mais Henri, comprenant l'importance d'avoir en sa possession le royal otage, résolut de le garder à ses risques et périls. « Au fait, dit-il, les Écossais auraient dû me donner l'éducation de cet enfant, car je suis très versé dans la littérature française. » Probablement ce nouveau malheur porta un rude coup au vieux roi ; néanmoins il survécut, chargé d'ans et d'infirmités, jusqu'en 1406, c'est-à-dire toute l'année suivante. Sa mort ne changea rien aux affaires publiques, et ne se fit nullement sentir dans l'administration, qui demeura aux mains d'Albany.

CHAPITRE XVII.

Régence de Robert, duc d'Albany. – Le comte de March redevient fidèle sujet de l'Écosse. – On brûle un hérétique. – Prise du château de Jedburgh ; proposition d'un impôt pour subvenir aux frais de sa démolition ; le régent refuse d'y consentir. – Donald des îles réclame le comté de Ross. – Il fait une descente sur le continent. – Le comte de Mar va le combattre. – Détails sur la vie du comte. – Bataille d'Harlaw ; ses résultats. – Négociations difficiles entre Albany et Henri IV. – Hostilités avec l'Angleterre. – Mort du régent Albany.

Les talents politiques de Robert, duc d'Albany, n'étaient pas assez éminents pour contrebalancer ses crimes. Toutefois son administration ne fut pas impopulaire. S'il se gagna ainsi les cœurs, presque toute la gloire en est à une libéralité, ou plutôt à une profusion qu'il hésitait d'autant moins à se permettre, que toujours il se montrait généreux aux dépens du revenu de l'état et de l'autorité du roi. Le clergé qu'il édifiait par sa munificence envers l'église a signalé sa dévotion dans maintes chroniques. Il tolérait aux nobles les abus de puissance qu'ils commettaient souvent, les invitait sans cesse à de somptueuses parties de plaisir, et satisfaisait toutes les envies les plus déraisonnables au sujet des terres et des droits qui dépendaient de la couronne. Un air affable et simple qu'il joignait à un noble visage et à une suite splendide, lui valait les applaudissements de la populace. Il ne brillait pas du côté de la valeur, mais connaissant son dé-

faut, il avait soin de le cacher. Il était plein d'intelligence pour les affaires publiques ; et quand l'intérêt du pays s'identifiait avec le sien, il savait suivre avec autant d'ardeur que d'adresse la voie qui devait plus sûrement le mener au succès.

Ainsi, quand Robert III vint à mourir, les titres du duc d'Albany à la régence pendant la captivité de Jacques étaient universellement reconnus.

Son administration, après la mort du roi son frère, commença sous les plus heureux auspices. Il renouvela la ligue offensive et défensive avec le royaume de France, et entra en négociation avec l'Angleterre. Dans les conférences qui suivirent, il se garda bien de réclamer l'élargissement de son neveu, le souverain d'alors, et l'affaire se traita sans que le nom du pauvre enfant fût même prononcé. Mais le comte de Douglas, dont les services militaires étaient si précieux pour la défense des frontières écossaises, recouvra la liberté qu'il s'était laissé ravir à la bataille de Shrewsbury où il avait combattu avec sa bravoure ordinaire du côté de sir Henri Percy, terrassé le roi d'Angleterre de sa propre main, mais, avec son malheur habituel, été lui-même fait prisonnier dans la suite de l'action. George comte de March avait au contraire, à la même époque, utilement servi Henri IV, puisque le premier il l'avait instruit de la conspiration qui le menaçait. Mais il était alors las de son exil, et, faute de pouvoir accomplir sa vengeance, revint sous la bannière nationale à condition que ses domaines lui fussent rendus. C'était une double garantie de la bonne défense des frontières.

Albany trouva en outre une occasion de complaire singulièrement au clergé. Il abandonna à ses haines vengeresses un certain Resby, signalé comme lollard ou sectateur

de Wickliffe. Le malheureux fut jugé par devant un tribunal de prêtres que Lawrence Lindores présidait, et condamné pour hérésie, mais surtout parce qu'il niait l'autorité du pape ; on le brûla vif dans la ville de Perth.

La trêve avec l'Angleterre ne fut pas renouvelée, et les hostilités recommencèrent par un exploit des belliqueux habitants du Teviotdale. Harcelés par une garnison anglaise qui s'était maintenue dans l'important château de Jedburgh, ils l'assiégèrent et le prirent. Le parlement décréta qu'il serait démoli ; mais, comme les murailles en étaient immenses et très solidement construites, surtout comme on ignorait encore l'emploi de la poudre à canon en pareille circonstance, il fut question d'imposer à chaque ménage d'Écosse une taxe de quatre sous, au moyen de laquelle on paierait le nombre d'ouvriers nécessaire. L'amour de popularité du régent se déploya aussitôt. Il déclara que sous son administration nul faix ne serait imposé au pauvre, et fit prélever la dépense sur le trésor royal. La trêve avec l'Angleterre fut ensuite renouvelée. Dans la ratification qu'il en signa, Albany, non content, à ce qu'il paraît, de ne jouir que d'une puissance déléguée, s'intitula régent par la grâce de Dieu et employa la formule : « Nos sujets d'Écosse. »

Sur ces entrefaites, une querelle de la plus sérieuse nature éclata entre la population celtique et la population lowlandaise ou saxonne du royaume. – Les lords des îles, profitant de l'extrême désordre qui, durant la régence, se répandit dans toute l'Écosse, n'avaient pas eu beaucoup de peine à ressaisir l'indépendance qu'ils s'étaient vu enlever sous le règne vigoureux de Robert Bruce. Ils possédaient une flotte avec laquelle ils harassaient suivant leur bon plaisir les côtes de la Grande-Bretagne ; et Donald à qui cette seigneurie insulaire était alors dévolue, se rangeant parmi les alliés

de l'Angleterre, faisait la guerre et la paix comme un monarque indépendant. Le régent n'avait pris aucune mesure pour réduire ce roitelet à l'obéissance, et sans doute il eut toujours reculé à entreprendre cette tâche difficile, si Donald n'avait pas élevé des prétentions au comté de Ross qui occupait une vaste étendue de terrain dans le nord-ouest de l'Écosse, comprenait la vaste île de Skye, et avoisinait, touchait même ses propres domaines insulaires.

Voici l'origine des droits qu'il prétendait avoir. Euphémie, comtesse de Ross, avait donné sa main à Walter Leslay, qui était ainsi devenu comte du même nom. Ils eurent deux enfants, un fils appelé Alexandre qui, par le fait de sa naissance, hérita du comté de sa mère, et une fille qui épousa Donald des îles. Leslay venant à mourir, sa veuve se remaria à Alexandre, comte de Buchan, frère d'Albany ; mais ils ne laissèrent pas d'héritiers. Alexandre, comte de Ross s'allia une seconde fois à la royale famille des Stuarts en épousant Isabelle, fille du régent, dont il n'eut qu'un enfant du sexe féminin, aussi nommé Euphémie. Cette damoiselle avait témoigné l'intention de se retirer dans un couvent ; et le bruit s'était répandu qu'elle comptait se démettre du comté de Ross, qui incontestablement lui appartenait, en faveur de son oncle maternel Alexandre, comte de Buchan, fils qu'Albany avait eu de son deuxième mariage. Un tel acte aurait détruit les titres que Donald l'insulaire tenait du chef de sa femme.

Regardant Euphémie, une fois retirée dans un cloître, comme morte aux yeux de la loi, le lord des îles résolut de maintenir ses droits par la force des armes. Il entra donc, avec une armée de dix mille Hébridéens et Highlandais commandés par leurs propres chefs, dans le Rosshire, parvint à se rendre maître du château de Dingwall, ne se con-

tentant pas d'un tel succès, et poursuivant sa course dévastatrice jusqu'au Garioch, menaça non-seulement de piller Aberdeen, mais de ravager le bas pays du Mearns et de l'Angus jusqu'aux bords de la Tay.

Si Donald avait réussi dans ses ambitieux desseins, que de graves conséquences n'en fût-il pas résulté ! D'abord, le régent aurait vu l'espérance qu'il nourrissait au fond du cœur, de placer un jour la couronne sur la tête d'un de ses propres descendants, lui échapper ; ensuite, les plus graves malheurs eussent fondu sur l'Écosse, car c'eut été la conquête des habitants civilisés de ces pays par les habitants sauvages, et plus tard une tendance au rétablissement progressif de la barbarie avec son cortége d'horreurs.

Alexandre Stuart, comte de Mar, assembla en toute hâte la chevalerie des basses-terres pour arrêter la marche furieuse de Donald et de son armée. Le comte était un personnage extraordinaire, et la vie qu'il avait menée jusques alors caractérise si bien ces temps de désordre, que nous les ferons mieux comprendre en la racontant avec brièveté, qu'en nous livrant à de vagues et longues déclamations générales. – Il était fils naturel de cet Alexandre, comte de Buchan, qui, lui-même second fils de Robert II, brûla la cathédrale d'Elgin avant que son oncle Robert III fût couronné. Élevé auprès d'un tel père, Alexandre devint à son tour le chef d'une terrible troupe de Catherans ou bandits Highlandais, et en cette qualité visa à conquérir de force un rang et de l'opulence. Voici à quels moyens il recourut. Sir Malcolm Drummond de Stobbitt, frère d'Annabella, femme de Robert III, avait été surpris dans son propre château par des brigands de la montagne, et par suite des mauvais traitements soufferts pendant sa captivité, était mort. On soupçonna Alexandre Stuart d'avoir été complice de cette violence, soupçons qui furent

confirmés lorsqu'il se présenta soudain avec un corps de Catherans en armes, devant le château de Kildrummie où résidait Isabelle, la veuve de l'infortuné sir Malcolm Drummond, qui de son chef était comtesse de Mar. La forteresse fut prise d'assaut, et la noble veuve, soit persuasion, soit contrainte, se décida à donner sa main au terrible Alexandre Stuart, au chef de la bande qui s'était emparée de son manoir, et selon toute probabilité à l'auteur de l'emprisonnement et de la mort de son mari. Peu de semaines après leur mariage, il crut la dame tellement réconciliée avec son sort, qu'il ne craignit pas de la remettre en possession de son château, ainsi que des meubles, des titres de propriété, etc. ; puis, se rendant lui-même jusqu'aux portes, il remit humblement les clés à l'ex-veuve en signe qu'elle était libre de disposer du tout. Le résultat, dont sans doute Stuart s'était bien assuré d'avance, fut que la dame l'accueillit avec bonté, et que librement, par le seul effet de l'affection qu'elle éprouvait pour lui, elle l'agréa pour époux ; après quoi il se prévalut des droits de la comtesse Isabelle sa femme pour s'attribuer le titre, la puissance et les domaines du comté de Mar.

Après s'être ainsi élevé au-dessus de son métier de brigand, Stuart montra par sa conduite subséquente, qu'il y avait dans son âme une certaine noblesse en harmonie avec son élévation, que personne ne lui contesta pendant la régence faible et corrompue d'Albany. Il se distingua par beaucoup d'exploits chevaleresques, et parut dans de nombreux tournois en Écosse et en Angleterre. Enfin, son ardeur belliqueuse le porta à passer sur le continent pour y courir après la renommée. On le cita pour son esprit, pour sa vertu, et pour sa bonté à Paris où il tint maison ouverte ; on l'y honora même. De la cour de France, le comte se rendit à celle de Bourgogne. À cette époque, l'évêque de Liége, Jean de Bavière, « cet ecclésiastique qui n'avait pas l'air de l'être, »

courait un grand péril par suite d'une insurrection de ses vassaux, et le duc Charles volait à son secours. Se trouvant à même d'acquérir quelque gloire, Mar, avec une centaine de chevaliers écossais, presque tous gens de qualité qui cherchaient comme lui des aventures et des batailles, suivit l'armée du duc. Au moment où l'action allait s'engager, le comte de Mar, apercevant sur la première ligne des ennemis deux vigoureux champions qui brandissaient des haches d'armes, devança de la longueur de trois lances les troupes de Liége, ordonna à son porte bannière de s'arrêter, et engageant son écuyer John de Cares à le suivre, se précipita sur les deux guerriers, qui, précisément, se trouvèrent être les chefs de la révolte, Henri Horn et son fils. Il les combattit corps à corps et les tua. Mar se distingua le même jour par beaucoup d'autres prouesses, et ajouta autant à l'honneur de son propre nom qu'à la gloire de son pays. Lorsqu'il revint en Écosse, le feu de sa jeunesse s'était un peu modéré. Il fut alors un ferme soutien du bon ordre, auquel ses anciens exploits avaient été si hostiles, imposa une espèce de gouvernement régulier aux provinces du nord, et fut le chef que la voix publique désigna comme le plus capable d'arrêter les progrès du lord des îles. Ce fut toutefois un singulier hasard que Donald, qui aurait pu être appelé le roi des Highlandais[60], trouvât pour adversaire un individu qui dans sa jeunesse, s'était illustré comme chef de leurs bandes de pillards, et un fait non moins étrange, que les prétentions de l'insulaire au comté de Ross, fussent contestées par un homme dont le titre à celui de Mar était bien plus contestable encore.

---

[60] ***The king of the Gaëls,*** d'après le texte ; le roi des Gaëls, c'est-à-dire des Highlandais ou montagnards d'Écosse. A. M.

Toute la petite noblesse lowlandaise des Mearns et de l'Aberdeenshire prit les armes pour suivre le comte de Mar. La ville d'Aberdeen envoya un brave corps de citoyens, commandé par sir Robert Davidson leur prévôt. Ogilry, shérif d'Angus, dont le nom était si célèbre à la guerre, amena lui-même les principaux gentilshommes du comté. Cependant, lorsque les deux armées se rencontrèrent à Harlaw, près la source du Garioch, celle de Mar était beaucoup moins nombreuse que celle de Donald des îles, sous la bannière de qui l'amour des armes et l'espoir du pillage avaient rassemblé les Mac-Intosh et d'autres clans plus septentrionaux. Les troupes gaélique et saxonne, qui étaient respectivement composées de la fleur de leurs races, se battirent avec la rage et la furie les plus implacables. Un millier environ d'Highlandais restèrent sur la place, ainsi que les deux chefs des clans Mac-Intosh et Mac-Lean. La perte de Mar fut moindre de moitié, mais comprit un grand nombre de gentilshommes, car presque tous ses soldats l'étaient. Le prévôt d'Aberdeen fut tué, et tant de ses concitoyens périrent avec lui, qu'il fallut prendre un arrêté municipal pour que le premier magistrat de la ville, agissant en cette qualité, ne pût s'éloigner qu'à une certaine distance de la cité.

On peut dire que la bataille d'Harlaw demeura en quelque sorte douteuse, mais tous les avantages de la victoire furent recueillis par les Lowlandais. Le lord insulaire se retira après l'action, sans avoir pu obtenir de ses troupes découragées qu'elles en vinssent aux mains une seconde fois. Le régent Albany se comporta en cette circonstance avec une ardeur et une énergie que son administration déployait rarement. Il se mit à la tête d'une nouvelle armée, occupa le territoire contesté de Ross, et s'y empara du château de Dingwall où il laissa une garnison. L'été suivant, il assembla une flotte, menaça Donald des îles d'envahir ses domaines,

et le força non-seulement de se soumettre à la suprématie de l'Écosse, mais encore de donner des otages pour garantie de son obéissance future. La bataille de Harlaw et ses résultats eurent une haute importance, puisque ce fait d'armes, à proprement parler, décida la supériorité des régions civilisées de l'Écosse sur celles qu'habitaient les tribus celtiques qui demeuraient presque aussi sauvages que leurs aïeux les Dalviades. Les habitants des hautes-terres et des îles continuèrent, il est vrai, à causer de fréquents désordres dans l'état par leur manque total de subordination et leurs continuels ravages chez leurs voisins, mais ils ne s'aventurèrent plus à combiner leurs forces pour une attaque simultanée contre les basses-terres, avec des espérances de conquêtes et des projets d'établissement.

Une autre preuve du progrès de la civilisation est la fondation de l'université de Saint-André, qu'ordonna l'archevêque de ce nom, Henri Wardlaw, cardinal et légat du pape, en Écosse ; université qu'il plaça sous ses auspices et dota à ses frais.

Dans ses rapports avec l'Angleterre, le régent Albany était singulièrement embarrassé. Ses plus importantes négociations avec cette puissance concernaient le sort de deux prisonniers. L'un, Jacques, son neveu et son souverain, qui était tombé, comme nous l'avons déjà dit, entre les mains de Henri IV par une indigne violation du droit des gens ; l'autre, son propre fils Murdach, comte de Fife, fait prisonnier à la bataille d'Homildon. Les vues d'Albany étaient fort différentes au sujet de ces deux captifs. Il lui fallait bien témoigner quelque désir de voir le jeune monarque rendu à la liberté, puisque non-seulement les devoirs de la fidélité la plus commune et les affections de famille lui enjoignaient de tenter un effort apparent à l'égard de son neveu, mais qu'encore

les lois féodales, qui imposaient aux vassaux le soin de racheter leurs seigneurs et maîtres quand ils étaient prisonniers, lui rendaient cette obligation inviolable sous toute espèce de rapports. D'autre part, sa politique lui suggérait de prolonger le plus de temps possible l'absence du roi d'Écosse, dont le retour eût nécessairement mis fin à sa propre puissance comme régent. Au contraire, il ne pouvait s'empêcher, ce qui était tout simple, de travailler à la délivrance de son fils Murdach avec l'ardeur et la sincérité de l'amour paternel. La nature de ces négociations, surtout de la première dans laquelle le langage et les offres d'Albany devaient avoir un sens ostensible tout contraire à ses désirs, donnait infailliblement un air de mystère et d'embarras à ses relations avec la cour anglaise. La manière même dont Jacques se trouve désigné dans les notes diplomatiques du régent est ambiguë ; elle n'énonce jamais et même ne fait supposer nulle part son titre d'héritier de la couronne d'Écosse, parce que c'était Albany lui-même qui exerçait alors l'autorité royale. Il l'appelle donc, « le fils de notre feu seigneur et roi Robert, » ce qui est loin d'impliquer évidemment sa qualité de souverain, car un fils naturel ou plus jeune du dernier monarque aurait pu être qualifié de même. Cette affectation d'ambiguïté ne donne-t-elle pas à croire qu'Albany, que l'ambition avait poussé au meurtre du duc de Rothsay, voulût se frayer une route à l'exclusive possession d'un trône qu'il n'occupait alors que par délégation, et qu'en conséquence, il fût disposé à ne jamais mettre au grand jour les droits du possesseur véritable Henri IV, qui n'étant lui-même parvenu à la couronne qu'au moyen d'une usurpation, était assez fin pour comprendre les sentiments qui agitaient le duc d'Albany, et s'arrangeait toujours de façon à susciter au retour de Jacques I^{er} dans ses états des obstacles en harmonie avec les véritables souhaits de son oncle, sans jamais

forcer celui-ci à exprimer trop clairement son désir de prolonger l'emprisonnement de son neveu ? Un autre et même fort curieux sujet de discussions diplomatiques existait entre Henri IV et le régent d'Écosse.

Bower ou Bowmaker, le continuateur de la Chronique de Fordun, raconte une histoire qui a été jusqu'à présent traitée de fable par les auteurs plus modernes. Cette histoire dit que Richard II, qu'on suppose généralement avoir péri au château de Pontefract, soit de la « terrible main de sir Piers d'Exton », soit d'une mort plus longue et plus cruelle, c'est-à-dire de faim, eut en réalité l'adresse de s'évader du lieu où il était renfermé ; qu'il gagna, à la faveur d'un déguisement, les îles écossaises, et qu'il y fut reconnu par un certain fou ou bouffon, à qui la cour anglaise avait été d'autant plus familière, qu'il n'était autre que le roi détrôné de ce royaume. Bower ajoute que Richard II, après avoir été ainsi découvert, fut remis, par le lord des îles, à la discrétion du lord Montgomery, et que ce dernier le mena à Robert III, qui, tout le reste de sa propre vie, le traita avec honneur et considération. À la mort de Robert, ce Richard, dit-on, fut pensionné par le duc d'Albany de manière à mener un train magnifique et presque royal, mourut enfin au château de Stirling, et fut enterré dans l'église des moines de cette ville, à l'angle septentrional de l'autel. Cette singulière légende est encore rapportée par un autre annaliste contemporain, Winton, prieur de Lochleven. Il la conte avec de légères différences : ainsi, que le monarque fugitif et déposé fut reconnu par une Irlandaise, femme d'un frère du lord des îles, qui l'avait vu en Irlande ; qu'interpellé s'il était le roi Richard, il le nia ; qu'il fut commis à la garde du lord de Montgomery et ensuite du lord de Cumbernauld ; enfin, qu'il fut long-temps confié au soin du régent, duc d'Albany. « Mais ce mystérieux personnage était-il roi ou non ? dit le chroniqueur de Lochleven ; peu de

gens l'ont positivement su. Il ne montrait guère de dévotion, n'était pas disposé tous les jours à entendre la messe, et se conduisait comme un homme à moitié fou ». Serle, aussi yeoman des robes de Richard, fut exécuté parce que, venant d'Écosse en Angleterre, il rapporta, dans cette dernière contrée, que Richard vivait encore.

Cette légende, dont l'authenticité importe tant à l'histoire de la Bretagne du nord et de la Bretagne du sud, a été jusqu'ici regardée comme une fable. Mais les recherches et la sagacité du plus récent historien d'Écosse ont curieusement éclairci ce point, et montré, par des preuves extraites des manuscrits originaux, que ce captif, du nom de Richard II, a réellement vécu plusieurs années en Écosse, et en fut défrayé aux dépens du trésor public[61].

Il est donc clair maintenant que pour contrebalancer l'avantage qu'avait Henri IV sur le régent d'Écosse en ce qu'il tenait entre ses mains la personne de Jacques, et pouvait par conséquent mettre fin à l'autorité provisoire d'Albany, dès qu'il jugerait convenable de rendre la liberté au jeune roi, Albany, de son côté, avait en sa puissance la personne de Richard II, ou de quelque individu qui lui ressemblait fortement, prisonnier dont l'élargissement n'aurait pas été moins funeste à la tranquillité de Henri IV, qui, à aucune époque, ne posséda son trône usurpé d'une manière assez sûre pour voir avec indifférence la résurrection réelle ou fausse du Richard qu'il avait déposé.

Il serait fastidieux, quand même nous le pourrions, d'exposer en détail les négociations compliquées du roi et du

---

[61] On peut consulter sur cet intéressant sujet le troisième volume de l'histoire d'Écosse de Tytler. W. S.

régent. Chacun d'eux se sentant, d'un côté, plus fort que son adversaire, mais d'un autre, plus faible que lui, cherchait, comme un habile lutteur, à profiter de son avantage, tout en ne se dissimulant pas qu'il courait risque de recevoir lui-même le coup qu'il désirait porter à son antagoniste. Ces deux rusés personnages, se trouvant, l'un par rapport à l'autre, dans cette singulière position, et connaissant chacun les défauts de leur cuirasse, négocièrent toujours, mais ne purent jamais en venir ni à un traité définitif, ni à une rupture ouverte.

La mort de Henri IV et l'avénement de Henri V ne changèrent pas beaucoup la situation des deux contrées, mais mirent le régent à même d'obtenir la liberté de son fils Murdach, comte de Fife, en échange de celle du jeune comte de Northumberland, fils du célèbre Hotspur, que son aïeul, avant de lever contre Henri IV d'Angleterre l'étendard de la révolte, avait envoyé en Écosse pour qu'il ne courût aucun danger. Le monarque écossais qui, tant que ce jeune homme était demeuré comme otage entre les mains de ses sujets, avait au moins eu dans le fait une chance d'élargissement, la vit s'évanouir lorsque le régent échangea le comte de Northumberland contre son propre fils.

En 1417, tandis que Henri V était occupé en France, Albany, supposant que presque toutes les forces de l'Angleterre devaient avoir passé le détroit, rassembla des troupes nombreuses, et assiégea en même temps le château de Roxburgh et la ville de Berwick. Mais une armée anglaise, fort supérieure en nombre, qui s'avança sous les ordres des ducs d'Exeter et de Bedford, obligea bientôt le régent à lever les deux siéges ; et ce fut un échec d'autant plus triste pour sa renommée, que les Écossais donnèrent à sa téméraire entreprise le nom de ***foul raid***, c'est-à-dire honteuse invasion.

La guerre, qui dès-lors sembla languir quelque temps, reprit un peu d'intérêt par un audacieux exploit d'Halyburton de Fastcastle qui attaqua à l'improviste le château de Wark, situé sur la Tweed et s'en rendit maître. Mais Robert Ogle tarda peu à le recouvrer au profit des Anglais. Un jour qu'Halyburton n'était pas non plus sur ses gardes, il escalada les murs de la forteresse, et le passa, lui et toute sa garnison, au fil de l'épée.

Dans un parlement que les états écossais tinrent en la même année 1419, ils jugèrent convenable d'envoyer au dauphin de France, qui était alors pressé rudement par le victorieux Henri, un corps considérable de troupes auxiliaires sous les ordres du second fils d'Albany, John Stuart, comte de Buchan. Les détails de cette expédition appartiennent au prochain chapitre.

Tel fut le dernier acte du gouvernement d'Albany que l'historien ait à mentionner. Le duc, tant comme premier ministre de Robert I^er^ et de Robert II que comme régent pour Jacques I^er^, administra l'Écosse pendant cinquante ans, et lorsqu'il mourut, avait atteint sa quatre-vingtième année. Examine-t-on en lui l'homme politique ? il n'avait ni foi ni honneur ; le soldat ? on peut suspecter son courage ; mais comme dépositaire de l'autorité, il ne manquait pas de mérite. Il gouvernait avec sagesse et prudence, administrait strictement la justice, et ne punissait qu'avec douceur. Si l'Écosse ne fit pas grande figure sous son administration, du moins lui épargna-t-il de graves calamités. Ses contemporains ont signalé avec admiration sa munificence envers l'église et sa générosité envers la noblesse ; mais la libéralité dans les deux cas était politiquement si essentielle au maintien de son pouvoir, que nous devons hésiter aujourd'hui à regarder comme une vertu celle qu'il déploya. Sans le

meurtre horrible qu'il exécuta de sang-froid contre son neveu le duc de Rothsay, et qui entache de cruauté son caractère, l'ambition et les rudes épreuves auxquelles l'ambitieux est soumis, pourraient jusqu'à un certain point servir d'excuse aux vices et aux défauts d'Albany, puisqu'elles en furent les causes.

CHAPITRE XVIII.

Régence du duc Murdach. – Son naturel. – Peste qui ravage toute l'île. – Conduite de la famille du régent. – Traité pour la délivrance de Jacques I^er^. – Il reprend possession de la couronne. – Auxiliaires écossais en France. – Caractère de Jacques. – Exécution du duc Murdach et de ses amis. – Désordres dans les Highlands bientôt réprimés. – Ligue avec la France, et fiançailles de Marguerite d'Écosse avec le Dauphin. – Guerre contre le lord des îles, et sa soumission. – Actes législatifs. – Donald Ballach. – Traité avec l'Angleterre. – Mesures prises à l'égard du comte de March. – Guerre avec les Anglais. – Parlement de 1436. – Conspiration contre Jacques. – Il est assassiné. – Châtiment des régicides.

Murdach, comte de Fife, déjà nommé plusieurs fois dans cette histoire, succéda à son père dans le titre de duc d'Albany et dans le poste élevé de régent d'Écosse, mais n'hérita ni de son immense ambition, ni de la ruse et de la cruauté qu'il déployait pour la satisfaire. Murdach est représenté partout comme un homme d'un caractère facile et nonchalant, qui, loin d'avoir la fermeté et la prudence indispensables pour régner sur un peuple aussi rude que les Écossais, semble n'avoir pu atteindre à l'autorité nécessaire pour gouverner sa propre famille.

Les maux qui accompagnèrent la faible et molle administration de ce deuxième duc d'Albany, furent aggravés par une infortune publique, que nulle sagesse, nulle énergie

n'aurait prévenue, mais qui néanmoins augmenta l'impopularité du régent, car la multitude a coutume de s'en prendre au souverain autant des calamités qui proviennent seulement de sa mauvaise fortune, que de celles qui sont tout à fait causées par sa mauvaise conduite. Une maladie contagieuse, qui semblait être la fièvre jointe à la dyssenterie, ravagea l'île entière de la Grande-Bretagne, et fit de nombreuses victimes. Entre autres personnages distingués qui moururent de cette épidémie, il y eut le comte d'Oikneg, lord Douglas de Dalkeith, et ce George, comte de March, non moins remarquable par l'inconstance avec laquelle il passa sans cesse du parti de l'Angleterre dans celui de l'Écosse et réciproquement, que par le bonheur qui toujours accompagnait sa bannière, de quelque côté qu'il la déployât.

Murdach, duc d'Albany, tel que nous venons de le peindre, se trouva au bout de cinq ans las d'administrer, sans acquérir la bienveillance de personne, un pays agité par des troubles continuels, ravagé par la peste et déchiré par les querelles des nobles. Il résolut de se soustraire à la responsabilité de la régence, et cela, quoiqu'il dût être intérieurement convaincu qu'un tel pouvoir, quoique d'un maniement si difficile et si dangereux, ne pouvait se résigner qu'avec les plus grands risques. Si toutefois il différa jusqu'en 1423 l'exécution de ce projet, ce fut peut-être par crainte des périls qu'il aurait à courir au cas où le roi lui demanderait compte de tant d'années d'une administration fautive qui s'étaient succédé sous la régence de son père ou de la sienne ; mais alors, dit la tradition, il cessa soudain d'hésiter par suite d'un acte d'injurieuse irrévérence dont Walter, son fils aîné, se rendit coupable à son égard. Le régent Murdach avait un faucon qu'il chérissait éperdument, et bien des fois Walter le lui avait demandé en vain ; exaspéré des continuels refus de son père, l'insolent jeune homme saisit un

jour l'oiseau, pendant que Murdach le portait sur son poing, et le tua en lui tordant le cou. Profondément blessé de cette brutale insubordination, Murdach laissa échapper ces fatales paroles ; « Puisque vous ne voulez avoir pour moi ni respect ni obéissance, je ferai revenir en Écosse quelqu'un qui saura bien nous contraindre tous à lui obéir. » Dès lors il apporta dans la négociation entamée depuis si long-temps pour la délivrance de Jacques, une sincérité qui bientôt la termina avec succès.

Henri V n'était plus, et John, duc de Bedford, protecteur d'Angleterre, défendait avec autant d'habileté que de prudence les conquêtes que la valeur de son frère avait faites en France. Occupé d'une telle tâche, il inclinait à user d'une politique généreuse envers l'Écosse, et à lui rendre son roi légitime qui avait été si long-temps retenu contre toute justice. Mais auparavant, il se proposait de chercher à marier le jeune monarque avec quelque damoiselle anglaise de distinction, pour entretenir ainsi dans son cœur, à l'égard de l'Angleterre, les sentiments d'amitié qu'il éprouvait naturellement pour ce pays où il avait passé toute sa jeunesse, et dont les lois, les coutumes, lui étaient devenues familières. Bedford espérait par ce moyen rendre Jacques à la liberté, s'en faire un ami, et sauver à l'Angleterre toute intervention ultérieure de l'Écosse dans les guerres de France, car la division auxiliaire commandée par le comte de Buchan y avait beaucoup influé sur le résultat des dernières campagnes. Mais avant d'aller plus loin, il faut ici raconter au lecteur les aventures et les exploits de ce corps d'Écossais qui alla secourir le dauphin, alors au comble de la détresse contre les armes anglaises.

La petite armée qui se composait de six ou sept mille hommes, renfermait un grand nombre de seigneurs et de ba-

rons, fleur de la chevalerie écossaise, qui saisirent avec joie l'occasion d'ajouter à leur gloire militaire sous un chef aussi distingué que Buchan. Le petit nombre des Écossais fit qu'ils consentirent à se soumettre aux règles de la discipline ; et toutes les fois que ce point capital put être obtenu d'eux, leur courage naturel se déploya avec avantage. Ils accomplirent leur premier exploit à Baugé, village d'Anjou, dans lequel ils étaient campés avec un petit corps de Français. Le duc de Clarence, frère de Henri V d'Angleterre, avait reçu commission d'envahir cette province, et venait de se mettre à table pour dîner, quand il apprit que les auxiliaires écossais étaient dans le voisinage : – « En avant contre eux, messeigneurs ! s'écria l'impétueux prince qui aussitôt se leva de table ; que les gens-d'armes, sans perdre une minute, montent à cheval et me suivent. » Il marcha avec le plus de rapidité possible pour surprendre les auxiliaires ; mais quelques Français qui s'étaient barricadés dans l'église du village, opposèrent bonne résistance et donnèrent ainsi aux Écossais le temps de se ranger en bataille sur le bord opposé de la rivière de Coesnon. Voulant toujours les prendre à l'improviste, Clarence, à la tête des gens-d'armes, galopa intrépidement vers l'entrée du pont pour s'en rendre maître ; mais, de leur côté, les chevaliers écossais accoururent pour en défendre le passage. Sir William de Swinton reconnut le prince anglais à la couronne d'or enrichie de pierres précieuses qu'il portait sur son casque, et se précipitant sur lui à franc étrier le désarçonna ; tandis que Clarence, qui en outre était blessé, tâchait de remonter à cheval, le comte de Buchan lui appliqua un coup de sa masse d'arme et le tua. Beaucoup de braves chevaliers anglais périrent dans la même action ; le comte de Kent, les lords Grey et Rond, avec quatorze gens-d'armes, demeurèrent sur la place. Les

comtes d'Huntingdon et de Sommerset furent faits prisonniers.

En récompense de cet important service, le dauphin, qui était alors devenu roi sous le nom de Charles VII, créa Buchan grand-connétable de France, et conféra à Stuart de Darnley la seigneurie française d'Aubigny. Désireux de renforcer les troupes avec lesquelles il avait acquis tant de réputation et d'honneur, le comte de Buchan retourna en Écosse pour obtenir des recrues. Il y trouva son beau-frère, le comte de Douglas, usant de la licence que des gens d'une importance même beaucoup inférieure à la sienne avaient prise sous la faible administration du régent, en train de conclure avec Henri V d'Angleterre un traité par lequel, au prix de deux cents livres par an, il devait servir sous sa bannière avec deux cents cavaliers et autant de fantassins. L'influence de Buchan fit rompre cette convention ; Douglas, qui semble s'être comporté dans toute cette affaire en prince indépendant, accepta, au lieu de rejoindre les Anglais, le duché de Touraine à lui offert de la part du roi Charles VII, et promit sous serment de mener à son aide un corps auxiliaire de cinq cents hommes.

Il tint parole, mais la mauvaise fortune qui déjà lui avait valu le surnom de Tyneman ou Perdant, continua de s'attacher à sa bannière. Les Écossais essuyèrent une terrible défaite à Crévan : ils avaient formé le blocus de cette place, mais ils furent surpris par le comte de Salisbury qui leur tua neuf cents hommes et les força de lever le siége.

Une bataille encore plus fatale aux Écossais eut lieu près la ville de Verneuil le 17 août 1424. Ce fut une action générale que le roi de France risqua pour secourir Yvry assiégé par les Anglais. Le duc de Bedford, qui commandait l'armée

anglaise, et que Douglas avait appelé par raillerie John à l'épée de plomb, s'avança à la rencontre de l'ennemi, et envoya un héraut annoncer au comte écossais qu'il venait trinquer et faire bombance avec lui : le comte Douglas répliqua que Bedford serait le bien-venu, et que lui-même avait passé d'Écosse en France tout exprès pour boire et manger en sa compagnie. Ces compliments réciproques, on s'en doute, n'étaient qu'un défi et une acceptation de combat. Douglas, qui voulait ranger ses troupes dans une position avantageuse, proposa qu'on fît halte et qu'on attendît l'attaque anglaise à l'endroit où le héraut l'avait rencontré ; mais le vicomte de Narbonne, le général français, insista pour qu'on avançât toujours. Les Écossais furent contraints de suivre leurs alliés, et quand il fallut en venir aux mains, se trouvèrent en désordre et hors d'haleine. Leur déroute fut complète, Douglas et Buchan demeurèrent sur la place, avec un si grand nombre de leurs plus illustres compatriotes, que l'armée auxiliaire écossaise put être presque regardée comme anéantie. Le corps d'Écossais qui forma long-temps la garde particulière du roi de France, se composa dans l'origine, dit-on, de ceux qui survécurent à la bataille de Verneuil. Ainsi se terminèrent pour les fils de l'Écosse leurs campagnes en France ; et heureusement, quoique le remède eût été un peu sévère, la nation fut dès lors guérie de la rage fatale qui la poussait à vendre ses meilleures épées et son sang le plus noble à des princes étrangers. Un tel système en effet épuise inutilement un peuple de ses plus braves citoyens, et tandis qu'ils devraient se tenir en réserve pour défendre au besoin la patrie, ne fait d'eux que de simples gladiateurs dont le courage mercenaire n'est plus glorieux et utile que pour qui les paie. Un assez grand nombre d'individus isolés, que la soif du renom et le désir d'avancement persuadaient, continuèrent à rejoindre

l'étendard français ; mais depuis la bataille de Verneuil, nulle armée, nul corps considérable de troupes ne furent envoyés d'Écosse en France.

Si on veut, après cette digression, examiner l'état de l'Écosse, on verra qu'elle pouvait espérer des jours meilleurs que ceux qui s'étaient de long-temps levés pour elle ; car au lieu d'un régent plein de nonchalance, de faiblesse et de timidité, elle allait avoir un roi dans la fleur de l'âge et doué de talents, soit naturels, soit acquis, également propres à orner et à défendre le trône.

Les conditions auxquelles Jacques I^er^ put enfin redevenir libre, furent plutôt généreuses qu'autrement. L'Angleterre demanda, et l'Écosse consentit à payer, une somme de quarante mille livres sterling, non point comme rançon, car ce mot ne pouvait s'appliquer au cas d'un pauvre enfant pris sans défense en plein temps de trêve, mais comme indemnité de ce qu'on appela discrètement les dépenses d'entretien et d'éducation du jeune roi. On accorda aux Écossais un espace de six ans pour payer de six en six mois la somme convenue. Le traité porta aussi que le monarque d'Écosse épouserait avant son élargissement une damoiselle anglaise de distinction, et son choix tomba sur Jeanne, nièce de Richard II du côté maternel, et, par son père Jean, duc de Sommerset, petite-fille de Jean de Gand, duc de Lancastre. Le captif écossais avait depuis quelque temps conçu une vive passion pour cette jeune fille, si étroitement alliée à la royale famille d'Angleterre, et même célébré ses charmes dans des vers qui ne manquent pas de mérite, mais que la rudesse du langage de l'époque rend aujourd'hui presque inintelligibles. Ils se marièrent à Londres, et le roi d'Écosse reçut comme dot de sa femme une quittance d'un quart de la somme stipulée pour son rachat. On conduisit alors le jeune

couple en Écosse avec tout le respect et la pompe convenables, et Murdach, le dernier régent, eut l'honneur de mettre son royal cousin en possession du trône de ses pères.

Les avantages, tant d'esprit que de corps, dont la nature avait doué Jacques, étaient de premier ordre ; et si Henri IV avait été aussi injuste que cruel lorsqu'il avait profité, pour retenir le captif, d'un hasard qui le jeta entre ses mains, il avait réparé ses torts de la seule manière possible en lui faisant donner une parfaite éducation. Le roi d'Écosse était assez petit de taille, mais tellement vigoureux, tellement robuste, qu'il excellait dans tous les rudes exercices que la chevalerie avait mis en honneur. Il ne se distinguait pas moins par ses facultés intellectuelles, qui avaient été soigneusement cultivées par les plus habiles professeurs que l'Angleterre renfermât. C'était, eu égard aux connaissances de l'époque, un littérateur accompli, un poète délicieux, et surtout un habile musicien ; car il jouait à ravir de tous les instruments connus dans le pays de Galles, l'Irlande, et l'Écosse, qui sont représentés comme les principaux sanctuaires d'alors pour la musique nationale[62]. Enfin il avait un goût décidé pour les beaux arts, pour l'architecture, la peinture et l'horticulture. Homme, rien n'était plus propre que son caractère à lui concilier la faveur ; prince, l'éducation qu'il avait reçue en Angleterre lui avait donné sur la politique des idées profondes, qui peut-être n'eussent jamais pénétré jusqu'à son esprit dans son rude et grossier royaume. Bref, telle était sa soif d'instruction que non-seulement il

[62] Les Irlandais, dit-on, excellaient sur deux instruments, la harpe et le tambourin ; les Écossais sur trois, la harpe, le tambourin et le cor ; les Gallois sur un même nombre, le cor, le tambourin et la cornemuse. W. S.

avait acquis, dans toutes les espèces d'arts que les personnes de son rang peuvent cultiver, une supériorité passable, mais qu'encore, malgré les peines que sa science lui avait nécessairement coûtées, il y trouvait une véritable source de plaisir. L'Écosse, quand il y arriva, était plongée dans le plus affreux désordre, et divisée entre une bande d'orgueilleux barons que les guerres du règne de David II, la faiblesse de celui de ses deux successeurs, et l'indulgence coupable de deux régences, avaient rendus presque indépendants de la couronne. Courber et soumettre cette fière aristocratie, ramener l'ordre partout, rendre à la couronne sa légitime autorité, était une tâche aussi difficile que périlleuse ; mais Jacques l'entreprit, et la continua avec un courage qui ressemblait presque à de la témérité.

Parmi différentes lois qui avaient pour but de régulariser l'administration de la justice, d'obliger les nobles à ne pas se faire accompagner de suites plus nombreuses que celles qu'il leur était permis d'avoir, de mettre un terme à l'exaction tyrannique des contributions volontaires, et d'établir que toute la jeunesse écossaise apprît à manier l'arc, deux mesures adoptées par Jacques furent extrêmement impopulaires. La première ordonna une enquête de l'étendue que les propriétés de la couronne avaient sous les trois derniers monarques. On voulait ainsi découvrir les dilapidations faites au détriment des domaines du roi, pendant les règnes de Robert II et de Robert III, ou les régences des deux ducs d'Albany. Mais tandis que par ces moyens Jacques tentait de restituer à l'apanage royal les terres qui en avaient été distraites par de faibles souverains ou par d'infidèles vice-rois, il excita dans tout le pays, au sujet de la stabilité des possessions, des doutes et des craintes qui produisirent un mécontentement général. Ce qui mécontenta encore fut un énorme subside que Jacques demanda à la nation, pour acquitter la somme

due à l'Angleterre d'après le dernier traité, et dont le simple nom de taxe suffisait pour qu'on ne l'accueillît pas avec faveur, d'autant plus, que les ressources du pays étaient à peu près épuisées.

Comme il existe à peine de chroniques sur ce règne, on ignore par quels expédients, si ce ne fut point par la conviction de son habileté et par l'empire qu'une telle conviction donne nécessairement sur les autres hommes, le jeune roi réussit à rendre son autorité toute puissante dans un royaume où un fort parti s'était ligué par intérêt mutuel, pour maintenir les usurpations que la couronne avait souffertes pendant plus de vingt années, espace de temps au bout duquel les empiétements de toute nature avaient emprunté à la prescription une apparence de droit. Nous savons seulement que Jacques, une fois sur le trône, n'attendit pas même un an pour venger sur les membres de la famille Albany, et les torts que sa longue captivité, qui n'avait duré tant qu'à cause de leurs intrigues, lui avait causés, et les dilapidations de toute sorte exercées par eux, leurs favoris et leurs alliés, sur les droits et les biens de la couronne.

Walter, fils du duc de Murdach, dont la brutale insolence envers son père avait suggéré au vieillard l'idée de ramener en Écosse l'héritier légitime du trône, ou du moins l'avait décidé à prendre cette mesure, plus tard si fatale à sa famille, fut incarcéré peu après le retour du roi. Le comte de Lennox, beau-frère du duc de Murdach, et sir Robert Graham, homme d'une violence et d'une audace particulières, furent ensuite jetés en prison. Mais, le 12 mars 1425, le roi se trouva, n'importe par quel moyen, assez puissant pour arrêter, pendant qu'un parlement siégeait à Perth, Murdach lui-même le dernier régent, son deuxième fils Alexandre, les comtes de Douglas, d'Angus et de March, ainsi que vingt

autres barons du rang le plus élevé, parmi lesquels on remarque les noms formidables d'Alexandre Lyndsay de Glesresk, Hepburn de Hales, Hay d'Yester, Walter Halyburton, Walter Ogilvy, Stuart de Rosylh, Alexandre de Seton-Gordon, Ogilvy d'Auchterhouse, John Stuart de Dundonald dit le Roux, David Murray de Gask, Hay d'Errol, connétable d'Écosse, Scrimgeour gouverneur de Dundee, Irving de Drum, Herbert Maxwell de Carlaverock, Herbert Herries de Terreagles, Gray de Foulis, Cuningham de Kilmauris, Ramsay de Dalwolsey et Crichton de Crichton.

Lorsqu'on parcourt cette liste de noms anciens et puissants, on n'est pas moins surpris de voir tant de seigneurs, dont les domaines et les intérêts se trouvaient disséminés dans les différentes parties de l'Écosse, enveloppés dans la même accusation générale, qu'étonné du courage de Jacques qui, d'un seul coup, osa appliquer les rigueurs de la loi à un si grand nombre de ses plus redoutables sujets. Tous ceux qu'il jugea convenable de jeter ainsi dans les fers, étaient sans doute les principaux membres de la famille Albany, ou peut-être les nobles qui, pour avoir le plus participé aux largesses des deux régents, devaient éprouver un plus vif désir de défendre les usurpations de leurs proches. Le crime qu'on allégua contre les barons emprisonnés fut probablement qu'ils n'avaient pas obéi à l'ordre royal d'exhiber leurs titres de propriété. Mais, malgré le grand nombre des arrestations, les vengeances de Jacques ne tombèrent que sur la famille Albany. Le coup fut frappé si soudainement, que, seul des membres de cette famille condamnée, James Stuart, le plus jeune des fils du duc de Murdach, eut le temps de pourvoir à son salut ou d'opposer un peu de résistance. Il se sauva dans l'ouest de l'Écosse, revint par une incursion subite, brûla Dumbarton, et tua l'oncle du roi, Stuart de

Dundonald dit le Roux ; mais rudement pressé par ordre de Jacques, il fut obligé de fuir en Irlande.

Murdach, ses deux autres fils, et leur aïeul maternel le comte de Lennox, furent traduits devant une cour d'assises dont les jurés étaient tous des nobles pris en proportion assez égale entre les amis et les membres de la famille Albany d'une part, entre les parents et les favoris du roi de l'autre, pour donner un air d'impartialité à la sentence ; mais, dans le fait, les royalistes étaient assez nombreux pour influer sur le sens du verdict, qui, en Écosse, se prononce toujours à la majorité des voix[63].

La nature des charges auxquelles ces accusés, aussi remarquables par leur antique origine que par leur pouvoir récent, eurent à répondre, est inconnue. Il dut ne pas manquer d'exemples où leur ambition usurpatrice s'était élevée jusqu'à des actes de haute-trahison. Le roi lui-même, revêtu des insignes de la dignité royale, assista à leur jugement. Le fatal verdict de culpabilité fut prononcé contre eux tous, et leur exécution eut lieu à Stirling, sur cette petite éminence artificielle appelée Harley-Hacket, qui termine la hauteur où le château est bâti. De cette position élevée, le duc de Murdach put jeter son dernier regard sur le fertile et pittoresque domaine de Monteith qui formait une partie de ses biens patrimoniaux, et distinguer au loin le noble château de Doune, qui rivalisait de magnificence avec bien des palais, et lui avait servi de demeure pendant qu'il était régent. Aux yeux de la foule qui contempla ce lugubre spectacle, la pensée de l'inconstance des choses humaines et l'intérêt qui naturellement s'attache à la grandeur déchue, effaçant le souvenir

[63] En Angleterre, au contraire, le verdict du jury doit être prononcé à l'unanimité. A. M.

des fautes de ces nobles criminels, le remplacèrent par un sentiment de sympathie pour leur infortune. Le duc Robert, celui de tous les membres de la famille qui avait été le plus coupable, avait depuis long-temps comparu devant le tribunal de Dieu ; aussi la faiblesse du duc de Murdach qui n'avait, lui, qu'hérité des usurpations de son père, et qui même y avait renoncé, excita-t-elle plus de commisération que d'horreur. La bonne mine de ses deux fils empêcha le vulgaire de se rappeler leurs vices et leurs folies ; et à voir l'air vénérable du comte de Lennox qui était âgé de quatre-vingts ans, on se récria que le vieillard était déjà trop près de la tombe pour y être précipité par la main du bourreau. Enfin le roi n'atteignit guère le but qu'il s'était proposé. Il avait voulu imprimer une terreur salutaire ; mais la chute de tant d'illustres têtes, qui étaient celles de ses plus proches parents, inspira dans quelques cœurs une haine violente contre l'esprit vindicatif qui semblait en avoir donné l'ordre, et, généralement, l'idée qu'une punition si sévère de crimes depuis long-temps passés, sentait trop la rigueur pour être de bonne politique. Ces griefs s'envenimèrent encore chez ceux qui crurent que le monarque avait l'égoïste dessein d'améliorer les revenus royaux par la confiscation des terres de ces riches criminels.

Peut-être, comme beaucoup de réformateurs, cet excellent prince, car c'est un nom qui ne peut certainement lui être refusé, tomba-t-il dans une erreur commune à ces médecins qui, voyant à merveille l'étendue d'un mal enraciné, tentent avec trop de promptitude et de violence d'y remédier sur-le-champ par l'extirpation. Il en est du monde politique comme du corps humain ; des dislocations qui remontent à une date lointaine, et auxquelles les parties avoisinantes du système se sont accommodées, ne peuvent entièrement disparaître qu'à force de temps, de patience et de douceur. À

dire vrai, la longue suite des licences autorisées par la mollesse du gouvernement des ducs d'Albany, avait rendu des centaines, des milliers même de gens passibles de la sévérité des lois ; mais on ne peut se dissimuler que si quelques exemples de rigueur sont nécessaires en pareil cas pour contraindre au respect de la justice, l'extension de la peine capitale à un vaste cercle dégoûte l'esprit public, prend un air de vengeance plutôt que de châtiment légal, et inspire en faveur des coupables un intérêt qui peut détruire le résultat que le juge qui condamne se propose, celui de faire respecter, non haïr, les motifs qui l'ont guidé. Si, comme des historiens l'affirment, Jacques, pendant les deux premières années de son règne, condamna réellement à mort trois mille de ses sujets pour des crimes commis lors de sa captivité en Angleterre, il aurait certes mérité que le reproche adressé par Mécène à Auguste *(Surge tandem, carnifex !)*[64] eût interrompu sa boucherie judiciaire.

Pour justifier Jacques de sa sévérité, on devrait dire, non qu'il la déploya pour punir des actes de trahison commis lorsque le royaume était sans roi, mais qu'il jugea nécessaire de répandre tant de sang pour enseigner, même à ce prix, le respect dû au souverain, comme personnification vivante de la loi et de la justice, respect qui était tombé en mépris sous la faible régence du duc Murdach. Voici un exemple de l'excessive rigueur dont Jacques usait, pour peu qu'il crût la dignité royale offensée. – Un personnage de distinction, qui même était allié de près à la famille régnante, s'oublia un jour jusqu'à frapper un jeune homme dans le cabinet du roi. Jacques, qui était présent, ordonna tout de suite au seigneur qui venait d'agir ainsi, d'étendre sur la table du conseil la

[64] Lève-toi, enfin, bourreau ! A. M.

main par laquelle il avait péché, et au jeune homme qui avait été battu de se tenir, avec le tranchant d'un large couteau appuyé sur le poing du coupable, prêt à le lui couper au signal donné. Le malheureux seigneur demeura plus d'une heure dans cette cruelle posture à attendre le coup fatal, tandis que la reine et ses dames, les prélats et les autres personnes présentes, prosternés jusqu'à terre, imploraient la pitié du roi. Il fit enfin grâce au coupable de la punition, mais le bannit quelque temps de sa cour et de sa présence.

Jacques dut non seulement réprimer les habitudes générales de violence et de dévastation qui s'étaient introduites dans les basses-terres d'Écosse, mais encore réduire à l'obéissance les chefs highlandais qui, pendant l'impunité de la dernière régence, s'étaient dispensés de tenir aucun compte des ordres émanés de la couronne, avaient oublié la terrible bataille d'Harlaw, et semblaient être revenus à leur indépendance et leur barbarie d'autrefois. Jacques, pour remédier à ces maux, fit bâtir ou réparer le château-fort d'Inverness et y tint un parlement. Alexandre, le lord des îles, sa mère, la comtesse de Ross, et presque tous les chefs highlandais, dont la plupart pouvaient mettre en campagne au moins deux mille hommes, vinrent à cette assemblée ; le roi les invita séparément à visiter son château, puis, au même moment, par son ordre, une cinquantaine d'entre eux y furent arrêtés. Jacques, pendant ce temps-là, improvisait pour s'applaudir de son adresse deux vers dont il ne reste que la traduction latine[65]. Deux chefs de tribus, Alexandre

[65] Ad turrim fortem ducamus cantè cohortem :
Per Christi mortem, meruerunt hi quia mortem.

Ce qui veut dire : « Conduisons prudemment cette vaillante cohorte vers le fort, car, par la croix de Jésus-Christ, elle a mérité la mort. » A. M.

Mac Reury de Garmoran et John Mac Arthur, comme plus redoutables, plus insolents ou plus criminels que les autres, furent décapités pour des actes de brigandage et d'oppression. En outre, voulant que sa justice parût impartiale, le roi fit pendre James Campbell qui avait assassiné un ancien lord des îles, nommé John.

Au milieu de ces terribles exemples, Jacques I^er^ se montra clément à l'égard d'Alexandre des îles, successeur de ce Donald qui avait été étrillé à Harlaw, et se contentant de lui représenter qu'il devait absolument mettre un terme aux habitudes d'insubordination propres à sa famille, le renvoya sur sa promesse de se comporter mieux par la suite. Sa mère fut gardée comme otage en garantie de sa parole. Alexandre, cependant, n'eut pas plus tôt remis le pied sur ses domaines, qu'il leva l'étendard de la révolte, et rassembla, soit dans les îles, soit dans les hautes-terres, une armée de dix mille hommes, avec laquelle il envahit le continent et brûla la ville d'Inverness où il avait naguère subi l'insulte d'une arrestation. Le roi Jacques, réunissant des forces de son côté, marcha en toute hâte vers le nord où sa prompte arrivée alarma les envahisseurs. Deux puissantes tribus, le clan Chattan et le clan Cameron, abandonnèrent le lord des îles pour se ranger sous la bannière royale. Affaiblies et découragées, les troupes highlandaises essuyèrent une affreuse défaite. Alexandre s'humilia jusqu'à demander paix et pardon ; mais on ne lui accorda rien avant qu'il ne se fût soumis à un châtiment féodal pour son manque de parole. La veille de la Saint-Augustin, il se présenta devant le maître-autel de l'église d'Holyrood, à Édimbourg, qui était remplie de monde, couvert seulement de sa chemise et d'un caleçon, et là, à genoux, offrit au roi la poignée de son épée nue, la tenant lui-même par la pointe. Dans cette attitude de soumission, le chef insulaire confessa ses fautes et supplia que la

punition qu'elles méritaient ne lui fût pas infligée. Jacques commua la peine capitale qu'il aurait pu légalement prononcer contre le rebelle en un long emprisonnement au château de Tentallon.

La captivité du lord des îles n'empêcha point les peuples indisciplinés qui les habitaient de se révolter encore. Se choisissant pour chef un Donald surnommé Ballach ou ***le Roux***[66], cousin-germain de leur seigneur, et qui exerçait son autorité pendant son absence, ils envahirent de nouveau le Lochaber avec une armée de sauvages Catherans. Le chef celtique rencontra les comtes de Mar et de Caithness, les défit complètement avec un immense carnage, et retourna vainqueur dans les îles. Mais comme le roi faisait de grands préparatifs pour venger cette invasion, les chefs highlandais qui tous y avaient pris part, s'effrayèrent de la puissance royale que l'énergie de Jacques avait tellement fortifiée, et non seulement se soumirent à leur souverain, mais lui proposèrent leurs services contre Donald Ballach, dont l'extrême insolence, prétendirent-ils, avait été cause de leur erreur. Ainsi abandonné des complices de son crime, Donald fut forcé de fuir en Irlande. On l'y tua peu après pour plaire au roi d'Écosse, et on envoya sa tête à la cour de Jacques.

Jacques I^er^ ne recourut pas toujours à des moyens aussi violents pour affermir les droits de la couronne écossaise. Par exemple, il s'arrangea amiablement avec les Norwégiens qui réclamaient avec instance les longs arrérages d'une rente à eux constituée par Alexandre III, en retour de la cession des Hébrides, mais que les continuelles infortunes de l'Écosse avaient empêché de payer avec régularité.

---

[66] Le mot ***frecklea*** signifie tacheté de rousseurs. A. M.

Jacques poursuivit, en un autre point matériel, son plan d'abaisser la puissance des nobles pour les rendre plus dépendants de la couronne ; et ce n'est qu'en nous rejetant sur de telles sources de renseignements accidentels que nous pouvons nous former une juste idée des projets qu'il avait conçus ou des moyens par lesquels il comptait les exécuter. Nous avons vu les puissants comtes de March, qui résidaient sur la frontière orientale d'Écosse, se déclarer, suivant leur bon plaisir, pour ou contre le pays, et faire de leur château de Dunbar, tantôt une barrière contre les Anglais, tantôt un lieu de refuge pour les monarques de ce royaume, quand ils battaient en retraite. Le présent comte s'était-il récemment rendu coupable de quelqu'une de ces infractions aux lois et de ces perfidies que sa famille ne s'était pas gênée pour commettre dans de précédentes générations ? ou bien son seul crime était-il de paraître dangereux ? Nous ne saurions le dire au juste ; mais on l'emprisonna au château d'Édimbourg et son manoir de Dunbar, dont le roi prit possession, fut confié à la garde d'Adam Hepburn de Hales. Les raisons légales qu'on lui allégua étaient que, comme la confiscation du comté de March avait été ordonnée à cause des nombreuses trahisons du titulaire, le duc d'Albany n'avait pas eu le droit, même en sa qualité de régent, de distraire ledit comté de la couronne à laquelle il était revenu, et de le conférer au fils du traître. Jacques cependant n'avait pas l'intention d'agir avec rigueur ou injustice à l'égard du comte d'alors, quoiqu'il le privât de possessions qui donnaient à leur propriétaire une puissance dont il pouvait facilement abuser. En effet, il conféra aussitôt à l'ex-comte de March le comté de Buchan, qui, par la mort déjà mentionnée du brave connétable de France à la bataille de Verneuil, était retourné à la couronne. Par cette politique, Jacques espérait que les membres d'une si puissante famille qui, tant qu'elle avait

habité les frontières, avaient toujours été d'une foi incertaine, deviendraient de fidèles vassaux, lorsqu'elle habiterait l'intérieur du royaume.

Presque toutes les mesures de Jacques tendaient au même but ; à celui d'affaiblir, d'une part, le pouvoir de la noblesse d'où résultaient tant de discordes dans l'état et l'oppression générale du peuple ; de l'autre, à augmenter et à étendre proportionnément l'influence de la couronne. Ces efforts, à dire vrai, renfermaient le dessein égoïste d'élever le roi lui-même à une supériorité plus complète, mais comme, à cet âge de la société, la prépondérance de l'autorité royale était le meilleur moyen par lequel la paix et l'ordre pouvaient être maintenus dans tout le royaume, on doit accorder à Jacques I^{er}, qu'il poursuivit son objet favori avec des vues humaines et patriotiques plus favorables au bien-être de l'Écosse qu'à l'agrandissement de sa propre puissance.

Au moyen d'un acte de parlement qui prohiba toute espèce de traités et de lignes par lesquels les nobles avaient coutume de s'engager à prendre le parti les uns des autres contre le reste de la nation, ou même contre la couronne, et qui déclara que toutes les associations formées dans ces buts illégaux et dangereux n'étaient pas obligatoires, Jacques s'efforça d'ôter à ces petits princes le moyen de s'armer contre son autorité. Il se donna aussi beaucoup de peine pour assurer la régulière administration de la justice devant les cours royales, et décréta que lorsqu'un pauvre plaideur ne pourrait, faute d'habileté et d'argent, ni se défendre lui-même, ni charger quelqu'un de sa défense, un habile avocat lui serait donné aux frais de la couronne.

Une autre loi, relative au mensonge, porta peine de mort contre quiconque inventerait des faussetés de nature à

rendre odieux au peuple le gouvernement du roi. Ce châtiment, quoique sévère, n'était peut-être que convenable pour l'époque, où il y avait si peu de communications entre les différentes parties de la contrée, et où une province savait si peu ce qui se passait dans une autre, que le bruit d'une mesure impopulaire ou d'un acte oppressif de la part du souverain aurait pu mettre une moitié du royaume en rébellion ouverte avant qu'on eût eu le temps de le démentir ou de l'expliquer. Mais, dans la suite, cette loi, s'appliquant même aux simples confidences d'homme à homme, devint une source de tyrannie et d'iniquité.

Quant à la politique étrangère, Jacques I^er^ paraît avoir dignement joué son rôle au milieu des luttes de la France et de l'Angleterre. Comme ses prédécesseurs, il aima mieux s'allier aux Français, que l'occasion de tromper sa confiance ne tentait pas continuellement ; et son amitié sembla si précieuse, que Charles VII crut devoir la cimenter par le choix de Marguerite, fille aînée du roi d'Écosse, pour fiancée de son fils le dauphin, plus tard Louis XI. Le mariage eut lieu en 1436, huit ans après les fiançailles. Cette union était aussi honorable d'un côté que de l'autre, mais ne fut pas proportionnellement heureuse pour la jeune princesse. Quoique aimable et pleine d'agréments, son mari, un des hommes les plus pervers qui vécurent jamais, la négligea et la méprisa. Même il n'y eut aucune médisance, aucune calomnie que les indignes courtisans du roi n'inventassent contre elle ; et ces imputations ignominieuses lui furent, dit-on, si sensibles, que la violence de son chagrin lui coûta bientôt la vie.

Comme, par suite de l'enthousiasme que l'apparition de la pucelle d'Orléans sur la scène excitait dans toute la France, les Anglais y voyaient leurs affaires prendre chaque jour plus mauvaise tournure, ils envoyèrent lord Scrop

comme ambassadeur en Écosse pour qu'il tâchât de décider Jacques à se brouiller avec la France. L'Angleterre proposa en cette circonstance des conditions auxquelles nul diplomate, lorsque les deux pays avaient eu à négocier ensemble, n'avait songé depuis bien long-temps. Elle offrit de signer avec l'Écosse une paix indéfinie, et de lui restituer, non-seulement le château de Roxburgh et la ville de Berwick, mais encore une partie du Cumberland et du Westmoreland qui s'étendait vers le sud jusqu'à Rere Cross, en Staumore. Les historiens écossais prétendent que les Anglais n'étaient pas sincères dans leurs propositions ; s'ils l'eussent été, Jacques n'aurait pu accepter leurs offres sans une violation formelle de son traité avec la France. Le clergé du royaume lui représenta cet empêchement, et, de plus, souleva cette importante objection, que le contrat par lequel il était lié envers les Français avait reçu, de la sanction du pape, un caractère inviolable, et, en quelque sorte, sacré ; par conséquent, il ne pouvait être enfreint sans sacrilége. Dans le cours de la discussion scolastique qui s'engagea sur le point de savoir quelle force l'approbation du pontife romain conférait à un traité solennellement conclu entre les deux monarques indépendants, les disputeurs perdirent de vue les propositions de l'Angleterre ; c'étaient cependant les plus favorables qui eussent jamais été faites à l'Écosse par sa fière voisine depuis que les armes de Bruce avaient extorqué le traité de Northampton ; et les pourparlers n'allèrent pas plus loin.

On peut aisément concevoir que la rigueur inaccoutumée avec laquelle Jacques, poursuivant ses mesures favorites, annula les concessions de terres faites en faveur des plus puissants nobles, changea à son gré le siége de leur puissance comme dans le cas du comte de March, intervint, pour la contrôler, dans la justice qu'ils rendaient à leurs vas-

saux, parfois incarcéra les plus redoutables d'entr'eux, par exemple, son propre neveu le comte de Douglas, et substitua partout l'autorité de la couronne à celle des seigneurs qui s'éclipsait par son étendue, fut jugée différemment par deux catégories de ses sujets. Jacques était populaire pour la grande masse de la nation ; car le peuple se sentait protégé par la puissance du roi qui ne pouvait être tenté que rarement d'opprimer les classes moyennes, et se réfugiait volontiers sous sa protection pour échapper à la tyrannie en sous-ordre des nombreux seigneurs, dont les châteaux couronnaient chaque éminence, et dont la rapacité ne respectait rien. Mais il en était autrement de la noblesse ; car elle comprenait avec amertume que plus l'importance du roi grandissait aux yeux de la nation, plus la sienne diminuait peu à peu. Elle regardait la quantité de sang qui avait coulé par l'ordre de Jacques, moins comme un sacrifice à la justice, que comme un moyen par lequel le monarque avait assouvi sa rage de confiscation et sa haine vindicative contre les grands. Beaucoup de victimes qui avaient éprouvé la rigueur des lois tenaient à d'illustres familles ; et c'était pour leurs parents un point d'honneur, presque un point de conscience, que d'épier l'occasion de venger leur mort. Il y avait donc un grand nombre de nobles à qui Jacques semblait aussi redoutable qu'odieux, et qui n'attendaient qu'un instant propre pour faire une sanglante manifestation de leurs sentiments à son égard.

Ces mauvaises dispositions se trahirent aux approches d'une guerre devenue inévitable. Sir Robert Ogle, un des principaux seigneurs qui habitaient sur la frontière anglaise, viola la trêve qui durait entre les deux peuples depuis l'avènement du roi Jacques au trône d'Écosse, et envahissant la frontière écossaise, y exerça quelques ravages ; mais il fut bientôt rencontré par le comte d'Angus près de Pi-

perden, battu et fait prisonnier. Par ressentiment de cette violence et d'une tentative de la part des Anglais pour s'emparer de la princesse Marguerite qui se rendait en France auprès de son mari, Jacques leur déclara la guerre. Il assiégea le château de Roxburgh avec toutes les forces de son royaume, qui formaient, dit-on, une tumultueuse multitude d'environ deux cent mille hommes. Après avoir demeuré quinze jours devant Roxburgh, le roi leva soudain le siége et licencia son armée, au sein de laquelle il soupçonna sans doute quelque trahison. En effet, des intrigues de ce genre s'y tramaient probablement, et un monarque qui n'était pas en bonne intelligence avec son aristocratie ne pouvait résider en sûreté dans un camp écossais rempli de levées féodales, où chaque soldat se tenait sous la bannière du noble à qui il devait obéissance.

Après le licenciement de ses troupes, Jacques I[er] convoqua son parlement à Édimbourg, et s'occupa, de concert avec lui, à rédiger des lois qui, les unes protégeassent le commerce, les autres rendissent tout-à-fait impartiale l'administration de la justice. Mais le terme des travaux de ce prince aussi bon qu'énergique avançait rapidement.

Le principal auteur de sa mort fut sir Robert Graham, oncle du comte de Stratherne. Jacques, toujours dans le but de déplacer et d'affaiblir peu à peu l'exclusive puissance de la noblesse, reprit le comté de Stratherne et obligea le jeune comte à accepter en place celui de Monteith. Cette mesure, à ce qu'il paraît, irrita l'esprit hautain de l'oncle du jeune homme, sir Robert, qui en outre était exaspéré par l'arrestation et l'emprisonnement qu'il avait lui-même subis avec tant d'autres illustres gens lors du retour de Jacques, en 1425. Personnellement excité par ces motifs de haine contre son souverain, Graham entreprit, lors du parlement

de 1429, de représenter au roi les griefs de la noblesse ; mais au lieu de le faire avec respect et modération, ce farouche et orgueilleux seigneur entra dans une telle rage, qu'il proposa à ses collègues d'arrêter le monarque en leurs noms. Comme personne n'osa appuyer une motion si insolente, ce fut lui qu'on arrêta sur le champ ; après quoi, on confisqua ses biens et on l'envoya en exil.

Il se retira dans les hautes terres en jurant de se venger, et du fond de sa retraite, eut l'impudence d'écrire à Jacques une lettre où il le désavouait pour souverain, et se déclarait son mortel ennemi. Cet excès d'audace obligea le roi de promettre une récompense à quiconque lui livrerait sir Robert Graham mort ou vif. Alors prit naissance une conspiration qui eut une si terrible issue, quoiqu'on ne puisse guère imaginer par quels motifs certaines personnes y prirent part.

Le chef ostensible des conspirateurs fut le propre oncle du roi, Walter, comte d'Athol, fils de Robert III et de Annabella, sa seconde femme. Cet ambitieux vieillard, quoique si proche parent du souverain, ne laissa pas de comploter contre lui dans le but de placer sur le trône sir Robert Stuart, son petit-fils. Celui-ci, non plus, quoique admis à la faveur de Jacques, près duquel il occupait une charge toute de confiance, celle de chambellan, n'hésita point à tremper dans une si infâme conspiration. L'événement prouva que les conspirateurs n'avaient pris qu'avec trop de soin leurs mesures pour assassiner leur prince. Mais les espérances sur lesquelles Athol et son petit-fils avaient fondé la seconde partie de leur complot, semblent avoir été si vagues, si incertaines, qu'il est impossible de ne pas croire que, comme il arrive souvent en pareille circonstance, les gens qui consentirent à tremper dans le meurtre se persuadèrent, dans leur pétulance et leur aveuglement, que la haine qui existait

contre Jacques au fond de leurs propres cœurs devait être partagée par presque tous leurs compatriotes, espèce d'illusion ordinaire aux hommes qui s'engagent dans des entreprises si désespérées.

Jacques transporta sa cour à Perth, afin de passer les fêtes de Noël dans cette ville, et ce fut une circonstance qui favorisa les desseins des conspirateurs, car dès lors il leur fallut peu de temps pour descendre des hautes-terres et parvenir jusqu'à lui. Le 21 février, croit-on, Jacques, après avoir reçu l'infâme Athol, son oncle, à souper, se disposait à s'aller livrer au repos, lorsque le couvent des Dominicains, qui servait à cette époque de résidence royale, fut soudain envahi par une troupe de trois cents hommes dont sir Robert Stuart, le perfide chambellan, avait facilité l'entrée. La tradition raconte qu'une jeune dame de la suite de la reine, nommée Catherine Douglas, tâcha de suppléer au verrou qui manquait à la porte de l'appartement royal, en passant un de ses bras dans les deux anneaux de fer. Un si faible obstacle fut bientôt surmonté. Toutefois la reine et ses femmes eurent ainsi le temps de descendre le roi dans un caveau qui se trouvait sous sa chambre à coucher et par lequel il aurait pu fuir, s'il n'eût lui-même ordonné deux ou trois jours auparavant, de boucher une ouverture qui donnait sur la cour du monastère, parce qu'en jouant à la paume, il avait perdu une de ses balles dans le trou. Malgré cette fatale coïncidence, le roi aurait pu s'échapper encore, car les assassins quittèrent la chambre sans s'être doutés de sa retraite, et après avoir blessé la reine dans leur brutale furie, se dispersèrent pour chercher Jacques dans les autres appartements. Par malheur, avant qu'ils eussent abandonné tout à fait le monastère, ou que du secours fût arrivé, le roi essaya, avec le secours des dames, à sortir de sa cachette, et quelques-uns des brigands qui rentrèrent le surprirent au milieu de sa tenta-

tive. Deux frères nommés Hall, se précipitant alors dans le caveau, tombèrent sur Jacques à coups de poignard. Jeune, vigoureux et combattant pour sa vie, le roi les terrassa. Mais tandis qu'il les foulait aux pieds, tandis qu'il luttait corps à corps avec eux, et que dans la lutte, voulant leur arracher leurs poignards, il secouait la main, le principal conspirateur, Graham, arriva à l'aide de ses complices, et Jacques tomba percé de coups. Ainsi mourut ce prince habile et vertueux, mais trop profond peut-être dans ses vues politiques pour l'époque où il vivait, trop empressé de mettre à exécution les réformes dont il reconnaissait la nécessité, surtout trop sévère à punir des crimes qui avaient plutôt pour causes l'entraînement de l'occasion et la licence générale d'un temps de désordre, que le froid calcul de chaque individu.

L'alarme fut enfin donnée, et les courtisans, les domestiques arrivèrent en assez grand nombre pour forcer les assassins qui ne demeurèrent pas sur la place à s'enfuir vers les Highlands. – La reine Jeanne les y fit poursuivre avec un zèle digne de la veuve d'un tel mari. Elle avait eu la confiance politique de Jacques aussi bien que sa tendresse conjugale. Dans le parlement de 1435, le roi, pressentant peut-être que ses patriotiques mesures l'exposeraient à un assassinat, obtint des membres de l'assemblée qu'ils témoignassent par écrit de leur fidélité à la reine. Ce fut pour eux l'occasion ou jamais de tenir leurs serments, et ils le tinrent. Tous les meurtriers furent poursuivis sans relâche, et un mois ne s'était pas écoulé qu'ils avaient tous été découverts dans leurs retraites. Le petit-fils d'Athol, sir Robert Stuart, fut exécuté à Édimbourg, avec des raffinements de cruauté au milieu desquels il avoua son crime. Le vieux comte confessa que c'était son jeune parent qui lui avait proposé une telle conspiration, mais prétendit avoir fait tous ses efforts pour le dissuader d'y donner suite, et avait cru qu'en effet il

y avait renoncé. On le décapita néanmoins dans la même ville, et on exposa aux regards publics sa tête ornée d'une couronne de fer. Le principal conspirateur, sir Robert Graham, dont l'esprit avait conçu et la main exécuté l'œuvre de sang, soutint n'avoir agi que comme il avait droit d'agir. « Le roi, dit-il, m'avait mortellement offensé ; moi, en retour, j'ai renoncé à son obéissance, je lui ai par écrit envoyé un défi formel ! » On infligea au régicide d'horribles tortures qui ne servirent qu'à montrer tout ce qu'un homme fermement résolu peut souffrir. Il s'écria en plein tribunal que, quoiqu'il fût condamné à périr de la mort des traîtres, la postérité se souviendrait de lui comme d'un patriote qui avait affranchi l'Écosse d'un tyran. Mais l'esprit du mal qui l'avait entraîné au crime et qui semblait parler par sa bouche ne lui inspira qu'une fausse prédiction. L'immortalité que sa mémoire obtint ne fut consacrée que par un quatrain populaire dont voici le sens :

Que le ciel à jamais confonde
L'assassin sans honneur, sans foi,
Qui fit passer en l'autre monde
Le roi Jacques, notre bon roi !

Jacques I^er^ eut deux fils dont l'un mourut au berceau, et ne laissa ainsi pour héritier que Jacques II, qui, encore enfant, lui succéda sur le trône. Ses filles, au nombre de cinq, étaient toutes mariées lorsqu'il mourut, les quatre aînées à des princes du continent, la plus jeune au comte d'Angus.

Parmi les événements de ce règne, nous ne devons point passer sous silence le sort de deux hérétiques. L'un était un wiekliffite, nommé John Resby, qu'on brûla, nous l'avons déjà mentionné, sous la régence d'Albany. Jacques I^er^ lui-

même est coupable d'avoir permis la mort de Paul Crawer, étranger et sectateur de Jean Hus. Il fut jugé par devant Laurence de Lindores, ce terrible inquisiteur qui avait déjà présidé au jugement de Resby, dont ce second martyr partagea le destin à Saint-André, en 1435. Ces exemples prouvent que l'Écosse n'échappa point aux ravages d'une intolérante superstition, son histoire, pourtant, est moins remplie de ces révoltantes cruautés que celle de bien des nations qui jouèrent un rôle plus important et furent civilisées plus tôt.

CHAPITRE XIX.

Lutte entre la noblesse et la couronne. – Élévation de Crichton et de Livingston au gouvernement. – Leurs inimitiés. – Crichton se rend maître de la personne du roi, mais par un stratagème de la reine l'enfant est emmené à Stirling. – Crichton est assiégé dans le château d'Édimbourg, se réconcilie avec Livingston, se brouille de nouveau avec lui et obtient une seconde fois la garde de l'héritier du trône. – Seconde réconciliation – Puissance de la famille Douglas. – Jugement du jeune comte de Douglas et de son frère ; leur exécution – Querelles highlandaises. – Douglas parvient à dominer dans les conseils du roi. – Chute de Livingston. – Différend du comte de Crawford et des Ogilvy. – Mort de la reine douairière. – Guerre avec les Anglais. – Bataille de Sark. – Mariage de Jacques. – Sa dispute avec Douglas, il le met à mort de sa propre main. – Grande guerre civile. – Destruction de la famille Douglas. – Guerre avec l'Angleterre. – Siége du château de Roxburgh ; mort de Jacques II.

Sous le règne de Jacques I[er] avait commencé une lutte d'une nature jusqu'alors inconnue à l'Écosse. Les discordes qui avaient précédemment troublé ou divisé le royaume avaient été produites ou par des invasions ennemies, ou par la révolte de provinces turbulentes et insoumises, dont les habitants, pour venger de prétendus torts qu'ils avaient eu à souffrir et satisfaire leur amour de la guerre et du pillage, troublaient la paix intérieure de la contrée. Mais c'est sous le

règne de ce monarque que pour la première fois nous voyons distinctement le roi d'une part, les grands de l'autre, se disputer le pouvoir ; et dès lors nous pouvons suivre les progrès d'une lutte continuelle et sanglante entre le souverain qui travaillait à étendre son autorité et les chefs de l'aristocratie, qui étaient résolus à conserver cette vaste influence politique qu'ils avaient acquise, tant par des guerres fréquentes où leurs armes étaient si nécessaires et où leurs excès ne pouvaient être punis, que par de longs intervalles de minorité, où il était si facile d'empiéter sur la prérogative royale. La masse du petit peuple qui s'est long-temps appelé tiers-état chez les Français, et qui dans la Grande-Bretagne s'appelle les communes du royaume, ne s'était pas encore élevée en Écosse à cette importance qu'elle avait prise dans les contrées commerciales de Flandre, de France et d'Angleterre. Les villes étaient pauvres et les marchands ruinés par de continuelles guerres ainsi que par les exactions des seigneurs voisins. Ce que ces classes avaient pourtant de crédit dans les conseils de la nation, elles l'employaient à soutenir l'autorité du roi, car c'était pour elles une espèce de sauvegarde contre l'oppression subalterne d'une multitude de petits tyrans qui s'arrogeaient le droit de les maltraiter, parce qu'ils en avaient la force.

Le dernier monarque, Jacques I^er^, par suite de la lutte qu'il engagea contre l'aristocratie, se trouva naturellement porté à choisir ses conseillers, ses ministres et ses capitaines, non parmi la noblesse orgueilleuse qui enviait sa puissance, mais parmi les barons de second ordre, et même les simples particuliers. Il alla prendre dans ces rangs plusieurs individus remarquables par leur habileté, leur application, leur connaissance des affaires ; et s'éclaira de leurs avis, s'aida de leurs talents, sans s'inquiéter du déplaisir des grands nobles, qui regardaient toutes les charges près la per-

sonne du roi comme leur appartenant de droit exclusif et patrimonial, et qui en beaucoup d'exemples les avaient rendues héréditaires pour leurs descendants. – Entre les gens capables que Jacques Ier tira ainsi d'une obscurité relative, il faut citer deux tout petits nobles dont il fit des hommes d'état et qu'il admit dans l'intimité de ses conseils. Ce furent sir William Crichton, le chancelier, et sir Alexandre Livingston de Calendar. L'un et l'autre appartenaient à d'anciennes familles ; mais comme ils étaient probablement d'origine saxonne, on ne les comptait pas parmi les membres de la haute aristocratie, qui, en général, prétendaient descendre des Normands. Possédant tous deux, et plus particulièrement Crichton, un mérite éminent, ils auraient pu rendre au pays d'utiles services. Par malheur, ils avaient sans doute été autrefois rivaux, et lorsque la volonté du feu roi ou la décision d'un parlement qui fut convoqué à Édimbourg, aussitôt après la mort de Jacques, les appela conjointement à la régence, ils étaient mortels ennemis l'un de l'autre. Ce qu'il y avait encore de plus malheureux, leurs vertus ne correspondaient en aucune façon à leurs talents, car Livingston et Crichton semblent avoir eu la même ambition, la même cruauté, le même manque de scrupules politiques. Les chroniques écossaises disent que le parlement assigna au chancelier Crichton l'administration du royaume, et à Livingston de Calendar, le soin de la personne du jeune roi.

On s'étonne que Jeanne, la reine-mère, n'ait pas été admise dans la commission de régence ; elle ne manquait pas de titres à cet égard, et même tout porte à croire que telle avait été l'intention de son époux. Mais, femme, isolée, étrangère au milieu des Écossais, quand elle eut réussi à traîner sur l'échafaud les meurtriers de Jacques, elle paraît s'être retirée des affaires politiques. D'ailleurs, elle épousa

peu après un homme de rang, sir James Stuart, surnommé le chevalier Noir de Lorn ; et ce mariage, qui la mettait en tutelle, lui ôta la qualité de pouvoir tenir, soit seule soit en compagnie de Livingston et de Crichton, les rênes de la régence. Vers la même époque, une trêve de neuf ans signée avec les Anglais termina la guerre que l'Écosse soutenait contre eux quand Jacques I^er^ mourut, et donna aux chefs du gouvernement de ce dernier pays toute la liberté désirable pour suivre sans interruption leurs querelles domestiques.

Ces querelles reposaient sur des griefs aussi nombreux que compliqués. Crichton et Livingston, que la faveur royale avait élevés du rang de simples gentilshommes à celui de dépositaires du souverain pouvoir, auraient eu assez de penchant à continuer le système auquel ils devaient leur élévation, s'ils avaient pu s'entendre sur la part que chacun d'eux prendrait au gouvernement. Mais ils rencontrèrent un redoutable antagoniste dans le puissant comte de Douglas. Nous avons souvent vu ses aïeux soutenir leurs princes légitimes et défendre l'honneur de leur patrie ; lui, au contraire, nous allons le voir exposer, par son ambition, prince et patrie aux plus grands dangers. Crichton et Livingston se virent obligés d'admettre cet important personnage au poste de lieutenant général du royaume. Il ne paraît pas que Douglas eût l'intention d'abuser d'une telle confiance ; mais il est évident que Crichton et Livingston, surtout le premier, regardèrent le crédit du comte avec autant de jalousie que de crainte.

Cette cause d'alarme qui leur était commune ne les fit pas renoncer à leur haine mutuelle. Une suite de manœuvres que la position des parties rendait honteuses et qui tendaient à bouleverser le gouvernement auquel ils prenaient tant de part s'échangea entre les deux régents de l'Écosse avec la rapidité que deux jongleurs rivaux déploient dans leurs tours

de passe-passe. On nous excusera facilement de ne pas tenter ici une narration minutieuse d'entreprises que les historiens ont laissées dans de profondes ténèbres : mais les faits qui suivent ont un intérêt capital.

Sir William Crichton avait pris possession du château d'Édimbourg, et retenait dans cette imposante forteresse la personne du jeune roi, quoique Livingston, en sa qualité de gouverneur de l'enfant royal eût, pour le moins, aussi bon droit à la garde de son pupille. La reine-douairière favorisait secrètement la cause de Livingston ; et comme il lui était toujours permis de visiter son fils, elle parvint à le tirer du château, en le renfermant dans un coffre qu'on supposa ne contenir qu'une partie de ses hardes. S'embarquant à Leith, elle emmena par eau le prince à Stirling, où Livingston tenait garnison et l'accueillit avec joie. Y rassemblant tous ceux des nobles et des barons qui s'étaient déclarés pour lui, Livingston proposa de mettre le siége devant le château d'Édimbourg, et la reine offrit ses propres magasins pour approvisionner les soldats de vivres. Le château fut donc assiégé. Crichton, craignant de ne pouvoir se défendre, s'adressa, faute de mieux, à Douglas, lui promettant à jamais son amitié et son secours, s'il se montrait son ami et le secourait dans cette critique circonstance. Mais le comte ne voulut pas même écouter un tel message jusqu'au bout ; il l'interrompit par un geste menaçant, et d'un ton furieux : « Eh bien ! s'écria-t-il, où est le mal que deux coquins, deux traîtres comme Crichton et Livingston se fassent la guerre ? Certes, il serait indécent qu'un noble d'ancienne race allât les empêcher de s'entre-détruire. Quant à moi, rien ne me cause autant de plaisir que la nouvelle de leurs discordes, et j'espère vivre assez pour voir tout le mal qu'ils méritent fondre sur eux et les écraser. »

Cependant le siége se continuait avec vigueur. Crichton, instruit de l'accueil méprisant fait à ses propositions par le comte de Douglas, demande une entrevue à son ennemi Livingston, lui communique la réplique du comte, laquelle indiquait de sa part même animosité contre chacun d'eux, et lui offre d'oublier leur inimitié particulière pour réunir toutes leurs forces contre Douglas qui est leur ennemi commun. En même temps, Crichton, sur l'assurance d'être honorablement traité, se déclare prêt à remettre le château entre les mains de son collègue. Livingston, après avoir consulté ses amis, accepta la soumission de Crichton, le confirma dans sa charge de chancelier, et lui laissa même le commandement de la forteresse d'Édimbourg ; enfin, une solide amitié parut établie entre les deux rivaux.

Mais cette concorde dura peu, car Crichton trouva bientôt une occasion de vengeance et contre la reine et contre Livingston. Sous prétexte que Jeanne favorisait le parti des Douglas, Livingston avait eu l'audace d'arrêter la veuve de son souverain avec le chevalier Noir de Lorn, son deuxième mari, et de les tenir quelque temps prisonniers. Jusque-là il ne fit que venger sur la reine l'injure faite à un collègue ; mais il fut lui-même dupe de la hardiesse de ce dernier. Crichton pénétra la nuit avec un détachement de cavaliers dans le parc de Stirling ; il attendit que le jeune roi, qui devait partir pour la chasse à la pointe du jour, sortît du château avec une suite peu nombreuse, l'accosta soudain et lui persuada sans peine de venir à Édimbourg.

Cette nouvelle injure semblait devoir rallumer, avec un redoublement de furie, la haine entre Crichton et Livingston. Toutefois l'entremise des prélats d'Aberdeen et de Murray amena de nouveau une réconciliation apparente. Les deux antagonistes se réunirent dans l'église Saint-Gilles, et là,

pour la seconde fois, formèrent le plan de combiner leurs efforts afin d'abattre la puissance de l'aristocratie, particulièrement celle de la famille Douglas. Il fallait en effet tout le crédit de ces deux hommes d'état, et il aurait même fallu des talents supérieurs aux leurs pour contrebalancer le poids formidable de tels adversaires. Mais l'un et l'autre n'étaient pas assez scrupuleux pour se refuser au besoin la permission de suppléer par la fraude et l'intrigue à ce qui leur manquerait du côté de la force ou de l'adresse.

À cette époque, Archibald, cinquième comte de Douglas, mourut, et son fils William, qui n'avait que quatorze ans, lui succéda : tel fut l'héritier de tous les domaines et de tous les titres de cette puissante maison. Le duché de Touraine et la seigneurie de Longueville en France semblaient lui donner le relief d'un prince étranger. En Écosse, il jouissait du comté de Douglas, des seigneuries de Galloway et d'Annandale, ainsi que de vastes possessions territoriales et d'un immense crédit politique sur toute la frontière du sud. Alliée par de nouveaux mariages à la royale famille elle-même, cette illustre maison avait aussi formé des alliances matrimoniales avec beaucoup des plus nobles familles écossaises. Puis, par une dépendance qui portait plus encore sur leurs personnes que sur leurs biens, presque tous les principaux gentilshommes qui habitaient dans le voisinage des énormes domaines de Douglas étaient obligés de suivre la bannière du comte ; et son autorité, dans la partie du royaume où il l'exerçait d'une manière immédiate et directe, était égale à celle du roi ; son opulence, supérieure peut-être.

Le comte William, que son extrême jeunesse rendait arrogant, eut l'imprudence de faire étalage du pouvoir qu'il tenait de ses aïeux. Sa suite habituelle se composait de mille chevaux ; on dit que dans les divers ressorts de sa juridic-

tion, il tenait des cours plénières à la manière des parlements ; et souvent il arma des chevaliers de sa propre main. Les gens qui toujours accompagnaient ce jeune chef, étaient, pour la plupart, des bandits, ne vivant que de meurtre et de pillage, qui, pour s'abriter des châtiments avaient sans cesse le nom de leur redoutable patron sur les lèvres. Mais les actes de tyrannie exercés par les compagnons du jeune Douglas, et les insultants dédains avec lesquels ils résistaient aux efforts que les distributeurs ordinaires de la justice tentaient pour leur infliger les punitions ordonnées par les lois, furent enregistrés soigneusement pour plus tard devenir autant de charges contre le jeune Douglas, que Crichton était décidé à rendre responsable de tous les méfaits commis en son nom par les hommes de sa suite. Puis, un beau jour, le chancelier, sous prétexte de donner au comte William une occasion de se lier avec le jeune roi, car leurs âges se correspondaient, l'attira à force de flatterie et de beaux discours, lui et David son frère cadet, d'abord dans son manoir de Crichton, près d'Édimbourg, et ensuite dans la capitale elle-même où les deux nobles hôtes eurent le château pour demeure. Ils comptaient y être régalés à la table royale ; mais une tête de taureau noir, ce qui en Écosse était réputé un signal de mort, fut soudain placée devant eux[67]. Ils n'étaient pas encore revenus de leur surprise, que des gens armés les arrachèrent de la table. Leur jugement fut court. De quel crime les accusa-t-on ? l'histoire n'en dit rien ; mais l'étendue de leur puissance et la vie infâme que leurs partisans menaient durent fournir d'assez nombreux prétextes de

[67] Des historiens modernes révoquent ce fait en doute. Cependant la tête de taureau est sans cesse mentionnée comme signal de mort dans les traditions Highlandaises, et la coutume était peut-être celtique. W. S.

condamnation, quand surtout les juges étaient résolus à ne tenir compte ni de la jeunesse et de l'inexpérience des accusés, ni de l'artifice par lequel ils étaient tombés sous le coup de la loi, ni de l'absence totale des défenseurs que la constitution du pays et les règlements de la justice leur donnaient. Le comte et son frère furent entraînés de cet ignoble tribunal dans la cour du château, et là, en dépit des instances et des prières du jeune roi, cruellement décapités. Malcolm Fleming de Cumberland, ami et partisan de leur famille, partagea leur malheureux sort. En résumé, on peut dire que ce fut un meurtre commis avec le glaive de la justice.

Indubitablement, Livingston et Crichton, les auteurs de cette horrible trahison, crurent qu'elle aurait pour résultat d'abattre la puissance des Douglas et de rétablir partout la paix et l'ordre. Ils se fondaient, pour le croire, sur deux raisons principales : la première était que la majeure partie des biens de cette famille non sujets à substitution, entre autres les domaines de Galloway, de Wigton, de Balveny, d'Ormond, et d'Annandale, furent détachés de l'héritage qui devait échoir au nouveau comte de Douglas, et passèrent à Marguerite, sœur du comte William qui fut exécuté dans le château d'Édimbourg, et de là appelée la Jolie Fille de Galloway. Ce qui encore poussa Crichton et Livingston à commettre leur double crime, c'était le caractère indolent et pacifique de Jacques dit le Gros, oncle des deux infortunés frères. Ce corpulent seigneur, dont la graisse, assure-t-on, pesait au moins soixante livres, semble en effet n'avoir pris aucune mesure pour venger la mort de ses neveux ; d'où l'historien de la famille Douglas conclut que l'obésité du comte Jacques lui avait donné une pesanteur d'esprit incompatible avec le vif sentiment de l'honneur, qui aurait dû l'exciter à une noble vengeance.

Mais l'Écosse profita aussi peu de la division des domaines de Douglas, que du naturel paisible de Jacques le Gros. Un mariage, pomptement conclu entre William, fils aîné de ce seigneur, et sa cousine-germaine Marguerite, rendit à l'héritier mâle des Douglas la totalité de leurs immenses possessions, et quand Jacques le Gros mourut, deux années après l'assassinat juridique du château d'Édimbourg, il eut pour successeur ce même William, jeune homme dans la fleur de l'âge, enflammé d'une ambition aussi ardente qu'aucun de ses nobles aïeux, et portant une haine mortelle à Crichton et à Livingston, pour la part qu'ils avaient prise à la mort de ses cousins. C'est ainsi que la puissance des Douglas redevint plus dangereuse que jamais, deux ans après la tragique exécution du château d'Édimbourg, et que ce crime politique, comme il arrive presque toujours en pareille circonstance, fut inutilement commis.

À examiner l'Écosse en général pendant cette minorité, elle offre un sombre et dégoûtant spectacle. Des animosités féodales se rallumèrent sur tous les points du pays, et comme les lois n'avaient conservé en quelque sorte aucun empire, le sol s'abreuva sans cesse du sang des indigènes qui semblaient le verser à l'envi de leurs voisins. En 1442 John Colquhoun, lord de Luss, fut taillé en pièces, avec un grand nombre des gens de sa suite, par une troupe de Highlandais. L'année suivante, le shérif de Perth, sir William Ruthven, qui avait arrêté un brigand des Hautes-Terres, le menait au supplice lorsque sa délivrance fut tentée par une bande de montagnards d'Athol, commandés par un chef du nom de John

Gorme ou Gormai[68]. Néanmoins, les assaillants furent défaits, et leurs officiers périrent.

Au milieu des plaintes universelles, du sang qui coulait sans cesse, et de la confusion qui régnait partout, le roi allait atteindre sa quatorzième année. Il se laissa persuader sans peine, ou même il se persuada lui-même, qu'il gouvernerait mieux sans le contrôle de Livingston et de Crichton ; au moins, la plus grande partie de ses sujets fut-elle convaincue qu'il ne pourrait pas gouverner seul plus mal qu'avec le secours de si pervers conseillers. De là le roi et le peuple conçurent un égal désir de dissoudre la régence. De son côté, le comte de Douglas espérant trouver, outre son propre avantage, les moyens de satisfaire sa vengeance contre Crichton et Livingston, résolut, avec plus d'adresse que ses ancêtres n'en avaient ordinairement montré, de faire des avances personnelles pour gagner la faveur du roi, et de poursuivre la route vers le pouvoir, plutôt comme allié et ministre de la couronne que comme rival et antagoniste avoué de la famille royale.

Il se présenta bientôt pour Douglas une excellente occasion d'approcher la personne du roi, avec des offres de service et des protestations de fidélité. Sir Robert Semple, shérif en second sous lord Erskine, avait la garde de l'important château de Dumbarton, et la haute-justice, dans la même forteresse, était confiée à Patrick Galbraith, vassal du comte de Douglas. Semple, concevant à l'égard de Galbraith des soupçons que les historiens ne précisent pas, le priva de sa charge et lui ordonna de sortir du château. Galbraith parut obéir, mais introduisant quelques hommes sous prétexte

[68] C'est-à-dire le Bleu, sans doute à cause de la couleur de ses habits. W. S.

d'emporter ses meubles et ses ustensiles de ménage, attaqua soudain sir Robert Semple, le chassa, ou, au dire d'autres chroniqueurs, le mit à mort, et demeura maître de toute la forteresse. – Le comte de Douglas eut l'air profondément consterné ; il fit semblant de craindre que ses rapports avec Galbraith ne donnassent, à propos de cette affaire, prise aux envieux contre lui. Il alla donc à la cour, jura obéissance à tout ce qu'ordonnerait le roi, se mit sans réserve au pouvoir de son souverain, en un mot joua avec tant de naturel le rôle d'un sujet dévoué, que Jacques fut ravi de trouver, dans le comte de Douglas qu'on lui avait dépeint comme un rival si terrible, un vassal à la fois si puissant et si respectueux. Le roi lui accorda non-seulement sa faveur, mais encore son intime confiance, partagea son pouvoir avec lui, et grâce à son secours, parvint à ressaisir entre ses propres mains l'autorité suprême que Crichton et Livingston avaient exercée en son nom depuis la mort de son père.

Dans les temps modernes, le renvoi d'un ministère dont l'existence a été longue et qui a joui d'un pouvoir absolu, est ordinairement suivi d'enquêtes et d'accusations ; aux époques plus anciennes, ce n'était que par les terreurs d'une guerre civile qu'on pouvait forcer les ministres à rendre compte de leur administration. Mais l'ex-chancelier et son collègue, comme l'exigeait le siècle, étaient autant guerriers qu'hommes d'état. Le premier s'enferma dans la forteresse de Stirling et résolut d'y faire bonne résistance ; le second mit également garnison dans ses châteaux, et se tint sur la défensive. Douglas, investi de l'autorité royale, marcha contre les manoirs ***baroniaux*** de Crichton et de Barnton qui tous deux appartenaient à l'ancien chancelier. Ces forteresses résistèrent plusieurs jours contre la bannière de Douglas, mais se rendirent dès que celle du roi fut déployée sous leurs murs : Douglas les fit démanteler.

Mais le château beaucoup plus important d'Édimbourg fut vigoureusement défendu par sir William Crichton en personne. Même il ne s'abstint pas de mesures offensives ; car, pour venger les dégâts commis sur ses terres par Douglas, il sortit plusieurs fois du château avec des forces considérables, et alla ravager les domaines d'Abercorn et de Strabrock qui appartenaient au comte. Il sut se maintenir dans le château d'Édimbourg neuf semaines durant, et ne se rendit alors qu'aux plus avantageuses conditions. Il fut confirmé dans ses honneurs, ses titres et ses biens ; de plus, on lui restitua sa charge de chancelier ; enfin, il paraît avoir conclu une alliance avec le comte de Douglas, consenti à prendre une part dans son administration, et encore, livré à son ressentiment sir Alexandre Livingston l'ancien tuteur du roi.

Livingston fut arrêté avec beaucoup de ses amis. On épargna, il est vrai, ses cheveux blancs ; mais cette faveur ne lui fut que chèrement vendue, car elle lui coûta la tête de ses deux fils et la destruction de sa race. On l'emprisonna lui-même pour le reste de ses jours, tandis que ses parents Dundas, Bruce, et d'autres furent condamnés à de ruineuses amendes.

Le comte de Douglas parvint dès lors à la haute dignité de lieutenant-général du royaume ; et une fois maître de la direction suprême des affaires de l'état, il ne manqua point d'employer son crédit à augmenter la puissance déjà si colossale de sa maison. Trois de ses frères furent élevés à la pairie. Archibald, en épousant l'héritière du comte de Moray, succéda à ce titre et à ce domaine ; Hugues Douglas fut nommé comte d'Ormond, et John lord de Balveny.

Cependant, la tranquillité publique était troublée de toutes parts ; et, des différentes querelles qui éclatèrent à

cette époque entre les Écossais, il en est une que leurs historiens ont particulièrement signalée, à cause du nombre et de l'importance des personnes qui formaient les deux camps. Soutenu par les Livingston et appuyé par les Ogilvies, le puissant comte de Crawford fit une invasion sur les terres épiscopales de Saint-André. L'évêque, qui s'appelait James Kennedy et était un proche parent du roi, excommunia, à chacune des fêtes de l'année, avec crosse et mitre, avec missel, cloches et cierges[69], les impies qui avaient dévasté son domaine. Ce n'était toutefois se venger que d'une manière bien stérile de gens qui s'inquiétaient peu d'être excommuniés ; mais une vengeance plus réelle eut lieu à la suite d'une dispute qui survint entre le fils de Crawford[70] et l'ancien allié de son père Ogilvy d'Inverquharity, chef de l'ancienne famille de ce nom, au sujet du bailliage de la communauté d'Aberbrothock, que l'abbé avait ôté à l'un pour le donner à l'autre. Ils réunirent chacun leurs forces, et les deux petites armées, se rencontrant sous les murs de la ville d'Aberbrothock, étaient prêtes à combattre sous les ordres de Crawford fils d'une part, d'Inverquharity de l'autre. Sur ces entrefaites, arrivèrent les Gordons, commandés par le comte d'Huntley ; ils se rangèrent du côté des Ogilvies, et l'action allait s'engager lorsque le comte de Crawford se précipita entre les deux lignes pour proposer des conditions d'arrangement. Le fils arrêta ses troupes d'après l'ordre de son père, et le comte s'avançait en parlementaire vers les ennemis, quand un d'eux qui ne le connaissait pas s'élança

---

[69] ***With staff and mitre, book, bell and candle,*** dit le texte. Cela signifie que l'excommunication se prononçait avec tous les symboles de la dignité épiscopale. A. M.

[70] ***Master,*** dit le texte, parce qu'on appelait ***maître*** le fils aîné d'un homme de distinction. A. M.

sur lui avec sa lance en arrêt, le désarçonna, et le blessa mortellement. Alors, une furieuse mêlée s'engagea bientôt ; mais, après un combat aussi long qu'acharné, les Ogilvies furent défaits, leur chef demeura au nombre des morts, et son allié Huntley n'échappa que par la fuite. Pour se faire une idée de la rage qui présidait à cette querelle domestique, ne suffit-il pas de lire dans les historiens que les vaincus laissèrent cinq cents des leurs sur le champ de bataille ? Le comte de Crawford survécut peu à cette action sanglante qui ne vengea qu'une injure particulière ; et par suite de la sentence d'excommunication, son cadavre ne reçut pas de long-temps les honneurs de la sépulture.

Au milieu de ces troubles presque universels, nous pouvons mentionner la mort de Jeanne, la reine-mère, qui obtint à peine la permission de mourir en paix dans le château de Dunbar, après qu'on eut donné l'assaut et ôté la vie au gouverneur sir Hales, de qui elle avait momentanément reçu asile. Son mari, le chevalier Noir de Lorn, se vit forcé, pour quelques mots de blâme qu'il prononça au sujet de l'administration du comte de Douglas, de quitter l'Écosse ; et ses malheurs ne se terminèrent point là. Le navire sur lequel il passait en France fut pris par un corsaire Flamand, et il mourut peu après dans une espèce de captivité.

Vers la même époque, Douglas, qui avait hérité du caractère belliqueux de ses ancêtres, défendit l'Écosse contre ses ennemis du dehors avec plus de succès qu'il ne maintint la tranquillité domestique. Les habitants des frontières, participant à l'esprit de désordre qui régnait alors, avaient violé la trêve par des incursions mutuelles ; et un beau jour, Henri IV et Jacques II, dont les administrations se ressemblaient beaucoup sous le rapport des discordes et des cabales, s'aperçurent qu'ils se faisaient la guerre sans avoir pensé

même à se la faire. D'un côté, Dumfries fut brûlé par le jeune Percy et par Robert Ogle ; de l'autre, lord Balveny, le plus jeune des frères de Douglas, livra aux flammes la ville d'Alnwick.

Voulant porter un coup plus terrible à la contrée ennemie, le comte de Huntingdon et lord Percy franchirent la frontière occidentale avec environ quinze mille hommes ; Douglas les rencontra à la tête d'une armée beaucoup moins nombreuse, et cependant les défit ou les obligea de rétrograder. Mais cet échec, loin de décourager les Anglais, les excita à tenter un plus grand effort, et ils rassemblèrent vingt mille combattants. Après avoir passé la rivière de Sark à la marée basse, ils se trouvèrent soudain en face des troupes écossaises commandées par Hugues, comte d'Ormond, autre frère du comte de Douglas. Sir Thomas Wallace de Craigie commandait en second les Écossais, à ce qu'il semble, et se comporta avec une glorieuse bravoure. Il fut mortellement blessé comme il menait l'aile gauche de ses compatriotes, à l'attaque de l'aile droite des Anglais, dont le commandant Magnus Redman, gouverneur de Berwick, inspirait, par son habileté militaire, beaucoup de confiance à ses soldats. Les Écossais, encouragés par leur chef mourant, se précipitèrent au combat avec fureur ; Magnus Redman périt dans la mêlée, et les Anglais prirent la fuite. La Sark, que le reflux avait alors augmentée, se trouvait à l'arrière de l'armée fugitive, et beaucoup de soldats se noyèrent en la voulant franchir. Les Anglais perdirent trois mille hommes, et le jeune lord Percy fut fait prisonnier avec sir John Pennington.

La trêve ne tarda guère à être renouvelée par les Anglais, et dans le traité qui se signa, les deux parties contractantes nièrent avoir été cause qu'elle eût été rompue. Vers la

même époque, le crédit de Douglas à la cour écossaise commença de décliner. Il est facile de concevoir les différentes raisons par lesquelles les actes d'un si puissant ministre peuvent avoir offensé le roi, qui, alors âgé d'environ seize ans, se sentait sans doute disposé à voir dans le comte plutôt un rival qu'un serviteur du trône. En général, les souverains préfèrent les favoris dont la fortune, si brillante qu'elle soit, est néanmoins leur propre ouvrage ; or, la puissance et la splendeur de Douglas provenaient d'honneurs et de possessions également héréditaires, que Jacques ne pouvait ainsi ni donner ni reprendre. Puis le désordre auquel le royaume était en proie, et les querelles aussi nombreuses que violentes qui éclataient dans son sein, passaient pour être excités et entretenus par le comte ; même on allait jusqu'à dire universellement que le pire des bandits, fût-il arrêté pour le pire des crimes, n'avait besoin, pour se garantir de tout châtiment, que d'alléguer qu'il avait agi par ordre de Douglas ou pour satisfaire quelque haine privée du comte.

D'autre part, sir William Crichton, qui avait été si longtemps et si bien versé dans les affaires de l'état, reconquit peu à peu la confiance royale ; telle était la haute estime de ses talents diplomatiques, qu'il reçut l'honorable mission de renouveler l'antique alliance avec la France, et de chercher sur le continent un mariage avantageux pour le jeune souverain d'Écosse. Son choix tomba sur Marie de Gueldres. Cette jeune princesse avait été élevée à la cour de Philippe duc de Bourgogne, son parent, qui convint de lui donner une dot de soixante mille couronnes d'or. Crichton, outre l'alliance qu'il renouvela avec la France, en signa une avec la Bourgogne ; et son succès dans cette négociation, surtout les charmes de l'épouse qu'il avait su choisir pour Jacques, élevèrent encore plus haut le vieux ministre dans les bonnes grâces de son jeune maître. À mesure qu'il s'insinua davantage dans la fa-

veur royale, il en profita pour enseigner au monarque les règles de politique suivies par son père Jacques I[er], pour accroître la puissance de la couronne, en même temps qu'affaiblir la grandeur féodale de la noblesse. Ces instructions furent nécessairement défavorables à Douglas.

Dans un parlement convoqué à Édimbourg, on prit d'énergiques mesures pour que les tribunaux, où le cours de la justice avait été interrompu, fissent désormais exécuter les lois, et on décréta de rébellion quiconque oserait faire pour son compte particulier la guerre aux sujets du roi ; dans ce cas, toutes les forces militaires du pays seraient au besoin menées contre le traître. On rendit plusieurs arrêtés contre les pillards et les maraudeurs ; on ordonna aussi que les nobles ne voyageraient plus qu'avec des suites peu nombreuses, crainte que la contrée n'eût trop à souffrir de leur passage ; enfin, on porta la peine de haute trahison contre tous ceux qui secourraient, ne fût-ce que d'un avis, les gens déclarés traîtres envers le roi, qui fortifieraient leur maison pour les défendre, et les aideraient à s'emparer soit de châteaux, soit d'autres places où le souverain se trouverait en personne. La tendance de ces lois montre les maux prédominants qui avaient pris racine sous la minorité de Jacques II, et les remèdes par lesquels ce prince, une fois maître de l'autorité, tâcha de les combattre.

Le comte de Douglas, voyant que sa faveur à la cour déclinait, ne tarda guère à s'éloigner du monarque, et en dépit des lois qui venaient d'être rendues, s'en alla jouer le prince indépendant au sein de ses domaines qui comprenaient toutes les frontières et grande partie de l'ouest de l'Écosse. Un exemple de sa manière d'agir se présenta dans une querelle entre Richard Colville d'Ochiltree et John Auchinleck d'Auchinleck. Le premier qui avait reçu quelques injures du

second, épia un jour où son ennemi avait à se rendre auprès du comte de Douglas dont il était le vassal, l'égara chemin faisant, et le tua. Douglas regardant cette violence comme une insulte à lui personnelle, et croyant que peut-être on ne l'avait entreprise que pour le railler de l'affaiblissement de son crédit, assiégea aussitôt le manoir de Colville avec une bande de soldats, le prit de force, et en passa le seigneur ainsi que toute la garnison au fil de l'épée. Cet audacieux mépris des lois publiques, quoique coloré du prétexte que la mémoire d'un digne vassal demandait vengeance, fut justement considéré à la cour comme une grave insulte à l'autorité royale ; et Jacques en conçut un tel dépit, que le comte jugea sage de quitter le pays pour quelque temps.

Il entreprit donc un pèlerinage à Rome, et ce fut pour lui une occasion de déployer une pompeuse magnificence : sa suite se composa de six chevaliers, quatorze gentilshommes, et quatre-vingts individus de moindre rang. Il fut reçu à Paris avec les honneurs dus à son illustre race, et au souvenir de celui de ses ancêtres qui avait succombé à Verneuil en combattant pour la France. Dans la capitale même du monde chrétien, on respectait le nom de Douglas, et le luxe du comte, tout grossier qu'il était, y fixa l'attention générale.

Pendant son absence, ses vassaux continuèrent à montrer la même insubordination qu'avant son départ. Symington, son bailli dans le Douglasdale, fut cité à comparaître pour répondre des désordres de ces bandits, mais refusa d'obéir et fit défaut. Sur ce, William Sinclair, comte d'Orkney, alors chancelier d'Écosse, alla par ordre du roi, prélever sur les revenus et les biens du comte de Douglas une somme suffisante pour satisfaire aux réclamations de ceux qui disaient avoir été lésés par ses gens. Mais la mission du comte n'obtint aucun succès ; il ne rencontra partout

qu'opposition et insultes. Le roi, irrité de la désobéissance qu'on témoignait au chef lui-même de la justice, marcha en personne contre les districts rebelles, ravagea les domaines du comte, et s'y empara du château de Lochmabane, ainsi que de celui de Douglas qu'il démolit de fond en comble. Quand ces tristes nouvelles parvinrent à Rome, elles répandirent tant de frayeur chez les gens de la suite du noble pèlerin, que plusieurs d'entre eux le désavouèrent pour suzerain et le quittèrent ; lui-même, il se hâta de revenir en Écosse, et fut tellement stupéfait de l'énergie déployée par le roi en cette circonstance, qu'il se soumit à l'autorité royale. Jacques, de son côté, lui pardonna sans hésitation, et Douglas fut un des commissaires qu'on envoya vers cette époque négocier la prolongation de la trêve avec les Anglais ; mais, comme il se rendit en Angleterre avec trois de ses frères et les plus illustres de ses partisans, on a tout lieu de croire qu'alors même il machinait secrètement quelque trahison. Toutefois, le ministère anglais occupé par les commotions intérieures d'où naquit bientôt la terrible guerre civile d'York et de Lancastre, accueillit Douglas avec distinction, mais ne crut pas devoir prêter l'oreille à ses perfides ouvertures.

De retour dans son pays natal, l'orgueilleux comte voulut se débarrasser de l'obstacle qui lui barrait le chemin de la faveur royale ; un jour qu'il sut que sir William Crichton, depuis tant d'années son rival et son ennemi, se rendait de son château à Édimbourg, il envoya ses gens pour l'attaquer et même lui couper la gorge. Les assassins se placèrent en embuscade sur la route, et quand le chancelier parut, fondirent sur lui avec d'horribles clameurs ; mais encouragé par la présence de son fils qui était un vaillant jeune homme, Crichton, malgré son grand âge, dégaina son épée, tua un des coquins, en mit un autre hors de combat, et parvint à re-

gagner sain et sauf son manoir. Le vieillard avait occupé trop long-temps les plus hautes charges de l'état pour laisser impunie une telle injure ; il rassembla une forte troupe d'amis et de partisans, et marcha vers Édimbourg avec tant de discrétion et de célérité qu'il faillit surprendre Douglas. Le comte, qui n'avait pour le moment qu'une suite peu nombreuse, fut, en dépit de sa puissance et de son orgueil, obligé à son tour de quitter en fugitif la capitale.

Les deux ennemis, stimulés par tant d'injures mutuelles, parurent dès lors se préparer à une guerre implacable ; Douglas se retira tout à fait de la cour, et afin de fortifier sa cause qu'il représentait comme celle de l'aristocratie en général, il entra en correspondance avec les comtes de Crawford et de Ross, qui, après lui-même, étaient les plus indépendants des nobles d'Écosse, et possédaient autant de puissance dans le nord et le centre du royaume que lui sur la frontière. Il usa aussi de son influence sur les principaux gentilshommes qui habitaient les districts soumis à son autorité, pour les contraindre, quoique ce fût une flagrante violation des lois, à exécuter les promesses et les traités par lesquels ils s'étaient engagés à se soutenir les uns les autres, et en outre à faire cause commune avec les Douglas contre toute espèce d'ennemis. Ceux qui refusèrent de se conformer sous ce rapport au bon plaisir du comte, purent être certains qu'ils auraient d'une manière plus ou moins directe à sentir le poids de sa vengeance ; car l'immense autorité dont il jouissait dans les provinces frontières, toutes peuplées de maraudeurs, le mettait à même de se venger sans paraître se mêler de rien.

On n'en saurait citer un exemple plus remarquable que celui de John Herries. C'était un des principaux habitants du Nithsdale, qui, pour avoir refusé de prêter à Douglas le se-

cours qu'il exigeait, vit une troupe de brigands venue des domaines du comte piller ses terres. Après avoir plusieurs fois demandé à Douglas la réparation de ce dommage, Herries à la fin, consultant plutôt son dépit que ses forces, résolut de se venger par voie de représailles. Mais, au milieu d'une invasion qu'il tenta dans l'Annandale, il eut le malheur d'être défait et pris par Douglas qui le jeta dans les fers, et qui, quoique Jacques II intervînt en sa faveur par lettre et par message, le fit pendre ignominieusement.

Un trait d'une atrocité encore plus grande est ce qui arriva au tuteur du jeune laird de Bombie. Cet homme, appelé Mac Lellan, avait, comme le malheureux Herries, refusé de se soumettre aux ordres du rebelle comte de Douglas, et s'était ainsi exposé à sa vengeance. Il eut bientôt à en sentir les effets. Douglas assiégea le manoir du pupille, fit le tuteur prisonnier, l'emmena dans son propre château de Douglas, ou, au dire de certains auteurs, dans celui de Thrieve en Galloway, et l'y plongea dans un affreux cachot. L'infortuné captif était neveu de sir Patrick Gray, capitaine des gardes-du-corps du roi, institution qui semble ne dater que de ce règne, mais qui n'avait été que trop nécessitée par les désordres du temps et par le cruel assassinat de Jacques I^{er}. Jaloux de détourner le coup presque certain qui menaçait la vie de son parent, cet officier, qui sans doute était, vu la nature de sa place, un des plus chers favoris du roi, obtint de son maître qu'il écrivît au comte de Douglas une lettre d'intercession. Jacques II la rédigea en effet dans des termes plutôt suppliants qu'impératifs, et finit par conjurer le comte de remettre son prisonnier entre les mains de sir Gray. L'arrivée subite du capitaine des gardes du roi dans son château, et le souvenir de la parenté de sir Patrick avec le tuteur du laird de Bombie, apprirent aussitôt à Douglas ce dont il s'agissait. Ce cruel seigneur, affectant des airs d'hospitalité,

ne voulut pas souffrir que Gray lui parlât d'affaires avant qu'il n'eût pris quelques rafraîchissements ; et tandis que l'officier, se rendant à ses instances, faisait honneur à la bonne chère dont la table était chargée, il donna ordre de conduire secrètement le captif dans la cour du château et de l'y décapiter. Puis, quand sir Patrick Gray eut terminé sa collation, le comte consentit enfin à ouvrir la lettre du roi, et il parut enchanté de ce qu'elle contenait. « Je ferai, dit-il, ce que le roi me demande autant que les circonstances le permettront. » À ces mots, il mena sir Patrick au lieu de l'exécution où le cadavre de l'infortuné tuteur gisait encore recouvert d'une toile. « Sir Gray, reprit le comte, vous êtes venu un peu trop tard : voici le fils de votre sœur ! Au reste il ne lui manque que la tête, et vous êtes libre d'emporter son corps si bon vous semble. » – « Monseigneur, répliqua sir Patrick avec une froide tristesse, puisque vous avez pris la tête, vous pouvez faire du corps ce qu'il vous plaira. » Alors il monta sur son noble destrier, mais incapable de contenir plus long-temps l'indignation qui bouillait dans son cœur après l'injurieuse manière dont il venait d'être traité : – « Monseigneur, s'écria-t-il, si Dieu me prête vie, vous aurez à vous repentir de la conduite que vous avez tenue aujourd'hui[71]. Douglas, irrité de cette menace, ordonna aussitôt à ses gens de monter à cheval, s'y élança lui-même, et, quoique sir Patrick Gray eût détalé au galop après avoir parlé, il fut poursuivi par le comte et les chevaliers presque jusqu'à Édimbourg. Il eut même été pris sans la vigueur de son excellente monture.

[71] Ceci rend fort probable que le château de Douglas fut la scène de cet étrange incident ; car comme celui de Thrieve est situé sur une île, sir Patrick Gray n'aurait pu en sortir à cheval. W. S.

On peut croire que ce trait de cruauté, joint à tant de mépris non seulement pour les lois, mais encore pour la personne du souverain, mit le comble au courroux de Jacques contre le comte de Douglas. Néanmoins l'immense pouvoir qui rendait ce seigneur si présomptueux faisait que le roi ne pouvait sans péril lui déclarer ouvertement la guerre. Crichton et les autres ministres que Jacques admettait dans ses plus intimes secrets arrêtèrent donc que le monarque affecterait à l'égard du comte la plus parfaite bienveillance, l'inviterait à venir à la cour, lui assurerait l'oubli absolu de ses fautes passées, enfin aurait tout l'air de se réconcilier avec lui, à condition que Douglas s'abstiendrait par la suite de chercher à empiéter sur l'autorité royale.

Douglas, qui savait le nombre et la gravité de ses crimes, suspecta sans doute l'amitié que Jacques II témoignait ainsi à un homme qui l'avait publiquement insulté. Par quels artifices le roi et ses conseillers parvinrent-ils à endormir les soupçons du comte ? On ne peut le savoir. Il paraît toutefois que la religion, qui n'a que trop souvent servi de masque aux plus coupables desseins, fut encore employée dans cette circonstance. On dit que sir William Crichton et sir Patrick Gray proposèrent à Douglas de l'accompagner, ainsi que son frère James et lord Hamilton, le plus puissant et le plus fidèle de ses alliés, dans un pèlerinage à Cantorbery. Le gouvernement anglais accorda bien aux deux royalistes qui s'adjoignirent ainsi Douglas et quelques partisans du comte le sauf-conduit qui leur était nécessaire pour parvenir jusqu'à la châsse de Thomas Becket ; mais, probablement, ni les uns ni les autres n'eurent l'intention d'en jamais profiter. Ce pèlerinage commun ne fut proposé, suivant toute apparence, que pour donner une preuve manifeste de la sincérité de Crichton et des autres ministres du roi ; car leur offre semblait indiquer qu'ils ne

craignaient pas d'accompagner Douglas et son frère parmi les divers et périlleux incidents, auxquels ils eussent dans un si long voyage été nécessairement exposés. D'ailleurs, il n'était pas extraordinaire que d'anciens ennemis, pour montrer qu'ils se réconciliaient réellement, accomplissent de compagnie des actes de dévotion.

Bref, on sut tant offrir et tant promettre à Douglas, quoiqu'on ignore la nature précise de ces offres et de ces promesses, que, sans parler de son courage qui le mettait au-dessus de toute crainte personnelle, il se décida à visiter la cour pendant le carnaval de 1452. Elle habitait alors le château de Stirling. Mais le comte n'était pas assez convaincu de la sincérité de sa récente réconciliation avec le roi et ses ministres pour s'aventurer en leur pouvoir sans prendre de précautions. Par exemple il exigea que les principaux courtisans lui certifiassent par écrit qu'il n'avait à craindre aucune trahison ; quelques auteurs prétendent même qu'il ne lui fallut pas moins qu'un sauf-conduit revêtu du grand-sceau. Après avoir ainsi pourvu à sa sûreté, le comte se rendit à Stirling avec ses cinq frères et une nombreuse suite. Le mardi-gras, il reçut de Jacques une invitation à souper au château, et l'accepta sans hésiter. Le roi l'accueillit d'une manière gracieuse, et la soirée se passa dans la joie. Comme on se levait de table vers huit ou neuf heures, Jacques prit le comte à part, l'emmena dans une profonde embrasure de fenêtre, et là se mit à lui reprocher ses derniers crimes. Il n'y avait personne près d'eux ; mais plusieurs des conseillers intimes du roi, sir Patrick Gray, et quelques gardes-du-corps se tenaient au milieu de l'appartement. Jacques, dans le cours de ses récriminations, en vint à parler de la ligue dans laquelle Douglas avait engagé les comtes de Crawford et de Ross, et le supplia instamment de la dissoudre comme incompatible avec la fidélité d'un sujet, comme dangereuse à

l'état, et comme formellement contraire aux lois du royaume. Le comte répliqua avec hauteur que, comme il avait juré solennellement d'observer le pacte en question, il ne pouvait sans se déshonorer manquer à sa parole et n'y manquerait pour rien au monde. « Alors, par le ciel ! s'écria le roi, que l'obstination et l'irrévérente réplique du comte acheva d'exaspérer au suprême degré, si vous ne voulez pas rompre cette coupable confédération, voici qui la rompra ! » Ce disant, il tira son poignard et le plongea dans le corps de Douglas. Sir Patrick Gray vint aider le roi, et n'oubliant pas son serment de vengeance, abattit le comte d'un coup de hache-d'armes ; après quoi, tous les autres courtisans, pour témoigner de leur approbation, enfoncèrent leurs couteaux ou leurs dagues dans le cadavre de ce sujet qui, pour avoir été trop puissant, gisait alors sans vie aux pieds de son souverain.

Ce fut une grande tache pour la réputation de Jacques II que la mort de Douglas, car il le tua de sa propre main, pendant que le comte était son hôte sous la sauve-garde de la foi publique. Mais maintes circonstances disculpent le roi de la préméditation du crime, et montrent que le meurtre de Douglas fut l'effet d'une soudaine explosion de fureur ; or, si on pardonne tout à un homme ordinaire dans de tels accès, n'y aura-t-il aucune excuse pour un prince que son vassal avait bravé en face ? D'ailleurs, quel avantage le roi ou ses conseillers pouvaient-ils se promettre de l'assassinat du comte, lorsque dans la ville même de Stirling, au moment où son sang coulait, il avait cinq frères, tous pleins de vie et de santé, tous gens d'un courage et d'une détermination à l'épreuve, dont l'aîné devait, le cas échéant, hériter de toute la puissance de la victime, et de fait en hérita ? Un tel forfait ne pouvait donc servir qu'à rendre immédiate la lutte terrible qui se préparait entre la couronne et l'aristocratie :

mais d'une part, il importait à Jacques de la différer jusqu'à quelque occasion plus favorable ; de l'autre, il n'eût pas été politique de la commencer par un acte qui exposait le roi à être accusé de perfidie et d'infraction à ses serments. Si néanmoins il faut croire que la mort de Douglas avait été résolue d'avance, toujours est-il sûr que le hasard seul détermina la manière dont elle fut exécutée ; car, pour une foule de motifs, on aurait recouru, pour arracher la vie au comte, à un autre bras qu'à celui du roi lui-même, et il n'eût pas été difficile d'en trouver un.

Mais le lecteur pourra demander quelle était l'intention de Jacques à l'égard de son turbulent sujet, s'il ne voulait pas s'en débarrasser par un coup de poignard. Nous lui répondrons que probablement, car ce n'est qu'une conjecture de notre façon, le roi se proposait d'arrêter Douglas, dans le cas où il le trouverait intraitable, et de le retenir comme garant de la tranquillité des membres de sa famille, jusqu'à ce que sa ligue avec les comtes du nord fût dissoute et l'étendue de son dangereux pouvoir convenablement diminuée. Il y avait, certes, dans une telle résolution un peu de cette politique tortueuse et de ce mépris du serment qui caractérisaient un homme d'état du genre de Crichton ; et quand on réfléchit d'une part au naturel emporté de Jacques II, de l'autre à l'entêtement et à la présomption du comte, il est facile d'imaginer que dans une entrevue personnelle entre deux ennemis si ardents et si passionnés, un simple projet d'arrestation ait soudain fait place à la sanglante mise en œuvre d'un moyen plus décisif de terminer le différend.

Dès que les cinq frères de la victime furent instruits des détails de l'assassinat, ils se rassemblèrent, et avec les amis de leur puissante famille, reconnurent leur aîné comme

comte de Douglas ; mais personne ne devait plus porter après lui ce titre formidable. Parents et amis jurèrent de venger le sang du comte William ; mais au lieu d'assiéger sur le champ le château de Stirling, qu'ils laissèrent ainsi approvisionner de vivres et mettre en meilleur état de défense, ils convinrent de se retrouver le 25 mars en armes sous ses murs. Ils y revinrent effectivement, eurent soin d'apporter avec eux le sauf-conduit accordé au comte William, le firent traîner par dérision à la queue d'un maigre cheval de charrette, et, pour exciter plus encore de réprobation contre le roi, le proclamèrent, ainsi que tous ses conseillers et ses complices dans la mort de William, menteurs, traîtres et parjures, tandis que quatre cents cors résonnaient à la fois pour que le fait fût ainsi publié en règle. Ils brûlèrent alors la ville de Stirling, mais ne se croyant pas encore assez nombreux pour tenter le siége du château, ils se retirèrent une seconde fois ; et leur retraite laissa du moins au roi, dont la position était fort critique, le temps de respirer.

Plusieurs d'entre les nobles, voyant qu'il leur fallait absolument prendre un parti dans la lutte qui se préparait, se déclarèrent pour l'autorité légitime de la couronne. Ils réfléchirent sans doute que l'obéissance à un prince souverain était certes plus honorable et peut-être moins sujette à devenir tyrannique que l'obéissance à la maison de Douglas. Parmi ceux qui pensèrent ainsi se trouva un chef important de cette maison même ; ce fut le comte d'Angus, qui, proche parent de Jacques, préféra le service du roi à celui du chef de sa propre famille. Lord Douglas de Dalkeith aussi s'enferma dans son château de ce nom, et eut à repousser une terrible attaque de la part du comte, son parent. Mais l'acquisition la plus importante que fit la cause du roi fut celle d'Alexandre Gordon, premier comte de Huntley, qui amena sous l'étendard royal une grande partie des barons

du nord et marcha à leur tête vers le nord pour secourir Stirling.

Malgré la mort de William Douglas, le comte de Crawford demeura fidèle à l'alliance qu'il avait contractée avec lui. Accusé de haute-trahison et cité à comparaître pour se défendre, il refusa d'obéir, et réunissant une armée, grâce à ses amis des comtés de Fife et d'Angus, il se porta à Brechin pour arrêter Huntley dans sa marche vers Stirling. Le soir du jour qui précéda celui où il s'attendait à en venir aux mains, Huntley, pour que ses gens déployassent plus d'ardeur dans la bataille du lendemain, distribua parmi ses officiers une vaste étendue d'excellentes terres. Crawford se comporta plus mesquinement. Collasse de Balmamoon ou Bonnymoon, qui commandait une division d'élite dans l'armée des rebelles, et qui sentait son importance, demanda au comte qui était son seigneur suzerain de transmettre à son fils le fief qu'il tenait de lui ; Crawford refusa avec aigreur, et Collasse se retira mécontent. Le combat s'engagea le matin suivant avec une extrême furie ; surtout les soldats de l'Angusshire attaquèrent les troupes du nord d'une manière si terrible, qu'ils les forcèrent à reculer et que l'étendard du roi fût en péril. En ce moment critique, John Collasse, qui aurait dû soutenir les assaillants, opéra au contraire avec sa division une manœuvre qui laissa le centre de l'armée de Crawford à découvert, tandis que son aile gauche était aux prises avec l'ennemi. Huntley se hâta de profiter d'une si belle occasion pour s'élancer sur les troupes demeurées sans défense et les mettre en désordre. La victoire changea ainsi de face, et Crawford défait se retira en proie à un vif déplaisir dans son manoir de Finharen. Un gentilhomme de l'armée royaliste poursuivit le comte vaincu, de si près, dit-on, qu'enfin il se trouva complètement engagé parmi des gens de sa suite immédiate, et que, contraint pour son salut

de feindre d'être un des leurs, il les accompagna en cette qualité jusqu'à Finharen. Là il entendit Crawford s'écrier qu'il se fût réjoui de remporter la victoire qu'il avait perdue, quand même, pour être vainqueur, il aurait eu sept ans à passer au fond de l'enfer. Le gentilhomme rapporta ce discours au roi Jacques, ainsi qu'une coupe d'argent aux armes du comte de Crawford qu'il avait, dans la confusion, dérobée sur un dressoir pour prouver que son étrange aventure était authentique.

Le comte de Huntley ne tira point sur le champ beaucoup d'avantage de son triomphe. Il fut aussitôt rappelé vers le nord par la nouvelle que le comte de Moray, un des frères du comte de Douglas, lui avait brûlé son château de Strathbogie et lui ravageait ses domaines ; en sorte que Crawford demeura dans l'Angusshire aussi despote qu'auparavant. Il y dévasta les terres et y brûla les maisons de tous ceux qui s'étaient déclarés pour le roi et pour Huntley contre lui. Désespérant toutefois d'opposer une longue résistance à l'autorité souveraine, ce fier et farouche seigneur se soumit enfin de la manière la plus humble à la merci du roi, et Jacques lui accorda presque sa faveur. Il alla le visiter dans son manoir de Finhaven, y fut accueilli avec autant de joie que de respect, et, dit-on, jeta une dalle du haut des remparts dans le fossé, afin d'accomplir, sans porter préjudice au comte ni à sa demeure, un vœu qu'il avait prononcé dans un accès de colère, et qui était que de son fait la pierre la plus élevée de ce château en deviendrait la plus basse.

Peu après une espèce de paix ou de trêve semble avoir été conclue entre le roi et le comte de Douglas, non qu'ils fussent sincères l'un ou l'autre, mais ils éprouvaient une égale répugnance à pousser jusqu'au bout une lutte qui devait inévitablement se terminer par la ruine complète ou des

Douglas ou des Stuarts : car ces deux maisons étaient alors exaspérées par des griefs réciproques et divisées par une haine implacable. Une pause de quelques mois ne leur servit qu'à reprendre de plus belle les hostilités qui peut-être n'avaient été jamais suspendues réellement, mais qui cette fois devaient irrévocablement finir. Voici quelles étaient les forces des parties belligérantes.

L'autorité du roi prévalait dans le nord, mais sans conteste depuis que Huntley y avait été battu par Moray dans un endroit marécageux, appelé le Bourbier, ou marais de Dunkintie. On peut se faire une idée des conséquences que ces querelles particulières avaient pour la masse de la nation, d'après le sort de la ville d'Elgin. Le comte de Moray en brûla une partie comme appartenant à des citoyens qui favorisaient la cause d'Alexandre Gordon ; et quand Huntley reprit à son tour la supériorité, probablement il livra le reste des maisons aux flammes, parce qu'elles appartenaient à des partisans de Douglas. Cependant Moray et Ormond ne purent à la longue se défendre dans le nord contre les familles de distinction qui se rangèrent sous l'étendard du roi, et se retirèrent tous deux dans les Hébrides.

Le comte de Douglas, après sa réconciliation temporaire avec Jacques II, s'était retiré en Angleterre avec plusieurs membres de sa famille, et particulièrement Marguerite ; cette princesse, qu'on appelait la Jolie Fille de Galloway, était veuve du comte William qui avait péri assassiné, et le comte actuel, quoi qu'il fût son beau-frère, aspirait à sa main pour la riche dot qu'elle devait apporter à son époux. Les dispenses nécessaires pour la célébration d'un mariage entre si proches parents furent demandées au souverain-pontife ; mais par suite sans doute des intrigues du roi d'Écosse, le pape les refusa. Le comte voulut alors s'en passer ; mais la

veuve, dans son dégoût, se réfugia auprès du roi d'Écosse et accusa Douglas de l'avoir pressée de s'unir à lui, même d'avoir célébré de prétendues noces, malgré la défense du saint-père.

Telle fut une des causes qui firent citer le comte à comparaître devant le conseil privé du roi et peut-être au parlement. Il répondit par des placards affichés en secret aux portes de toutes les églises et sur la croix d'Édimbourg[72], où il reprochait à Jacques d'avoir assassiné deux chefs de la famille des Douglas et lui portait un défi. Pour punir cette désobéissance, le roi leva aussitôt dans l'ouest et les Highlands une petite armée, avec laquelle il ravagea les territoires de Douglas et détruisit les moissons. Au printemps suivant, il fit dévaster de nouveau les mêmes provinces. Enfin, pour porter un coup décisif, il envoya les comtes d'Orkney et d'Angus avec des troupes considérables assiéger le château fort d'Abercorn, qui appartenait à Douglas, et qui était situé à environ dix milles d'Édimbourg. Le comte, de son côté, jouissait d'une autorité absolue tout le long des frontières, et il n'eut besoin que de lever sa bannière pour y réunir une armée de quarante mille hommes que l'endroit seul de leur naissance rendait soldats dès le berceau. Ce fut avec ces forces imposantes qu'il alla faire lever le siége d'Abercorn et mettre la fortune de sa maison princière aux prises avec celle d'un roi couronné et de sujets fidèles à sa cause.

Jacques lui-même, dit-on, fut épouvanté de la lutte quand il la considéra de plus près, et dans certains moments de désespoir, parla d'abandonner l'Écosse. Sir William

[72] On remarquait alors une grande croix sur une des places d'Édimbourg. A. M.

Crichton, son habile et probablement tout dévoué ministre, était mort avant que ce second orage éclatât ; mais il avait un sage et fin conseiller dans James Kennedy, archevêque de Saint-André, dont il écouta les avis en cette occasion. L'intelligent prélat fit remarquer au roi que le camp de Douglas, quoique rempli d'une innombrable armée, renfermait une foule de chefs qui suivaient le comte rebelle, non par attachement, mais soit par crainte de sa puissance, soit par espoir de gagner quelque chose à la guerre civile. Si donc on pouvait amener les différents chefs à craindre non plus Douglas, mais le roi, et à espérer, non plus en ce rebelle, mais en leur souverain, rien ne serait dès-lors plus facile que de les ramener au parti de la couronne. « L'ennemi, s'écria l'archevêque, ressemble à un paquet de flèches : tant qu'elles demeurent liées ensemble, on essaierait en vain de les briser ; mais que l'on coupe le lien qui les unit, et un enfant les brisera les unes après les autres[73]. »

Mettant donc en pratique le conseil qu'il donnait, le prélat entreprit de saper un des principaux soutiens du parti de Douglas ; en d'autres termes, il fit de secrètes ouvertures à un certain Hamilton qui commandait un corps de troupes d'élite dans l'armée des rebelles. Ce seigneur avait été, jusqu'au meurtre de Stirling, l'ami dévoué du comte William, et l'était dès-lors devenu du comte James. Mais il commençait à s'apercevoir que ce dernier avait trop peu de la détermination propre à ses ancêtres pour finir d'une manière aussi honorable qu'avantageuse la lutte alors engagée. Il écouta donc, mais sans les accepter tout de suite, les conditions auxquelles Kennedy lui proposait d'embrasser la cause

[73] Ceci rappelle la fable du ***Vieillard et de ses enfants,*** de La Fontaine, liv. IV, 18^{e}. A. M.

royale, et hésita entre ce que l'évidence lui montrait comme son propre avantage et ce que l'amitié jointe à l'honneur exigeait de lui.

Le roi entra alors en campagne, et les deux armées ennemies se rencontrèrent bientôt. Lorsqu'elles furent rangées en face l'une de l'autre, Jacques, avant de commencer l'action, envoya ses hérauts sommer les rebelles de se disperser sous peine de haute-trahison. Douglas y répliqua avec dédain, mais vit avec effroi la proclamation royale produire un tel effet sur ses troupes, qu'il résolut de renvoyer la bataille au lendemain et se retira dans ses retranchements. Il ne fut pas plus tôt rentré dans sa tente, qu'Hamilton demanda à lui parler, et le pressa de déclarer positivement s'il avait ou non le projet de combattre. – « Il est bien, ajouta ce chef, que vous expliquiez enfin vos intentions ; car, tandis que l'armée royale augmente chaque jour, la nôtre diminue par des désertions continuelles. » – « Si vous n'êtes pas content, répliqua Douglas, sans répondre directement à ce qu'on lui demandait ; eh ! bien, libre à vous de déserter aussi. » Hamilton prit le comte au mot ; et la nuit suivante, passa du camp de Douglas dans celui du roi avec les trois cents cavaliers et autant de fantassins d'élite qu'il commandait. L'exemple fut contagieux ; car Hamilton avait une haute réputation de prudence et de sagacité.

Tous les chefs regardèrent son changement de parti comme une indication qu'il leur donnait du seul moyen possible d'échapper à leur ruine, et ce fut parmi eux à qui en profiterait le plus vite. L'armée d'insurrection se fondit comme une poignée de neige dans un soudain dégel, et le fatal matin qui succéda à celui où Douglas s'était présenté au combat avec environ quarante mille hommes, son camp dé-

sert ne contenait plus qu'une centaine de soldats, outre ses troupes particulières.

En se déclarant ainsi pour la cause royale, Hamilton, au jugement de tous, rendit à l'état un signalé service. Il lui fut ordonné pour la forme de demeurer quelque temps à Roslin sous la surveillance du comte d'Orkney. Mais la faveur du roi à son égard se manifesta par d'importantes concessions de domaines confisqués, et par le titre de lord, qui le fit entrer au parlement et commença la noblesse de la grande maison ducale d'Hamilton.

Le comte de Douglas leva son camp, traversa comme un fugitif et un exilé les provinces où il avait naguère commandé en maître, et alla avec ses escadrons amaigris se réfugier dans les plus sauvages districts de la frontière. Le château d'Abercorn, désespérant d'être secouru, tarda peu à se rendre, et quelques-uns de ses principaux défenseurs furent mis à mort pour s'y être maintenus contre le roi. Jacques, promenant son armée dans tout l'ouest et tout le sud de l'Écosse, où ses puissants antagonistes avaient si récemment été les propriétaires du sol et les chefs, sinon les oppresseurs des habitants, réduisit à son autorité, sans presque aucune peine, toutes les places fortes des Douglas. Le château même de ce nom, ainsi que ceux de Stratharen et de Thrieve, furent de cette manière pris et rasés.

Vers cette époque, et tandis que le roi poursuivait sa marche triomphante, Douglas lui-même se sauva en Angleterre avec un très petit nombre de serviteurs. Ses trois frères, Moray, Ormond et Balveny, demeurèrent sur les confins des deux royaumes, à la tête des derniers partisans de leur famille, et n'y vécurent avec eux qu'en se permettant toute espèce d'excès militaires. Cette licence effrénée, jointe à

l'espoir que la confiscation de leurs biens lui profiterait, souleva contre eux le clan de Scott, qui déjà, sous un chef appelé Buccleugh, acquérait une formidable célébrité sur les frontières de l'ouest et du centre. Les Beattiesons, peuple aussi nombreux qu'intrépide, et plusieurs autre tribus qui habitaient également les districts limitrophes, se réunirent sous les ordres de Buccleugh. Tous ces clans avaient naguère compté parmi les vassaux de Douglas et reconnu son autorité ; mais l'échec d'Abercorn les avait enhardis à secouer le joug, et ils prirent les armes contre les bannières sous lesquelles ils avaient combattu peu auparavant. Dans un combat qui eut lieu à Arkinholm près Langholm, les bandes de Douglas furent complètement défaites par eux. Le comte de Moray resta mort sur la place ; le comte d'Ormond fut pris, condamné à mort et exécuté ; lord Balveny seul parvint à s'échapper en Angleterre.

Autant vaut terminer tout de suite ici l'histoire de ce dernier rameau du tronc originel de la famille Douglas. Comme il avait pendant sa prospérité entretenu d'intimes relations avec la maison d'York, qui était alors au pouvoir, il reçut des Anglais un accueil hospitalier. En 1483, il se concerta avec le duc d'Albany, seigneur qui fut exilé à cette époque, comme il l'avait été lui-même vingt-huit ans plus tôt, et tous deux envahirent l'Écosse, après avoir fait vœu de déposer leur offrande sur le maître-autel de Lochmaben, le jour de la Sainte-Madeleine. Les habitants de la frontière occidentale se chargèrent de repousser l'invasion. Les bannis furent défaits, et Douglas renversé de cheval. Entouré d'ennemis, et reconnaissant parmi eux le fils d'un de ses anciens vassaux nommé Kirkpatrick de Closeburn, ce fut à lui de préférence à tout autre, que le comte se rendit, pour que l'enfant de son vieux serviteur profitât des cent livres de

rente[74] promises à quiconque s'emparerait de sa personne. Kirkpatrick pleura de voir l'extrémité où son ancien maître en était réduit, et voulait, après lui avoir rendu la liberté, fuir avec lui en Angleterre. Mais Douglas, fatigué de l'exil, était résigné à son sort. Lorsque le vieux captif parut devant le roi, Jacques II lui ordonna d'entrer au couvent de Linzores. « Quand on ne peut faire mieux, il faut bien se faire moine ! » répliqua seulement le comte, il prit donc la tonsure, et mourut vers 1488.

C'est ainsi qu'après une obscure bataille, livrée aux habitants mêmes de cette partie de l'Écosse qui avait été si peu auparavant sous sa dépendance, s'écroula, et à jamais, le formidable pouvoir de la maison de Douglas, qui naguère s'était mesuré contre celui de la monarchie. On ne peut le comparer qu'à la gourge ou citrouille du prophète, qui après avoir poussé avec une si merveilleuse promptitude, périt en une seule nuit. Le caractère indécis et mou du comte James, à qui le sort refusa et cette habileté militaire et cette finesse politique qu'on avait pu jusqu'alors regarder comme héréditaires dans cette grande famille, semble avoir été l'unique cause de sa ruine. Mais ne doit-on pas aussi reconnaître là l'intervention de la Providence qui, pour donner aux hommes une leçon morale, a voulu qu'une maison, élevée au pouvoir par les inappréciables services et l'inflexible loyauté du digne lord James[75] et de ses successeurs, périt par l'excessive ambition et les perfides manœuvres de ses derniers chefs ?

---

[74] ***One hundred pound land,*** une terre de cent livres, est une locution proverbiale en Écosse. A. M.

[75] Sous le roi Robert Bruce. A. M.

Dans un parlement tenu à Édimbourg, on prit des mesures pour que d'excessives concessions des domaines de la couronne ne missent plus le royaume en danger ; « car, dit le statut, la pauvreté de la couronne cause souvent la pauvreté du royaume. » Il fut donc déclaré que certains châteaux et certains domaines appartiendraient dorénavant à la couronne d'une manière inaliénable. On arrêta en outre que l'importante charge de gardien des frontières, qui embrassait tant de puissance et donnait le commandement d'un si grand nombre de clans belliqueux, ne se transmettrait plus par héritage ; que, de même, le droit de juridiction royale dans tel ou tel district ne serait plus accordé à des sujets, sans le consentement des états. Ces lois judicieuses avaient pour but d'empêcher qu'aucune autre famille ne devînt aussi redoutable que celle des Douglas l'avait été, et ne pût, comme elle l'avait fait, troubler la tranquillité domestique.

Si toutefois on reconnut qu'il était de bonne politique que les pouvoirs et les biens confisqués, une fois réunis à la couronne, ne pussent plus en être distraits, la prudence exigea que cette règle ne fût pas suivie invariablement. Le roi n'eut d'autre moyen de récompenser les loyaux services des chefs qui, dans la dernière lutte, avaient soutenu la cause de la couronne, que de leur octroyer les domaines des traîtres ; or, si étendues que fussent les terres de la famille Douglas, elles ne suffirent point à satisfaire toutes les espérances. Personne n'en concevait de plus hautes que le comte d'Angus ; il était alors chef d'une vaste et florissante branche des Douglas, issue d'un fils cadet du comte de la famille principale. Cet Angus, comme on l'a déjà dit, avait défendu la cause royaliste lors de la révolte de son parent ; ce qui, par suite de la différence du teint particulier aux deux branches, avait donné lieu au dicton populaire que Douglas le Rouge l'avait emporté sur Douglas le Noir. Jacques II lui octroya pour ré-

compense le château de Douglas, avec la vallée et les terres qui en dépendaient, le château de Tantallon, et d'autres parties considérables des anciens domaines de la branche aînée ; profusion imprudente, il faut le reconnaître, puisqu'elle servit à investir cette branche cadette d'une puissance presque aussi formidable à la couronne, que l'avait été celle des véritables Douglas. Gordon ne fut pas oublié dans le nord ; et les chefs du sud, profitant de la confiscation qui frappa sur toutes les propriétés de la famille, obtinrent avec d'autant moins de peine les plus vastes concessions de terres, que personne n'était mieux à même qu'eux de pouvoir les conserver. En un mot, si Jacques II vit clairement qu'il importait d'enrichir la couronne, et les statuts de son règne le prouvent, une chose non moins certaine est que ce prince n'aurait pu suivre avec rigueur cette sage politique, sans restreindre les largesses auxquelles il était obligé envers ses partisans. Or il ne devait pas s'exposer à perdre leur appui faute de libéralité, car les cendres de la guerre civile fumaient encore dans les districts les plus éloignés de l'Écosse, et une guerre nationale avec l'Angleterre pouvait éclater d'un instant à l'autre.

Un chef nommé John avait succédé comme lord des îles à cet Alexandre que nous avons vu précédemment reconnaître Jacques I^er^ pour suzerain. Il s'était encore attribué le titre de comte de Ross, et jaloux, suivant l'usage, de profiter des troubles du continent, il avait formé une ligue avec le comte de Douglas. Cette négociation avait été conduite par un des frères du comte, qui avait distribué au chef insulaire ainsi qu'à ses alliés celtiques, force bon vin, force étoffes de soie, force argent, et reçu d'eux en échange des manteaux ou des plaids highlandais. Par suite de leurs conventions, John des îles ravagea Inverkip avec une flotte de deux cents voiles et cinq ou six mille hommes. Il fit un grand butin, et

tua quelques personnes, entre autres des femmes et des enfants. Dans la même expédition il pilla aussi Bute, Arran, et le groupe des petites îles Cumrays qui sont situées à l'embouchure de la Clyde. Au mois de mars 1451, nous trouvons ce chef turbulent encore en campagne. Il s'empare des importants châteaux d'Inverness, d'Urquhart, et de Ruthven dans le Badenoch, mit garnison dans le premier, et détruisit le troisième. Il ne se permit toutefois cette violence qu'à l'instigation de son beau-frère, James Livingston, qui prétendait que le roi avait promis de doter sa fille d'une belle seigneurie, mais n'avait pas tenu sa promesse. Après avoir accompli ces exploits, John, à ce qu'il paraît, retourna dans ses îles et se soumit ensuite moyennant pardon.

Une guerre avec les Anglais fut le principal événement de la fin du règne agité de Jacques II. Il envahit l'Angleterre avec six mille hommes, brûla ou pilla le pays jusqu'à sept lieues dans les terres, et ne détruisit pas moins de dix-huit tours ou châteaux. L'armée écossaise demeura trente et une semaines sur le sol ennemi sans que la bataille lui eût été offerte, et rentra dans ses foyers non seulement intacte, mais encore chargée de gloire et de butin. Pendant la retraite de Jacques, le duc d'York et le comte de Salisbury, avec d'autres nobles anglais conduisirent à la frontière un corps de quatre ou cinq mille combattants ; mais là, ils ne purent s'entendre sur un plan de campagne, se querellèrent avec violence, et finirent par se retirer honteusement. Ces discordes intérieures du camp Anglais n'étaient sans doute que la conséquence des dissensions qui divisaient alors toute l'Angleterre à propos de la Rose Blanche et de la Rose Rouge[76]. La trêve entre les deux royaumes fut prolongée de

[76] On se rappelle que la Rose Blanche et la Rose Rouge étaient les signes de ralliement des factions de Lancastre et d'York, les-

neuf ans. Jacques, toutefois, paraît avoir jugé l'époque favorable pour recouvrer certaines provinces écossaises qui demeuraient encore au pouvoir des Anglais ; aussi le voyons-nous rompre bientôt la trêve.

Ce fut dans ce dessein que le roi rassembla une armée nombreuse et mit le siége devant Roxburgh. Ce château, que l'Angleterre possédait depuis la captivité de David II, était, comme poste militaire, d'une très haute importance, car il occupait une forte position entre la Tweed et le Teviot, non loin de leur confluent, c'est-à-dire dans la partie la plus fertile de la frontière écossaise. John, le lord des îles, qui voulut en la présente occasion réparer par son zèle ses erreurs et ses perfidies d'autrefois, vint se ranger sous la bannière royale avec un corps choisi de Highlandais et d'insulaires. Les soldats étaient tous armés de cottes-de-mailles, d'épées à deux mains, d'arcs et de haches-d'armes ; avec eux John offrit de se placer à l'avant-garde pour le cas où il serait nécessaire de pénétrer en Angleterre, et même de précéder d'un mille le corps principal de l'armée pour recevoir le premier choc de l'ennemi. Mais ce n'était nullement à une invasion que pensait Jacques. Il se proposait bien plutôt de recouvrer Roxburgh, et, croyant n'avoir rien à redouter de l'Angleterre, se mit à faire dans les règles le siége de la place. Il la bloqua de toutes parts, et établissant ses batteries de canons sur la rive septentrionale de la Tweed, dans le parc de fleurs qui appartenait au duc même de Roxburgh, il fit battre les murailles en brèche. Jacques était fier de son artillerie et surtout de l'habileté de son ingénieur français ; cet homme pointait avec assez de justesse pour toucher à cinq

---

quelles soutinrent pendant si long-temps l'une contre l'autre une lutte si acharnée. A. M.

ou six pieds de l'endroit qu'il visait ; et pour l'époque une telle exactitude était regardée comme merveilleuse. Le siége ne durait que depuis quelques jours, quand l'arrivée du comte de Huntley, qui par son courage et sa fidélité avait déjà rendu au roi tant de services, et qui en cette occasion-là amenait du nord un beau détachement de troupes, augmenta son espoir de mener à bonne fin son entreprise. Il reçut son noble et dévoué serviteur avec les plus grandes marques d'estime et de respect, et sur le champ le mena voir ses batteries. Par malheur, au moment où il se trouvait dans le voisinage d'une pièce à laquelle on allait mettre le feu, la grossière machine, formée qu'elle était de côtes de fer réunies par des cercles du même métal, éclata ; et un des morceaux venant le frapper à la cuisse, non seulement la lui brisa, mais encore le tua sur place. Le comte d'Angus fut grièvement blessé du même accident.

Ainsi mourut Jacques II d'Écosse dans la vingt-neuvième année de son âge et la vingt-quatrième de son règne. Vigoureux et bien fait de corps, il passait pour exceller à tous les exercices. Sa figure eût été charmante sans une tache rouge qui en couvrait une partie, d'où ses sujets lui donnèrent le surnom de Jacques au visage de feu. En se laissant entraîner à un manque de foi envers Douglas, il avait donné une malheureuse preuve de la violence naturelle de son caractère. Les Écossais cependant ne parurent voir dans le meurtre de William Douglas que l'effet d'un moment de colère ; et la conduite de Jacques à l'égard de Crawford qui, suivant l'expression du chroniqueur, « avait mis le roi en de graves périls », sa clémence envers le comte lorsqu'il l'eut entièrement en son pouvoir, surtout le petit nombre d'exécutions politiques qui eurent lieu sous son règne, malgré les nombreuses révoltes qui ébranlèrent son trône, le font paraître miséricordieux comparativement à son père

Jacques I[er]. Il avait le talent de savoir bien choisir ses conseillers, et, après les avoir choisis, le bon sens de suivre leurs conseils. Toutes les fois qu'il fut appelé à se mettre en campagne, il déploya autant de courage que d'habileté militaire. Sa mort fut une perte immense pour le royaume, qui retomba dans les malheurs d'une longue minorité.

Jacques II laissa trois fils, Jacques son successeur, Alexandre duc d'Albany, et Jean qui fut créé comte de Mar ; ainsi que deux filles, Marie et Marguerite, dont nous aurons à reparler plus tard.

CHAPITRE XX.

Prise de Roxburgh. – Administration pendant la minorité de Jacques III. – D'après le conseil de Boyd, il prend entre ses mains les rênes du gouvernement – Boyd, le fils cadet, est créé comte d'Arran et épouse la sœur aînée du roi. – Il négocie un mariage entre le roi et une princesse de Danemark, et obtient les îles Orcades et de Shetland comme garantie de la dot ; sa disgrâce, et sa mort obscure. – Projet d'union entre le prince royal d'Écosse et une fille d'Angleterre ; à quelles conditions ils devaient être unis ; Édouard IV ne les exécute pas. – Soumission du lord des îles. – Naturel de Jacques III : ses goûts. – Son penchant pour les favoris. – Caractères d'Albany et de Marc frères du roi. – Jacques les suspecte d'en vouloir à ses jours et les emprisonne. – Évasion d'Albany. – Meurtre de Mar. – Guerre avec les Anglais. – Conspiration de Lauder. – Le favori du roi est pris et exécuté. – Intrigues d'Albany. – Il est reçu dans les bonnes grâces de son frère, puis exilé de nouveau. – Paix avec l'Angleterre. – Le roi s'abandonne à son goût pour la musique et les constructions. – Complot des nobles du sud. – Bataille de Sauthyburn ; assassinat du roi.

La mort soudaine de Jacques II frappa les nobles écossais d'une telle stupeur, qu'ils allaient abandonner le siége de Roxburgh et se disperser, lorsque le courage de Marie de Gueldres, la veuve du dernier souverain, ranima leurs esprits. Elle arriva au camp presque aussitôt après la mort de son époux, s'en remit, elle et son fils, leur jeune monarque,

au dévouement des seigneurs écossais, et les conjura de ne pas quitter ce fatal château avant de l'avoir mis en ruines. Les nobles prirent feu à ses exhortations. Ils couronnèrent leur roi à l'abbaye voisine de Kelso, avec autant de cérémonie que la circonstance le permettait, et pressant le siége avec un redoublement de vigueur, forcèrent la garnison anglaise à capituler ; puis, fidèles aux préceptes de Robert Bruce, rasèrent la forteresse. Les vestiges de ses murailles montrent encore l'étendue et l'importance qu'elle passe pour avoir eu jadis.

La reine-mère conserva naturellement beaucoup de crédit dans l'état ; elle paraît même avoir gouverné quelque temps comme régente avec le secours d'un conseil. Sa conduite, toutefois, qui sous le rapport des mœurs, ne fut pas très honorable, diminua considérablement son influence avant sa mort, et elle mourut dans toute la vigueur de l'âge. Kennedy, archevêque de Saint-André, ce sage et fidèle ami de Jacques II, fut nommé tuteur de son jeune héritier. Les rapides changements de fortune qui se succédaient dans les guerres d'York et de Lancastre sauvèrent l'Écosse, pendant cette minorité, des périls que l'ambition de ses voisins lui eût sans doute fait courir. Le débonnaire usurpateur, Henri VI, trouva dans ce royaume où il se réfugia après la bataille de Towton, un accueil hospitalier ; par reconnaissance, il restitua aux Écossais l'importante place de Berwick, et ceux-ci s'empressèrent d'y mettre garnison. Le service rendu par l'Écosse au roi détrôné occasionna une guerre avec les Anglais ; mais poussée de part et d'autre avec peu d'ardeur, elle se termina bientôt par une trêve qui, en 1463, fut continuée pour l'espace démesurément long de cinquante-cinq ans.

La mort de la reine-mère et celle de l'archevêque Kennedy valurent, vers cette époque, au roi qui n'entrait que

dans sa quatorzième année, le dangereux privilége d'agir par lui-même. Jacques III, qui eut toute sa vie durant, la faiblesse d'adopter des favoris et de leur confier le soin des affaires publiques, quand la nation avait droit d'attendre qu'il les dirigeât en personne, s'abandonna sur-le-champ aux personnes qu'il honorait de sa prédilection. Lord Robert Boyd, avec ses deux fils, jouissait alors de toute la confiance du jeune homme ; et la faveur royale les rendait si présomptueux, qu'enlevant la personne du roi aux commissaires à qui les états du royaume en avaient donné la garde, ils l'amenèrent à Édimbourg, sous prétexte de le mettre en liberté. Un nouveau parlement qui fut convoqué accorda à lord Boyd un complet pardon de l'audacieuse conduite qu'il venait de tenir ; et comme si l'autorité de cette famille n'était pas assez grande déjà, la princesse Marguerite, sœur aînée du roi, fut donnée en mariage à sir Thomas Boyd, qui, en outre, fut créé comte d'Arran.

L'Écosse fit pendant ce règne, tout faible qu'il était, une importante acquisition. Les îles Orcades, depuis que les Norwégiens s'en étaient emparés au neuvième siècle, leur avaient toujours appartenu. Les Écossais étaient débiteurs envers les Danois d'une forte somme, et cette dette provenait des arrérages de ce qu'on appelait la rente norwégienne. C'était une rente de cent marcs dus à la Norwège, comme indemnité de la cession qu'elle avait faite des îles Hébrides ou îles occidentales, par le traité de 1264 conclu après la défaite de Haco, à la bataille de Largs. Ces cent marcs ne furent jamais payés exactement, mais Jacques I^{er} était parvenu à faire fixer ce dont l'Écosse était redevable ; après lui les paiements n'avaient pas été plus exacts, et le chiffre de la dette totale était devenu fort difficile à établir.

Déjà, sous le patronage du roi de France, Charles VII, des négociations avaient eu lieu entre le Danemarck et l'Écosse pour le réglement de ces comptes ; elles furent reprises en 1468, et Boyd, le jeune comte d'Arran, semble avoir conduit l'affaire avec une rare adresse. Il fut définitivement convenu que Jacques III épouserait une fille du roi de Danemarck ; que son père la doterait d'une somme de soixante mille florins, qu'il n'en paierait que dix mille comptant, mais qu'il donnerait les îles Orcades comme garantie du reste. De plus, le Danemarck renonça au droit de réclamer les arrérages de la rente stipulée pour l'abandon des Hébrides, sans doute parce que ce droit était trop ancien, trop frappé de prescription et trop illusoire. Quand l'époque du paiement des dix mille florins arriva, Christian de Danemarck se trouva si à court d'argent, qu'il ne put compter que le cinquième de la somme ; mais il proposa pour le reste une garantie sur l'Archipel de Zélande, qui fut joyeusement acceptée. L'Écosse acquit donc sur la totalité des îles qui constituent l'ancienne Thulé un droit hypothécaire qui, sous toute espèce de rapports, lui était fort avantageux, et que la couronne de Danemarck, comme nous le verrons plus tard, ne put jamais racheter.

Tandis que le comte d'Arran négociait ce traité national, divers courtisans qui enviaient son élévation soudaine et la préférence que Jacques avait témoignée envers lui et sa famille, minèrent son crédit auprès du roi. Quand le comte rentra dans le golfe de Forth avec la flottille qui escortait la princesse danoise jusqu'aux rives du pays où elle devait régner, Marguerite, sa femme, vint à bord lui annoncer que s'il débarquait, sa vie serait en péril. Ils fuirent donc ensemble, et Arran retourna en Danemarck y chercher un asile contre l'indignation du capricieux monarque, pour qui, naguère, dans le même royaume, il avait accompli des négociations si

importantes. La ruine complète de ses amis d'Écosse fut bientôt consommée, presque sans opposition, et la puissance de la maison de Boyd tomba aussi promptement qu'elle avait grandi. Il serait inutile de rechercher pourquoi un prince faible est toujours aussi inconstant que passionné à l'égard de ses favoris. En vain un nouveau parlement avait-il accordé aux Boyd un pardon absolu de leur agression de 1466, ils furent, pour ce fait, même décrétés de haute-trahison. Sir Alexandre, le fils aîné, périt de la main du bourreau, le père s'échappa en Angleterre et y mourut dans la pauvreté. Le comte d'Arran, qui par ses qualités personnelles méritait certes la confiance que le roi lui avait si subitement retirée, semble n'avoir trouvé en Danemarck qu'un froid accueil. La princesse Marguerite fut séparée de lui et renvoyée en Écosse, sur la demande probablement de son royal frère ; et son malheureux époux, après avoir erré comme proscrit d'une contrée dans une autre, expira, dit-on, en Flandre. Sa mort, qui eut lieu après un divorce obtenu entre lui et la princesse Marguerite, par l'influence de Jacques, permit de former un second mariage entre la sœur du roi et le lord Hamilton, chef d'une famille dont le crédit et l'importance s'étaient toujours accrus depuis que le premier lord de ce nom avait si à propos embrassé la cause royaliste dans la grande lutte de Jacques II contre la maison de Douglas. La princesse donna des enfants de ses deux mariages ; mais le fils et la fille de Boyd moururent sans postérité, tandis que celui qu'elle eut d'Hamilton survécut, et qu'un de leurs descendants se trouva, à l'époque de la reine Marie, héritier présomptif de la couronne.

Dans un parlement tenu en 1469, après la chute des Boyd, nous voyons le bon sens du peuple écossais se manifester par un acte qui déclare que tout homicide, se réfugiant en lieu saint, sera arraché du sanctuaire et traduit devant

une cour d'assises ; « car, dit le statut, de tels assassins, dont la félonie est préméditée, ne doivent pas jouir des priviléges que la loi accorde aux églises. »

Cinq ans plus tard, le trône de France était occupé par Louis XI, un des princes les plus sages, mais en même temps, un des hommes les plus pervers, qui ont jamais existé, et duquel on ne saurait trop dire s'il était plus superstitieux ou plus fin, plus prudent et plus libéral ou plus perfide et plus cruel. Il sentit combien l'alliance de l'Écosse importait à la sûreté de la France, car elle lui donnait la possibilité de nuire à l'Angleterre. Mais le monarque anglais, Édouard IV, comprit d'autre part que, dans l'intérêt de son royaume, il ferait mieux, si c'était possible, de s'assurer la bienveillance de ses voisins du nord par des voies amicales et de mettre ainsi sa frontière à l'abri de tout danger pendant qu'il exécuterait l'invasion à laquelle il songeait contre la France, que de suivre la fière politique de ses prédécesseurs et de chercher encore à subjuguer les Écossais par force. Par un traité conclu en 1474, les deux souverains convinrent, que pour concourir mutuellement au bonheur, à la gloire et à l'avantage de la puissante île appelée Grande-Bretagne, le prince d'Écosse qui n'avait que deux ans et Cécilia, fille du roi d'Angleterre, qui n'en avait que quatre, seraient immédiatement fiancés et se marieraient ensemble dès qu'ils atteindraient l'âge nubile. Une dot de vingt mille marcs sterling devait être payée par dixièmes d'année en année, à partir de la date des fiançailles. Si la princesse ou le prince nommé dans le contrat mourait, il fut stipulé qu'une autre personne appartenant à celle des deux familles royales qui éprouverait cette perte serait mise en les lieu et place du défunt ou de la défunte. Dans le cas où le mariage ne se ferait point, l'Écosse restituerait la somme qui, comme il a été dit plus haut, lui aurait été avancée, moins toutefois deux mille

cinq cents marcs que l'Angleterre consentait à abandonner en considération de l'amitié que sa voisine lui témoignait dans une époque si critique. Enfin la longue trêve de cinquante-cinq ans fut confirmée et garantie.

Cet important traité montre que la politique de Louis XI, qui se maintenait vis-à-vis des puissances étrangères plutôt par des intrigues et par de l'argent que par la force des armes et par l'emploi direct de la violence, commençait à devenir générale en Europe et avait été déjà adoptée par l'Angleterre.

Le paiement de la dot constituée à la princesse Cécilia, qui précédait de si long-temps l'époque où la véritable célébration du mariage pourrait avoir lieu, donna à l'Angleterre un prétexte honorable de compter tous les ans à l'Écosse une ronde somme qui l'intéressait à demeurer en bonne intelligence avec sa riche voisine. De son côté, l'Écosse put ainsi recevoir sans honte cette gratification annuelle. Mais Édouard IV était trop violent et trop pauvre pour continuer long-temps ce genre coûteux, quoique sûr, de politique. Les trois premiers dixièmes de la dot furent donc régulièrement soldés, après quoi, en 1418, Édouard se crut assez bien avec la France pour n'avoir plus besoin de payer si cher l'amitié des Écossais.

La même année où le contrat matrimonial fut signé avec l'Angleterre, les conseillers de Jacques III résolurent d'abattre la puissance de John, lord des îles et comte titulaire de Ross, dont l'insubordination avait de nouveau mérité châtiment. Après une vaine tentative de résistance, John se soumit, et un arrêt du parlement lui enleva d'une manière expresse le comté de Ross qui entra dans le domaine inaliénable de la couronne ; avec liberté pour les rois de le donner

en apanage à un de leurs fils cadets ; mais non plus à des personnes de moindre rang. Le pauvre lord des îles fut aussi dépouillé des districts de Knapdale et de Cantire qu'il possédait sur le continent, et ne redevint libre qu'à condition d'être dorénavant plus soumis.

Lorsque Jacques III atteignit sa vingt-troisième année, il se trouva dans une situation plus brillante qu'aucun monarque écossais depuis Robert Bruce. Son trône était affermi, non seulement par l'expulsion des Anglais hors du château de Roxburgh et de la ville de Berwick, mais encore par l'acquisition des Orcades et de la Zélande, dépendances naturelles de l'Écosse. Remise avait été faite au pays de la rente norwégienne qu'il ne pouvait acquitter ; et rien ne montrait mieux combien l'importance de la nation croissait de jour en jour, que les offres par lesquelles la France et l'Angleterre recherchaient simultanément son amitié. Tous ces avantages indiquent que Jacques avait à cette époque de son règne d'habiles ministres dont il écoutait les avis. Le principal d'entre eux qui était probablement le chancelier lord Evandale, jouissait à cette époque, en vertu de sa place, d'un crédit tel, qu'il prenait rang après les princes du sang royal. Il était fils naturel de sir James Stuart, fils lui-même de Murdach, duc d'Albany.

Cependant l'infortuné Jacques commençait à laisser paraître des vices et des défauts que sa jeunesse avait jusqu'alors dissimulés. Il n'aimait ni le noble exercice de la chasse ni les jeux de chevalerie, ne montait que rarement à cheval, et ne savait qu'à peine se tenir en selle. La conscience de son infériorité dans tous les talents que le siècle demandait à un homme accompli, et cette froideur qui accompagne toujours un caractère timoré, rendaient le roi aussi peu propre que peu disposé à se mêler aux plaisirs de sa

noblesse, ou à paraître en public au milieu de ces magnifiques cortéges qui faisaient l'admiration du temps. Les goûts de Jacques étaient d'un genre que ni ses pairs ni son peuple ne pouvaient partager ; et, quoique assez innocents, quoique honorables même, encore étaient-ils tels, que, poussés à l'excès, ils ne lui eussent pas permis de remplir régulièrement les devoirs de la royauté. Il se livrait à ce qu'on appelle aujourd'hui les beaux arts, à l'architecture, à la musique ; et pour les étudier, il passait sa vie entre un musicien anglais nommé Rogen et un architecte nommé Cochrane ; deux autres de ses favoris étaient Torphichen, le maître de danse, et Hommil le tailleur. Le dernier n'avait pas la voix la moins délibérative au chapitre, si on en juge par la variété et l'étendue de la garde-robe royale dont il existe un volumineux catalogue.

Passant ses journées entières avec de tels personnages, qui, malgré tout le mérite de chacun d'eux dans sa profession respective, n'étaient nullement une société convenable pour un prince, Jacques dut en venir à se déplaire dans celle des gens de haute classe, parce qu'il se trouvait plus gêné avec eux ; et, l'habitude de la bonne compagnie une fois perdue, il ne tarda guère à perdre ces bonnes manières qui auraient dû le distinguer comme roi quand il se mêlait parmi les nobles du royaume. Ainsi repoussé vers des compagnons de si bas étage, c'eût été un miracle que Jacques, tout ignorants qu'ils fussent des affaires politiques, ne les consultât point sur des sujets beaucoup au-dessus de leur sphère, ou que de tels hommes, avec la présomption ordinaire aux parvenus, ne se montrassent pas toujours prêts à donner leurs avis sur de pareilles matières. La nation écossaise vit donc avec déplaisir et dégoût le roi fuir la société des nobles, et s'abstenir de leurs conseils, pour combler de faveurs trois ou

quatre individus qui ne passaient alors que pour de vils artisans, et n'agir que d'après leur volonté.

En cet état de choses, l'attention publique se fixa sur les cadets de Jacques, Alexandre, duc d'Albany, et Jean, comte de Mar. Ces princes se distinguaient par toutes ces qualités royales que le roi ne possédait pas. Naturellement comparés à leur frère, le résultat de la comparaison ne put que lui être défavorable ; aussi, Jacques semble-t-il n'avoir pas tardé à devenir jaloux d'eux, ne fût-ce que parce qu'il leur voyait des perfections et des talents dont il se savait lui-même privé. Il n'est que trop conforme à l'usage des cours de supposer que Mar et Albany ne supportèrent pas tranquillement les soupçons et la jalousie de Jacques. Sans doute ils intriguèrent avec les autres nobles mécontents ; dans quel but et jusqu'à quel point, on ne saurait le dire aujourd'hui. On accusa Mar d'avoir demandé à de prétendues sorcières, quand le roi devait mourir, question en effet, fort suspecte dans la bouche d'un si proche parent ; pour Albany, la suite montre qu'il nourrissait une ambition peu scrupuleuse.

Jacques, de son côté, consulta des devins pour savoir ce que l'avenir lui réservait, et leur réponse, probablement dictée par son favori Cochrane, fut qu'il périrait de la main de son plus proche parent. L'infortuné monarque, par une de ces contradictions si fréquentes aux gens superstitieux, s'imagina que ses frères étaient les assassins désignés par l'oracle, et, de plus, que sa connaissance de leurs intentions pourrait lui permettre de changer l'arrêt du destin.

Les soupçons de Jacques devenant de jour en jour plus sombres et plus terribles, Albany et Mar furent arrêtés subitement, et jetés en prison, l'un au château d'Édimbourg, l'autre à celui de Craigmillar. Convaincu sans doute que le

roi avait plus d'un prétexte suffisant pour lui ôter la vie, le duc résolut de s'évader. Il communiqua son dessein à un fidèle serviteur par le secours duquel il enivra, ou, disent d'autres historiens, mit à mort le commandant de la garnison, puis tenta de descendre des remparts du château au moyen d'une corde : son domestique tenta le premier la chose ; mais comme la corde était trop courte, il tomba et se cassa la cuisse. Le duc, averti par cet accident, allongea la corde avec les draps de son lit, et exécuta avec succès la périlleuse descente. Il chargea son domestique sur son dos, le porta en lieu sûr, et s'embarquant à bord d'un navire mouillé dans la rade de Leith, fit voile pour la France où il trouva un accueil bienveillant, et où la libéralité de Louis XI ne le laissa manquer de rien.

Furieux de l'évasion d'un de ses captifs, Jacques résolut, à ce qu'il paraît, d'empêcher par un moyen péremptoire que l'autre ne s'échappât. On ne trouve pas dans les chroniqueurs un seul mot qui donne à croire que l'infortuné comte de Mar ait subi aucun jugement public, et on ne sait que par conjecture jusqu'à quel point Jacques III concourut au meurtre de son frère, à qui, dit-on, les quatre veines furent ouvertes dans un bain. Plusieurs autres personnes subirent aussi la mort pour des actes de sorcellerie qu'on les accusa d'avoir, à l'exemple de Mar, pratiqués contre la vie du roi.

Vers le même temps, après un intervalle de paix d'une longueur peu commune, la guerre recommença entre les deux peuples de la Grande-Bretagne. Le blâme peut en être proprement rejeté sur l'Angleterre qui avait violé les articles du dernier traité, en ne payant plus la somme promise pour la dot de la princesse Cecilia ; mais les incursions des Écossais donnèrent le premier signal des hostilités réelles. Le parlement d'Écosse prit un sage arrêté par lequel Berwick, le

château de l'Ermitage, et d'autres forteresses de la frontière durent recevoir des garnisons de troupes soldées sur les revenus de l'état. Il décréta en même temps que si Édouard IV, qui est impoliment appelé le Reifor ou voleur, envahissait l'Écosse, le roi lui-même se mettrait en campagne, et que, s'il le fallait, tous les nobles et tous les bourgeois iraient se faire tuer avec lui.

Édouard IV, de son côté, désirant obtenir un avantage semblable à celui qu'Édouard I^er^ et Édouard II avaient obtenu, au moyen de la prétention de Baliol au trône d'Écosse, proposa au duc d'Albany, alors réfugié sur le territoire français, de se déclarer prétendant à la couronne de son frère. Quelque spécieuse qu'eût été l'innocence d'Albany, sa vertu était d'une nature à succomber facilement aux tentations ; et, de même que Baliol en pareilles circonstances, il se hâta de repasser en Angleterre, consentit à devenir roi sous le patronage d'Édouard, n'hésita nullement à sacrifier la question si long-temps débattue de l'indépendance de son pays, promit l'abandon de Berwick et d'autres places frontières, et se chargea de rétablir dans ses domaines le comte de Douglas qui, réfugié en Angleterre depuis vingt-quatre ans, devait faire partie de l'invasion projetée. À ces conditions, qui toutefois furent tenues rigoureusement secrètes, le célèbre duc de Gloucester, qui par la suite devint le roi Richard III, marcha contre les Écossais avec une armée considérable, et Albany l'accompagna.

Le roi d'Écosse qui avait achevé de réunir ses troupes, s'avançait également à la rencontre de l'ennemi. Mais il régnait dans sa noblesse un esprit de mécontentement qui éclata soudain. Cochrane, l'architecte, le plus capable ou du moins le plus audacieux des favoris plébéiens du roi, s'était tellement enrichi à se laisser corrompre et à trafiquer de son

crédit près de Jacques, qu'enfin il put acheter de son maître, qui joignait l'avarice aux autres défauts d'un esprit bas et vil, le comté de Mar. C'est encore un trait ignoble du caractère de Jacques, qu'une fois satisfait de la somme qu'il aurait à recevoir, il n'hésita point à investir un misérable parvenu de la seigneurie, que son frère si récemment assassiné par son ordre, avait possédée. Cochrane continua à faire sa pelote ; l'insatiable sangsue arrondissait sa fortune par toute sorte de moyens indirects ; et une chose qui affecta surtout les pauvres gens, fut l'altération des monnaies d'argent du royaume, où il se mêla tant de cuivre, qu'il en détruisit tout à fait la valeur. Les monnaies ainsi faussées prirent le nom de Cochrane[77], et ce coquin trouvait la spéculation si fort de son goût, que, comme on lui disait qu'un beau jour il se ferait accuser : – « Oui, répliqua-t-il dédaigneusement, le jour où je serai pendu ; » prophétie dont il ne soupçonnait pas la vérité et qui se réalisa à la lettre.

La morgue et le luxe étalés par le nouveau comte de Mar ne firent qu'irriter plus profondément la noblesse, qui se regardait comme déshonorée par l'introduction d'un tel personnage dans son sein. Une bande de trois cents hommes munis de haches-d'armes, et vêtus d'une livrée blanche à galons noirs, accompagnait toujours le favori. Lui-même ne se montrait d'ordinaire qu'avec un habit de cheval tout en velours noir, et un cor de chasse qui, monté en or, était suspendu à son cou par une chaîne du même métal. Ce fut en cet équipage qu'il joignit l'armée écossaise ; elle était partie de la capitale et s'était avancée jusqu'à Lander ; là, les nobles, à la vue d'un camp qui n'était presque rempli que de

[77] ***Cochrane-plack*** dit le texte. Le plack était une petite monnaie de cuivre d'Écosse. A. M.

leurs soldats et de leurs vassaux, commencèrent à sentir leur force. Ils résolurent donc de se réunir, et, après avoir en vain exposé leurs griefs au roi, d'aviser aux mesures à prendre pour réformer les abus publics.

Le conciliabule armé se tint dans l'église de Lander, et au milieu de la délibération, lord Gray rappela à ses amis la fable où les souris, dit-on, formèrent le projet de prévenir les futurs ravages du chat en lui attachant une sonnette qui pût les avertir de son approche. « Excellente idée, poursuivit l'orateur, mais à laquelle il fallut renoncer contre toute attente, parce qu'aucune souris n'eut assez de courage pour attacher la sonnette au cou du chat. – « C'est moi qui la lui attacherai ! » s'écria Douglas, comte d'Angus ; et dès-lors on ne l'appela plus qu'Archibald-la-Sonnette-au-Chat. Les conjurés décidèrent que le favori du roi serait arrêté et mis à mort, et le roi lui-même retenu prisonnier avec tous les égards convenables, jusqu'à ce qu'il donnât quelque garantie satisfaisante d'un changement de système.

Comme on venait de prendre cette décision, Cochrane arriva au conseil des chefs et demanda d'y être admis. On le laissa entrer avec quelques gens de sa suite, mais on le reçut avec le dédain et l'indignation qui étaient la préface naturelle des dernières violences. Douglas de Lochleven, qui tenait la porte, lui arracha le cor suspendu à son cou : – « Il t'a servi long-temps à sonner le mal ! » lui dit-il. – « Et une corde t'ira mieux que cette chaîne ! » ajouta Angus en saisissant celle qui suspendait le cor. – « Est-ce pour plaisanter ou sérieusement, messeigneurs ? » demanda avec surprise le favori stupéfait d'une telle réception. – « C'est tristement sérieux pour toi, répondirent-ils : et tu vas t'en apercevoir à l'instant même. » Un ou deux des nobles, jugés les plus respectables, allèrent alors informer le roi de leurs intentions ;

et, pendant ce temps-là, les autres, s'emparant des parvenus sur qui leur rage voulait s'exhaler, les firent pendre sur le pont de Lander. Quand Cochrane fut amené au lieu de l'exécution, il montra combien un ridicule amour du faste faisait partie de son caractère. Il demanda à être pendu avec une corde de soie, et en proposa une qu'il avait dans sa tente. Une si sotte requête ne servit qu'à donner aux farouches seigneurs qui l'écoutaient un moyen de blesser encore plus vivement son amour-propre. « Tu mourras, lui répliquèrent-ils, comme un infâme coquin que tu es ; » et on employa pour le pendre un licou en crin, comme instrument de mort le plus déshonorant qu'on pût inventer. Cette exécution fut fort applaudie de l'armée ; tous les favoris du faible Jacques périrent de même, excepté un jeune homme nommé Ramsay de Balmain, qui se réfugia entre les bras du roi. Le prince supplia si instamment qu'on lui laissât la vie, que les nobles ne purent résister à cette prière.

Le résultat d'une telle manifestation d'énergie est une énigme pour l'histoire. La noblesse écossaise paraît s'être retirée avec le projet de ne pas repousser l'armée anglaise par la force des armes et sans doute l'espoir d'en venir à quelque arrangement par l'entremise du duc d'Albany. Elle ignorait encore le honteux traité qu'il avait conclu avec l'Angleterre, et comptait sur son habileté comme régent, pour suppléer à la nullité de son frère. En attendant, elle soumit le roi à une sorte d'emprisonnement au château d'Édimbourg.

Il semblerait qu'Albany, voyant que les nobles d'Écosse n'étaient nullement disposés à admettre ses prétentions au trône, éprouva assez de penchant à accepter leur offre, de devenir lieutenant-général. Afin qu'il pût le faire, de meilleure grâce, Albany et le duc de Gloucester intercédèrent auprès des seigneurs écossais pour l'élargissement du roi.

Les nobles témoignèrent au duc d'Albany le plus profond respect, promirent de lui accorder tout ce qu'il désirait, et le reconnurent pour être, après les enfants de Jacques, le plus proche parent de la famille royale. « Mais quant à ce personnage qui vous accompagne, continuèrent-ils en allusion au prince anglais, nous ne le connaissons nullement et ne savons pas de quel droit il ose nous parler de nos affaires nationales ; nous n'aurons donc aucune déférence pour ses désirs, car c'est tout ce qu'il mérite. »

L'Angleterre obtint toutefois, à cette occasion, un important avantage. La ville de Berwick, qui avait été rendue aux Écossais par Henri VI, et possédée par eux environ vingt ans, fut alors reprise par les troupes de Richard de Gloucester. Le château céda aussi ; et cette place, qui était en même temps une forte citadelle et un précieux port de mer, ne revint plus jamais en la possession de l'Écosse. Du reste, l'Angleterre ne chercha point à profiter autrement de la paix.

Jacques recouvra ainsi la liberté ; puis, soit inconstance de caractère, soit profonde dissimulation, parut quelque temps si attaché au duc d'Albany, qu'il ne pouvait s'en séparer une minute. La concorde des deux frères se manifesta par certaines démonstrations qui nous semblent étranges aujourd'hui ; une fois, l'extrême ravissement de tous les bons citoyens, ils se rendirent ensemble, montés sur le même cheval, et par la principale rue, du château d'Édimbourg à l'abbaye d'Holyrood. Chaque nuit, en outre, le roi et le duc partageaient le même lit.

Mais cet accord fraternel, qui dès le commencement dut avoir sa source dans un peu d'affectation, ne dura guère ; et les passions dominantes de chaque prince rompirent leur bonne intelligence. L'ambition d'Albany eût alarmé les

craintes d'un homme moins poltron et moins soupçonneux que Jacques. Le duc, rien n'est plus probable, renoua ses perfides intrigues avec la cour d'Angleterre ; elles furent découvertes à ce qu'il paraît, et la plus grande partie des nobles, irrités de son infamie, s'unirent pour l'expulser du gouvernement. Il fut déclaré hors la loi, et se sauva en Angleterre, après avoir préalablement, comme dernier acte de trahison qui fût en son pouvoir, livré son château de Dunbar à une garnison anglaise, et ainsi exposé, autant qu'il était en lui, les frontières dont il avait la garde. L'année suivante se livra la bataille de Lochmaben qui termina une incursion de Douglas et d'Albany dans l'Annandale, bataille où, comme nous l'avons déjà dit, Douglas fut fait prisonnier et Albany contraint de chercher son salut dans la fuite.

Richard III avait alors commencé son règne aussi court que précaire. Une négociation s'ouvrit entre l'Angleterre et l'Écosse, et bientôt se signa une trêve qui aurait eu quelque durée si les monarques signataires étaient restés solides sur leurs trônes. Mais, dès que Jacques se sentit libre de régner à sa guise, il usa de l'autorité souveraine pour complaire à ses goûts favoris, fonda de coûteux établissements où la musique s'enseignait, et éleva une multitude d'églises et de palais dans un genre particulier d'architecture où le style gothique se mêlait à une imitation des différents ordres grecs. Tant pour subvenir aux dépenses de ces bâtiments et de ces fondations, que pour satisfaire son penchant à thésauriser, Jacques était à l'affût de toutes les occasions par lesquelles il pouvait se procurer de l'argent, et n'en laissait échapper aucune ; mais il n'hésitait pas à employer pour son compte ses fonds que les nobles dans leur orgueil regardaient comme un casuel à eux appartenant. Un fait de ce genre hâta la catastrophe qui devait terminer la vie de Jacques.

Le roi, qui avait formé dans sa royale chapelle de Stirling deux chœurs de chant, s'avisa, pour payer les artistes, de recourir aux revenus du prieuré de Coldingham. Les deux puissantes familles Home et de Hepburn avaient considéré si long-temps cette riche abbaye comme leur propriété, qu'elles croyaient que Jacques n'eût jamais troublé la paisible exécution d'un contrat amiable dans lequel il était stipulé que le prieur de Coldingham serait alternativement un Home et un Hepburn. Quand le prince s'appropria ainsi des revenus qui avaient toujours semblé à ces chefs hautains devoir ne profiter qu'à leurs amis et aux hommes de leurs clans, ils résolurent de se venger tout comme s'ils eussent souffert une injuste oppression. L'esprit de mécontentement gagna bientôt les barons du Sud, sur qui le comte d'Angus exerçait une forte influence. Ce seigneur était aussi détesté que craint du roi qui probablement n'avait pas oublié la manière dont il s'était acquis le surnom de ***Sonnette-au-Chat***. Jacques tenta vainement de ramener ses nobles au devoir, et montra plus de peur que de sagesse en leur défendant de venir à la cour avec des armes. Il n'y eut d'exception que pour Ramsay, ce jeune homme qui devait aux instantes prières du roi de n'avoir pas été pendu avec les autres favoris sur le pont de Lander. Jacques l'avait nommé capitaine de ses gardes, puis élevé à la pairie sous le nom de lord Bothwell ; enfin ce nouveau parvenu avait succédé, sinon à l'immense crédit de Cochrane dont il avait failli partager le sort, du moins à toute son impopularité.

Une ligue se forma donc contre Jacques, elle trouva chaque jour des partisans plus nombreux, et se termina par une révolte qui ne saurait être comparée dans l'histoire d'Écosse qu'à celle de Douglas dans le règne précédent.

Malgré une si terrible coalition, le sort de Jacques III n'était pas encore désespéré. Il avait pour lui les barons du nord, et se trouvait au moins aussi puissant que son père l'avait été au siége d'Abercorn. Mais il n'avait ni le courage de son père, ni les utiles conseils de l'évêque Kennedy. La reine, Marguerite de Danemarck, en qui, on a tout lieu de le croire, il avait rencontré une prudente conseillère aussi bien qu'une excellente compagne mourut dans un moment si critique pour son royal époux. Dès-lors privé de sages avis, Jacques forma, sans doute à l'instigation de Ramsay, le dessein d'arrêter tout d'un coup les nobles qui trempaient dans le complot. Malheureusement pour la réussite de son entreprise, il eut la niaiserie de mettre Angus dans ses secrets. Le comte en instruisit aussitôt les mécontents qui, au lieu de se rendre à la cour comme ils reçurent l'ordre du roi, se retirèrent dans le sud et y levèrent publiquement l'étendard de l'insurrection. Jacques, talonné par sa frayeur, se réfugia dans les districts les plus septentrionaux, qui renfermaient la majeure partie de ses adhérents, et avec le secours d'Athol, de Crawford, de Lindsay des Byres, de Buthver et d'autres puissants chefs les uns de l'est, les autres du nord, rassembla une armée considérable. Bientôt les seigneurs insurgés s'avancèrent jusqu'aux rives méridionales du golfe de Forth.

Au milieu d'escarmouches indécises et de négociations également insignifiantes, les nobles confédérés parvinrent à se rendre maîtres du fils aîné de Jacques. Cette capture, qu'ils devaient à la trahison d'un certain Shaw de Sanchie, gouverneur de l'enfant, donna à leur entreprise une couleur qui était presque l'équivalent du succès. Ils déployèrent l'étendard royal de l'Écosse contre celui du roi écossais, et ne craignirent pas de proclamer qu'ils avaient pris les armes dans l'intérêt du jeune prince, que son père dénaturé voulait mettre à mort pour vendre ensuite le pays à l'Angleterre.

C'étaient de fausses calomnies ; mais il est digne de remarque que la populace s'en laisse plus facilement imposer par des mensonges assortis à la grossièreté de son intelligence que par des arguments conformes à la raison. Le roi était si bas placé dans l'estime publique à cause et de son amour déréglé pour l'argent et de sa disposition à toujours s'entourer de favoris, qu'on ne pouvait rien inventer d'ignoble sur son compte sans que ses sujets fussent disposés à le croire.

Jacques se retira sur Stirling, mais Shaw, le traître qui avait livré le prince royal aux seigneurs rebelles, consomma sa trahison en refusant de recevoir le roi dans le château de cette ville. Alors, dans une espèce de désespoir, Jacques se retourna vers le sud comme un cerf mis aux abois et résolut de se mesurer avec ses ennemis : l'action s'engagea non loin de Falkirk, où Wallace fut défait, et encore plus près du mémorable champ de bataille de Bannockburn, où Bruce triompha. Au premier choc, les archers du roi obtinrent quelque avantage. Mais les habitants de l'Annandale, dont les piques avaient une longueur démesurée, chargèrent, selon leur coutume, avec d'horribles cris et entourèrent l'aile gauche de l'armée royaliste. Quand Jacques, qui était déjà découragé d'avoir à combattre contre sa propre bannière et son propre fils, et qui se rappelait la prédiction d'après laquelle il devait périr du fait de son plus proche parent, entendit les clameurs des gens de la frontière, il perdit tout-à-fait courage et prit la fuite. Tandis qu'il traversait au galop le petit village de Milltown, son cheval, superbe bête dont Lindsay des Byres lui avait le matin même fait cadeau, s'effraya à la vue d'une femme qui tirait de l'eau à un puits, et jeta à terre le peureux et inhabile cavalier. On l'emporta dans un moulin où il eut l'imprudence de dire son nom et son titre. La conséquence fut que plusieurs des rebelles qui

le poursuivaient entrèrent dans la cabane et lui enfoncèrent un poignard dans le cœur. On ignora toujours quels avaient été les assassins et le cadavre de la victime ne fut jamais retrouvé.

Ainsi mourut Jacques III. Sans les affreux soupçons qui planent sur lui au sujet du meurtre de son frère, le comte de Mar, on pourrait dire qu'il fut plutôt faible et infortuné que criminel ; mais les folies d'un roi ne sont pas moins fatales à lui-même et à son peuple, que ses crimes et ses vices. L'amour que Jacques portait aux beaux-arts aurait pu lui être pardonné, bien plus lui devenir un titre de gloire ; mais qu'au lieu de rendre impartialement la justice à son peuple comme il le devait, il en trafiquât pour bâtir des palais et fonder des écoles de musique, c'était une coupable licence. On est tenté de croire qu'il régla sa politique sur celle de Louis XI, prince qui offrait avec lui plusieurs points de ressemblance. Ils étaient tous deux enclins à l'avarice, tous deux disposés à admettre des favoris de bas étage dans leur plus intime confiance, tous deux méfiants à l'égard de l'aristocratie de leurs royaumes respectifs. Mais Jacques avait le malheur de ne ressembler à Louis que par les côtés faibles de son caractère. Il ne possédait ni l'astuce diplomatique, ni la finesse de prévision, ni le courage de son modèle ; et nous ne pouvons dire qu'il ait eu, sauf dans un seul cas, l'art de son contemporain pour accomplir sans se compromettre les plus horribles cruautés. Il laissa trois fils, dont l'aîné, qui lui succéda sous le nom de Jacques IV, ne put, dit-on, jamais bannir de son esprit, l'affreux remords d'avoir été cause de la défaite et du meurtre de son père.

CHAPITRE XXI.

Politique suivie par les vainqueurs après la bataille de Sanchie-Burn. – Accusation de Lindsay ; il est défendu par son frère et acquitté. – Exploits de sir André Wood. – Pacifiques dispositions de Henri VII. – Prospérité de l'Écosse. – Courte guerre avec l'Angleterre en faveur de Perkin Warbeck. – Progrès des Écossais dans les sciences et les lettres. – Splendide cour de Jacques IV. – Mariage de ce prince avec Marguerite d'Angleterre. – Paix entre les deux royaumes. – Abolition définitive de la seigneurie des îles. – Mesures d'intérêt public. – Marine. – Jacques construit le plus grand vaisseau d'Europe. – Affaire des Bartons. – Meurtre de sir Robert Kerr et ses résultats. – Intrigues de la France pour brouiller Jacques avec l'Angleterre. – Manifeste de Jacques et réponse de Henri. – Jacques rassemble les forces de son royaume. – Sinistres présages. – Jacques envahit l'Angleterre, mais s'attarde dans le Northumberland et diffère d'avis avec son conseil. – Bataille de Flodden ; défaite et mort de Jacques IV.

Après la bataille de Sanchie-Burn il y eut cessation complète d'hostilités de la part des royalistes et des rebelles tant qu'ils ne connurent pas au juste le sort du roi ; car, comme nous l'avons dit, ses assassins avaient emporté son cadavre, et on n'a jamais su où ils l'ensevelirent. Toutefois les barons insurgés apprirent enfin l'étendue de leur triomphe, et alors ils dissipèrent aisément un corps de troupes rassemblé par le comte de Lennox qui avait pris les armes pour venger la mort de Jacques. Lord Home, qui avait été un des principaux chefs de l'insurrection contre ce sou-

verain, fut nommé grand-chambellan à vie et chargé de la garde des frontières de l'est. Angus reçut aussi d'importantes charges et de hautes dignités. Ces deux nobles pairs semblent avoir rivalisé de sagesse et de modération pour travailler de concert à effacer les traces de la guerre civile, à établir un gouvernement ferme, mais équitable, et à corriger les abus qui avaient pris racine sous le règne précédent, le tout sans inquiéter les partisans du roi défunt pour la cause qu'ils avaient embrassée de son vivant.

Cette politique de conciliation ne fut toutefois suivie qu'après une infructueuse tentative du parti vainqueur pour abattre tout-à-fait le parti vaincu au moyen d'amendes et de confiscations prononcées contre les seigneurs qui avaient servi plus activement la cause de Jacques III, et que par ce motif on accusa de trahison contre son fils[78]. Lord Lindsay des Byres eut le premier à se défendre devant le parlement d'un crime d'une nature si étrange. C'était un vieux soldat tout rond, qui avait long-temps fait la guerre en France, et qui pensa ne pouvoir mieux répondre à l'acte d'accusation que par l'offre de combattre seul contre deux de ses accusateurs à leur choix. Le lord chancelier supplia Jacques IV d'excuser la rudesse du vétéran qui était la conséquence naturelle de son éducation militaire, et engagea lord Lindsay à se soumettre au bon plaisir du roi qui se montrerait, il l'osait dire, clément à son égard. Patrick, frère cadet du lord, se trouvait auprès de lui, et comprenant que le chancelier ne

[78] C'est ce que dit expressément l'historien Lindsay de Pitscottie ; mais peut-être une telle accusation ne fut-elle qu'une charge aggravante contre les seigneurs qui plus tard secondèrent Lennox dans sa tentative de venger le meurtre de Jacques III. Alors en effet il eût été plus décent et plus plausible de les accuser de trahison contre le jeune roi. W. S.

voulait, par de si douces paroles, obtenir la soumission de son frère aîné qu'afin de lui infliger quelque amende ou quelque châtiment, marcha sur le pied de l'accusé pour l'avertir de ne pas s'avouer coupable, « en se soumettant, comme on disait, au bon plaisir du roi. » Lord Lindsay ne comprit rien à cet avertissement ; et comme il ne vivait pas en bonne intelligence avec son frère, comme, en outre, il avait un cor à l'orteil, il crut que Patrick, en lui marchant sur le pied, avait voulu l'insulter et lui faire du mal, et le repoussa durement. Mais, sans s'inquiéter d'un courroux si absurde, Patrick, après s'être agenouillé, pria qu'il lui fût permis de plaider la cause de son frère et de sa famille. On ne pouvait décemment le lui refuser. Alors, dans un exorde qui ne manque pas d'éloquence, il supplia ceux qui l'écoutaient de vouloir bien se rappeler que, quoique vainqueurs dans la dernière lutte intestine, ils n'en étaient pas moins soumis aux vicissitudes des choses humaines, et pouvaient, comparaissant un jour à la même barre que lui, avoir à implorer la protection de la justice contre les ennemis triomphants qui, à cette époque, seraient au pouvoir. Il les conjurait donc d'appliquer impartialement les lois, comme eux-mêmes désireraient qu'on les leur appliquât s'ils avaient besoin, par la suite, de se réfugier sous leur égide. Le chancelier lui assura qu'on écouterait attentivement son plaidoyer et la sentence à intervenir serait de la plus parfaite équité. L'avocat, continuant, objecta que le jeune roi, au nom de qui le procès était intenté, ne devrait ni assister aux débats de la cause, ni surtout continuer à siéger comme juge dans une affaire où il était une des deux parties intéressées. Le parlement reconnut la justesse de cette objection, et le jeune roi, à son grand déplaisir, fut contraint de quitter l'assemblée. Le défenseur exposa ensuite que la qualification de délit, qui aurait dû être mentionnée dans l'ordre à comparaître, en avait été omise,

et que l'assignation n'indiquait pas les jours où, s'il y avait lieu, la cause serait continuée. C'étaient deux vices de forme que le parlement jugea aussi convenable d'admettre, de sorte que lord Lindsay fut renvoyé de la barre. Son acquittement le surprit à tel point, car on peut croire qu'il ne comprit rien à la nature de la défense, qu'il jura, dans un transport de gratitude, de récompenser du don de la terre de Kirkforther, le beau babillage de son cadet[79]. Le roi, tout au rebours, fut si mécontent de l'insulte personnelle qu'il croyait avoir reçue, que dans un accès de rage il s'écria qu'il enverrait le défenseur dans un lieu où le drôle ne pourrait voir ses pieds de tout un an, et exécuta cette menace en le jetant dans le cachot de Rothsay de Bute. Sous quel prétexte le pauvre Patrick fut-il soumis à cette captivité ? impossible de le découvrir ; car, s'il faut voir là un acte de l'autorité absolue du roi, quelle contradiction n'est-ce point avec la liberté des débats permise devant le parlement et la louable impartialité qui présida à la sentence !

Dès que lord Lindsay, l'accusé principal, eut été absous, toutes les autres poursuites intentées aux barons qui avaient embrassé la querelle du feu roi furent abandonnées, et les conseillers du roi, avec une politique plus libérale, aimèrent mieux chercher à effacer complètement le souvenir de la guerre civile qu'à le raviver par des procès et des persécutions.

Les historiens écossais de cette époque racontent avec emphase les vaillants exploits d'un sir André Wood de Largo, marin d'Écosse, qui, avec deux vaisseaux seulement, attaqua et défit une flottille anglaise de cinq navires, laquelle gênait le commerce de ses compatriotes et pillait leurs bâti-

[79] ***Fine piot words,*** le beau caquet de pie. A. M.

ments normands. Henri VII, qui régnait alors, affectant, dit-on, de traiter la conduite de Wood comme un acte de piraterie, proposa une forte récompense à qui le ferait prisonnier. Un Stephen Bull, brave marin d'Angleterre tenta l'entreprise avec trois bons vaisseaux ; mais, après une action longue et désespérée, il eut le malheur d'être pris lui-même et amené à Dundee. Jacques renvoya bientôt les captifs ; mais en même temps il fit tenir à Henri un courtois message, où il assurait que les Écossais savaient aussi bien se battre sur mer que sur terre.

Les profondes vues de Henri VII en matière de diplomatie reposaient uniformément sur une base pacifique ; et après avoir rétabli en tous points la trêve avec l'Écosse, il tâcha, par une union de familles royales, de convertir cet état de tranquillité temporaire en une paix sûre et durable. Il crut y parvenir par un mariage entre sa fille et le jeune roi d'Écosse, et ne se rebuta point quand il vit que les préjugés de la nation écossaise, qui se méfiait même des propositions les plus avantageuses, parce qu'elles venaient d'anciens ennemis, les faisaient hésiter à accepter son offre.

Dès-lors, de longues années s'écoulèrent au sein du repos et du bonheur. Les nobles écossais vécurent dans une merveilleuse concorde les uns avec les autres ; et Jacques IV satisfit, non-seulement leurs goûts, mais encore les siens, en déployant à la cour une splendeur qui eût dépassé les ressources de l'Écosse si le trésor royal n'avait encore contenu une partie des sommes entassées par Jacques III. Au lieu de gaspiller cet argent à de vains accords de musique et à de sots ornements d'architecture, ou de le laisser dormir dans l'inaction, on l'employa en dépenses qui servirent à cimenter la bonne intelligence du roi avec sa noblesse et son peuple en leur procurant des plaisirs dont ils jouissaient ensemble.

Par malheur, Jacques IV, avec un amour de la justice et une tendresse pour ses sujets, qu'il manifesta par toute son administration, était en même temps l'admirateur le plus romantique et le plus engoué de la chevalerie. Rien ne le charmait autant que des joutes, des tournois, des luttes d'habileté dans le maniement de toutes les armes militaires ; aussi, se déguisait-il souvent pour courir le pays et chercher des aventures ; et souvent même, il se mit à ce jeu dans des passes fort critiques qui sont relatées dans les chansons et les récits de l'époque.

Ce fut probablement par la vibration de cette corde si sonore du caractère de Jacques, que le roi d'Écosse se décida à embrasser la cause de Perkin Warbeck, le faux duc d'York. Il reçut cet aventurier à sa cour, l'autorisa à épouser une de ses proches parentes, la fille du comte de Huntley, reconnut ses prétentions au trône d'Angleterre comme fondées en droit, et, pour qu'elles triomphassent, leva une armée à la tête de laquelle il entra lui-même dans le Northumberland. Il s'attendait à une insurrection générale de l'Angleterre en faveur de son allié ; mais son attente ne se réalisa point. Personne ne se déclara pour Perkin. Alors Jacques donna carrière à son désappointement et ravagea le pays. Le prétendant affecta de la compassion pour les sujets dont il réclamait l'obéissance, et intercéda à leur égard : « Vous êtes trop bon, lui répliqua Jacques avec ironie, de vous intéresser à un peuple qui tarde tant à vous reconnaître comme souverain. » Ces paroles intimaient que Jacques se sentait engagé dans une malencontreuse entreprise qu'il termina bientôt après par un armistice avec l'Angleterre.

Dans le cours des négociations, Jacques refusa fermement de livrer Perkin Warbeck à Henri ; mais il l'expulsa de son royaume et l'envoya continuer ailleurs des aventures qui

finirent avec sa vie à une des potences de Tyburn. Sa malheureuse veuve fut honorablement recueillie par Henri VII, et porta à la cour anglaise le nom de Rose Blanche, par suite de la prétention de son époux à être le représentant de la maison d'York.

Les troubles qui régnaient toujours sur la frontière parurent de temps en temps menacer d'interrompre la bonne harmonie des deux royaumes ; mais l'ardent et impétueux Jacques avait affaire à la froide prudence et à la subtile sagesse de Henri, monarque qui ne souffrit jamais qu'aucune querelle fondée sur des vétilles arrêtât l'exécution du plan que sa prévoyance avait conçu, et qui semblait aussi indifférent aux offenses du roi, son voisin, qu'un animal de grande taille et de grande force, qui endure patiemment les libertés d'un individu de la même espèce, mais plus petit et moins fort.

Bientôt l'Écosse commença à recueillir les fruits d'une longue paix. Une université, la seconde du royaume, car il en existait déjà une à Saint-André, avait été en 1453 fondée à Glasgow sous les pieux auspices de Turnbull, évêque de ce siége. Un troisième établissement du même genre fut érigé en 1500 par Elphinstone, évêque d'Aberdeen. Les efforts de ces dignes prélats ne furent point infructueux. La science, chaque jour mieux comprise et plus cultivée, trouva incessamment de nouveaux protecteurs. Douglas, évêque de Dunkeld, fit une excellente traduction de l'Énéide de Virgile ; et Dunbar, le Chaucer écossais, entendit applaudir à la cour ses compositions tant héroïques que légères, qui en effet ne sont pas indignes du barde de Woodstock. Jacques IV, poète lui-même, aimait et encourageait les muses ; même on peut voir d'après ce qui reste des poésies du temps qu'il permit aux satiristes d'exercer librement leur verve sur ses propres

défauts. Une telle tolérance, de la part d'un prince comme lui, montre qu'il avait foi en son mérite pour croire que sa réputation n'en souffrirait pas, et se mettre au-dessus des petites attaques de la satire.

Le roi, qui avait hérité du goût de son père pour l'architecture, mais ne le poussait pas jusqu'à l'excès, embellit les palais de Stirling et de Falkland. Jeune et célibataire, il s'abandonna trop à de licencieux plaisirs ; mais son respect pour la religion n'en souffrit point et d'après la mode du temps, il le témoigna par la fondation de monastères et d'autres établissements ecclésiastiques. Jacques IV ne parvint jamais à éteindre le violent remords que la part qu'on lui avait fait prendre à la défaite de son père, lui causait. En manière de pénitence, il portait autour de son corps une ceinture de fer dont il augmentait le poids chaque année. Tous les ans aussi, il consacrait plusieurs semaines du carême à une sévère retraite dans quelque couvent, et là ne s'épargnait ni prières, ni jeûnes, ni rigueurs d'aucune espèce, pour expier le crime qui pesait sur sa conscience. Ces sombres intervalles devaient faire un singulier contraste avec la manière dont Jacques vivait le reste du temps ; car, d'habitude, il s'occupait d'abord de rendre la justice et de remplir les divers devoirs de souverain, mais ensuite il profitait du moindre instant de loisir pour se livrer au noble exercice de la chasse, pour danser, et pour combattre en champ clos. Voulant ne le céder en rien à d'autres monarques, qui s'étaient plu à former des ordres de chevalerie, afin de les présider eux-mêmes, comme Arthur à sa table ronde ou Charlemagne parmi ses paladins, Jacques fonda l'ordre de Saint-André, et adopta pour emblème une branche de chardon, qui est toujours restée depuis dans les armes nationales de l'Écosse.

Quand Jacques IV approcha de la trentaine, peut-être commença-t-il à éprouver le désir d'une vie plus régulière que celle qu'il avait jusques alors menée, d'autant que la princesse anglaise Marguerite, qui n'était qu'une enfant lorsqu'on la lui avait d'abord proposée, allait enfin atteindre l'âge nubile ; toujours, l'année 1503 vit-elle conclure un important traité, dont les effets s'étendirent sur un long espace de temps, et honorèrent beaucoup la sagesse de Henri VII, qui en avait pressé l'adoption dix-sept années durant avec une si infatigable persévérance. Trente mille nobles-à-l'ange[80] durent être payés comme dot de la reine d'Écosse, et un douaire de deux mille livres sterling lui fut constitué en cas qu'elle survécût à Jacques. À l'occasion de ce mariage, l'Angleterre et l'Écosse conclurent un traité de paix, le premier qui se fût signé depuis celui de Northampton en 1332. Les articles en furent équitables, et ne favorisent l'une des deux parties au détriment de l'autre, que dans la clause par laquelle l'Écosse renonça pour l'avenir à ses droits sur la ville de Berwick.

Par suite de ces importantes conventions, la jeune Marguerite fut menée en Écosse avec toute la splendeur convenable. Jacques, avec une ardeur amoureuse qu'un témoin oculaire compare à la fougue d'un faucon s'élançant sur sa proie, alla en toute hâte recevoir la princesse à l'abbaye de Newbattle. Les noces se célébrèrent avec une rare magnificence, et toutes les pompes de la chevalerie furent mises en réquisition. Un grand nombre de tournois eurent lieu, et les chefs, soit des frontières, soit des Highlands, en profitèrent pour se défier les uns les autres et avoir le plaisir de s'entrégorger. La mort de sujets si turbulents causa peu de

[80] Nom d'une monnaie d'or de ce temps. A. M.

regret au roi, et surtout aux hommes d'état, qui probablement regardèrent de telles luttes, plutôt d'un œil politique qu'avec une romanesque admiration.

De sages mesures d'intérêt national succédèrent à ces fêtes. La complète suppression de la dignité de lord des îles fut un incident remarquable, et, pour peu qu'on réfléchisse à l'arrogance et à l'insubordination de ces petits rois, fort avantageux pour l'état. John, le titulaire d'alors, qu'on avait dépouillé en 1476, du comté de Ross et de ses possessions continentales de Knapdale et de Cantire, s'était prêté à un tel affaiblissement de sa puissance et avait promis d'amender sa conduite. En 1480, cet incorrigible seigneur renouvela ses secrètes négociations avec l'Angleterre. Il avait été appelé à répondre de cette intrigue devant le parlement écossais ; mais les divisions du règne de Jacques III avaient empêché qu'on ne donnât suite à l'affaire. Sous le règne vigoureux de Jacques IV, déchéance fut prononcée contre ce prince insulaire, et la seigneurie des îles devint ainsi un apanage de la couronne. On avisa alors aux moyens d'étendre à ces régions lointaines et barbares, l'avantage d'une impartiale distribution de la justice ; mais ce ne fut que semer des germes de civilisation, qui eurent besoin de trois siècles et demi, et d'une multitude de circonstances pour parvenir à maturité. La ruine de cette grande famille, dont les chefs avaient autrefois eu le privilége de réunir tous les malfaiteurs sous leur étendard, et dont les domaines avaient naturellement servi de refuge aux proscrits et rebelles de tout genre, fut très profitable aux deux royaumes, et, du moins, les désordres qui éclatèrent encore dans les hautes-terres et les îles ne furent plus ni universels, ni fréquents, ni dangereux.

D'autres statuts de cette époque montrent que les législateurs écossais, par leur sagesse, étaient supérieurs à leur temps, et désiraient aider de tout leur pouvoir au progrès du bien-être national. Une loi fort juste réforma l'abus qui consistait à énoncer dans les grâces et les pardons, un délit d'une nature moins grave que celui dont il s'agissait réellement ; grâces et pardons qui d'ailleurs n'étaient que trop souvent accordés, pour être le prétexte d'une même indulgence à l'égard de crimes beaucoup plus grands. Une seconde loi déclara que l'assassin convaincu de préméditation ne pourrait être gracié, et une troisième ordonna la punition des notaires infidèles. Puis vint une suite de règlements dont l'ensemble avait pour but de perfectionner l'économie rurale, et dont l'un portait une amende plus forte qu'auparavant contre les destructeurs de bois, « car, y est-il dit, les forêts d'Écosse ont entièrement disparu. » Pour la même raison, il fut enjoint à tout héritier de planter au moins un acre, de former des parcs et des clos, de construire des colombiers, d'établir des viviers et des garennes, enfin de propager les arbres à fruits. Une loi surtout témoigne du penchant de ces sages législateurs à favoriser les arts de la paix ; c'est celle qui permet au roi, et, par un article additionnel, à tous les autres propriétaires terriers, de louer par ***bail à feux***[81] telle portion de leurs terres qu'il leur plairait. Le vassal, dans cette espèce de contrat, était exempté de tout service militaire, mais tenu à payer une petite rente en argent ou en nature, au lieu d'autres prestations. Les ecclésiastiques profitèrent de cet important privilége, qui non-seulement augmenta beaucoup la valeur de leurs domaines, mais favorisa l'agriculture dans tout le pays. Enfin, les ri-

[81] ***To let in feu,*** c'est-à-dire louer à prix d'argent. ***Feu*** vient du mot saxon ***feoh,*** qui signifie argent. A. M.

chesses que les pêcheries écossaises pouvaient produire n'échappèrent point à la prévoyance de ces hommes d'état, et ils rendirent des arrêtés qui le prouvent ; mais faute de barques, de filets, et surtout d'argent, ils ne virent guère leurs souhaits patriotiques se réaliser sous ce rapport.

Nous avons déjà mentionné Jacques IV comme patron de la marine écossaise, qui, grâce à André Wood et aux deux Bartons, déploya autant de zèle que d'énergie le long des côtes de la Hollande, de la Baltique, du Portugal, et ailleurs. Il semble que les règles de la guerre n'étaient pas si bien comprises dans ces temps sur mer que sur terre, puisque souvent les vaisseaux, même des puissances alliées, se livraient combat sur l'Océan par une raison analogue sans doute à celle qui fait dire aux Arabes qu'il n'y a aucun ami dans le désert et aux flibustiers aucune paix sous la Ligne. Dans plusieurs de ces escarmouches, les marins écossais défendirent bravement leur pavillon ; et l'un d'eux accéléra la fatale guerre qui coûta la vie à Jacques.

Ce fut son enthousiasme pour la marine qui inspira à ce monarque la sotte ambition de posséder le plus vaste navire qui existait alors au monde. Le Grand-Michel, ainsi s'appela-t-il, épuisa toutes les forêts de chênes du Fife, excepté celle de Talkland, et, dit la chronique, « encombra toute l'Écosse » avant de pouvoir être lancé à l'eau. Un boulet de canon, tiré contre ses flancs par ordre du roi, ne put les pénétrer, car ils avaient dix pieds d'épaisseur. Le Grand-Michel était long de deux cent vingt pieds et large de trente-six. Il ne fallait pas moins de trois cents matelots pour le faire manœuvrer en mer et de mille soldats pour y combattre à bord. On voit aisément que si les sommes employées à la construction de cette lourde forteresse de bois avaient servi à équiper une demi-douzaine de vaisseaux tels que ceux qui

étaient commandés par sir André Wood, l'Écosse eût atteint parmi les puissances maritimes le rang auquel elle avait droit de prétendre, favorisée comme elle l'était par des côtes remplies de criques, de rades et des havres. Mais l'idée seule d'un navire si colossal démontre que Jacques erra dans le mode par lequel il s'efforça de parvenir à son but.

L'intention de Jacques était de rendre les forces navales de l'Écosse aussi imposantes que possible ; et, nous l'avons observé plus haut, c'est en grande partie sa passion pour la marine qui l'entraîna à une funeste rupture avec l'Angleterre. Il eut d'autant moins de peine à se brouiller avec ce pays, que le sceptre n'y était plus aux mains du prudent Henri VII, mais de son fils Henri VIII, dont le caractère était aussi fougueux et aussi hautain que celui du roi d'Écosse.

Une escadre portugaise captura un bâtiment écossais appartenant à John Barton. En conséquence ses fils obtinrent de Jacques des lettres de marque contre les vaisseaux portugais. Toutefois, dans leur zèle à venger le dommage de leur père, ils coururent non seulement sur ceux de cette nation, mais aussi sur des navires anglais faisant voile vers le Portugal, dont plusieurs furent pris et pillés par eux. En représailles de ces brigandages que rien ne pouvait justifier, les fils du comte de Surrey, lord Thomas et sir Édouard Howard, furent chargés par Henri VII, qui régnait encore lorsque ces événements se passèrent, de poursuivre le pirate avec deux vaisseaux et de l'amener dans un port d'Angleterre. Sir André Barton, l'aîné des fils, alla hardiment à la rencontre des deux jeunes seigneurs, les combattit en désespéré, et tant qu'il lui resta un souffle de vie, ne cessa d'encourager ses gens de son sifflet. Sa mort seule les décida à se rendre.

Une autre querelle entre les deux royaumes reposait sur les motifs que voici : – Des habitants de la frontière anglaise massacrèrent sir Robert Kerr, gardien de la frontière centrale de l'Écosse. Un des assassins nommé Lilburn, avec Héron de Ford, frère d'un autre individu communément appelé Héron le Bâtard, fut remis au roi écossais par ordre de Henri VII ; mais aussitôt après la mort, de ce sage monarque, les autres complices du meurtrier commencèrent à se montrer au grand jour sur la frontière. André Kerr, fils de la victime, envoya deux de ses vassaux nommés Tait obtenir par la force la vengeance qu'il avait en vain réclamée de la justice d'Angleterre. Ces gens réussirent dans leur mission et rapportèrent avec eux en Écosse la tête de Sterked, un autre des assassins de sir Robert ; Kerr le fit exposer sur la principale croix d'Édimbourg. Mais Héron le Bâtard qui vivait encore fut sur ces entrefaites remis en liberté, et dès lors Jacques IV, qui d'ailleurs ne manquait pas d'autres sujets de mécontentement, conçut une violente haine contre son beau-frère Henri VIII.

L'exaspération de Jacques était au comble quand arriva à Édimbourg un envoyé français. Cet homme, par ses largesses aux nobles écossais, et son astuce à flatter l'esprit romanesque du roi lui-même, se concilia bientôt un immense empire à la cour d'Écosse, puis décida le prince à former avec la France une ligue offensive et défensive dont le résultat définitif devait être infailliblement une guerre avec les Anglais. Toutefois, la rupture demeura quelque temps suspendue ; car Henri, qui avait l'intention d'envahir la France, ne se souciait pas de laisser son royaume exposé à une invasion de la part de l'Écosse, et Jacques hésitait à s'embarquer dans une téméraire entreprise. L'intervention d'une femme détermina enfin le sort du chevaleresque Jacques. La reine de France écrivit au roi d'Écosse une lettre

où, l'appelant son chevalier, elle le suppliait, de la manière et du ton d'une infortunée princesse de roman qui implore quelque vaillant paladin, de lui prêter assistance. Un anneau qui avait orné sa main fut le gage de foi par lequel la reine conjura Jacques d'entrer en Angleterre pour l'amour d'elle, quand il devrait ne s'y avancer qu'à un jour de marche. En même temps, un cadeau plus solide de quarante mille couronnes contribua un peu à parer à un manque de fonds, qui autrement eût peut-être rendu impossible l'envoi des secours demandés.

La première mesure de Jacques pour satisfaire la reine de France fut de dépêcher vers ce royaume une flotte dont la plus grande partie ne rentra jamais dans les ports écossais, car les conséquences de la bataille de Flodden ôtèrent au gouvernement d'Écosse l'énergie qu'il aurait dû déployer pour la conservation de ses vaisseaux ; aussi, les uns pourrirent-ils dans les ports de France, tandis que les autres furent vendus à vil prix au roi français Louis XII.

Mais Jacques méditait un moyen plus direct de secourir Louis et de châtier Henri VIII, qu'il était disposé alors à regarder comme un ennemi plutôt que comme un beau-frère. Le monarque écossais envoya en France un héraut porter un message au roi anglais qui se disposait à y assiéger la ville de Thérouenne. C'était une espèce de défi où il récapitulait la capture du navire de Barton, le meurtre de Kerr, la détention d'un legs fait sous Henri VII à sa fille Marguerite, ainsi que d'autres griefs, et finissait par sommer le roi d'Angleterre de renoncer aussitôt à son invasion de France sous peine de voir l'Écosse prendre les armes pour soutenir la cause de ce royaume. Henri VIII, également irrité et du contenu et des termes de cette remontrance, fit au héraut une réponse dans laquelle il reprochait à Jacques sa perfidie,

son parjure même, pour avoir enfreint la paix perpétuelle qu'il avait promis par serment lors de son mariage d'observer avec l'Angleterre, traita avec dédain la prétention de l'Écosse à intervenir dans sa querelle avec la France, et termina par renvoyer au roi d'Écosse son défi.

Cependant la guerre avait déjà commencé ; lord Home, qui était toujours grand-chambellan d'Écosse, entra en Angleterre avec une armée considérable, brûla plusieurs villages, et ramassa un grand butin ; mais il ne devait pas réussir à l'emporter en Écosse. Il traversa, sans se tenir sur ses gardes, la vaste plaine qui s'étend au nord de Vooles, et qu'on appelle Millfield ou le Champ-du-Moulin, et tomba dans une forte troupe d'archers qui s'étaient mis en embuscade parmi de hautes bruyères. Surpris de la sorte, il fut défait et prit la fuite, après avoir laissé son frère et beaucoup de ses soldats prisonniers aux mains de l'ennemi.

Jacques, piqué au cœur de la perte qu'il avait essuyée, et du déshonneur que l'échec de Home avait jeté sur ses armes, fit d'immenses préparatifs de guerre. Il ordonna que tous ceux de ses sujets en âge de combattre, se réunissent à Édimbourg sous sa royale bannière, et apportassent chacun des provisions pour quarante jours ; la constitution ne lui permettait pas d'ordonner plus. Le roi fut obéi, car il jouissait d'une extrême popularité ; mais ne le fut qu'à regret par les gens qui étaient en état de réfléchir ou de raisonner sur le motif de la guerre : tous ils la trouvaient, sinon injuste, du moins impolitique.

En outre, de sinistres présages vinrent, dit-on, jeter parmi la multitude superstitieuse, les doutes les plus funestes sur l'issue de la campagne. La nuit, à Édimbourg, proche la croix de la place du marché où les sommations se

faisaient d'ordinaire, on entendait comme des voix de hérauts qui sommaient le roi et tous ses nobles nominativement, à comparaître avant soixante jours au tribunal de Platon. Dans l'église de Linhthgow aussi, pendant que Jacques y accomplissait ses dévotions, un homme, vêtu d'un bizarre costume à l'orientale et se donnant des airs de Jean l'apôtre, avertit solennellement le prince que s'il persévérait dans l'expédition qu'il voulait entreprendre, elle finirait par sa ruine. L'avis, donné d'une voix lente et d'un ton impératif, se termina par une menace terrible, pour le cas où le roi continuerait à se livrer au libertinage. Tandis que tout le monde était ébahi de l'audace du devin, il s'échappa au travers de la foule, en sorte qu'on ne put l'arrêter. Sans doute cette mascarade, qui paraissait destinée à produire de l'impression sur le caractère superstitieux de Jacques IV, fut imaginée par quelqu'un des nobles qui n'approuvaient pas l'invasion d'Angleterre. Mais le roi se trouva, malheureusement, aussi inaccessible aux préjugés surnaturels qu'aux préceptes de la raison et de la politique.

Jacques entra en Angleterre avec une armée aussi brillante que monarque d'Écosse en commanda jamais ; et le château de Norham, celui de Wark, avec les tours frontières d'Étal et de Ford, furent successivement pris. Dans la dernière forteresse, Jacques fit prisonnière l'épouse de Héron de Ford, seigneur du manoir, et cette dame sut prendre assez d'empire sur le prince libertin pour l'empêcher de poursuivre sur le champ son entreprise. Pendant ce temps-là, soit ennui de l'inaction, soit manque de vivres, son armée diminua à vue d'œil, et quand Jacques fut enfin tiré de son extase amoureuse par l'approche du comte de Surrey, qui venait à la tête de troupes formidables, défendre la frontière anglaise, il ne comptait plus sous ses ordres qu'une trentaine de mille hommes. Un héraut lui apporta un défi, dans lequel

le seigneur anglais se disait envoyé pour venger la mort de Barton, et provoquait le roi d'Écosse au combat. Le fol enthousiasme de Jacques pour la chevalerie lui fit accepter cette romanesque proposition, en dépit des remontrances de ses plus sages conseillers, et entre autres de ce vieux comte d'Angus, qui avait le surnom de Sonnette-au-Chat. « Si vous avez peur, Angus, dit froidement le roi en réplique à ses arguments, vous pouvez retourner chez vous. » Angus ne voulut pas rester dans le camp après un tel affront ; il se retira avec des larmes de colère et de chagrin, mais laissa à ses deux fils et à ses vassaux, l'ordre de défendre leur roi jusqu'au bout.

Ce fut le 6 septembre que Jacques, s'éloignant du bord occidental de la Till, alla camper sur la montagne de Flodden qui domine l'extrémité septentrionale de la plaine de Millfield. Là, il pouvait à son choix combattre ou garder la défensive. Surrey comprit aussitôt l'avantage de la position de Jacques, car la hauteur sur laquelle il était allé s'établir offrait au sud un escarpement presque à pic qui rendait l'attaque impossible de ce côté, et c'était celui-là précisément que le général anglais avait en face de lui. En cette conjoncture, Surrey, voyant les provisions rares et le pays ravagé à la ronde, résolut, par une manœuvre hardie, de doubler avec son armée la gauche de la position du roi écossais, et de se poster ainsi au nord de Flodden-Hill, entre Jacques et l'Écosse. Cette marche ne s'opéra point sans beaucoup de péril, car nécessairement, pendant le circuit autour de la montagne, elle aurait exposé le flanc de l'armée anglaise à de meurtrières attaques, si Jacques avait su profiter d'une occasion aussi favorable ; mais ce prince, qui s'entendait mieux à combattre en champ clos qu'à commander sur un champ de bataille, laissa les Anglais tourner tranquillement l'extrémité de son camp, et demeura dans

l'inaction, jusqu'à ce qu'il vît lord Surrey passer la Till au moyen d'un pont étroit et d'un mauvais gué. Après avoir ainsi traversé la rivière, le général ennemi continua quelque temps à s'avancer vers l'est, puis, formant ses troupes en bataille de manière que le front regardât le sud, il marcha vers les Écossais par une montée beaucoup plus douce que celle qui, de la plaine, conduit au flanc méridional de la montagne. Le roi se décida alors à en venir aux mains, et rangea ses combattants pour l'action ; de même que l'ennemi, il divisa son armée en quatre grands corps avec une réserve derrière le centre. Les comtes de Huntley et de Home prirent le commandement du dernier corps de gauche qui ne se composait presque que d'habitants de la frontière. Près d'eux, à droite, se placèrent les comtes de Crawford et de Montrose, dont les soldats étaient tous Highlandais. Le roi lui-même se mit à la tête de la division centrale, qui par conséquent était la troisième, et la quatrième qui formait l'aile droite, fut commandée par les comtes de Lennox et d'Argyle. Tous ces corps avaient entre eux un certain intervalle, mais étaient rangés sur la même ligne ; le comte de Bothwell commandait la réserve qui, postée derrière la division du roi, se composait de ses propres vassaux et de ceux des autres chefs du Lothian. L'armée anglaise adopta presque un ordre semblable. Opposé à Huntley et à Home, étaient les deux nobles frères, sir Edmond Howard et le grand-amiral sir Thomas ; Surrey en personne prit le commandement du centre, et lord Dacres celui de la réserve ; enfin, sir Édouard Stanley se plaça à la tête de l'aile gauche.

Ce furent les Écossais du dernier corps de gauche qui engagèrent le combat, et avec un avantage marqué ; mais ils ne le conservèrent pas long-temps. Home, se précipitant avec fureur sur sir Thomas Howard, l'étendit à terre ; et la division de l'amiral aurait été bientôt mise en déroute, si elle

n'avait été soutenue par lord Dacres avec la réserve de la cavalerie anglaise. Ce renfort lui arriva si à propos et fut si efficace, que les Écossais, vainqueurs peu auparavant, lâchèrent pied. À leur secours s'élancèrent les Highlandais sous les ordres de Crawford et de Montrose ; mais dans leur précipitation, à peine conservèrent-ils leurs rangs, et les deux Howard les eurent dispersés en un clin d'œil ; les deux comtes écossais périrent. Pendant ce temps, la division du roi fut vigoureusement attaquée par celle du comte de Surrey ; et, quoique accablée d'une grêle de flèches, fit une courageuse défense. Le comte de Bothwell la soutint bravement avec la réserve, et la mêlée ne tarda guère à devenir sanglante. D'un autre côté, sir Édouard Stanley, avec les hommes du Cheshire et du Derbyshire qui formaient l'aile droite anglaise, tailla en pièces la division de Lennox et d'Argyle qui se trouvait vis-à-vis de la sienne. Ces deux chefs restèrent sur la place, et Stanley, forçant à travers l'espace qu'ils avaient occupé, puis tournant sur sa gauche, amena ses troupes derrière celles du roi Jacques qui étaient déjà en désordre. Par une attaque de ce côté, il seconda puissamment les efforts de Surrey qui cherchait à entamer l'armée écossaise par devant. Mais, quoique rompus, quoique couverts de sang, ces bataillons, que composaient l'orgueil et la fleur de la noblesse écossaise, se formèrent en cercle de manière à résister sur tous les points, et se défendirent avec un honorable désespoir. Personne ne songea à abandonner le roi, qui déploya une inutile valeur, et ne quitta jamais l'endroit le plus périlleux. La nuit sépara enfin les combattants ; et, de même qu'un guerrier que son courage soutient tant que l'action dure, mais qui, l'action finie, perd connaissance à cause du sang qui s'échappe de ses blessures, les Écossais sentirent alors l'étendue de leurs pertes ; aussi quit-

tèrent-ils dans un morne silence ce champ de bataille où ils laissaient leur roi et presque tous ses nobles parmi les morts.

L'Écosse perdit à Flodden douze comtes, treize lords, cinq fils aînés de pairs, cinquante chefs, chevaliers et hommes de rang, enfin dix mille simples soldats ! Elle avait sans doute essuyé des défaites où le nombre des morts avait été plus grand, mais le chiffre particulier des nobles qui avaient péri dans ces journées désastreuses, n'avait jamais été proportionnément aussi considérable qu'à celle de Flodden. La cause en fut, et que la défense se prolongea avec une obstination extraordinaire, et que, quand les roturiers commencèrent, ainsi qu'on l'a déjà dit, à abandonner leurs étendards, la honte et le sentiment de l'honneur empêchèrent les nobles et les gentilshommes de suivre leur exemple.

Long-temps les historiens écossais ont contesté que Jacques IV fût mort à la bataille de Flodden, et prétendu que le corps, montré comme celui de leur malheureux roi par les Anglais, n'était pas réellement le cadavre de leur souverain ; quelques-uns d'entre eux ont supposé que Jacques, après avoir échappé au massacre, alla en pèlerinage à la Terre-Sainte pour apaiser le ressentiment du ciel qui, pensait-il, lui avait envoyé sa dernière infortune, pour venger sa participation à la mort de son père. Mais il n'est plus douteux aujourd'hui, que le corps de Jacques fut trouvé par lord Dacres à qui le roi devait être bien connu, et emporté par lui à Berwick ; on l'enterra plus tard dans le monastère de Sheen ou de Richmond. Le cadavre était percé de deux flèches, et la mort avait été déterminée par un coup de hache-d'armes. Bon, mais en butte à une mauvaise destinée, ce monarque laissa deux fils, Jacques, son successeur, et un enfant posthume qui ne vécut que deux ans ; le seul roi d'Écosse qui,

depuis la défaite et la mort de Malcolm III, près d'Alnwick, ait péri dans une bataille contre les Anglais, il mourut dans sa quarante-et-unième année, après avoir régné trente-six ans.

*

Il peut n'être pas inutile ici de jeter un rapide coup-d'œil sur les contrastes que les deux peuples qui habitaient la Grande-Bretagne offraient à cette époque sous le rapport du système civil et militaire, des coutumes et des mœurs. Bien entendu, nous ne parlerons que des contrées basses de l'Écosse, car les montagnes différaient encore autant de leurs compatriotes saxons qu'au commencement du huitième siècle.

La guerre avait été presque constamment le genre de relation dans lequel les deux royaumes qui partageaient l'île étaient demeurés ; au point que ces nations sœurs, qui par leur situation géographique, semblaient appelées à être soumises au même sceptre et aux mêmes lois, avaient l'air de se regarder comme ennemies naturelles l'une de l'autre. Ce serait perdre son temps que de rechercher si dans cette longue lutte, l'une des deux l'emporta sur l'autre du côté de la force physique et de la bravoure instinctive, avantages que la nature distribue avec impartialité parmi les habitants du même sol. Au contraire, on peut clairement apercevoir dans les différents degrés de la discipline, dans les différentes espèces des armes, et dans les différents modes de manœuvres, les causes de la supériorité qui donna la victoire tantôt aux Anglais sur les Écossais, tantôt aux habitants des parties septentrionales de l'île sur leurs voisins méridionaux.

Les triomphes des Anglais s'expliquent par deux circonstances principales ; la première est l'instruction plus

parfaite de leurs armées qui de bonne heure manœuvrèrent avec beaucoup d'art, et nous comptons en indiquer plus bas la raison ; la seconde, l'adresse merveilleuse avec laquelle ils se servaient de l'arc long. C'était l'arme la plus terrible du siècle, et ni Écossais, ni Français, ni Flamands, ni Espagnols, ne savaient le manier avec autant de succès que les *Yeomen* ou Métayers d'Angleterre. Ces gens se distinguaient par un degré d'indépendance et de richesse inconnu aux mêmes classes de la société dans les autres royaumes de l'Europe. Ils mettaient leur orgueil à avoir les meilleurs arcs et les meilleures flèches possibles ; arcs et flèches, soit dit en passant, demandaient à être fabriqués avec le soin le plus minutieux, et ils étaient parvenus à en tirer des effets on ne peut plus formidables. Leur richesse leur permettait de se procurer des armes de premier ordre, et leur genre d'éducation les habituait à s'en servir avec une habileté sans égale. L'évêque Latimer dit de lui-même que, comme tout autre enfant, il fut élevé dans son enfance à tirer avec un petit arc convenable à son âge ; que, devenu un peu plus âgé, on lui en mit entre les mains un plus grand, et que par ce moyen, il acquit un degré d'adresse surpassant de beaucoup celle de tout individu, qui à vingt ans, n'avait pas encore touché un arc. La forme de l'arme des Anglais ne laissait pas non plus d'être fort avantageuse. Leur arc, par son extrême longueur, avait une puissance extraordinaire, et leurs flèches, munies d'une petite tête d'acier tranchant, étaient faites de manière à voler au loin et avec beaucoup de force. Les Highlandais, à l'inverse, étaient, sinon les seuls, du moins les plus nombreux archers de l'Écosse. Les montagnards qui se servaient d'un arc faible, court et mal tendu, ne lançaient qu'une lourde flèche garnie d'une barbe qui la faisait peser trois ou quatre fois autant qu'une flèche anglaise. À ces avantages du côté de l'Angleterre, il faut joindre la dextérité que ses Yeomen dé-

ployaient dans le maniement de l'arc, car toujours ils en tendaient la corde jusqu'à l'oreille droite, tandis que les archers des autres nations l'attiraient seulement jusqu'à la poitrine et décochaient ainsi un trait moins long avec un arc beaucoup moins fort. Au reste, il y avait en Écosse un proverbe qui peut donner une juste idée de la frayeur que les archers d'Angleterre y inspiraient : chaque archer du sud, disait-on, portait à sa ceinture les vies de vingt-quatre Écossais, car tel était le nombre de flèches dont il était ordinairement pourvu.

Les Anglais, beaucoup plus riches que leurs voisins, avaient ainsi sur eux un autre avantage qui n'était guère moins important que leur supériorité à se servir de l'arc. Ces richesses, en effet, leur donnaient le moyen de mener contre l'ennemi d'immenses corps de mercenaires, tant cavaliers que fantassins, qui n'avaient d'autre métier que celui des armes, et qui pour vivre, vendaient leurs services aux princes le mieux en état de les payer. Naturellement, de telles bandes qui demeuraient toujours sous les drapeaux, devaient beaucoup mieux connaître l'art de la guerre et la discipline du temps que les indigènes d'Écosse qui n'adoptaient que de loin à loin la profession militaire. Ce qu'il y avait même de plus important, était l'habitude de l'obéissance passive que ces mercenaires avaient appris à pratiquer, et qui, pourvu, qu'on les payât régulièrement, leur faisait exécuter avec autant de promptitude que de précision les ordres de leurs chefs. Les armées anglaises, surtout depuis le règne de Henri VII, ne cessèrent de recevoir dans leur sein des bandes venant de Flandre, d'Espagne, d'Italie et des contrées alors les plus belliqueuses du monde. Ces soldats avaient pour commandants des hommes qu'une longue expérience avait instruits dans l'art de la guerre, car la guerre était leur unique profession, de même que les camps leur

unique demeure. La discipline de ces troupes servait d'exemple aux indigènes de l'Angleterre, et leur montrait combien pendant une campagne ou sur un champ de bataille, l'obéissance passive produisait de bons résultats. Enfin, tous les corps étaient commandés par un seul et même général qui possédait un talent reconnu, et qui, recevant ses ordres du roi ou du conseil, jouissait ainsi de l'autorité absolue nécessaire pour diriger avec ensemble les mouvements d'une armée.

Outre l'avantage particulier que l'Angleterre avait de soudoyer des troupes régulières, sa richesse permettait à ses chevaliers de se couvrir d'armures complètes, de monter d'excellents chevaux, bref, de s'équiper si bien qu'ils ne le cédaient à aucun des gens-d'armes d'Europe. Elle avait aussi, à n'en manquer jamais, argent, vivres, munitions, artillerie, et tout ce qui est nécessaire, non seulement pour commencer, mais encore pour tenir la campagne.

D'autre part, les armées écossaises ne se composaient que des simples habitants du pays ; et à moins que le hasard n'eût amené dans leurs rangs quelques gens-d'armes français, elles ne renfermaient aucun corps pouvant ressembler à des soldats réguliers. L'Écosse n'avait elle-même qu'un petit nombre de gens-d'armes mal équipés. Beaucoup de ces combattants allaient à l'ennemi sur des chevaux pleins de feu ; mais le moment de l'action arrivé, comme leurs montures n'étaient pas assez vigoureuses pour soutenir le choc de celles de leurs adversaires, ils avaient coutume d'en descendre. Les Écossais combattaient donc toujours à pied, circonstance qui exposait encore davantage leurs larges masses de piquiers aux meurtrières attaques des archers anglais, car ceux-ci pouvaient rester à distance et les accabler d'une grêle de terribles flèches, sans affronter les corps de

leurs piques. Puis les armées de l'Écosse étaient bien sous le commandement nominal d'un seul chef ; mais elles manquaient de cette unité de force et d'énergie qu'un vaste corps possède ordinairement lorsqu'il agit de concert et sous l'autorité d'un seul individu. Loin de là, elles se composaient plutôt d'une multitude de petites armées aux ordres de divers généraux, inconnus les uns aux autres, peut-être ennemis entre eux, et ne reconnaissant de chef commun que le roi, qui n'était pas toujours capable de commander en personne et à qui on ne témoignait souvent pas une complète obéissance.

Les grands avantages dont l'Angleterre, était redevable à la merveilleuse habileté que ses soldats déployaient pour lancer les projectiles de l'époque, et à ses immenses richesses qui la mettaient à même de former et d'entretenir des armées, devenaient particulièrement sensibles dans les grandes batailles. Aussi l'Écosse qui, dans son impatience et faute de moyens de tenir long-temps la campagne, en hasarda beaucoup plus souvent que la prudence ne l'ordonnait, essuya-t-elle une suite de terribles et sanguinaires défaites, si nombreuses, et à ce qu'il semble, si décisives, que le lecteur doit être surpris qu'elle ait pu échapper à l'assujettissement complet qui parut tant de fois la menacer. Mais inférieure sous ces rapports, l'Écosse, en revanche, avait la supériorité sur quelques autres points qui la rendaient victorieuse quand elle pouvait s'abstenir d'actions générales.

Lorsque les deux peuples en venaient aux mains avec des troupes peu nombreuses de chaque côté, les dissensions si fréquentes dans un camp écossais n'existaient pas, et les naturels en armes de quelque district particulier, combattaient avec ensemble sous les ordres d'un Stuart ou d'un Douglas, à qui tous reconnaissaient le droit de commander

sur un champ de bataille. Il en fut ainsi à Otterbourne et dans beaucoup de rencontres où ni l'une ni l'autre des armées ennemies n'excédaient quelques mille hommes, et souvent même étaient encore moins nombreuses. L'infériorité des Écossais sous le rapport des archers fut, en beaucoup d'occasions, balancée par l'avantage que la pique, leur arme nationale, leur donnait sur la hache avec laquelle les soldats d'Angleterre soutenaient le combat quand la mêlée s'engageait. La vigueur et la solidité que la phalange des piquiers d'Écosse déploya souvent pour l'attaque et pour la résistance sont célèbres à juste titre. Si l'on veut réfléchir qu'une arme qui n'a besoin que d'être allongée pour porter coup, est plus redoutable que celle qu'il faut lever à tour de bras avant de frapper, et que des troupes qui se servent de la première doivent serrer leurs rangs, tandis que pour se servir de la seconde, elles doivent s'écarter, peut-être conviendra-t-on qu'il n'y a nul amour-propre national de notre part à dire, en faveur de la force et du courage des Écossais, que dans de petites escarmouches et des combats de second ordre, ils avaient une évidente supériorité sur les Anglais.

Outre l'avantage avec lequel ils combattaient corps à corps, on ne doit pas perdre de vue que les Écossais habitaient un climat rude et un sol pauvre, qu'ils savaient endurer les intempéries de l'air et la privation de nourriture, qu'en même temps ils faisaient principalement leurs guerres dans leur propre pays, région avantageuse et stérile dont toutes les retraites leur étaient familières ; et alors on ne s'étonnera plus que, doués de la rare persévérance qui les caractérise, ils aient réussi, malgré tous leurs désavantages, à se soutenir vis-à-vis de leurs puissants voisins sur un tel pied d'égalité, qu'ils purent nombre de fois regagner peu à peu par une suite d'escarmouches, au moyen d'embuscades

et à force d'attaque contre les envahisseurs, ce qu'ils avaient perdu dans de grandes batailles générales.

Pour le gouvernement et la constitution, l'Angleterre et l'Écosse avaient dans l'origine offert la plus parfaite ressemblance, car le système féodal qui, alors régnait universellement en Europe, s'était introduit dans les deux royaumes ; même il n'y eut entre eux, jusqu'au règne de Henri VII, que de faibles différences. Mais les guerres d'York et de Lancastre avaient été fatales à un si grand nombre de nobles anglais et laissé si peu de puissance à ceux qui avaient survécu, que ce prince, profond politique, exécuta sans peine, son secret dessein d'ôter à l'aristocratie toute influence dans l'état et de donner au contraire à la couronne l'immense autorité qu'elle déploya sous la maison de Tudor. Ce projet, que la substitution des troupes mercenaires aux levées féodales favorisa beaucoup, tendit peu à peu et en silence, d'une part, à augmenter le pouvoir du souverain, de l'autre, à affaiblir celui des pairs ; et les bourgs, les communes que Henri protégeait comme un poids propre à faire pencher la balance de son côté, commencèrent, quoique encore plus imperceptiblement, à jouer un rôle dans la constitution. Mais en Écosse, la couronne possédait fort peu de puissance, et on ne devait guère regarder le roi comme plus que le premier baron du royaume, car il courait sans cesse le risque d'être, suivant le bon plaisir d'une aristocratie turbulente, arrêté, emprisonné, détrôné, assassiné même. À dire vrai, quand le monarque écossais savait se concilier l'amour et l'attention de sa noblesse, il jouissait généralement d'une grande prépondérance dans les conseils nationaux ; mais l'étendue de son autorité dépendait toujours du degré d'estime qu'on portait à sa personne. Jacques III fut jeté plusieurs fois en prison, et enfin, non seulement chassé du trône, mais aussi poignardé par la même classe de nobles,

bien plus, par un certain nombre des mêmes gens qui chérirent son fils, prince tout à fait populaire, qui l'entourèrent de leurs respects et lui obéirent avec un tel dévouement, que en vain jugeaient-ils l'entreprise mauvaise, ils l'accompagnèrent à la fatale bataille de Flodden, où il trouva la mort avec l'élite de ses sujets. Le bonheur et la tranquillité de l'Écosse reposaient beaucoup trop sur le caractère personnel du souverain pour jamais être long-temps durables.

La différence qui existait entre les deux royaumes, quant à la condition des classes inférieures, était telle que le degré relatif de civilisation auquel ils étaient parvenus peut le faire supposer. En Angleterre, les marchands possédaient des capitaux énormes, les principaux citoyens étaient industrieux et opulents ; les simples bourgeois cossus et aisés, tous vivaient heureux sous la protection de lois équitables. Les métayers et les fermiers, presque complètement affranchis de la domination de leurs seigneurs par la loi contre les redevances féodales et par d'autres statuts favorables à la liberté des personnes, avaient une honnête opulence, et, au lieu de suivre les lords à la guerre, s'occupaient d'améliorer l'agriculture du pays. En Écosse c'était absolument l'inverse. Les villes, quoique favorisées par la législation, languissaient faute de commerce, car les marchands écossais n'avaient ni marchandises ni capitaux, leurs seuls objets d'exportation étaient le cuir, la laine, et de telles matières premières, qu'offrait la contrée. Aussi, comme la plupart des objets de nécessité ou de luxe s'importaient tout fabriqués de Flandre, la supériorité commerciale n'était nullement en faveur du pays le plus pauvre. Aucun espoir d'amélioration n'était possible, car ni l'habileté, ni le travail n'eussent trouvé chalands, lors même que la disette du numéraire n'eût pas été aussi grande. Les campagnes étaient à peine en meilleur état que les villes. Comme la nation se trouvait toujours en guerre, le

métier d'agriculteur était inévitablement estimé moins que celui de soldat. Les fermiers qui étaient dans la dépendance absolue des propriétaires du sol, et sans cesse obligés de prendre les armes pour courir le pays à la suite de leurs seigneurs, abandonnaient les travaux de leurs fermes à des vieillards, des femmes, des enfants. Des serfs étaient aussi employés à ces occupations domestiques, indignes, pensait-on, de mains libres. Toutefois l'extrême rudesse de leur caractère garantissait les tenanciers d'une tyrannie sans bornes. Si un paysan profitait de ce qu'un de ses voisins ne pouvait pas payer une rente, pour se faire adjuger le fief du débiteur insolvable, l'individu ainsi dépossédé tuait son rival pour punir la sordide avarice de son seigneur. De nombreuses lois furent faites pour réprimer ces abus, mais en vain. Les juges ne pouvaient que rarement les faire exécuter ; souvent même ils ne le voulaient pas. Le parlement d'Écosse vit le mal et en prescrivit le remède, mais la grande difficulté était de l'appliquer.

En littérature, l'Écosse soutenait plus avantageusement la comparaison avec sa voisine que sur tout autre point[82]. Elle parlait la même langue que l'Angleterre : mais le temps avait introduit chez eux une prononciation différente.

Le parlement d'Écosse était si convaincu de la nécessité de l'éducation, qu'il rendit, en 1494, un arrêté par lequel tout baron et tout franc-tenancier dans l'aisance était tenu, sous peine d'une amende de vingt livres, d'envoyer l'aîné de ses

[82] Gawin Douglas déclare qu'il écrit sa langue franchement et simplement, sans employer aucune expression du midi, c'est-à-dire de la langue anglaise. Il s'excuse d'avoir écrit quelques mots, d'après la prononciation de cette dernière langue, lorsqu'il eût voulu écrire uniquement et exclusivement en écossais. A. M.

fils à l'école fondée, dès qu'il atteindrait l'âge de six, ou, le plus, de neuf ans. Après avoir suffisamment appris le latin, les clercs devaient consacrer encore trois années à l'étude de la philosophie et du droit pour devenir aptes à remplir les fonctions de shérif, de juge de paix, et toute autre magistrature. Que ce bizarre édit ait exercé beaucoup d'influence sur la nation, nous n'en pouvons douter ; cependant l'historien Mair ou Major, n'en continua pas moins de reprocher aux nobles de son époque qu'ils négligeaient d'une manière honteuse l'éducation de leurs enfants. Mais quoique le plus grand nombre des Écossais puisse avoir méprisé les lettres et les travaux de l'esprit comparativement aux exercices du corps et aux jeux de la guerre, il y en eut encore assez qui profitèrent des occasions qu'on leur donnait de s'instruire, pour laisser une éclatante preuve de leur science. Dunbar, le Chaucer d'Écosse, a, dans sa ***Lamentation sur la mort des Faiseurs***, énuméré dix-huit poètes tous renommés de leur temps, qui fleurirent depuis la première moitié du quinzième siècle jusqu'au règne de Jacques V. Beaucoup de leurs poésies qui nous sont parvenues attestent le talent et le goût des auteurs ; mais le génie de Dunbar et de Cawin Douglas seul suffirait pour illustrer des siècles entiers d'ignorance. Les écrits latins qu'ont laissés l'évêque Elyhinstone, John Major ou Mair, Patrick Paulner, secrétaire de Jacques IV, et Hector Boëce ou Boetius, savant fort instruit quoique historien inexact et mensonger, montrent les immenses progrès de la littérature écossaise.

La récente découverte des classiques qui avaient été perdus, avait rallumé le flambeau du savoir dans des pays long-temps plongés dans les ténèbres de l'ignorance, et sa lumière avait pénétré dans les deux parties de la Grande-Bretagne. Mais de plus profondes et de plus importantes doctrines se répandaient rapidement. L'art de l'imprimerie,

alors en pleine activité, avait étendu la véritable connaissance des divines écritures[83] à des milliers de gens qui ne les connaissaient encore que falsifiées par des impostures humaines. L'église de Rome se trouva dans une position à être embarrassée par ses propres retranchements. Après avoir déclaré positivement l'infaillibilité de ses arrêts, il lui devint impossible, à moins d'être inconséquente avec elle-même, de sacrifier aux lumières sans cesse croissantes de l'époque, des opinions, des rites, ou des coutumes, adoptés pendant des siècles d'ignorance, et d'entrer en arrangement avec l'esprit d'analyse. Aussi le clergé eut-il à entreprendre la rude tâche d'étouffer cet ennemi puissant par l'autorité et l'analyse.

Toutes deux, l'Angleterre et l'Écosse, accueillirent en secret les idées des réformateurs, et peu à peu les laissèrent triompher complètement de l'ancienne religion. Mais les circonstances, la manière, et la modification avec lesquelles la foi protestante fut introduite et reçue dans les deux royaumes furent si différentes, qu'elles semblèrent d'abord les séparer plutôt l'une de l'autre que hâter la mesure si naturelle et si avantageuse de leur réunion. Le ciel, dans sa miséricorde, avait retardé ce rapprochement comme un heureux résultat auquel les deux nations devaient enfin être conduites par une série d'événements qui promettaient une bien différente issue.

[83] Il faut se rappeler que Walter Scott était protestant. A. M.

À propos de cette édition électronique

Texte libre de droits.

Corrections, édition, conversion informatique et publication par le groupe :

Ebooks libres et gratuits

Adresse du site web du groupe :
http://www.ebooksgratuits.com/

—

Mars 2024

—

— **Élaboration de ce livre électronique** :

Les membres de ***Ebooks libres et gratuits*** qui ont participé à l'élaboration de ce livre, sont : YvetteT, PatriceC, Jean-Luc, Cool-micro.

— **Dispositions** :

Les livres que nous mettons à votre disposition, sont des textes libres de droits, que vous pouvez utiliser librement, à une fin non commerciale et non professionnelle. Tout lien vers notre site est bienvenu…

— **Qualité** :

Les textes sont livrés tels quels sans garantie de leur intégrité parfaite par rapport à l'original. Nous rappelons que c'est un travail d'amateurs non rétribués et que nous essayons de promouvoir la culture littéraire avec de maigres moyens.

Votre aide est la bienvenue !

VOUS POUVEZ NOUS AIDER À FAIRE CONNAÎTRE CES CLASSIQUES LITTÉRAIRES.